

Les conséquences de la détente Est-Ouest et les rebondissements de la crise du Golfe

- Le nombre des bases américaines à l'étranger sera fortement réduit
- L'Irak saisit les avoirs des pays qui ont gelé les siens

Désarmement quand même

PARADOXE d'une situation internationale il est vrai sans précédent à bien des égards : au moment même où l'Amérique procède, dans le Golfe, à l'un de ses plus importants déploiements militaires de l'après-guerre, le Pentagone annonce la plus vaste réduction en quarante ans de son dispositif à travers le monde : trois bases importantes seront fermées, quarante-quatre autres, situées dans dix pays, verront leurs activités réduites.

Sans doute ne convient-il pas de surestimer l'effet pratique du geste. Les autorités américaines se refusent à préciser le nombre des effectifs concernés, et aucune date n'est fixée pour la fin d'une opération qui porte sur des objectifs très divers. Plusieurs des cent cinquante « installations militaires » supprimées ou réduites sont des sites d'entraînement, des bureaux de transport, voire des mess d'officiers ou des terrains de sport...

La tendance n'en est pas moins profonde et irrésistible. L'une des raisons invoquées est le besoin de réduire le déficit du budget américain. Mais la principale est bien évidemment la détente Est-Ouest et le désir de récolter les « dividendes de la paix » sur le terrain privilégié de cette réconciliation : l'Europe. Près de neuf sur dix des objectifs concernés par la décision du Pentagone se trouvent sur le Vieux Continent, et les deux tiers en Allemagne.

D'autres pays se sont déjà engagés dans cette voie. Après la Grande-Bretagne, qui prévoit de réduire de moitié son armée le Rhin, M. Mitterrand et Kohl se sont entendus mardi 18 septembre à Munich sur une réduction, de près de moitié également, des forces françaises en RFA.

Comme, dans le même temps, l'on assiste à un repli général des forces soviétiques de toute l'Europe centrale, les diplomates qui négocient à Vienne une réduction « équilibrée » des forces en Europe ne cessent de prendre du retard sur la réalité. Washington a jugé récemment « dépassé » le plafond de 195 000 hommes proposé précédemment par M. Bush pour les effectifs américains et soviétiques en Europe, et l'on risque d'ailleurs de n'avoir bientôt plus grand-chose à négocier, chacun procédant unilatéralement ou par accord bilatéral.

Il est significatif à cet égard que la brigade franco-allemande ait été d'emblée mise à l'écart de toutes les mesures de réduction décidées à Munich : ses 4 000 hommes ne passent évidemment pas lourd sur le plan militaire, mais ils pourraient être - outre le symbole de la coopération franco-allemande - l'embryon de l'Europe de demain.

L'Irak a annoncé, mercredi 19 septembre, la saisie des « biens, avoirs et revenus » des gouvernements, institutions, sociétés et banques qui avaient ordonné le gel des avoirs irakiens et koweïtiens (lire page 46). A Paris, les ministres de l'Union de l'Europe occidentale ont préconisé une extension de l'embargo contre l'Irak au domaine aérien (lire page 2). A Washington, le Pentagone a annoncé la fermeture à l'étranger de trois bases et une réduction d'activité sur quarante-quatre autres (lire page 4).

Le désarroi de M. Perez de Cuellar

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Traditionnellement, la première semaine de l'Assemblée générale annuelle des Nations unies est consacrée aux questions d'intendance telles que l'élection du président, l'admission et la radiation des états-membres ou encore la composition des différentes commissions. Et ce n'est qu'après ces formalités que commence véritablement le débat général.

Cette année, à l'occasion de la quarante-cinquième session annuelle, inaugurée le 18 septem-

bre et qui s'achèvera à la fin de l'année, les premières interventions importantes sont prévues pour le 24 septembre avec comme premier orateur le Brésil - autre tradition - suivi par la France en la personne de M. François Mitterrand, le chef de l'Etat ayant décidé de s'exprimer à la tribune de l'ONU, comme il l'avait fait précédemment en 1983 et 1988. Cette fois-ci, pour expliquer la politique de Paris face à un environnement international fragilisé par la crise du Golfe.

SERGE MARTI
Lire la suite page 5

Les jésuites, des hommes du siècle

La Compagnie de Jésus, qui célèbre son quatre cent cinquantième anniversaire reste en première ligne dans l'Eglise et la société

Franck Chaigneau est un homme pressé. Costume-cravate, affable et souriant. L'habit ne fait pas le jésuite. A quarante-huit ans, ce cadre dynamique est homme d'Eglise et directeur de La Table de Cane, une petite entreprise de restauration, à Montrouge (Hauts-de-Seine), qui fait travailler des gens sortis de prison, des délinquants, des cas sociaux.

Etre jésuite, c'est être discret, silencieux, actif. A La Table de Cane, on n'entend jamais parler de Dieu. Le directeur a un langage de patron et le compte d'exploitation est la bible quotidienne. Le jésuite a le souci de l'efficacité. Son évangélisation n'est pas dans les mots : elle est dans la tête, dans les gestes.

L'ordre fondé en 1540 par Ignace de Loyola a ses constantes. Etre membre de la Compagnie de Jésus, c'est tout d'abord savoir où l'on va. Savoir s'adapter aussi. Où qu'ils soient, les jésuites parlent de « formation permanente » et sont à l'aise sur le marché de l'emploi, comme sur le terrain des idées. Le parcours du Père Chaigneau est un modèle : il entre à la Compagnie, suit une année d'études littéraires, apprend la philo et la théologie, passe une licence de physique avec une seule idée en tête : devenir technicien. Entré informaticien chez Honeywell-Bull, il devient responsable de formation chez BSN, puis ingénieur chez Total où il exerce en prime... des responsabilités syndicales, avant de se

plonger dans cette dernière « mission jésuite » d'aide à la réinsertion.

L'adaptation, en tous lieux et toutes circonstances, vaut sûrement aux jésuites, dans toutes les langues, de tous temps, et à travers tous les dictionnaires, un préjugé défavorable. Image d'Epinal, certes, « mais qui nous laisse plus de marge d'action qu'aux franciscains, qui, eux, doivent sans cesse jouer les bons apôtres », remarque l'un d'eux.

JEAN-MICHEL DUMAY
Lire la suite page 15 - section B
et les résultats d'un sondage CSA réalisé pour le Monde, la Vie et la Compagnie de Jésus ainsi qu'un entretien avec le Père PETER-HANS KOLVENBACH, supérieur général des jésuites.

Un podium pour Coca-Cola

Le choix d'Atlanta, de préférence à Athènes pour les JO de 1996, répond à des impératifs économiques

Le Comité international olympique (CIO), réuni mardi 18 septembre à Tokyo, a choisi Atlanta pour l'organisation des Jeux d'été de 1996. La capitale de la Géorgie a obtenu 51 voix contre 35 à Athènes au cinquième tour de scrutin après les éliminations successives de Belgrade, Manchester, Melbourne et Toronto.

La célébration du centenaire de la rénovation des Jeux olympiques, organisés en Grèce en 1896, faisait d'Athènes l'incontestable favori pour l'attribution des XXIII^e Jeux d'été en 1996. La capitale grecque a d'ailleurs été en tête lors des trois premiers tours de scrutin, mais en optant finalement pour Atlanta, le CIO, réputé conservateur, a démontré qu'il préférerait désormais la rentabilité et l'efficacité à l'histoire et à la tradition.

L'élection en 1980 de M. Antonio Samaranch à la présidence du CIO, le renouvellement depuis de quarante-deux des quatre-vingt-huit membres de cette assemblée, la disparition plus récente de Horst Dassler, fondateur d'Adidas, qui exerçait une influence occulte sur les votes, notamment auprès des représentants de l'ex-« bloc de l'Est » et des pays du tiers-monde, ont, certes, bouleversé bien des données du mouvement olympique.

GERARD ALBOUY
Lire la suite page 12 - section B
et les articles de HENRI PIERRE et de DIDIER KUNZ



Lire également

- La Jordanie respecte-t-elle l'embargo page 2
- Environ 360 Français sont actuellement retenus en otage page 2
- Les conséquences économiques en Inde et à Djibouti page 36

Justice : une priorité moins prioritaire

Annulé depuis des mois comme une des priorités du gouvernement en 1991, le projet de budget du ministère de la justice a peu souffert des économies rendues nécessaires par la crise du Golfe. Mais il n'est pas à la hauteur des engagements pris par le premier ministre. La France consacrerait 18 milliards de francs à la justice. La part ainsi prise dans le budget de l'Etat, 1,40 %, contre 1,38 % en 1990, ne répond pas, malgré les efforts sur le long terme, à l'attente manifestée avec vigueur par les syndicats.

Lire page 11 - section B
l'article d'AGATHE LOGEART

Agriculture : Bruxelles contre les aides

La Commission de Bruxelles devait adopter, le mercredi 19 septembre, une série de mesures visant à réduire les soutiens dont bénéficie l'agriculture communautaire. Bruxelles entend ainsi montrer aux Etats-Unis sa bonne volonté à l'approche de l'ultime phase de l'Uruguay round qui doit se terminer en décembre. Mais les dispositions prévues par la Commission risquent de mécontenter les agriculteurs français.

Lire page 37 - section D
l'article de Ph. LEMAITRE

SPÉCIAL APPLE EXPO
LA RENTRÉE MACINTOSH

Commentez avec les meilleurs experts les nouveautés Apple, les logiciels, les accessoires...
Venez rencontrer dans un cadre exceptionnel les experts Apple et les représentants des magasins Apple.

ME DOMINIQUE
A Marseille : 091 55 44 40
A Paris : 01 47 33 33 33
A Lyon : 078 20 20 20
A Bordeaux : 059 33 33 33
A Nantes : 021 33 33 33
A Lille : 091 33 33 33
A Strasbourg : 038 33 33 33
A Montpellier : 049 33 33 33
A Toulouse : 056 33 33 33
A Clermont-Ferrand : 033 33 33 33
A Dijon : 038 33 33 33
A Reims : 033 33 33 33
A Metz : 033 33 33 33
A Nancy : 033 33 33 33
A Luxembourg : 036 33 33 33
A Bruxelles : 022 33 33 33
A Genève : 022 33 33 33
A Zurich : 022 33 33 33
A Bâle : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33 33 33
A Grisons : 022 33 33 33
A Schwyz : 022 33 33 33
A Uri : 022 33 33 33
A Valais : 022 33 33 33
A Vaud : 022 33 33 33
A Neuchâtel : 022 33 33 33
A Jura : 022 33 33 33
A Fribourg : 022 33 33 33
A Lucerne : 022 33 33 33
A St Gallen : 022 33 33 33
A Appenzel : 022 33 33 33
A Glarus : 022 33

LA CRISE DU GOLFE

L'activité diplomatique et le renforcement

Le président syrien Hafez El Assad entame, samedi 22 septembre, une visite officielle de trois jours à Téhéran. Cette visite, la première effectuée par le chef de l'Etat syrien depuis la révolution islamique de 1979, coïncidera avec le dixième anniversaire de la guerre irano-irakienne au cours de laquelle la Syrie a soutenu l'Iran. D'autre part, l'ambassadeur d'Iran à Islamabad, M. Jawad Mansouri, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que le président Saddam Hussein se rendrait à Téhéran « au plus tard dans un mois ».

● A MOSCOU, le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayçal, a déclaré que l'envoi de troupes soviétiques en Arabie Saoudite « serait certainement bienvenu ». Le responsa-

ble saoudien n'a pas précisé toutefois si la demande avait été formulée explicitement au cours de sa rencontre lundi avec le président Mikhaïl Gorbatchev. Des responsables soviétiques ont affirmé à plusieurs reprises que Moscou n'envisageait pas l'envoi de troupes dans la région.

● A WASHINGTON, le secrétaire général des Nations unies, Javier Pérez de Cuellar, a déclaré qu'il étudierait « très très soigneusement » une invitation du président Saddam Hussein à aller à Bagdad négocier un règlement pacifique de la crise du Golfe. Il se réfère à un article de presse citant le chef de l'OLP, Yasser Arafat, selon qui le chef de l'Etat irakien serait disposé à négocier une solution pacifique avec M. Pérez de Cuellar. Mais

le secrétaire général a ajouté qu'il avait besoin de « quelque chose de plus officiel » qu'un article de presse pour envisager un voyage à Bagdad.

● A JÉRUSALEM, le ministre israélien des affaires étrangères, M. David Lévy, a fait état mardi d'une mise en garde soviétique à l'irak pour le dissuader d'attaquer Israël. « Je tiens de bonne source que le président Gorbatchev a déclaré au ministre des affaires étrangères irakien, M. Tarek Aziz, que l'URSS se rangerait du côté d'Israël si l'irak l'attaquait dans le cadre de la crise du Golfe », a-t-il ajouté. Cependant, M. Itzhak Shamir, le premier ministre israélien, a déclaré qu'il n'était pas certain « que tels aient été exactement les propos du président Gorbatchev ».

● A TÉHÉRAN, le journal iranien *Ressalat*, citant des sources informées en Iran, a révélé que l'ancien ministre iranien du pétrole, Mohammad-Djavad Tondgouyan, qui avait été fait prisonnier par les irakiens au début de la guerre du Golfe, « est tombé martyr en 1985 dans un camp militaire irakien ». Le journal ne donne aucune indication sur les circonstances de la mort de l'ancien ministre, qui avait été enlevé en 1980 par les forces irakiennes alors qu'il était en mission d'inspection dans les installations pétrolières de la province de Khouzistan, dans le sud-ouest de l'Iran. Ses deux collaborateurs, qui avaient été faits prisonniers en même temps que le ministre, ont été libérés samedi par l'Irak et ont regagné l'Iran. — (AFP.)

Les pays de l'UEO préconisent l'extension de l'embargo au domaine aérien

Les pays de l'Union de l'Europe occidentale se sont mis d'accord, mardi 18 septembre à Paris, sur les grandes lignes d'une résolution étendant l'embargo contre l'Irak au trafic aérien. « Nous sommes plutôt proches [d'un accord], et je pense que d'ici à la fin de la semaine la résolution sera adoptée », a estimé l'ambassadeur d'URSS à l'ONU, M. Youli Vorontsov.

Réunis à Paris, les neuf pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (la seule instance européenne compétente en matière de défense, composée des Douze de la CEE, moins le Danemark, la Grèce et l'Irlande) ont appelé le Conseil de sécurité à se prononcer « très rapidement » en faveur de cette extension et se sont déclarés prêts à mettre en œuvre un embargo aérien dans les meilleurs délais.

« Jamais, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'Europe n'avait agi avec une telle solidarité... Le secrétaire général de l'UEO, M. Willem Van Eekelen, arbitrait un soir pour le moins saisissant à l'issue de la deuxième réunion de l'organisation depuis le début de la crise du Golfe, convoquée mardi, à l'initiative de la France, après la violation de ses enceintes diplomatiques à Koweït.

Les dix-huit ministres européens — ceux de la défense et des affaires étrangères — se sont en effet mis d'accord sur deux chapitres : l'ex-

ension de l'embargo au domaine aérien et le renforcement de la coordination mise en place le 21 août.

Le communiqué final stipule que les Neuf ont décidé « de prendre dans les plus brefs délais les mesures supplémentaires nécessaires à la mise en œuvre complète et efficace de l'embargo, y compris dans le domaine aérien, et appellent le Conseil de sécurité à adopter très rapidement les décisions appropriées en ce sens : celles-ci devraient s'appliquer si nécessaire aux pays qui ne respectent pas l'embargo ».

Londres moins enthousiaste que Paris

Les Neuf, qui jusqu'à présent ne coordonnaient que leurs forces navales — présentes dans la zone, à ce jour, sous la forme de vingt-huit bateaux — ont décidé d'étendre leur coopération aux dispositifs terrestres et aériens. Les ministres « décident de définir les modalités de ces nouveaux déploiements, de favoriser leur complémentarité, d'harmoniser les missions des forces des Etats membres et de mettre en commun en tant que de besoin leurs moyens logistiques », indique le communiqué.

Pour l'instant, seules la Grande-Bretagne et la France ont envoyé des forces terrestres dans le Golfe. Mais d'autres pays européens envisagent de le faire. « D'autres y réfléchissent », a affirmé au cours d'une conférence de presse, M. Roland Dumas, qui s'est notamment réjoui de l'annonce, par les Pays-Bas, de l'envoi de dix-

huit F 16 qui seront basés en Turquie (l'Espagne, en revanche, a exclu d'accroître ses moyens militaires sur place, mais a proposé de mettre des moyens logistiques à la disposition de ses alliés européens pour les aider à transporter leurs forces dans le Golfe).

Le ministre des affaires étrangères a rappelé que « tout ce dispositif, qui se situe dans le cadre des Nations unies, est un dispositif défensif », et que « chaque force, sur le terrain relève de son commandement ». Autrement dit, l'UEO demeure le simple cadre d'une coordination des forces en présence. Le chef de la diplomatie française s'est néanmoins montré très satisfait des résultats de cette réunion. « Un grand pas dans la recherche d'une sécurité et d'une défense européennes communes a été accompli », a-t-il affirmé.

« L'Europe a tenu à donner une impulsion politique qui se traduira dès demain dans la réalité sur place », a estimé M. Dumas. « Cette crise a montré que les pays membres de l'UEO étaient capables de décider d'une organisation commune et, qui plus est, de traduire en action, sur le terrain, la volonté politique exprimée », a ajouté M. Dumas. L'UEO a été un bon instrument pour envisager, à terme, ce que pourrait être une sécurité commune. « Son homologue britannique, M. Douglas Hurd, est resté beaucoup plus réservé. « Nous parlons de commandements nationaux », a déclaré le secrétaire au Foreign Office (...), il n'y a pas de discussion à propos d'une nouvelle structure. »

MARIE-PIERRE SUBTIL

L'administration Bush critiquée pour sa politique conciliante avant l'invasion du Koweït

Les détracteurs de M. Bush commencent à se demander si la politique conciliante des Etats-Unis envers l'Irak avant la crise du Golfe n'a pas encouragé Saddam Hussein à envahir le Koweït le 2 août.

Interrogé à ce sujet lundi 17 septembre, le président américain a répondu qu'il regretait rétrospectivement cette politique : « Il y avait quelques raisons de croire que, peut-être, l'amélioration de ses relations avec l'Occident modifierait le comportement (de l'Irak). Avec le recul, on peut dire que cela n'avait pas grand sens. »

La preuve la plus accablante de cette attitude conciliante est la transcription, rendue publique par l'Irak — et dont l'authenticité n'a pas été contestée par Washington — d'une rencontre entre l'ambassadeur américain à Bagdad, M. April Glaspie, et Saddam Hussein, le 23 juillet.

Lors de cette rencontre, Saddam Hussein avait semblé menacer les Etats-Unis d'attaques terroristes, si Washington soutenait le Koweït contre Bagdad : « Nous ne pouvons pas vous attendre directement sur votre territoire, mais individuellement, des Arabes le peuvent. »

M. Glaspie n'a pas répondu à cette remarque, pas plus qu'à d'autres propos agressifs. Elle a au contraire fait l'éloge « des efforts extraordinaires (de Saddam Hussein) pour reconstruire (son) pays ». Affirmant que Washington ne prenait pas parti pour l'Irak ou le Koweït, elle a ajouté : « J'ai des instructions directes du président pour rechercher de meilleures relations avec l'Irak. (...) M. Bush est un homme intelligent. Il ne va pas déclarer une guerre économique contre l'Irak. » M. Glaspie était apparemment si convaincu que l'Irak n'attaquerait pas le Koweït

qu'elle a quitté le pays à la veille de l'invasion.

D'autre part, les parlementaires démocrates ont reproché mardi 18 septembre à M. John Kelly, secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud, d'avoir tenu deux jours avant l'invasion des propos qui pouvaient inciter Saddam Hussein à agir.

Au cours d'un débat de la sous-commission chargée du Proche-Orient, à la Chambre des représentants, un démocrate de l'Indiana, M. Lee Hamilton, a critiqué M. Kelly pour s'être opposé à des sanctions contre l'Irak lors d'une séance de cette même sous-commission, le 31 juillet : « Vous avez donné l'impression que la politique des Etats-Unis était de ne pas défendre le Koweït en cas d'invasion », a dit M. Hamilton. — (Reuter, AFP.)

Environ 360 Français sont actuellement retenus en otage

Deux ressortissants français du Koweït ont été arrêtés au début de la semaine et conduits vers des lieux inconnus, a-t-on appris mercredi 19 septembre au ministère français des affaires étrangères à Paris.

« Environ 360 Français » sont actuellement retenus en otage en Irak et au Koweït, avait indiqué, mardi, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Daniel Bernard, qui a ajouté qu'une centaine d'entre eux se cachaient au Koweït. Jusqu'à la semaine dernière, le Quai d'Orsay comptabilisait « environ quatre

cent » Français retenus dans les deux pays.

Le porte-parole n'a pas fourni d'explication à cette révision à la baisse du chiffre des otages français. Selon une source informée, elle prendrait en compte le fait qu'un certain nombre de personnes possédant une double nationalité — française et celle de pays en développement notamment — ont pu quitter l'Irak au cours des derniers jours en camouflant leur identité française.

Interrogé sur les nombreux cas signalés d'entreprises ayant réduit les

salaires de leurs employés retenus en Irak, M. Bernard a souligné que le gouvernement « se préoccupe » de ce problème. Bien qu'il s'agisse d'une question relevant d'abord des entreprises concernées, a-t-il rappelé, le gouvernement a déjà pris de nombreuses dispositions pour pouvoir venir en aide, si nécessaire, aux familles des otages. M. Bernard a notamment rappelé que dans chaque préfecture une personne avait été spécialement désignée pour répondre en urgence à tous les problèmes matériels, administratifs, financiers pouvant se poser à ces familles.

La Jordanie respecte à peu près le blocus

Au moment où il est question de renforcer le blocus contre l'Irak, de Washington ainsi que de Londres et de Paris, des regards sévères se tournent vers quelques pays pouvant être soupçonnés de ne pas se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité.

AMMAN

Le blocus de l'embargo a été très net ces derniers jours. M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, n'a-t-il pas déclaré samedi : « Pour que l'embargo soit complet, on devrait envisager d'imposer aussi des sanctions économiques à ceux qui le violent » ? Les coupables ne sont pas désignés nominalement, mais il y a aussi des propos officieux plus directement accusateurs qui ont été entendus par les intéressés. Parmi eux, la Jordanie, même si elle n'est pas la plus visée. Dans les milieux gouvernementaux et le petit monde des affaires à Amman, on commence à se demander s'il ne s'agit pas là d'une pression qui n'aurait pas grand-chose à voir avec le respect ou non des règles de l'embargo.

Cela semble d'autant plus étrange que ceux qui, en Jordanie, au nom des Etats-Unis et de plusieurs pays européens, sont chargés d'enquêter discrètement persistent à dire que — à une exception notable près — l'application des sanctions est satisfaisante (le 10 septembre). Et qu'en tout cas il n'y a pas de quoi fouetter les dirigeants du royaume hachémite. Quelques « bavures » ont été notées mais jugées insignifiantes par ces experts. « Petites » (des camionnettes), disent les Anglo-Saxons, « brouilleries », disent les Français.

« Si l'on cherche des infractions importantes, il faut regarder ailleurs, déclare un diplomate. Les frontières de

la Jordanie sont faciles à surveiller, par satellite par exemple. D'autre part, sur le terrain nous procédons à des vérifications par des moyens tout aussi habiles qu'insoupçonnés... » C'est dire que divers services de renseignement sont un remboursement de dette envers la Jordanie.

Elles sont dérisoires, comparées à la production globale irakienne dont l'écoulement est désormais interrompu par ailleurs. Et puis, l'Irak ne touche rien puisque ces livraisons constituent un remboursement de dette envers la Jordanie.

Le prince Hassan, frère et principal collaborateur du roi Hussein, rapportant que l'économie jordanienne dans son ensemble était étroitement liée à celle de l'Irak, a encore souligné, au cours d'une récente interview télévisée, que son pays, fortement pénalisé par les conséquences de la crise du Golfe et celles de l'embargo, prévoyait de perdre l'équivalent de 50 % du produit national brut (deux tiers du PIB).

« L'étranglement se fait déjà sentir », a-t-il ajouté.

Les compensations financières, annoncées notamment par les Etats-Unis, le Japon et la Communauté européenne, tardent à se concrétiser. D'autre part, la Jordanie affirme que, depuis le 2 août, elle n'a plus reçu la moindre portion de ces larges contributions régulièrement apportées par les pays arabes pétroliers pour lui permettre de boucler son budget. Le Koweït et l'Irak ne paient plus, cela se comprend. Quant à l'Arabie saoudite et aux Emirats du Golfe, ils boudent le royaume hachémite parce que ce dernier refuse de rompre avec l'économie irakienne. La condamnation par Amman de l'annexion du Koweït et l'application des résolutions du Conseil de sécurité ne leur suffisent pas. C'est une guerre des nerfs coûteuse pour la Jordanie qui, faute d'une rapide assistance, risque dès la fin octobre de n'avoir plus aucun moyen d'importer le strict nécessaire.

« Au bord de la faillite »

« Les transactions bancaires avec l'Irak sont également prohibées par les prescriptions de l'embargo, nous dit le directeur d'une banque jordanienne. Il

n'est guère possible d'enfreindre cette interdiction. Les gens des Emirats et les Saoudiens ont d'importants intérêts dans nos établissements. Ils ne nous pardonneraient pas une faiblesse et sont vigilants. » Ce financier est bien placé pour constater les effets de la crise : « Nombre de mes clients, dit-il, sont des transporteurs, des transitaires et des exportateurs qui ne travaillent que pour l'Irak. Ils sont à présent au bord de la faillite. » Comme beaucoup de Jordaniens, il s'inquiète de « l'incompréhension » que manifestent les Américains, les Européens et les Arabes riches du Sud envers son pays. « Je suis convaincu, déclare-t-il, que si les Occidentaux se montrent particulièrement sévères aujourd'hui, cela dépasse de beaucoup le plan économique et est celui du respect de l'embargo. C'est très politique. On menace le roi Hussein pour avoir maintenu des relations avec Saddam, pour avoir accueilli à nouveau Georges Habache qui tient des propos incendiaires et avoir composé avec les islamistes qui prônent le djihad. On lui reproche de suivre ou précéder l'opinion publique jordanienne dans ses sympathies à l'égard de l'Irak et son hostilité à l'attitude des Etats-Unis. Mais peut-il faire autrement ? A Washington et à Riyad, a-t-on intérêt à le déstabiliser alors qu'il représente toujours, malgré les apparences actuelles, un atout pour l'Occident et les régimes conservateurs de la région ? »

Mais notre interlocuteur reconnaît qu'il y a des limites à la complaisance envers le président irakien. Il n'hésite pas à condamner celui-ci avec virulence, ce qui explique qu'il réclame l'anonymat car, dit-il, « quand je dénonce le comportement de Saddam, même devant des confrères ou des hommes d'affaires, on me regarde à travers comme un traître, et pourtant je sais que leur avis, au-delà du conformisme ambiant, ne peut être très différent du mien ».

FRANCIS CORNU

BERNARD BRAGARD,
FRÉDÉRIC GILBERT, CATHERINE SINET

J.M.

LE FEUILLETON NICOIS

Depuis plusieurs années, les auteurs de ce livre ont accumulé des informations sur les sombres affaires de Jacques Médecin, maire de Nice. Ils en avaient révélé une partie dans le cadre de l'émission de Michel Polac, *Droit de réponse*, et depuis 1989, d'autres scandales impliquant le terrible « J.M. » de la Côte d'Azur ont éclaté.

Ce livre retrace pour la première fois l'histoire complète de l'ascension et de la chute de Jacques Médecin. De la constitution du « système Médecin » dans la bonne ville de Nice jusqu'à ses affaires américaines, en passant par l'affaire Spaggiari et les liens avec Jean-Dominique Frérot, rien n'a été laissé au hasard.

Les révélations concernant les liens entre Jacques Médecin et sa propre famille politique ou l'étrange attitude laxiste de certains membres du gouvernement socialiste à son égard pendant de nombreuses années donnent encore plus d'intérêt à cette enquête en profondeur.

LA DÉCOUVERTE

سكزا من الارجل

سكنا من الامم

LA CRISE DU GOLFE

des mesures internationales contre l'Irak

Neuf navires civils affrétés par le ministère de la défense

La marine marchande va, sur une vaste échelle, prêter main forte aux armées françaises dans l'acheminement de troupes en Arabie saoudite. S'appuyant sur la loi du 21 mai 1969 relative au transport maritime pour des motifs d'intérêt national, le ministère de la défense a décidé d'affréter neuf navires civils pour une période d'une quinzaine de jours qui serviront au transport de troupes, de matériel et de vivres. Il s'agit à la fois de car-ferris modernes et de cargos, soit des porte-conteneurs, soit des navires-garages, spécialement conçus pour embarquer des engins roulants et appelés par les spécialistes cargos « roll-on roll-off ».

C'est le même dispositif juridique (en vigueur d'ailleurs dans d'autres pays européens) qui, à plusieurs reprises dans des situations de crise et notamment en 1973 pour l'évacuation des Français d'Alexandrie, en 1986 à Aden ou encore pour la venue de réfugiés albanais en juillet 1990, a été invoqué afin de mettre des navires civils à la disposition du gouvernement sans qu'il ait besoin d'employer la réquisition.

Importance stratégique

Les neuf bateaux français, dont deux sont immatriculés sous le pavillon des Kerguelen, représentent une capacité globale de 60 000 tonnes de jauge brute et les véhicules militaires qu'ils pourront transporter formeraient, s'ils étaient mis bout à bout, une colonne de sept kilomètres.

Organisée avec minutie dès le 15 septembre par la cellule spéciale du ministère de la mer placée sous l'autorité de M. Georges Tourret, cette importante opération de mobilisation de moyens civils se déroulera en quatre vagues d'appareillage obéissant chacune à un nom de code : Angela, Alice, Arlette et Amélie. Le premier convoi devrait quitter Toulon pour Yanbu, port saoudien sur la mer Rouge, le 20 septembre, composé d'un car-ferry de la compagnie publique SNCM qui dessert habituellement la Corse et de deux cargos d'accompagnement.

Les compagnies maritimes concernées, le Comité central des armateurs de France que préside M. Gilles Bouthillier, les syndicats de marins et d'officiers et les fon-

ctionnaires ont tous réagi avec promptitude et sans aucun état d'âme, se pliant à ce que le ministre de la mer, M. Jacques Mellick, affirme que le dispositif soit opérationnel dans les meilleurs délais.

Les armateurs seront payés par l'Etat. Seule fausse note : le Syndicat des travailleurs corses (STC), fort actif depuis le printemps dernier sur les cargos et sur les car-ferris de la Méditerranée et rival de la puissante COT, a estimé le moment opportun de réclamer une prime pour les équipages.

Les Etats-Unis, en revanche, n'ont, pour l'heure, toujours pas donné suite au feu vert accordé la semaine passée par le Quai d'Orsay qui autorisait l'affrètement, sur des bases commerciales, de quatre navires français au maximum pour le transport de troupes américaines. Il semble que les bateaux susceptibles d'être loués au Pentagone ne conviennent pas sur le plan technique ou ne sont pas actuellement disponibles. Et aujourd'hui, avec la ponction de neuf grands navires sur une flotte totale française qui en compte cent cinquante (pétroliers et transporteurs de gaz exclus) il semble que les requêtes américaines seraient de plus en plus difficiles à honorer rapidement.

Comme à l'époque de la guerre des Malouines où M. Thatcher avait abondamment mobilisé les navires britanniques de commerce, la crise actuelle montre à quel point une flotte, outre son rôle économique et commercial naturel, peut présenter une importance stratégique. Les militaires, d'ailleurs, ne s'y trompent pas et suivent toujours de très près la construction des cargos et des car-ferris pour les compagnies civiles.

Les derniers-nés de nos grands paquebots-garages qui desservent les lignes de la Manche ou celles de la Méditerranée sont d'ailleurs conçus non seulement pour permettre la pose d'un hélicoptère mais aussi pour embarquer ou débarquer, par leur rampe arrière, des engins militaires dans des conditions difficiles. A ce titre, les épisodes actuels de la crise du Golfe aideront certainement M. Mellick à défendre, en 1991, dans une conjoncture budgétaire difficile, la poursuite de son plan de consolidation de la flotte marchande française.

FRANÇOIS GROSCHICHARD

L'Europe militaire à bord du « Dupleix »

Dans le golfe Arabo-Persique, l'Europe militaire est déjà une réalité. Lorsque le chef du groupement opérations (CGO) de la frégate *Dupleix* présente la carte de l'embargo, tous les matins, lors du briefing sur la passerelle, il distingue, d'une part, les bâtiments de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), d'autre part, les navires américains et australiens.

DÉTROIT D'ORMUZ de notre envoyé spécial

Ce vocabulaire est nouveau. Il est l'une des conséquences de la réunion de coordination des états-majors de l'UEO, qui s'est tenue sur la frégate française, vendredi 14 septembre (le *Monde* date 16-17 septembre). Selon le capitaine de vaisseau François Pezard, commandant du *Dupleix* et qui présidait la rencontre, cette réunion n'a eu qu'un « caractère technique ». Mais elle concrétisait bien une « volonté politique européenne ».

La coordination décidée vendredi s'exerce selon trois axes : géographique, logistique, transmissions. La coordination géographique a conduit à diviser la zone du golfe Arabo-Persique (GAP) et la zone du golfe d'Oman (GO) en cinq secteurs (quatre dans le GAP, un dans le GO), que se partagent les navires anglais, français, hollandais, italiens, qui devraient être rejoints bientôt par une frégate espagnole.

Des habitudes de travail

Sur le plan logistique, la coordination interne à l'UEO permettra la présence à temps plein dans le GAP d'un ravitailleur européen qui, quelle que soit sa nationalité, ravitaillera en carburant tous les bateaux de guerre de l'UEO participant à l'embargo dans la zone. Un ravitailleur sera disponible à temps partiel, selon le même principe, dans le golfe d'Oman.

Enfin, une coordination est mise en place au niveau des transmissions. Selon le commandant du *Dupleix*, il s'agit « d'une coordination, pas d'une intégration ».

tion », puisque le dispositif n'engage pas la liberté d'action et de mouvement de chacune des marines, qui restent sous commandement national. Par ailleurs, une coordination est assurée entre le groupe UEO et le groupe américano-australien (1), les Etats-Unis se chargeant entièrement de leur propre coordination interne.

Ce dispositif ne change rien au fait que les Etats-Unis assurent toujours dans le nord du GAP la présence d'un « picket » anti-irakien, qui couvre le débarquement de leurs troupes et matériels terrestres, mais assure aussi la protection contre les avions irakiens de l'ensemble des navires occidentaux présents dans la zone de crise.

Bien que les militaires français soient muets sur ce point, il semble que le seul problème réel, pour décider du principe et de l'application de cette coordination intereuropéenne, soit venu de la Grande-Bretagne, toujours animée par un tropisme qui la pousse au moins autant vers les Etats-Unis que vers les Européens.

Toutefois, ces réticences politiques n'influeraient en rien sur la coordination quotidienne au niveau des commandants de navire. Naturelle sur le plan politique, la coordination intereuropéenne est aussi relativement facile sur le plan militaire, à en croire le commandant Pezard. Si un « changement positif » a pu être ressenti très rapidement sur la zone, selon les termes du « pacha » du *Dupleix*, c'est parce que les marines européennes ont déjà l'habitude de travailler ensemble. Ce qui n'est pas le cas avec les bâtiments américains venus de la flotte du Pacifique. Bien que présidente de l'UEO, la France ne conservera pas la présidence du dispositif européen dans le Golfe. Le principe d'une présidence tournante a été adopté. Les prochains présidents devraient être, début octobre, les Britanniques.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) Mardi 18 septembre, sur l'ensemble des zones GAP, GO, mer d'Arabie, on comptait, selon les indications disponibles sur le *Dupleix*, vingt-cinq bâtiments de combat (plus les divers bâtiments de soutien), dont dix de l'UEO, douze américains et trois australiens.

L'armée irakienne a fortement augmenté ses effectifs

Les Pays-Bas se sont déclarés « disposés » à envoyer dans la région du Golfe un escadron de 18 chasseurs F-16 « si le Conseil de sécurité » des Nations unies décide de décréter un embargo aérien contre l'Irak. Quatre-vingt-dix à 160 militaires néerlandais partiront avec cet escadron, dont la mission sera d'effectuer des patrouilles de « police aérienne ».

L'armée irakienne a, quant à elle, modifié son dispositif au Koweït et dans la région voisine, augmentant de 95 000 hommes ses effectifs, qui sont à présent estimés à 360 000 hommes de troupe, soutenus par 2 800 chars, 1 800 blindés légers et 1 450 pièces d'artillerie, a annoncé mardi M. Pete Williams, porte-parole du Pentagone. Les dernières estimations de Washington, rendues publiques il y a deux semaines, portaient sur 265 000 hommes et 2 200 chars.

« Il y a une tendance générale au remplacement des unités blindées par de l'infanterie », a l'avant, a indiqué M. Williams. Cette modification dans le déploiement irakien, a poursuivi M. Williams, « constitue une

amélioration des défenses » de l'armée irakienne, « qui conserve néanmoins la capacité de conduire des opérations offensives dans de très brefs délais ». (AFP, Reuters.)

Moscou dément avoir proposé un navire de transport aux Américains

Moscou (AFP). — Un porte-parole officiel a démenti mercredi 19 septembre à Moscou que l'URSS ait accepté de mettre à la disposition des Etats-Unis un navire marchand de grande capacité pour transporter du matériel militaire américain vers le Golfe.

« Cette information est démentie », a déclaré sans plus de précision M. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, au cours d'un briefing de presse.

Les Américains ont informé leurs alliés de l'OTAN qu'ils avaient accepté cette offre soviétique lors d'une réunion spéciale mardi des ambassadeurs des seize pays de l'Alliance, avait-on indiqué mercredi de source informée à l'OTAN.

Kuwait Airways compte reprendre ses opérations à partir du Caire

Les Irakiens viennent de saisir quinze des vingt-six appareils de la compagnie aérienne Kuwait Airways, notamment huit Airbus et deux Boeing-767 qui vont être incorporés dans Iraqi Airways. Mais le PDG de la compagnie, M. Ahmed El Machari, qui est installé au Caire, a annoncé mercredi 19 septembre que celle-ci, bénéficiant de droits de trafic nouveaux, allait reprendre ses opérations à partir du Caire, où elle dispose de

huit Boeing avec quatre cents membres d'équipage, et assure notamment une liaison entre les Etats-Unis et l'Extrême-Orient en passant par l'Europe et le Proche-Orient.

Kuwait Airways desservait une quarantaine de villes (dont Bangkok et New-York) et employait huit mille personnes (dont deux mille dans sa filiale Kasco, chargée de l'entretien et de la restauration).

○ Inquiétude mesurée des Français face aux conséquences économiques de la crise du Golfe. — Selon un sondage réalisé par la SOFRES pour un groupe de journaux de province, une majorité de Français (54 % contre 30 %) estime que les événements du golfe Persique ne déclencheront pas une véritable crise économique mais entraîneront plutôt des difficultés passagères. Le gouvernement doit

attendre avant de mettre en place des mesures de rigueur économique et sociale, selon 59 % des personnes interrogées (32 % sont d'un avis contraire) ; 41 % estiment enfin que si de telles mesures étaient adoptées, ce sont les entreprises qui devraient en supporter la charge. Cette enquête a été effectuée du 6 au 10 septembre sur un échantillon national de mille personnes.

L'Argentine envoie un contingent symbolique

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

L'Argentine a décidé d'envoyer un contingent militaire dans le Golfe. Le ministre des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, a annoncé, mardi 18 septembre, qu'un « contingent spécial » de l'armée de terre, de l'aviation et de la marine (avec une frégate et un destroyer porteur de missiles Exocet), s'apprête à « rétablir la paix dans la zone du conflit ».

Cette décision a été prise après que le ministre koweïtien de l'électricité et de l'eau, M. Houssein Al Rqobah, en eut fait la demande explicite, lundi, au président Carlos Menem. Elle est due aussi au fait que l'Argentine entend ne pas rester en marge de l'histoire, ce à quoi son déclin économique la conduit. Lors de la deuxième guerre mondiale, elle avait choisi une prudente neutralité que les Etats-Unis lui reprochèrent par la suite. Aujourd'hui, elle fait un geste dont elle espère que Washington lui saura gré. Politiquement lourd de sens, l'envoi de troupes argentines dans le Golfe n'en demeure pas moins militairement symbolique : « Nous ne nous leurrerons pas. Notre présence ne va pas faire pencher la balance. Elle sera plus morale que matérielle », nous confiait récemment un général argentin. Les militaires faisaient campagne depuis plusieurs semaines pour une intervention directe dans la crise du Golfe (le *Monde* date 26-27 août). Ils veulent faire oublier leur fiasco face à la Grande-Bretagne pendant la guerre des Malouines, en 1982, ainsi que leurs crimes des années 70. D'autre part, ils s'inquiètent de leur avenir dans un pays qui n'a plus les moyens de maintenir une armée pléthorique et qui a fait de la paix avec ses voisins l'un des axes de sa politique extérieure. La participation des militaires argentins à la force multinationale dans le Golfe leur confère une mission inspirée.

F. C.

Georges Habache, fidèle à lui-même...

Les Etats-Unis ont exprimé, mardi 18 septembre, une certaine irritation à l'égard de la Jordanie, à laquelle ils reprochent d'avoir abrité, le week-end dernier, une manifestation violemment anti-américaine (le *Monde* du 18 septembre) et de ne pas en faire assez sur le plan politique pour montrer son opposition à l'invasion du Koweït par l'Irak.

AMMAN

de notre envoyé spécial

Le roi Hussein de Jordanie prend décidément beaucoup de risques, si tant est qu'il ait jamais cessé d'en courir. Jugant qu'il ne pouvait se permettre d'être dépassé par les sentiments de ses sujets « jordano-palestiniens », très sensibles aux arguments du « rais » de Bagdad contre les « exploitateurs du Golfe », le « démon » américain et, bien sûr, Israël, le souverain hachémite avait accepté d'effacer vingt ans d'histoire en autorisant le retour en Jordanie de M. Georges Habache, secrétaire général du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP). Celui-là même qui, au premier rang des combattants palestiniens, avait presque réussi à le déborder durant le « septembre noir » de 1970.

Mai lui en a pris. M. Habache, tribun quasi légendaire de l'aile dure de l'OLP, reste redoutable même quand on le dit en perte de

vitesse et plongé dans l'embaras d'être, depuis des années, l'hôte d'un gouvernement syrien qui vient soudain de se ranger au côté des Américains honnis. Durant la conférence qui réunissait des mouvements pro-irakiens et « anti-impérialistes » à Amman du 15 au 17 septembre, a servi de prétexte à son retour, M. Habache avait, dans une certaine mesure, rongé son frein et gardé un profil relativement bas. Il avait déclaré qu'il n'écarterait pas une solution pacifique à la crise du Golfe, et qu'elle aurait même certainement ses préférences. Avec une délégation de confédérés, M. Habache a été reçu par le roi, et l'on pensait que les choses en resteraient là pour l'instant, d'autant qu'il n'allait pas s'éterniser en Jordanie.

Grand écart

Mais M. Habache n'a pu se retenir. Fidèle à lui-même, comme si vingt ans s'étaient soudain effacés, il s'est de nouveau abandonné à ses emportements de toujours. Au cours d'une rencontre avec la presse à Amman, mardi 18 septembre, il a déclaré : « Nous avons la main sur la détente pour ouvrir le feu sur les intérêts américains et occidentaux dès le moment où [les Etats-Unis] attaqueront Bagdad et l'Irak. » « Nous ne sommes pas des terroristes »,

a-t-il ensuite affirmé. Mais, de son discours, on ne retiendra vraisemblablement que la phrase précédente. D'autant que c'est lui qui avait, en 1970, consacré de façon spectaculaire l'avènement d'un nouveau style de terrorisme en faisant détourner en même temps plusieurs avions civils et leurs passagers vers le désert jordanien. Ce qui allait déclencher le « septembre noir », l'affrontement meurtrier avec l'armée jordanienne et, finalement, l'éviction de la résistance palestinienne de son sanctuaire. M. Habache a encore augmenté la gêne que doit ressentir le roi Hussein en allant jusqu'à déclarer, mardi, qu'il allait s'ouvrir « une nouvelle ère de coopération » entre la Jordanie et le FPLP.

Le roi éprouvait déjà des difficultés de plus en plus grandes pour ne pas heurter la susceptibilité des pays occidentaux et arabes mobilisés contre l'Irak, tout en gardant des contacts étroits avec Saddam Hussein. Maintenant, il peut être sûr d'avoir, à son corps défendant, davantage indisposé ces pays, sans compter Israël toujours prêt à l'être. Le grand écart qu'il tente, depuis des semaines, entre son alliance avec l'Irak et celle, plus ancienne, avec les Etats occidentaux ou les régimes de la péninsule Arabique devient quasiment impossible à tenir.

F. C.

OCTAVE MANNONI

Je commence ici le journal de la psychanalyse que j'ai demandée au Dr Lacan (5, rue de Lille)

Nous nous quittons. C'est la ma route.



Denoël

DIPLOMATIE

Après le sommet

Pour MM. Kohl et Mitterrand, le rattachement de la RDA devra renforcer le couple franco-allemand

L'équation unité de l'Allemagne - unité de l'Europe est devenue ces derniers mois une sorte de leitmotiv de toutes les réunions franco-allemandes et communautaires. Le sommet de Munich des 17 et 18 septembre, n'a pas fait exception, au contraire. Dans la déclaration commune qu'ils ont publiée à son issue, MM. Kohl et Mitterrand déclarent que le rattachement de cinq nouveaux Länder à la République fédérale va être l'occasion d'élargir le champ de la coopération entre les deux pays et de resserrer leurs liens politiques. « Nos deux pays continueront à être le moteur de la construction européenne » à Douze, affirment-ils, tout en se proposant d'œuvrer de concert à l'union de l'Europe tout entière, en vue - et on reconnaît là la patte de M. Mitterrand - de l'avènement d'une « confédération » de tous les Etats du Vieux Continent.

MUNICH

de notre envoyée spéciale

La répétition doit avoir ses vertus : dès le mois d'avril en effet l'idée que la dynamique de l'unité allemande était un tigre dans le

moteur franco-allemand de l'intégration communautaire avait déjà fait l'objet d'une déclaration solennelle de MM. Kohl et Mitterrand, qui proposaient à leurs partenaires européens de boucler d'ici au 1^{er} janvier 1993 les discussions sur les structures économiques et monétaires, d'une part, politiques de l'autre, de la future Europe des Douze.

Ils ont éprouvé le besoin de rappeler cet objectif à Munich, comme si l'approche de l'échéance de l'unité allemande et la mesure prise des perturbations économiques qui peuvent provisoirement en résulter, avaient entre-temps fait reculer l'ardeur européenne des Allemands.

De fait, le ministre des finances de Bonn, M. Theo Waigel (en l'occurrence porte-drapeau de l'aile conservatrice de l'électorat du chancelier), rejoint par divers responsables des milieux financiers dont le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Pöhl, et faisant cause commune avec d'autres membres de la CEE désormais hésitants, a souhaité publiquement ces dernières semaines qu'on y regarde à deux fois avant d'adopter le rythme proposé par M. Jacques Delors pour la mise en place de l'union économique et monétaire (UEM). M. Genscher reste lui en revanche un farouche partisan de la méthode rapide (entrée au 1^{er} janvier 1993 dans la deuxième phase de la construction de l'union économique et monétaire).

Le chancelier n'a pas vraiment

tranché à Munich, et on n'attend d'ailleurs plus guère de lui qu'en période pré-électorale il tranche. Sur l'essentiel il est ferme : il veut l'intégration politique et monétaire de l'Europe et il veut que les réformes qu'elle appelle soient proposées à ratification d'ici l'entrée en vigueur du marché unique au 1^{er} janvier 1993. Sur le point qui donne lieu à débat, à savoir le contenu et le rythme de réalisation de l'union monétaire (ce que le chancelier qualifie « d'importants détails »), il se borne à déclarer qu'ils continueront de faire l'objet d'une étroite concertation avec la France, c'est-à-dire qu'il ne garantit rien, mais n'hypothèque rien non plus.

Le retrait des troupes françaises

L'autre objet de la rencontre de Munich était de s'entendre sur les modalités du retrait des soldats français stationnés en RFA. Dès que l'unité allemande était apparue comme une chose acquise à bref délai, M. Mitterrand avait estimé que la « logique » appelait le départ de toutes les troupes françaises, qui pouvaient être perçues, selon le président, comme des troupes occupantes. Il l'a redit mardi à Munich : puisque l'Allemagne va recouvrer sa pleine souveraineté, « il faut se réinsérer dans l'ordre naturel des relations internationales », c'est-à-dire rappeler des troupes venues en Allemagne « dans des circonstances qui ont pu

laisser une certaine amertume ». En réalité, leur présence en RFA n'a plus rien à voir depuis trente-cinq ans avec ces circonstances d'origine et c'est au titre de la défense de l'Europe occidentale qu'elles s'y trouvent.

Pourtant, très en deçà des déclarations faites précédemment par M. Chevènement qui annonçait le rapatriement de tous les soldats français d'ici à 1994, le texte de Munich ne mentionne pas de retrait total mais annonce seulement une réduction de moitié en deux ans, dont les modalités (qui partira et d'où ?) restent à discuter. On ira plus loin mais il ne fallait pas le dire à Munich.

Le président de la République a dit avoir été « touché » par les nombreuses démarches faites auprès de lui par les communes allemandes hébergeant les soldats français qui y trouvent probablement leur compte en prospérité locale. La demeurant annoncée à Munich peut permettre à chacune de ces municipalités d'espérer qu'elle y échappera et que seront préservés ses intérêts locaux. Elle épargne à M. Helmut Kohl quelques mécontentements de clocher et à encore la perspective des élections n'aura sans doute pas été absente.

Un retrait intempestif et total des troupes françaises risquait d'avoir en outre un effet d'entraînement et c'est ce que voulait éviter le ministre ouest-allemand de la défense, M. Stolten-

berg. Si tous les Français se retiraient, pourquoi pas en effet tous les soldats étrangers stationnés en Allemagne ? M. Mitterrand a donc dû tempérer son impulsion première.

Ni les 2 800 soldats français de Berlin (dont le départ relève d'une autre négociation), ni les 4 200 hommes de la brigade franco-allemande mise sur pied récemment ne sont concernés par cette réduction de moitié.

La défense européenne n'est pas pour demain

Décidée en 1988, cette brigade avait été présentée comme le spectaculaire emblème du rapprochement franco-allemand, voire comme l'embryon d'une future défense européenne. De l'eau a coulé sous les ponts et les Allemands ont actuellement bien d'autre chose en tête que la défense européenne. « Nous n'en sommes pas là », répondit mardi le chancelier Kohl, avec l'air de tomber des nues quand la question lui fut posée. Et même M. Mitterrand, tout en réaffirmant qu'« une Europe capable d'assurer sa propre défense reste un objectif digne », faisait valoir qu'il est prématuré d'y penser et qu'« une défense commune ne peut passer que par une union politique préalable ».

On semble assez sceptique à l'Elysée devant l'idée que la crise du Golfe pourrait servir d'incita-

tion aux Européens dans ce domaine, en dépit des efforts déployés par M. Roland Dumas au sein de l'Union de l'Europe occidentale. « Les conversations de l'UEO ne sont pas inutiles », a dit M. Mitterrand. Mais de là à une intervention organisée, il y a un grand pas qui ne peut pas être franchi puisque les fondements juridiques et les structures n'existent pas. Quant à l'ambition de l'UEO de coordonner les forces européennes dans le Golfe, on ne la surestime pas non plus dans l'entourage du président : « Pour coordonner, il faudrait déjà avoir quelque chose à coordonner... ».

Le président français s'est félicité mardi avec plus de chaleur qu'il ne l'avait fait la veille de la perspective de l'unité allemande. « Je réitère aux Allemands les vœux que la France forme pour eux en ce moment de leur Histoire si chargée d'émotion, de souvenirs et d'espérance », a-t-il dit. Il a affirmé ne pas savoir encore à quel niveau serait représentée la France aux cérémonies du 3 octobre à Berlin, mais il est vraisemblable que ce ne sera pas au sien. M. Kohl en a d'ailleurs fait son deuil. Parmi les chefs d'Etat et de gouvernement des quatre puissances anciennement garantes du statut de l'Allemagne « tout le monde ne pouvait pas accepter l'invitation et nous avons donc décidé d'une manifestation plus tournée vers l'extérieur », a dit le chancelier.

CLAIRE TRÉAN

La déclaration commune

« Nos deux pays continueront d'être le moteur de la construction européenne »

Voici les principaux extraits de la déclaration commune de MM. Kohl et Mitterrand faite à Munich à l'issue du sommet franco-allemand, mardi 18 septembre.

« Conscients des responsabilités de nos deux pays quant à la préparation de l'avenir de l'Europe, nous sommes parvenus aux constatations suivantes :

» Sur la base du traité de coopération franco-allemand du 22 janvier 1963, les relations entre la France et l'Allemagne sont devenues un modèle unique de rapports d'amitié et de confiance entre deux Etats et deux peuples voisins. (...)

» L'accomplissement de l'unité allemande, que nous saluons en commun, donne à notre coopération, qui, dès le départ, s'était fixée pour objectif de faire avancer ensemble l'œuvre d'unité européenne dans tous les domaines, une nouvelle portée et de plus larges horizons.

» Nous voulons que nos pays se développent ensemble, unis par des liens de plus en plus étroits. (...) Nous engageons vivement les entreprises françaises et allemandes à s'investir durablement dans les cinq nouveaux Länder de la République fédérale d'Allemagne. Nous désirons encourager aussi la coopération culturelle et les échanges de jeunes avec cette partie de l'Allemagne, afin d'accroître l'adaptation de millions de personnes, après des décennies d'isolement et d'endoctrinement, à notre communauté de valeurs. (...)

» Nos deux pays continueront d'être le moteur de la construction européenne. Notre objectif est l'union européenne comme base solide de l'unité de l'Europe dans son ensemble.

» Conformément à notre initiative du 18 avril 1990, nous vivrons dans trois mois à Rome les conférences gouvernementales sur l'union économique et monétaire et l'union politi-

que. Nous désirons conclure ces conférences gouvernementales afin que les réformes qui en découleront puissent être ratifiées par les Etats membres avant la fin de 1992 et qu'ainsi les bases de l'union européenne puissent être posées au moment même de la conclusion du marché unique. (...)

» A l'avenir, nous harmoniserons nos positions afin d'ouvrir la voie à la future union politique, grâce notamment à la coopération franco-allemande.

» Nous sommes résolus à agir en vue d'une confédération européenne au sein de laquelle tous les Etats de notre continent coopéreront à l'égalité. (...)

» La France et l'Allemagne renforceront le développement d'une politique commune à l'égard de l'Est.

» Le prochain sommet de la CSCE, que la France accueillera en novembre, revêt une importance capitale. Nous nous emploierons ensemble à jeter les bases d'un nouvel ordre de paix européen durable et juste et nous établirons à cet effet les cadres institutionnels nécessaires. (...)

» Les deux gouvernements sont résolus à renforcer, dans le cadre de leur coopération avec les Etats d'Afrique du Nord et de la Méditerranée orientale. (...)

» La République fédérale d'Allemagne remercie la France pour la solidarité qu'elle a manifestée en vue d'assurer sa liberté pendant les quarante dernières années, notamment par le stationnement de ses forces armées.

» Le chancelier fédéral a insisté sur le fait que des soldats français resteraient les bienvenus en Allemagne.

» Le gouvernement français a fait part au gouvernement allemand de son intention de réduire dans un premier temps, de moitié, dans les deux prochaines années, les forces armées françaises en Allemagne. La brigade franco-allemande et les forces françaises à Berlin ne sont pas visées par cette observation.

» Les décisions nécessaires seront prises entre les deux pays au cours des prochains mois, en prenant en considération leurs intérêts et les intentions des autres Alliés.

» Le conseil franco-allemand de défense et de sécurité a demandé aux organes compétents de veiller à ce que l'expérience acquise dans le cadre du travail de la brigade franco-allemande enrichisse les divers projets de coopération en cours. Il a demandé aux organes placés sous son autorité de lui présenter, d'ici à sa prochaine réunion, des propositions relatives à l'évolution ultérieure des structures communes. (...)

RECTIFICATIF. - Dans l'article de notre correspondant à Bonn sur le voyage de MM. Roland Dumas et Hans Dietrich Genscher en RDA (*le Monde* du 18 septembre), une malencontreuse erreur nous a fait écrire que Goethe et Schiller étaient originaires de Weimar alors qu'ils y ont seulement longuement vécu. En réalité, Johann Wolfgang von Goethe est né en 1749 à Francfort-sur-le-Main et Friedrich von Schiller, dix ans plus tard, à Marbach dans le Wurtemberg.

Près de la moitié des 46 000 militaires français stationnés en Allemagne rentreront en France avant deux ans

Dans un délai de deux ans, 20 000 hommes des forces armées françaises en Allemagne devraient avoir quitté leurs garnisons, à l'exception de la brigade mixte de 4 200 hommes que les deux pays ont constituée pour qu'elle soit au complet le 1^{er} octobre prochain, et de la garnison de Berlin, qui relève d'un statut différent du corps d'armée blindée installé outre-Rhin depuis le fin de la dernière guerre mondiale.

C'est un peu moins de la moitié des effectifs totaux de ce corps d'armée qui compte 46 000 hommes, auxquels il faut ajouter quelques éléments de l'armée de l'air et de la gendarmerie. Avec les familles, la présence militaire française en Allemagne est de l'ordre de 80 000 personnes.

C'est en juillet dernier que le chef de l'Etat avait considéré que, dans la perspective de l'unification allemande, la logique voudrait que l'armée française regagne son pays.

La présence de ce corps d'armée, principalement composé de trois divisions blindées, a été sa légitimité aux accords de 1945 sur l'occupation de l'ancien Reich par les forces alliées. Puis ce statut a disparu avec les accords de Paris de 1955, qui ont marqué le souveraineté de l'Allemagne fédérale et son adhésion à l'Alliance atlantique.

En 1966, après la décision du

général de Gaulle de retirer l'armée française des commandements intégrés alliés, un échange bilatéral de lettres entre Paris et Bonn a confirmé le maintien de ces troupes en Allemagne, spécialement en Rhénanie, en Sarre et en Bade-Wurtemberg, soit de l'ordre de 30 garnisons comportant 75 casernements, des hôpitaux, des écoles, lycées ou collèges et divers logements.

Outre un état-major de corps d'armée et une brigade logistique à Baden-Württemberg, le dispositif comprend, à Trèves, à Fribourg et à Landau, trois divisions blindées, fortes chacune de 10 000 hommes et de 800 véhicules. Il rassemble aussi des éléments dits « organiques » de corps d'armée, dont certains, comme les régiments d'artillerie nucléaire sol-sol Pluton, sont en réalité stationnés de l'autre côté du Rhin en territoire français.

Commandement national

Le corps d'armée français en Allemagne participe à la défense du théâtre Centre-Europe sous la responsabilité du chef d'état-major des armées, qui reçoit ses ordres du président et du gouvernement français. Il peut donc être engagé de façon autonome aux seules conditions fixées par le chef de l'Etat ou bien il peut être mis sous

« contrôle opérationnel » d'un corps d'armée allié (américain ou allemand) si Mitterrand en décidait ainsi.

Le corps d'armée d'Allemagne a des liaisons permanentes avec le deuxième corps d'armée allemand, les états-majors des Régions militaires allemandes sur lesquelles il est implanté, le commandement des forces terrestres américaines en Europe et le commandement de l'armée britannique du Rhin.

A l'heure actuelle cette grande unité, sous les ordres du général de corps d'armée Michel Chézain, réunit pour l'essentiel dans ses forces combattantes 11 600 cadres et 34 400 engagés ou appelés du contingent, sans compter les éléments de l'armée de l'air, de la gendarmerie et les personnels civils. Un appel sur six effectue son service outre-Rhin et, pour la majorité d'entre eux, ils viennent des Régions militaires de Metz, Lille ou de Paris. Un rapport parlementaire récent (*le Monde* des 22 et 23 juillet) a évalué à 4 millions de francs les coûts annuels liés au stationnement de ces forces, le gouvernement allemand étant propriétaire de l'infrastructure.

Le retrait, durant les deux années prochaines, des 20 000 premiers hommes de ce corps d'armée laissera en Allemagne environ 26 000 hommes encore,

puisque le gouvernement de Bonn n'a pas souhaité, dans l'immédiat, le départ de l'ensemble des forces françaises.

Si le reste devait suivre un jour ou l'autre avant 1994, date annoncée du repli des troupes soviétiques, le gouvernement français a, par l'intermédiaire de son plan « Armées 2000 », fait savoir que l'armée de terre, qui compte actuellement 295 000 hommes dans ses forces, devrait se séparer de 35 000 à 40 000 postes dans les quatre ans à venir pour tomber au niveau incompressible de 250 000 hommes.

Ainsi le corps de manœuvre français qui est aujourd'hui axé autour de six divisions blindées (dont les trois régiments, dans chacune des divisions, alignent chacun 52 chars AMX 30) se rétractera à quatre divisions blindées (dont les trois régiments par division devraient aligner chacun 70 à 80 chars Leclerc). Cette réorganisation entraînera un réaménagement, baptisé « Plan Orion », de l'infrastructure (casernements et camps) en France. Le coût de l'exécution de ce plan de regroupement immobilier est estimé à 15 milliards de francs en quinze ans, selon des évaluations de l'état-major communiquées au Parlement français.

JACQUES ISNARD

Par décision du Pentagone

Cent cinquante installations américaines seront supprimées ou réduites dans dix pays

Abandon de trois bases, réduction ou fermeture de cent cinquante installations militaires américaines sur quarante-quatre autres bases dans dix pays : les Etats-Unis vont procéder ces prochaines années à une réduction sans précédent depuis la deuxième guerre mondiale de leurs activités militaires à l'étranger.

Selon une liste rendue publique mardi 18 septembre par le département de la défense, deux bases et deux autres sites correspondant à des « communautés militaires », selon la terminologie du Pentagone, seront

abandonnés en Allemagne fédérale. Il s'agit des bases aériennes de Hesch Oldendorf et de Lindsey et des « communautés militaires » de Bad Toez et de Neu Ulm. Ces deux derniers ensembles regroupent notamment des centres d'entraînement, des casernes et des habitations pour les familles des militaires américains stationnés en RFA.

En Espagne, la base aérienne de Torrejon sera également abandonnée. Cette décision était attendue depuis plusieurs mois à la suite d'un accord entre les Etats-Unis et l'Italie prévoyant le redéploiement dans ce dernier pays de l'escadron de chasse F-16 précédemment basé à Torrejon. Les opérations d'abandon de ces cinq sites commenceront au

cours de l'année fiscale 1991 et se poursuivront les années suivantes, a précisé le Pentagone.

Au total, ce sont quatre-vingt-quatre « installations militaires » en RFA, onze en Espagne, neuf en Corée du sud, trois en Grèce, Italie, Grande-Bretagne et Australie respectivement, et une au Japon qui seront ainsi abandonnées. Les opérations seront réduites sur vingt-trois autres installations, dont quatorze en RFA, trois en Corée du sud, deux en Espagne, une en Italie, au Japon, au Canada et aux Bermudes respectivement.

En janvier dernier, le Pentagone avait déjà annoncé qu'il envisageait de fermer trente-cinq bases aux Etats-Unis et douze outre-mer, ainsi

que de réduire les activités sur deux autres bases à l'étranger. A Bonn, un porte-parole du ministère de la défense s'est félicité de la décision américaine, dans laquelle il a vu « un signe évident des efforts de désarmement en Europe ». Bien que le Pentagone n'ait cité aucun chiffre sur les effectifs qui seront ainsi réduits, le ministre et président du gouvernement régional de Bavière, M. Max Streibl, a indiqué qu'environ soixante mille soldats américains, sur les deux cent cinquante mille stationnés en RFA, seront rapatriés dans les sept années à venir, ce qui offrira, a-t-il ajouté, « une chance unique dans la lutte contre la pénurie de logements ». - (AFP, UPI).

DIPLOMATIE

Après le sommet renouveau de la RDA franco-allemand

Le sommet franco-allemand de Munich, qui s'est tenu du 17 au 19 septembre, a été marqué par la signature d'un accord de coopération culturelle et scientifique entre les deux pays. L'accord prévoit notamment la mise en place d'un observatoire franco-allemand de la RDA, qui permettra d'étudier les transformations sociales et économiques de la République démocratique allemande.

Le sommet a également permis de réaffirmer l'engagement des deux pays à promouvoir la coopération entre les deux rives du Rhin. Les ministres des Affaires étrangères, M. Rüchger pour la France et M. Rüchger pour l'Allemagne, ont souligné l'importance de cette coopération pour la paix et la stabilité en Europe.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

Le sommet a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et les défis auxquels nous sommes confrontés. Les deux pays ont convenu de poursuivre leurs efforts pour promouvoir la coopération et la paix.

de Munich

Relance du D2 MAC et mise sur satellite des télévisions publiques

Résultat d'un intense travail depuis le dernier sommet franco-allemand d'avril, les deux gouvernements soulignent leur volonté de poursuivre de manière constante la voie du D2 MAC, cette norme de transmission qui doit préparer l'avènement de la télévision haute définition.

La France s'est ainsi engagée à diffuser Antenne 2 sur ses satellites de télévision directe, en remplacement de la chaîne germanophone Première (Canal Plus Allemagne). Celle-ci a en échange reçu le soutien des Français pour obtenir une place sur le satellite allemand TV Sat 2. Il appartient toutefois aux Allemands, seuls compétents en matière d'audiovisuel, d'octroyer cette place. Le gouvernement allemand s'est engagé à leur demander de diffuser sur TV Sat 2 les chaînes publiques ARD et ZDF.

Toutes ces chaînes seront diffusées en norme D2 MAC, au format d'écran large dit « seize neuvièmes ». Un protocole signé par l'administration, les diffuseurs, les industriels et les ministères allemands confirme ce choix, qui sonne sans doute le glas d'une norme concurrente, le PAL Plus, proposée par certaines chaînes.

Côté français, un groupement d'intérêt économique (GIE) va être créé pour la promotion des nouvelles normes de télévision auprès du grand public. Les deux États vont enfin demander à la Commission européenne de proroger au-delà de 1991 la directive qui impose le D2 MAC sur les satellites de télévision directe. Et ils vont réfléchir en commun à la deuxième génération de satellites, qui doit remplacer les TV-Sat 1 et 2. Une réflexion menée « dans les prochaines semaines », car les deux États souhaitent s'entendre avant novembre, date à laquelle les membres de l'organisation européenne Eutelsat doivent se prononcer sur le projet européen de satellites de télévision directe.

M. C. I.

Le sort de la SEPT entre les mains des Lander

Après vingt mois de négociations difficiles puis de blocages inter-allemands, M. Helmut Kohl a spectaculairement relancé, mardi 18 septembre, le dossier de la chaîne culturelle franco-allemande dont la SEPT, en France, a été l'initiatrice. Prenant pour ses interlocuteurs français et allemands, il a souligné, semble-t-il, ses propres conseils, le chancelier a en effet accepté que les Lander ouest-allemands signent sur ce sujet un traité avec la France.

« Avant l'unification allemande le 3 octobre », a-t-il même souligné de façon « pressante » au cours de la conférence de presse concluant le sommet de Munich.

A l'origine de l'imbroglio, la nature fédérale de l'Allemagne de l'Ouest : l'audiovisuel relève des Lander, les relations internationales des autorités de Bonn, la Loi fondamentale prévoyant toutefois que « dans la mesure de leurs compétences législatives, les Lander peuvent avec l'assentiment du gouvernement fédéral, conclure des traités avec des États étrangers ». C'est cet assentiment que le chancelier se refusait à accorder jusqu'ici, craignant sans doute qu'un accord international ratifié par l'ensemble des États fédérés n'ouvre une brèche dans les pouvoirs fédéraux à la veille de l'unification. Le blocage paraissait si total que l'on réfléchissait, de part et d'autre du Rhin, à des formules de remplacement : la Deutsche Welle, la Deutschlandfunk ou RIAS Berlin (Radio im Amerikanischen Sektor), des organismes fédéraux aux compétences à repenser après l'unification, ne pouvaient-elles pas faire l'affaire ?

La concession de M. Kohl est donc de taille, à la mesure peut-être du ressentiment que l'un sentait poindre, ces dernières semaines du côté français, souligné par deux lettres récentes de M. Michel Rocard. Reste que ce qu'on qualifie côté français d'« échec » ne garantit pas totalement l'avenir de la chaîne culturelle franco-allemande, les Lander étant eux-mêmes divisés sur l'opportunité du projet à l'heure où les deux chaînes publiques ouest-allemandes doivent prendre le relais de la télévision de RDA et y investir massivement. Les ministres-présidents de l'ensemble des Lander de RFA qui se réunissent le 20 septembre, devraient donner rapidement leur réponse.

P.-A. G.

Le désarroi de M. Perez de Cuellar

Suite de la première page

Pour l'heure, l'Assemblée générale a été par acclamation à sa présidence M. Guido de Marco, vice-premier ministre de Malte, qui remplace ainsi M. Joseph Garba, nommé conseiller du président dans son pays d'origine, le Nigeria. L'Assemblée a également décidé l'admission du Lichtenstein, qui devient le 160^e pays-membre de l'organisation. Pour un court laps de temps puisque après le 3 octobre prochain, date officielle de la fusion entre les deux Allemagnes, le nombre de membres retombera à 159. Il y a quelques mois, l'admission de la Namibie, puis la fusion des deux Yémens, avaient produit le même phénomène arithmétique.

Rapport annuel

Mais le fait marquant de cette journée aura été la publication du rapport du secrétaire général sur l'activité de l'organisation, un document qui donne le ton du prochain débat général auquel participent une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement et le double de ministres. M. Javier Perez de Cuellar y passe en revue

les différents dossiers qui ont connu une issue positive sous l'action des Nations unies, tels que la Namibie, le Nicaragua où est intervenue « une passion pacifique du pouvoir dans une région où une telle transition était auparavant l'exception plutôt que la règle » ou encore le Salvador où se dessine un cessez-le-feu « après dix ans de conflit armé ».

Parallèlement, le secrétaire général cite « les progrès encourageants » accomplis afin de régler le problème du Sahara occidental et les perspectives de paix qui s'offrent désormais au Cambodge. Pour autant, M. Perez de Cuellar reconnaît que la solution du problème de Chypre n'a pas beaucoup avancé, que les souffrances du peuple afghan continuent et que « des périls nouveaux et alarmants ont surgi ces dernières semaines au Moyen-Orient ».

Naturellement, c'est l'invasion du Koweït par l'Irak qui préoccupe le plus le numéro un des Nations unies. Se félicitant de l'amélioration des relations entre l'Irak et l'Iran qui rendent possible désormais l'application des résolutions votées à l'ONU en 1987, le secrétaire général rappelle que « le Moyen-Orient dans son ensemble

demeure la région du monde où la situation est la plus explosive ».

Sur ce chapitre, M. Perez de Cuellar considère que « des progrès ne pourront être accomplis sur la voie d'un règlement d'ensemble de la situation dans la région, y compris d'un dénouement du conflit arabo-israélien, que lorsque la crise actuelle sera en passe d'être résolue d'une manière qui cadre avec les positions prises par le Conseil de sécurité ».

Pessimisme et inquiétudes

Invitant ce dernier à faire appliquer les résolutions de 1967 et 1973 qui traitent « des droits légitimes du peuple palestinien », M. Perez de Cuellar a fait part de son véritable sentiment, un pessimisme qu'on ne lui connaissait guère, pour l'avenir vu revenir constamment à la charge sur des affaires aussi délicates que le conflit iran-irak ou la Namibie.

Invité par les journalistes accrédités à l'ONU au cours d'un déjeuner annuel inscrit dans les habitudes de l'organisation, le secrétaire général n'a pas caché les vives inquiétudes que lui inspire la situation dans le Golfe après l'échec de sa mission de conciliation à Amman et les événements de ces derniers jours.

« Après cinquante ans de diplomatie et après soixante-dix ans d'existence, je suis profondément découragé car je n'entends nulle part les mots de dialogue, de paix et de justice quand il s'agit de trouver une solution au problème auquel nous sommes confrontés. Je me sens frustré car je voudrais faire quelque chose pour résoudre ce terrible problème, qui peut déboucher sur une terrible conflagration, non seulement sur une conflagration politique, mais sur un désastre économique pour le monde entier. Nous devons trouver une solution pacifique qui soit aussi une solution de justice. Justice pour les peuples qui ont souffert, justice pour les peuples opprimés. »

Visiblement ému, le secrétaire général de l'ONU qui assume cette fonction depuis neuf ans, a conclu ainsi : « La plupart d'entre vous sont jeunes. Pour ma part, je suis vieux à présent et j'ai eu l'occasion d'être souvent le témoin de la guerre, d'une guerre globale et c'est ce qui nous menace aujourd'hui. Je vous en prie, œuvrez pour la paix, n'oubliez pas que nous devons tout faire pour éviter la guerre. »

SERGE MARTI

L'Allemagne sixième membre du Conseil de sécurité de l'ONU ?

BONN

de notre correspondant

M. Nikolai Portugalov, conseiller de Mikhail Gorbatchev et expert soviétique des questions allemandes, est un homme d'esprit entre le Rhin et l'Océan et la « gorbymania » dominante en Allemagne est un peu son œuvre. C'est à lui que l'on confie, à Moscou, le soin de lancer les idées nouvelles agréables à entendre à Bonn, pendant que d'autres, dans les couloirs, négocient à l'arrière-plan les compensations sonantes et trébuchantes de la bonne volonté soviétique. La dernière idée lancée par Nikolai Portugalov consiste à proposer un siège à l'Allemagne unie comme sixième membre permanent du Conseil de sécurité, aux côtés de l'URSS, de la France, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de la Chine.

Cette proposition embarrassée plus les gouvernements de Bonn qu'elle ne les flatte. A l'issue du sommet franco-allemand de Munich, le chancelier Kohl a demandé à ses collaborateurs de ne pas se lancer dans une « discussion prématurée à ce sujet ». L'entrée de l'Allemagne dans le cercle des « grandes puissances onusiennes » ne déplairait pas à M. Genscher mais cela suppose un changement de comportement des Allemands, qui devront prendre des responsabilités dans le maintien de l'ordre international ce qui, dans la pratique, pourrait leur coûter quelques milliards d'exportation.

Or, entre les satisfactions d'amour propre et les avantages matériels le choix est difficile à faire. C'est pourquoi un homme comme Karsten Voigt porte-parole du SPD pour les questions de politique étrangère pencherait plutôt pour l'idée que vient de lancer le premier ministre italien Giulio Andreotti, consistant à remplacer la France et le Royaume-Uni comme membres permanents du Conseil de sécurité par la Communauté européenne et le Japon.

WOLFGANG HUSENZEIG

A TRAVERS LE MONDE

BRESIL

Destruction d'un puits pouvant servir à des explosions nucléaires

Le président brésilien, M. Fernando Collor, a ordonné la destruction d'un site souterrain qui aurait pu servir à des explosions nucléaires. Il s'agit d'un puits profond d'environ 300 mètres, situé dans la serra (montagne) de Cachimbo, dans l'Etat de Para, au nord du pays. L'existence de ce puits, creusé par l'armée de l'air, avait été dénoncée par la presse il y a trois ans.

CANADA

Une intervention de l'armée contre des Mohawks fait une dizaine de blessés

La tension a de nouveau monté, mardi 18 septembre, dans la crise amérindienne que vit le Québec depuis près de soixante-dix jours. Une opération de l'armée canadienne, menée sur une île de la réserve mohawk de Kahnawake (banlieue sud de Montréal), a dégénéré en affrontements violents.

Dès que les soldats aéroportés ont commencé à rassembler cette île du Saint-Laurent, à la recherche d'armes qu'ils ont finalement trouvées, les Mohawks de la réserve se sont mobilisés en grand nombre, pour protester contre cette « invasion ». Ils ont lapidé les soldats et provoqué de rudes bagarres que les membres du conseil de la réserve ont péniblement réussi à interrompre en s'interposant. A l'arrivée de nouveaux renforts, l'armée a tiré en l'air et jeté des gaz lacrymogènes. Pris de panique, une quinzaine de femmes et d'enfants ont sauté du pont reliant l'île à la réserve et dont les Mohawks avaient entre-temps bloqué la sortie avec plusieurs de leurs véhicules.

Une dizaine de personnes, civiles ou soldats, ont été blessées, avant que l'armée évacue l'île, emportant avec elle une cinquantaine de pistolets et de fusils automatiques. — (Corresp.)

CAMBODGE

Echec de la première réunion du Conseil national suprême

Réunis pendant trois jours à Bangkok pour la première fois, les douze membres du Conseil national suprême (CNS) du Cambodge se sont séparés sur un désaccord mercredi 19 septembre. En dépit de pressions japonaises et thaïlan-

aises, ils n'ont réussi à s'entendre ni sur la nomination d'un président ni sur la composition d'une délégation à l'Assemblée générale de l'ONU.

Entre-temps, la coalition armée présidée par le prince Sihanouk, qui occupe le siège du Cambodge à l'ONU, a décidé de ne pas se faire immédiatement accréditer auprès de la 45^e session de l'Assemblée générale de l'ONU. Elle peut le faire jusqu'au 18 octobre, ce qui laisse encore un mois au CNS pour s'entendre sur sa présidence et, le cas échéant, représenter le Cambodge à l'ONU. Enfin, le général Vo Nguyen Giap était attendu mercredi à Pékin à la tête de la délégation vietnamienne aux Jeux asiatiques qui s'ouvrent samedi dans la capitale chinoise.

CHINE

Condamnations à mort et exécutions en série

Une nouvelle série de condamnations à mort et d'exécutions capitales vient d'être annoncée dans le cadre de la campagne de lutte contre la criminalité relancée depuis la répression du « printemps de Pékin » en juin 1989, et qui a déjà fait au moins un millier de victimes. A Canton, soixante-cinq criminels de droit commun ont été exécutés immédiatement après leur condamnation, a rapporté mardi 18 septembre le quotidien Canton-Soir. La veille, le Wen Hui Bao de Shanghai avait annoncé la condamnation à la peine capitale de treize « criminels ». Quatre d'entre eux ont été passés par les armes sur le champ. Cette recrudescence de condamnations s'inscrit également dans le cadre du maintien de l'ordre avant la tenue des Jeux asiatiques, qui s'ouvrent à Pékin le 22 septembre.

Lundi, la Chine avait lancé une diatribe contre la « conception bourgeoise » des droits de l'homme par l'intermédiaire de l'agence Nouvelles de Chine (CNS). Elle répondait ainsi aux critiques d'Amnesty International contre la répression (le Monde du 14 septembre), qualifiée par le ministre chinois des affaires étrangères de « déviations de tout fondement ».

PÉROU

Soixante-dix guérilleros tués dans l'attaque d'un pénitencier

Quelque soixante-dix guérilleros du Sentier lumineux (maoïste) ont été tués dimanche 16 septembre lors de l'attaque manquée du pénitencier d'El Sapa, dans l'Amazonie péruvienne (au nord-est du pays), a annoncé mardi le chef de l'Institut national pénitentiaire, M. Carlos Caparo.

Un policier a été tué et trois autres blessés, lorsque les guérilleros ont pris d'assaut, à l'aube, le poste de garde du pénitencier, dans le but de libérer certains de leurs compagnons emprisonnés.

Le centre de travaux forcés d'El Sapa, situé sur les rives d'un affluent du fleuve Ucayali, a été longtemps la prison la plus redoutée des délinquants et a servi, au cours des dictatures militaires, à emprisonner des opposants politiques et des syndicalistes. — (AFP.)

SRI-LANKA

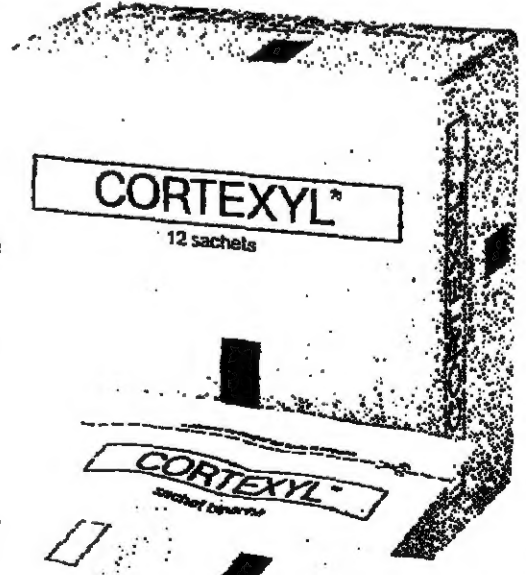
Le gouvernement encourage la terreur selon Amnesty international

Colombo continue d'encourager le recours à la terreur pour supprimer l'opposition armée, affirme

Amnesty International dans un rapport publié mercredi 19 septembre. Au cours des dernières années, les forces de sécurité ont été responsables de la disparition ou de la mort de milliers de personnes dans le sud du pays et de centaines d'autres dans les récentes opérations de répression dans le Nord-Est, ajoute Amnesty.

Certaines personnes ont été tuées dans leur maison ou en captivité et leur corps jeté sur des bords de route, dans des champs ou dans des rivières. D'autres corps ont été mutilés ou brûlés pour empêcher toute identification. La répression s'exerce essentiellement dans le Sud, où le gouvernement doit faire face à l'opposition armée du Front de libération du peuple (Janatha Vimukthi Peramuna) et dans le Nord-Est face aux séparatistes tamouls. « Les groupes d'opposition se livrent eux aussi à des crimes atroces », ajoute le rapport.

POUR RETROUVER VOTRE FORME PHYSIQUE ET INTELLECTUELLE: CORTEXYL®



Cortexyl est un antiasthénique dit psychostimulant : il est donc indiqué dans les asthénies fonctionnelles avec fatigue intellectuelle.

Contre-indications : grossesse, allaitement. Ce médicament contient du sodium : à éviter en cas de régime limité en sel. Demandez conseil à votre pharmacien.

SOEKAM-LEFRANCO laboratoires
94, rue Edouard-Vaillant 92300 Levallois-Perret

VISA GP 487 B 481

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

La prochaine inculpation de Winnie Mandela embarrasse l'ANC

Le Congrès national africain (ANC) était confronté, mardi 18 septembre, à un embarras politique majeur après l'annonce de la prochaine inculpation de Winnie Mandela (le Monde du 19 septembre), à la suite du meurtre d'un adolescent noir. La décision de poursuivre en justice l'épouse du vice-président de l'ANC a été rendue publique au moment même où le comité national exécutif (NEC), l'instance dirigeante du mouvement nationaliste, entamait une réunion extraordinaire de deux jours consacrée à l'actuelle vague de violences, et dont l'issue pourrait être cruciale pour l'avenir du processus de réforme.

L'importance politique des déboires judiciaires de M^{me} Mandela a été illustrée par le fait que le NEC a immédiatement publié un communiqué signé par son secrétaire général, M. Alfred Nzo, réaffirmant « son soutien sans équivoque pour [leur] vice-président et sa famille dans cette épreuve ».

C'était étonnant, cette sortie de prison, le 11 février dernier, près du Cap : Nelson Mandela faisait, à pied, main dans la main, avec Winnie, sa femme, ses premiers pas d'homme libre. Changement de tableau : sept mois plus tard, mêlée, par gardes du corps interposés, au meurtre d'un jeune Noir en décembre 1988, voilà « la mère de la nation » sous le coup de huit chefs d'accusation, près d'être poursuivie pour enlèvement, coups et blessures avec préméditation...

Plutôt femme à histoires

Les échos de cette vilaine affaire lui étaient parvenus en prison. Sitôt libéré, Nelson Mandela s'était employé à laver Winnie de tout soupçon. « Une femme brillante, courageuse, dévouée à notre combat, qui m'a soutenu tout au long de ma détention », avait-il alors déclaré pour faire taire les mauvaises langues, blanches et noires. Reléguée huit ans dans une bourgade de l'État libre d'Orange, victime d'incessantes humiliations et tracasseries, n'avait-elle pas courageusement payé, elle aussi, son tribut à la « cause » ?

Sans jamais quitter son mari d'un pas, Winnie a vécu avec lui

Mardi matin, le procureur général du Witwatersrand (région de Johannesburg) avait annoncé, « après mûre réflexion », que Mme Mandela devrait répondre devant la Cour suprême de Johannesburg de huit chefs d'accusation : quatre pour enlèvement et quatre pour coups et blessures avec préméditation. L'affaire remonte au 29 décembre 1988, lorsque quatre jeunes Noirs avaient été emmenés de force chez M^{me} Mandela par plusieurs membres du Mandela United Football Club, une bande de jeunes gens qui lui servaient de gardes du corps. L'épouse du vice-président de l'ANC aurait agressé à l'aide d'un « jambok » (fouet) un adolescent de quatorze ans, James « Stompie » Moekeetsi Seipai, qu'elle accusait d'avoir « donné » des militants à la police. Le cadavre de l'adolescent avait été retrouvé quelques jours plus tard dans un terrain vague. L'« entraîneur » du Mandela UFC, M. Jerry Richardson, a été condamné à mort, en août, pour ce meurtre.

accrochant à son corsage un badge du Parti communiste sud-africain. Au point d'en exaspérer certains, au sein du mouvement nationaliste, qui viennent de contester ouvertement sa récente nomination comme responsable des œuvres sociales de l'ANC.

Quoi qu'il en soit, la prochaine comparution de cette diva devant une cour d'assises en réjouit plus d'un, pressé d'assister à sa chute. Mais Winnie ne saura-t-elle pas se tirer d'une si mauvaise posture ? Car si procès il y a, celui-ci prendra forcément, dans les circonstances actuelles, l'allure d'un procès politique. Et l'on sait bien que tout procès politique finit par se retourner contre ceux qui l'interviennent ou, du moins, le fomentent.

JACQUES DE BARRIN

□ Fia de la grève de la faim du Père Lafont. — Le Père Emmanuel Lafont, curé de paroisse à Soweto, qui avait entamé, le 7 septembre, une grève de la faim, a annoncé, mardi 18 septembre, qu'il mettait fin à son jeûne, lancé en signe de protestation contre la vague de violences qui agite la région de Johannesburg. — (AFP)

GABON : urnes bourrées, manque de bulletins...

Le fiasco des premières élections démocratiques

LIBREVILLE

de notre envoyée spéciale

Censées se dérouler « dans l'honneur, la dignité et le respect d'autrui », selon les vœux du président Omar Bongo, les premières élections législatives pluralistes depuis plus de vingt-cinq ans ont donné lieu, dimanche 16 septembre, à une pagaille et à un affligeant fiasco. Plus de quarante-huit heures après le premier tour du scrutin, on attendait toujours le verdict des urnes, dont beaucoup, il est vrai, ont été malmenées, cassées ou indécemment bourrées.

Le ministre de l'administration du territoire, chargé de recenser les résultats du vote, a lui-même reconnu que « des désordres, des exactions et des irrégularités » avaient été commis. Dans trente-deux circonscriptions, le scrutin a

d'ores et déjà été annulé. Quant aux cinquante-deux députés (sur cent-vingt), qui ont pu être « élus », il y a fort à parier que leur triomphe sera éphémère.

Les principaux partis de l'opposition — ou qui, du moins, se retrouvent en compétition avec le Parti démocratique gabonais (PDG), l'ex-parti unique — ont, en effet, exigé, mardi, l'annulation pure et simple « sur tout le territoire » du premier tour des élections.

Chacune de ces formations (le MORENA-Bôcheron de Paul Mba Abessole, l'Union socialiste gabonaise (USG) de Serge Mba Bekale, actuel ministre de la santé, et le bouillonnant Parti gabonais du progrès (PGP) de M^{re} Agondjo-Okawa, qui avait tenu la vedette lors des émeutes de Port-Gentil en mai) ont dénoncé les « fraudes

massives » qui ont entaché le scrutin. Beaucoup de bureaux de vote manquaient qui de bulletins, qui d'enveloppes, sans compter les nombreux citoyens privés de carte d'électeur.

Le quotidien progouvernemental, l'Union, parle lui-même « d'échec » et suggère aux autorités « de déclarer irréguliers partout » les résultats du scrutin tant les entorses ont été multiples et flagrantes, favorisant, dans la plupart des cas, les candidats du PDG.

Qu'après un quart de siècle d'unipartisme, le moteur politique consistant de tels ratés n'a, semble-t-il, pas étonné les Gabonais. Malgré d'assez nombreuses échafaudures (à Libreville, les forces de l'ordre ont dû intervenir à quatorze reprises), aucun incident majeur n'a été signalé. L'heure est à l'amertume mais pas à la révolte.

CATHERINE SIMON

TUNISIE

Le gouvernement relance la polémique sur le siège de la Ligue arabe

TUNIS

de notre correspondant

La polémique sur le transfert, de Tunis au Caire, du siège de la Ligue arabe est loin d'être éteinte. Alors que douze des vingt et un membres de l'organisation — Egypte, Syrie, Liban, Maroc, Djibouti, Somalie et les six pays du Golfe — considèrent avoir définitivement réglé la question le 10 septembre au Caire (le Monde du 12 septembre), la Tunisie vient de la relancer en invoquant le respect de la légalité.

Dans une note adressée, lundi 17 septembre, au secrétariat général de la Ligue arabe, le gouvernement tunisien rappelle que le seul cadre habilité pour discuter de ce transfert est la session ordinaire de l'organisation prévue pour le 27 septembre à

Tunis. La démarche tunisienne se fonde sur la décision arrêtée à l'unanimité en mars dernier selon laquelle la session d'automne de la Ligue aurait à se prononcer sur la procédure du transfert du siège de l'organisation dans la capitale égyptienne suivant un calendrier s'échelonnant jusqu'en juin 1991. Or, le groupe des douze réuni au Caire a précipité l'opération en décrétant qu'elle devait être achevée avant la fin octobre et, de surcroît, a passé complètement sous silence le maintien à Tunis d'un second centre de l'organisation qui était pourtant prévu.

La Tunisie et la plupart des huit autres absents à la réunion du Caire ont déjà rejeté ce « fait accompli ».

MICHEL DEURE

□ MAROC : nouvel ambassadeur en France. — Le roi Hassan II a nommé, mardi 18 septembre, M. Abbas El Fassi ambassadeur du Maroc en France en remplacement de M. Youssef Ben Abbas, en poste à Paris depuis 1974. M. El Fassi était ambassadeur à Tunis depuis 1985. — (AFP)

□ LIBERIA : un émissaire américain à Monrovia. — M. Herman Cohen, sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines, s'est rendu, mardi 18 septembre, à Monrovia où il a rencontré Prince Johnson, le chef d'une faction, qu'il a trouvé « coopératif et en faveur de la démocratie ». En revanche, il n'a pu avoir aucun contact avec Charles Taylor, le chef du Front national patriotique du Libéria (NPFL), qu'il espère voir prochainement « pour le convaincre d'accepter un cessez-le-feu ». — (Reuters)

Coupez, Collez.

A E e O
I p p p X

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : deux ans après, l'IRA se venge

L'ancien gouverneur de Gibraltar est grièvement blessé dans un attentat

LONDRES

de notre correspondant

Sir Peter Terry, ancien adjoint du commandant suprême de l'OTAN en Europe et ancien gouverneur de Gibraltar, était tranquillement en train de lire mardi soir 18 septembre, au rez-de-chaussée de sa gentilhommière, à Milford, dans le Staffordshire, à environ 200 km au nord-ouest de Londres, lorsque des inconnus ont ouvert le feu à la mitrailleuse à travers la fenêtre.

Touché au bras, au ventre et à la tête, Sir Peter a été transporté d'urgence dans un hôpital de la région. Son état est jugé « sérieux », par le chirurgien qui l'a opéré. Son épouse, qui se trouvait dans une pièce adjacente, a été légèrement blessée par une balle qui a traversé la cloison.

Personne n'avait encore revendiqué cet attentat mercredi matin, mais Scotland Yard est persuadé que l'Armée républicaine irlandaise (IRA) est responsable de cette

action. Sir Peter était en effet gouverneur de Gibraltar en mars 1988 lorsque trois militants de l'IRA ont été tués au pied du Rocher par un commando d'élite de l'armée de l'air. Il avait donné personnellement son feu vert à cette opération qui a déclenché un cycle de violences en Ulster tout au long de l'année 1988.

Abattus sans sommation

L'IRA avait enterré ses morts à Belfast, le 16 mars 1988, mais avait promis de se venger. La cérémonie elle-même avait été un moment interrompue par l'acte d'un tireur protestant isolé qui avait lancé des grenades sur le cortège et tué trois catholiques qui étaient venus, parmi plusieurs milliers d'autres, assister aux obsèques.

Vétérans de l'IRA malgré leur jeune âge, Mairead Farrell, Sean Savage et Daniel McCann étaient à Gibraltar depuis la fin de 1987 pour

repérer les lieux et préparer un attentat... contre Sir Peter au moment de la relève de la garde devant la maison du gouverneur. Filés depuis des mois à leur insu par la police espagnole, qui avait prévenu les Britanniques, ils avaient été abattus sans sommation par des tireurs d'élite des Special Air Services (SAS). Ils n'avaient ni armes ni explosifs. L'enquête sur cette affaire n'avait rien donné malgré les efforts de l'avocat catholique nord-irlandais qui a accusé les forces de sécurité britanniques de meurtre avec préméditation.

Lorsqu'il a pris sa retraite de la RAF en 1984, Sir Peter Terry était un des plus hauts gradés de l'armée de l'air. Il avait été commandant en chef de la RAF en Allemagne et, à ce titre, adjoint au commandant suprême de l'OTAN. Nommé gouverneur de Gibraltar en 1985, il avait quitté le Rocher l'an dernier, à l'âge de soixante-deux ans.

DOMINIQUE DHOMBRES

TCHÉCOSLOVAQUIE

La bataille des Slovaques pour l'autonomie économique et politique

Le président Vaclav Havel a condamné lundi 17 septembre le « séparatisme » slovaque. Dans son discours de rentrée parlementaire, il a souligné que les antagonismes entre Tchèques et Slovaques s'agissaient des « réticences » des investisseurs étrangers. « L'Europe n'ouvrira pas ses portes à la Tchécoslovaquie si nous ne pouvons garantir l'intégrité de notre Etat », a-t-il déclaré en rejetant l'inscription dans la future Constitution du droit à l'indépendance des républiques tchèque et slovaque. Mais il a critiqué le « paternalisme » tchèque et prôné un fédéralisme authentique.

BRATISLAVA

correspondance

« A l'heure actuelle, le principal est de construire une économie qui fonctionne », explique M. Ivan Carnogursky, qui dirige, avec son frère Jan, ex-vice-premier ministre du gouvernement fédéral de transition, le mouvement chrétien-démocrate, une des plus puissantes formations politiques en Slovaquie.

La déclaration de M. Carnogursky peut surprendre. Il y a à peine un mois, son frère Jan affirmait son désir de voir la partie orientale de ce qui s'appelle désormais la République fédérative tchèque et slovaque devenir « un sujet indépendant ». Mais les derniers sondages montrent que même si les Slovaques sont plus de 80 % à vouloir que leur langue ait un statut officiel avec le tchèque, ils ne sont guère que 10 % à vouloir l'indépendance totale.

En juin, le Parti national slovaque, indépendantiste, avait recueilli 14 % des voix.

Placés face aux réalités, les Slovaques estiment que c'est l'économie qui déterminera le destin de leur nation et beaucoup de nationalistes ont baissé le ton : ils veulent maintenant essayer de convaincre leurs partenaires tchèques que seule une plus grande décentralisation économique et politique peut éliminer les structures totalitaires et assainir l'économie. « Nous devons restructurer notre économie qui est trop centralisée à Prague, mais nous ne pouvons pas la gérer sans avoir une vaste autonomie économique et politique », affirme ainsi Ivan Carnogursky. De droite à gauche, les dirigeants slovaques partagent ce raisonnement. Même si leur formule de restructuration économique reste vague, elle procède d'un projet politique clair.

Un ministère slovaque des relations extérieures

Ces dirigeants sont unanimes pour demander un contrôle quasi total à Bratislava de l'appareil d'Etat. « Le gouvernement fédéral gardera la défense et le contrôle des frontières, la politique fiscale et monétaire et les relations internationales », ainsi que quelques ministères de coordination tel l'environnement », explique Fedor Gal, directeur de Public contre la vio-

lence, le mouvement frère en Slovaquie du Forum civique tchèque, qui professe les thèses les plus modérées en matière de nationalisme. Celui-ci s'est manifesté, selon M. Gal, « sous la forme d'un enthousiasme pour la république slovaque », le seul Etat indépendant qu'aient connu les Slovaques et qui fut, malheureusement pour eux, la république « clérical-fasciste » créée par Hitler. « Il faut canaliser d'une manière constructive ce nationalisme qui ne s'est pas endormi et qui résulte d'un millénaire de domination hongroise », explique M. Gal. « C'est une réaction négative, ajoute-t-il. Le peuple slovaque a toujours été l'appendice d'autres nationalités. Actuellement, nous vivons une période de découverte de soi. »

La dernière manifestation de cette découverte de l'identité slovaque, c'est la création d'un ministère slovaque des relations étrangères, dirigé par le comédien Milan Kuzak. Son vice-ministre, M. Roman Zelenay, explique qu'il souhaite nouer des liens économiques et culturels avec d'autres nations, mais ne remet pas en question l'intégrité de la Tchéco-slovaquie : « Nous voulons la fédération avec les Tchèques, mais dans le plein sens du terme, avec deux Etats souverains et autonomes qui s'y retrouvent de leur propre gré. »

PETER GREEN

POLOGNE

Le général Jaruzelski accepte de voir réduire la durée de son mandat

Le président polonais Wojciech Jaruzelski a fait mardi 18 septembre un premier pas vers sa démission de la présidence de la République en annonçant qu'il demanderait jeudi au Parlement de réduire la durée de son mandat.

Le général Jaruzelski a fait connaître sa décision, « guidée par le souci d'éviter des manifestations publiques indésirables et par la volonté de promouvoir la démocratie dans notre Etat », à l'issue d'une rencontre de six heures avec plusieurs responsables politiques, parmi lesquels M. Lech Walesa, candidat à la présidence, et le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki. M. Jaruzelski demandera

au Parlement, lors de sa réunion de jeudi 20 septembre, de fixer une date pour le transfert du pouvoir à un nouveau président élu au suffrage universel.

La rencontre de mardi, sous les auspices du cardinal Glemp, n'a apparemment pas permis de rapprocher les points de vue de MM. Walesa et Mazowiecki. « C'était seulement une discussion et aucune décision n'a pu être prise », a déclaré M. Walesa, l'air sombre, à la sortie. Dans l'entourage des participants, on considérait comme de plus en plus probable la candidature de M. Mazowiecki contre celle de M. Walesa. (Reuters, UPI)

IRLANDE DU NORD : le policier enlevé par l'IRA retrouvé mort. - Le corps de l'officier de police Louis Robinson, âgé de quarante-deux ans, a été retrouvé samedi 15 septembre, par l'Armée républicaine irlandaise (IRA), qui a revendiqué son « exécution », a été retrouvé, mardi 18 septembre près d'Armagh, dans le sud de l'Ulster.

ROUMANIE : reprise du procès de Timisoara. - Le procès de vingt-cinq responsables de la Securitate, de la police et du Parti communiste roumain, accusés d'avoir organisé la répression des manifestations de décembre à Timisoara a repris mardi 18 septembre, avec l'audition de nouveaux témoins qui ont affirmé que l'armée avait tiré et tué des manifestants. Un avocat de la défense a demandé, mardi, la comparution en tant qu'accusés des généraux Victor Stanculescu (actuel ministre de la défense) et Mihai Chiriac (ministre de l'intérieur jusqu'en juin dernier). (AFP)

BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA EN UNIVERSITE USA

En Californie, Floride, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus 5 500 \$ environ. Départs encore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc. French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94 ou 47.45.09.19

Apple Expo

ENT/La Défense - 19/22 septembre - 3614 code Apple



POLITIQUE

Le projet de résolution soumis au comité central pour le vingt-septième congrès du PCF

« Le bilan des années 80 a de quoi réjouir la bourgeoisie française »

Le comité central du Parti communiste se réunira les jeudi 20, vendredi 21 et samedi 22 septembre pour débattre du projet de résolution qui sera ensuite soumis aux militants dans la perspective du vingt-septième congrès, prévu du 18 au 22 décembre à Saint-Ouen. Le document proposé à la discussion par la direction souligne, dans son introduction, que « les communistes français sont aujourd'hui confrontés à d'immenses questions ». Quelle doit être leur action dans le monde ? Quelle doit être leur action en France ? Quelles conclusions leur parti doit-il tirer de la situation présente dans son fonctionnement interne ? Les réponses à ces trois interrogations sont la base politique à partir de laquelle les militants seront appelés à se déterminer sur les prises de position du comité central.

A propos des évolutions politiques planétaires et de l'effondrement des régimes socialistes des pays de l'Est, ce projet de résolution indique notamment : « Faute de procéder à temps, notamment dans les années 60, aux changements profonds nécessaires, l'Union soviétique et d'autres pays socia-

listes ont vu s'accumuler les contradictions et les blocages. (...) Les dirigeants soviétiques en ont enfin tiré les conséquences en 1985 en entamant la perestroïka. Ceux des pays socialistes européens se sont obstinément refusés aux changements, créant les conditions de crises qui ont explosé en 1989 et 1990. Au cours de ces deux dernières décennies, les communistes français se sont efforcés de faire preuve de lucidité et de solidarité (...).

« Une vaste régression »

« Pour autant, il est évident que nous n'avons pas pris - ni nous ni personne - la mesure exacte de la profondeur de la crise de ces sociétés, de l'ampleur du fossé qui s'est créé entre ces régimes et leurs peuples, de l'état de dégradation des partis communistes et du personnel politique dirigeant de ces États. Nous ne pensions pas que le fonctionnement de ces partis était à ce point contraire à ce que doit être la vie d'un parti communiste ; nous n'imaginions pas que des dirigeants pouvaient chercher à tromper aussi systématiquement d'autres communistes, comme ils n'ont cessé de le faire à notre égard ; nous ne pouvions pas deviner que certains d'entre eux se convertiraient à la social-démocratie ou à la droite pour diriger avec les forces capitalistes le processus de liquidation du socialisme. »

A propos de l'action du PCF en

France, le projet de résolution dresse un sombre tableau de l'état du pays sous la direction politique des socialistes : « La mise en œuvre du programme du capital conduit à une vaste régression. Régression sociale : depuis le début des années 80, toutes les inégalités s'aggravent. (...) La pauvreté s'étend. (...) Les acquis sociaux sont remis en cause. (...) Des discriminations de toutes sortes frappent des gens parce qu'ils sont pauvres, jeunes, « différents », voire parce qu'ils sont malades. (...) Régression économique : la décennie a été marquée par l'accélération d'un véritable saignée des atouts industriels, technologiques, agricoles du pays. (...) La France s'affaiblit. (...) Régression dans le domaine des libertés et de la démocratie : deux cents ans après la Révolution française c'est l'État-PS, le régime présidentiel. (...) Le pouvoir s'approprie à porter un coup fatal aux communes. (...) Régression culturelle avec l'illuminisme, la culture marchandise, la dictature de l'audimat dans les médias. (...) On peut parler de véritables reculs de civilisation. »

« Indiscutablement, le bilan des années 80 a de quoi réjouir la grande bourgeoisie française : ce sont bien ses orientations qui sont mises en œuvre sous l'autorité de François Mitterrand. Et le gouvernement Rocard, dans lequel collaboraient ministres socialistes et ministres de droite, donne à cette politique un véritable coup d'accélérateur. (...) Seul aujourd'hui, le Parti communiste, par ailleurs

affaibli, propose l'union des forces de gauche pour faire une politique de gauche. »

Mais comment « déployer pleinement » une « politique de rassemblement » ? Le projet de résolution sollicite l'avis des militants sur trois questions : « Comment apprécier le niveau actuel du mouvement populaire ? Nous avons un programme, l'utilisons-nous pleinement ? Quelle majorité, quel gouvernement pour faire cette autre politique ? »

Trois propositions

Et de quel parti les communistes français ont-ils besoin ? D'abord, « ce parti a été, est et demeurera le Parti communiste français. Depuis qu'il existe, il est arrivé de commettre des erreurs et des fautes mais il n'a jamais été pris en défaut sur les critères à partir desquels il définit son action. (...) Cela ne signifie pas qu'il doit rester immobile ; il a beaucoup changé, il doit continuer à le faire. » Quatre questions sont posées, à ce sujet, aux militants : « Nous adressons-nous comme nous devons le faire à toutes celles et à tous ceux que nous voulons rassembler ? Ne réduisons-nous pas parfois notre politique de rassemblement à la seule union dans l'action des intéressés pour leurs revendications ? La troisième question concerne la défense et l'indépendance de la France. Enfin, nombre de croyants sont aujourd'hui révoltés par les injustices qui

caractérisent notre société, ne nous faut-il pas faire davantage d'effort pour nous retrouver avec eux ? »

A propos du mode de fonctionnement du parti, ce texte souligne : « Le comité central considère que plus que jamais le parti doit être un parti de militants et non une machine électorale » à l'américaine ; un parti de masse accueillant toutes celles et tous ceux qui veulent contribuer à son action et non un parti élitiste aidant des notables à faire carrière. (...) Il est évident que le « centralisme démocratique » a un lourd handicap : celui d'avoir été utilisé par tous les partis communistes depuis leur création (...) et c'est en son nom que les partis d'Europe de l'Est ont dégénéré. Ces partis connaissent certes le centralisme, mais un centralisme autocratique et bureaucratique, nullement le centralisme démocratique. L'usurpation du terme ne condamne pas, à notre avis, la notion qu'elle recouvre et que notre parti essaie de faire vivre. (...) Nos statuts n'instituent aucune entrave à la liberté de jugement et de décision des communistes dans l'élaboration de la politique du parti ; aucune restriction à leur liberté dans le choix de leurs dirigeants et de leurs délégués aux conférences préparatoires et au congrès ; aucun mandat impératif qui devrait respecter ces derniers. Nous ne proposons pas de modifier cet état de chose. (...) De même, nous rejetons la formation de fractions ou de tendances organisées au sein du parti. L'expérience des

autres partis prouve que cette organisation, par sa logique même, assile les désaccords, transforme les adhérents en porte-voix de leaders qui pensent pour eux, interdit la démocratie. »

Toutefois, le projet de résolution soumet « à la discussion, à la critique et à la décision des communistes » trois « propositions d'amélioration » : 1) L'amélioration majeure qui doit être apportée au fonctionnement du parti, c'est d'accorder réellement et dans les faits le rôle primordial à l'activité de chaque cellule et de chaque adhérent ; 2) Les décisions prises doivent mieux bénéficier de la contribution de tous les communistes, être le fruit d'une réflexion collective (...), cela suppose que chacune et chacun expose librement son point de vue sans être classé ni étiqueté, que le débat se mène loyalement, franchement et sans formalisme. (...) Le comité central appelle les communistes à franchir le pas dans le caractère démocratique de la vie du parti à l'occasion de la préparation puis de la tenue du vingt-septième congrès ; 3) Nul n'a de « rente de situation » au parti. (...) La discussion du vingt-septième congrès doit être le moment d'un examen franc et loyal par les communistes de l'accomplissement du mandat des dirigeants qu'ils ont élus. »

Les journées parlementaires de l'UDC

M. Méhaignerie s'efforce de renforcer son autorité sur les centristes

Au cours de leurs Journées parlementaires, mardi 18 et mercredi 19 septembre à Vitry (Ile-et-Vilaine), les députés de l'UDC ont renouvelé leur confiance à M. Pierre Méhaignerie.

VITRY

de notre envoyé spécial

« Ce n'est pas du gâteau d'être centriste », M. Jacques Barrot aura eu le mot de la fin et le mot du cœur, mardi 18 septembre à Vitry, au terme d'une séance de psychothérapie censée mettre un point final à toutes les turbulences qui, depuis la fin de l'été, chauchaient sans ménagements l'entourage centriste. Quel cap tenir ? Le capitaine fait-il encore l'affaire ?

Après les jeunes matelots du JDS, les marins du groupe parlementaire à l'Assemblée nationale avaient donné le sentiment à leur tour de perdre le contrôle (le Monde du 14 septembre). Il était urgent d'écoper toutes les appréhensions et les suspensions, et M. Pierre Méhaignerie, maire de Vitry, a voulu démontrer qu'il entendait bien demeurer maître chez lui, à la tête du CDS, comme à celle du groupe UDC de l'Assemblée nationale. Fait sans précédent : pour renforcer ses positions internes, mais aussi externes, vis-à-vis de partenaires

de l'opposition prompts, selon lui, à profiter de ses désagréments personnels, M. Méhaignerie a exigé de ses députés un double vote : vote de confiance sur sa personne et vote d'approbation sur sa ligne politique. Pour avoir été suspecté longtemps de naviguer à vue, de tirer des bords entre les phares de Matignon et les balises de l'opposition, le président du CDS a clairement tracé cette fois les limites de l'avenir de son parti et de son groupe.

« Loyal, fiable, exigeant »

Plus par réalisme, sans doute, que par réel enthousiasme. Mais mener des hommes impose, naturellement, quelques sacrifices. Le CDS est dans l'opposition et entend qu'on l'y tienne pour « loyal, fiable et exigeant », trop désireux à présent, comme le dit si benoîtement son président, « de réduire le champ des suspensions ». Après deux ans de travaux forcés dans le bague de l'ouverture, M. Méhaignerie semble donc aujourd'hui abdicquer. Devant le poids des institutions : « Le réalisme commande, sous la République, des positions claires, au risque de perdre en rigueur intellectuelle. Nous avons choisi l'opposition. Personne ne pourra remettre en cause ce choix. » Devant aussi le grand sens des réalités des

députés, qui savent que le temps de rendre des comptes, si possible clairs, à leurs électeurs, approche. La meilleure preuve en est que cette appartenance pleine et entière à l'opposition aura été finalement agréée par vingt-cinq députés contre trois abstentions.

Les trois baristres - MM. Edmond Alphandéry et Bruno Durieux et M^{me} Christine Boutin - inquiets de voir le CDS mordre à l'hameçon de l'UDF, apparaissent à présent isolés. Le maire de Vitry, pour afficher la loyauté et la fiabilité centristes, a donné quittance à ses troupes et, à leur tête, à M. François Bayrou, délégué général de l'UDF, pour participer sans retenue aux réflexions de cette confédération. Dans l'immédiat, il a accepté le principe de journées parlementaires communes UDC-UDF en novembre et décembre sur la décentralisation et l'Europe. « Loyal, fiable », le président du CDS, pour ne pas donner l'impression de trop se déjuger, a évidemment beaucoup insisté encore sur « l'exigence » du centre au sein de l'opposition. Exigence de clarté en ce qui concerne l'Europe et le Front national ; exigence d'intelligence et de volonté constructive chez les cohabitants de l'opposition.

Ces mises au point faites, M. Méhaignerie n'a eu aucune difficulté pour obtenir le vote de confiance qu'il attendait (vingt-six

pour et deux abstentions). Pour autant, ces journées parlementaires n'ont pas levé toutes les ombes sur l'étroite ligne de crête centriste.

Comment justifier, aux yeux des voisins UDF, et notamment PR, l'existence d'un groupe réputé autonome à l'Assemblée nationale ? M. Raymond Barre n'était pas présent à Vitry, mais, au vu des réactions de ses fidèles sur place, on peut s'attendre à quelques autres frictions. L'ancien premier ministre a toujours poussé le CDS à jouer la partition d'un parti comme le Parti libéral allemand. Les thèses de M. Méhaignerie se calquent à présent sur le modèle du CDS.

Enfin, M. Méhaignerie a obtenu, plutôt qu'une absolue, une simple rémission. « Il y a un temps pour le combat des idées, un temps pour le choix des hommes », a-t-il dit à ses amis. A deux abstentions près, les députés ont admis cette règle. Une convention sur les idées se tiendra en octobre à Saint-Malo. Le congrès statutaire est prévu un an plus tard à Annecy, la ville de M. Bernard Bosson. Ce n'est plus un mystère désormais, mais que le président du CDS se trouve de plus en plus contesté par des jeunes qui se sentent poussés des ailes : M^{me} Bosson, Bayrou, Baudis et d'autres.

DANIEL CARTON

Budget de 1991 : non, mais...

VITRY

de notre envoyé spécial

Les députés centristes ont passé, mardi 18 septembre, une bonne partie de l'après-midi à examiner le projet de loi de finances de 1991. Bien que la tonalité générale des interventions ait été plutôt négative et semble indiquer que l'UDC, comme l'année dernière, s'oriente vers un vote négatif - sauf adoption massive, et improbable, de ses amendements - le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy a reçu un satisfecit discret.

Les élus UDC estiment en effet que, face à la pression du groupe socialiste, M. Bérégovoy a tenté de mettre en place quelques lignes de résistance. « Il ne serait pas raisonnable de dire qu'il n'a pas fait un effort, mais le budget n'est pas à la hauteur de l'enjeu actuel. Ce qui est clair, cependant, c'est qu'au niveau doctrinal, nombreux sont les socialistes à ne pas partager la philosophie de M. Bérégovoy, qui consiste à réduire les dépenses publiques en période de récession alors qu'un réflexe keynésien conduit ses amis du Parti socialiste à soutenir une attitude inverse. Tout cela est un révélateur de la fragilité politique du gouvernement », a expli-

qué M. Edmond Alphandéry. Il a toutefois noté ce projet de loi de finances du label de « budget unit-choc » choisi par le ministre du budget, M. Chârasse. En revanche, il lui a dénié celui de « budget anti-chômage ».

Tous les intervenants ont d'ailleurs souligné ce point du à la fragilité actuelle de l'économie. Ils ont rappelé que après les vaches grasses fiscales des années 1986-1989, la France cumulait aujourd'hui un double handicap : celui d'un ralentissement économique, en raison, notamment de la situation aux États-Unis aggravée par la crise actuelle du Golfe. C'est pourquoi M. Alphandéry entend, avec ses amis, se battre à l'Assemblée, par amendements interposés, pour « améliorer le dispositif anti-chômage ».

Comme il est maintenant de tradition depuis la présentation du premier budget Rocard en 1988, l'intervention de l'autre spécialiste des questions économiques de l'UDC, M. Bruno Durieux, a été marquée d'une note plus favorable au dispositif du gouvernement.

Le député barriste du Nord a estimé qu'il ne fallait pas « politiser de manière un peu légère » la façon d'apprécier ce cru 1991 : « Disons pour quoi nous ne le votons pas et dans quelles conditions on pourrait le voter. » Une nouvelle fois, les centristes se démarquent de la position du RPR et de l'UDF qui ont catégoriquement condamné le projet de loi de

finances avant même qu'il ne soit débattu à l'Assemblée nationale, à partir du 16 octobre.

M. Bruno Durieux a insisté sur le fait que l'opposition se déconsidérerait aux yeux des socioprofessionnels en critiquant sans nuance un budget qui comporte pourtant un certain nombre de points positifs (baisse de l'impôt sur les bénéfices réinvestis, même si M. Barrot aurait souhaité qu'il n'y ait pas de distinction entre les bénéfices réinvestis et ceux distribués, réduction du taux majoré de la TVA, même si M. Alphandéry aurait souhaité une baisse du taux moyen, réduction du taux de plafonnement de la taxe professionnelle, etc.).

Enfin, invité du groupe UDC, M. René Monory, sénateur centriste, membre de la commission des finances du Sénat, a pris une position nettement plus défavorable. Le sénateur de la Vienne reproche au ministre des finances d'avoir fondé son budget sur des prévisions économiques incertaines, voire inexistantes : cette année, mauvaise appréciation des effets de la crise du Golfe sur le prix du baril de pétrole. « Ce n'est donc pas un budget de vérité », a conclu M. René Monory.

PIERRE SERVANT

Questions « ouvertes », réponses fermées

par Alain Rollat

DIRE que les communistes français sont aujourd'hui « confrontés à d'immenses questions », comme le souligne d'emblée le projet de résolution est surtout un immense euphémisme. En tirant la conclusion que le vingt-septième congrès du PCF se traduira par une révolution politique à la mesure des bouleversements qui ont provoqué en quelques mois la chute des principaux régimes communistes de l'Europe de l'Est serait une énorme gageure.

En effet, bien que l'effondrement de ces régimes ait apporté le plus cruel démenti à son secrétaire général, M. Georges Marchais, qui affirmait en décembre 1987, dans son rapport au vingt-septième congrès, que le socialisme faisait partout « la preuve de sa supériorité » et accordait alors à la perestroïka gorbatchévienne une valeur exemplaire, l'état-major du PCF ne paraît pas disposé, loin de là, à remettre en cause ses propres analyses.

Le projet de résolution arrêté par la commission de vingt-huit membres constituée, en juin, sous la présidence de M. André Lajoinie, réduit simplement à « un grave échec pour le mouvement communiste » l'effacement des régimes totalitaires de l'Est, sans que cela signifie, dit-il, « l'échec du socialisme ». S'il admettent la nécessité de « faire du neuf », les dirigeants du PCF n'entendent renoncer ni au rôle d'« avant-garde » ni à la sacro-sainte pratique du centralisme démocratique, qu'ils se refusent à condamner sous prétexte qu'elle a été dévoyée à l'Est, encore moins à l'appellation du parti, qui est dictée et demeurera le Parti communiste français.

Au contraire, dans une France frappée de « régression » généralisée sous les effets d'une politique socialiste mise au service, selon eux, de la « bourgeoisie », les caciques du PCF pensent que « plus que jamais » leur parti « doit demeurer le parti des opprimés ». Ainsi voué à une marginalité accrue sur la scène internationale, comme l'a confirmé l'absence des communistes italiens à la Fête de l'Humanité, l'état-major du PCF ne sent pas du tout perturbé par la fossilisation qui le menace si l'on s'en tient à l'évolution de ses résultats électoraux. S'il n'en reste qu'un...

La perestroïka elle-même n'est plus considérée comme une phase du « processus révolutionnaire ». La résolution préparatoire au vingt-septième congrès retient surtout qu'à l'Est, aujourd'hui, « ce sont les acquis sociaux et démocratiques du socialisme et le socialisme lui-même qui sont actuellement l'objet d'une véritable entreprise de démolition dans plusieurs pays ».

Silence significatif, le texte ne demande pas aux militants de faire exception pour l'URSS. Jour après jour, le discours du PCF prend ainsi

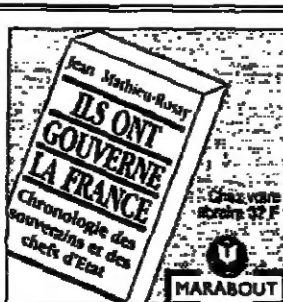
ses distances vis-à-vis de M. Gorbatchev.

Certes, ce projet de résolution est officiellement amendable. Pourra-t-il l'être dans le sens souhaité par les militants contestataires, bien décidés à persévérer dans leur entreprise rénovatrice, ainsi qu'en témoigne l'appel lancé, mardi 18 septembre, à l'initiative de M. Jack Ralho et deux cents élus et militants de Seine-Saint-Denis (le Monde du 19 septembre) ? La chose paraît peu plausible. La tonalité des échanges qui auront lieu, à partir de jeudi, au comité central, constituera le meilleur test de la volonté de réconciliation ouvertement affichée par les chefs de file de la majorité qui en appellent à l'esprit de fraternité des militants tout en réaffirmant leur refus de toute « fraction » ou « tendance ».

Pour l'instant, les deux porte-voix de la minorité qui ont participé aux quatre séances de travail de la commission responsable du projet de résolution, MM. Charles Fiterman et Roland Favaro, ont manifesté leur scepticisme en s'abstenant de voter ce texte. Comme le soulignait lui-même M. Lajoinie en marge de la Fête de l'Humanité, la direction du parti a voulu un texte « ouvert » mais pas un texte « ambigu ou négatif ». Il n'y a en effet aucune ambiguïté. Si, pour la première fois, un projet de résolution préparatoire au congrès du PCF formule de très nombreuses interrogations et plusieurs propositions de nature à justifier un vaste débat, voire un grand débat, on imagine mal l'état-major du parti accepter des révisions déclinées dès lors que, sur l'essentiel, il fournit déjà des réponses sans appel.

La place donnée à ces interrogations est pourtant révélatrice d'un profond désarroi sous-jacent et cette impression est fortement accentuée par un autre détail : sur les cent dix-neuf pages que compte le projet de résolution, les trois quarts ne constituent pratiquement qu'une version actualisée du programme conçu par le PCF lors de son congrès de 1987, comme si rien de très fondamental n'avait changé en trois ans, dans l'univers communiste...

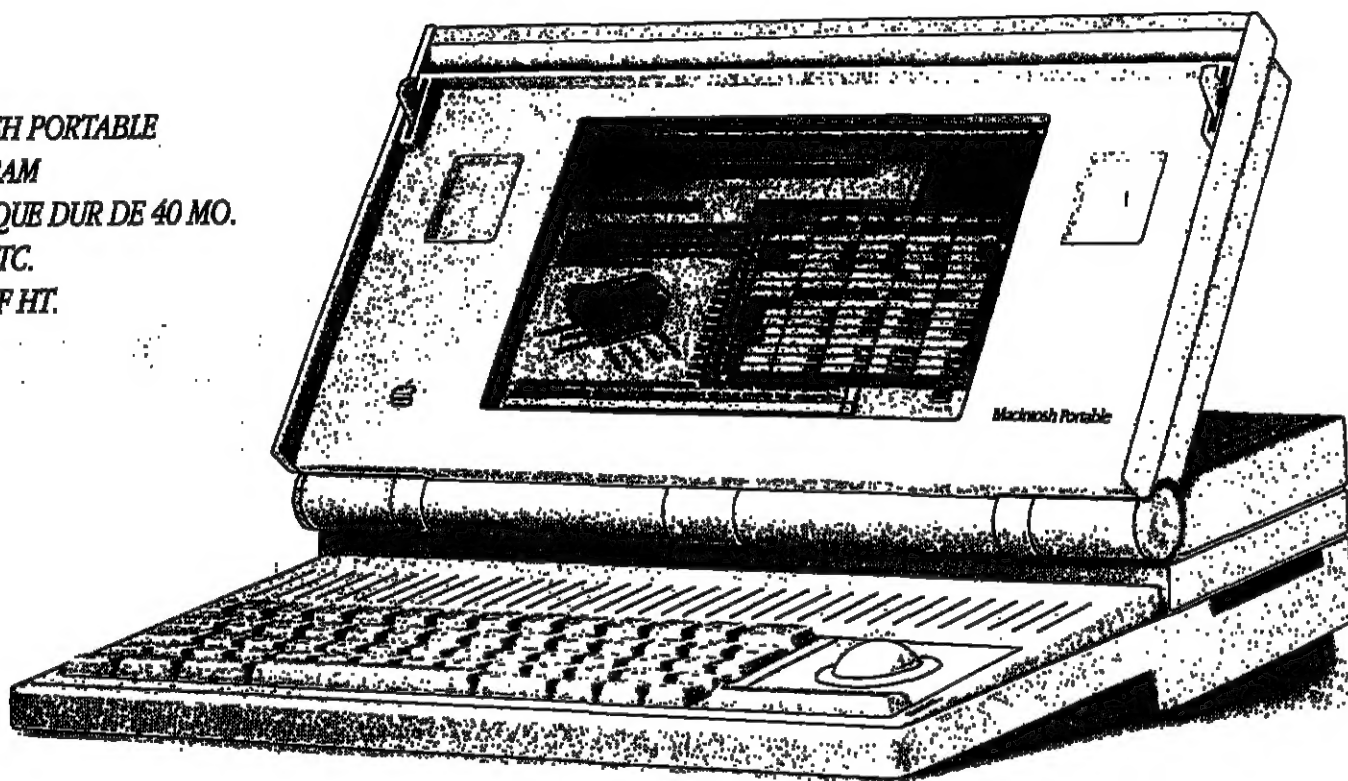
Rectificatif. - Une erreur s'est glissée dans la liste des six conseillers généraux communistes de Seine-Saint-Denis signataires de l'appel à l'ouverture pour le prochain congrès du PCF (le Monde du 19 septembre). M^{me} Carmen Caron et M. André Macé ne sont pas conseillers généraux. En revanche, MM. Bernard Vergnaud et Georges Prudhomme siègent à l'assemblée départementale avec M^{me} Madeleine Cathalaud et Michèle Mitolo et MM. Raphaël Grégoire et René Foulon, qui ont aussi signé ce texte.



PRIX IC

Questions *ouvertes*
réponses *fermées*

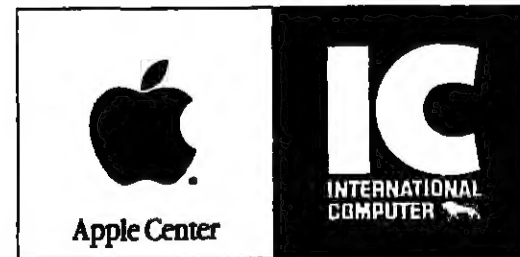
MACINTOSH PORTABLE
2 MO DE RAM
ET UN DISQUE DUR DE 40 MO.
29.900 F TTC.
25.210,80 F HT.



29.900 francs, eh oui, vous ne rêvez pas. Et la seule chose qu'il faut pincer actuellement c'est le combiné de votre téléphone afin de vite réserver votre **Macintosh Portable** chez IC. Le Macintosh Portable représente la concrétisation des plus beaux rêves de la philosophie Apple: **la liberté informatique**. Emportez-le où vous voulez, il saura se faire **discret** mais terriblement **efficace**. Avec 2 Mo

de mémoire vive et un disque dur de 40 Mo, il a suffisamment de **puissance** pour en remonter à plus d'un. Il possède également un écran LCD à matrice active et **10 heures d'autonomie**. Et pour continuer à fêter **Apple Expo**, découvrez les **prix IC** tout aussi **exceptionnels** sur les **Mac SE/30**, les **Mac IIx** et les **Mac IIfx**. Disponibilité, prix, conseil et sourire de 10h à 19h et même à 18h55.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS TEL. (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS TEL. (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE SA 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE TEL 91 37 25 03
IC TOULOUSE SA 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE TEL. 61 25 62 32

POLITIQUE

Réunis en « séminaire »

Les dirigeants socialistes s'interrogent sur une réforme des institutions

Le bureau exécutif du Parti socialiste s'est réuni, mardi 18 septembre, dans un hôtel de Joux-lès-Tours (Indre-et-Loire), pour un « séminaire » de trois jours, destiné à ouvrir le débat sur le projet que le PS prépare pour la fin 1991 (le Monde du 13 septembre). M. Michel Rocard et les ministres socialistes doivent participer jeudi à cette réunion, dont les premières séances, mardi après-midi et mardi soir, ont été consacrées à un « tour de table » général sur la crise du politique et sur la nature et le rôle du PS.

Après les différentes réunions de « courants » au cours de l'été - la dernière en date ayant été, les 15 et 16 septembre, celle des signataires de la motion Mauroy-Mermaz-Jospin du congrès de Rennes - les dirigeants socialistes se sont souvenus qu'ils appartiennent au même parti. Les principaux responsables se sont tous retrouvés, mardi, à Joux-lès-Tours, à l'exception de M. Jacques Delors, retenu à Bruxelles, et des membres du gouvernement, dont la

contribution à la réflexion collective est attendue pour jeudi. C'est alors, en effet, que MM. Michel Rocard, Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement (si l'actualité le lui permet) et Jean Poperen viendront prendre, autour de la table, leur place de socialistes en charge du pouvoir autant que de chefs de file au sein du parti.

M. Laurent Fabius était, lui, présent dès mardi, entouré de ses lieutenants. Le président de l'Assemblée nationale et ses amis ont pris une part active aux discussions, manifestant ainsi leur souci de conforter le rôle de M. Pierre Mauroy en tant que premier secrétaire appartenant, certes, à un courant - celui que M. Jospin s'emploie à structurer, mais tirant sa légitimité de la « synthèse » obtenue au forceps, au lendemain du congrès de Rennes, et sur laquelle le PS doit s'efforcer de vivre pendant deux ans.

Les interventions de mardi, après un propos introductif du premier secrétaire, ont porté sur l'évolution de la société, sur l'identité du socialisme, ses valeurs et ses concepts. Deux thèmes de débat se sont dégagés des six heures de discussion : les institutions et le rôle du PS.

La concentration du pouvoir

Sur le premier point, M. Henri Emmanuelli (jospiniste) et les membres du courant Socialisme et République de M. Chevènement ont réitéré leur critique d'un système politique qui concentre le pouvoir entre les mains du chef de l'Etat, réduit le Parlement à l'impuissance et place le premier ministre dans une situation ambiguë et instable. La question des évolutions institutionnelles possibles ou souhaitables avait été abordée par les jospinistes lors de la réunion du « courant 1 » le week-end dernier, le ministre de

l'éducation nationale déclarant alors qu'il partage les appréciations de M. Emmanuelli sur les défauts de la Constitution actuelle.

A l'inverse, les rocardiens, dont le point de vue sur cette question a été exprimé par M. Gérard Lindeperg, sont apparus moins pressés de remettre en cause les équilibres - ou déséquilibres - propres à la Ve République. La situation actuelle de leur chef de file et les perspectives qui s'ouvrent à lui semblent les inciter à considérer que, tous comptes faits, la place allouée au président de la République et les moyens de coercition dont dispose l'exécutif vis-à-vis du législatif présentent des avantages appréciables. Sans oublier les critiques que la gauche a depuis toujours formulées sur ce système, les rocardiens jugent plus urgent de se pencher sur les problèmes de conceptions économiques et sociales que l'époque pose aux socialistes.

Faut-il penser d'abord que les marges sont « étroites », comme l'a affirmé M. Gérard Fuchs (rocardien), ou bien faut-il surtout s'aviser qu'elles « existent », comme l'a souligné avec force M. Emmanuelli ? Quel espace laissent-elles au Parti socialiste et quelle fonction lui assignent-elles ? M. Bernard Roman (mauroyiste) a dénoncé le « socialisme de patronage » dont lui paraissent vouloir se satisfaire tant les rocardiens que M^{me} Geneviève Domenech-Chich, pourtant mauroyiste elle aussi. Par ce quilibet, M. Roman entendait fustiger un militantisme qui se réduirait à un rôle social ou « social » d'intermédiaire entre la « macropolitique » gouvernementale et la « micropolitique » du quotidien.

PATRICK JARREAU

La succession de M. Jacques Médecin

La majorité municipale de Nice se déchire sur le poste de premier adjoint

M. Jacques Médecin est convoqué à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble le 26 septembre, pour se voir signifier une deuxième inculpation de délit d'ingérence, en sa qualité de président du conseil général des Alpes-Maritimes. La première inculpation de M. Médecin, en sa qualité de maire de Nice, remonte au 17 novembre 1989.

NICE

de notre correspondant régional

La succession de M. Jacques Médecin, maire (CNI) démissionnaire de Nice, ne cesse de se compliquer. Alors

que le sénateur (RPR) et premier adjoint au maire assurant l'intérim, M. Honoré Baillet, se considère désormais comme un successeur de fait, une crise ouverte à l'été, mercredi 19 septembre, dans la majorité municipale au sujet de l'attribution du poste de premier adjoint, M. Baillet en est, précisément, à l'origine.

Dans une déclaration à Nice-Matin, le premier adjoint s'est prononcé explicitement pour la candidature de M. Paul Guerrier, ancien trésorier-payeur général des Alpes-Maritimes, entré, en 1989, dans le conseil municipal, où il occupe les fonctions d'adjoint aux finances. « L'un des rares », précise M. Baillet, à pouvoir remettre les finances de la ville sur la bonne voie. » M. Rudy Salles, conseiller municipal délégué, député et pré-

dent départemental de l'UDF, a aussitôt abondé dans son sens. Mais M. Michel Falicon, actuel deuxième adjoint (RPR) au maire et qui veut devenir le premier, conseiller général et président de l'Association des amis du maire, l'un des hommes forts de la municipalité, a vivement exprimé son « total désaccord » avec la prise de position de M. Baillet. Docteur en droit public et en droit international, M. Falicon considère qu'il possède une formation aussi valable que celle de M. Guerrier et se prévaut d'une expérience supérieure à la sienne dans ses relations avec l'administration municipale (il est élu depuis 1977).

Autre réaction négative aux propos tenus par M. Baillet, celle de M^{me} Martine Dugreilh, députée (RPR), également adjoint au maire. Elle n'est pas opposée a priori à la candidature de M. Guerrier, mais elle s'offusque qu'on veuille « l'imposer », ce qui lui paraît « intolérable » et de « mauvais augure » pour la suite des événements.

M. Christian Estrosi, député et président de la fédération RPR, a déclaré mardi qu'il n'y avait pas, pour le moment, de candidat désigné de la majorité médécino (RPR), à la succession de M. Médecin. « Il est possible, a-t-il dit, que nous apportions notre soutien à M. Baillet, et je suis convaincu qu'il fera un bon maire. Mais nous n'en sommes pas encore là ».

Une hypothèse politique a, du moins, été levée. « En ce qui concerne le Front national », a déclaré M. Estrosi, il ne sera, en aucun cas, ni en aucune circonstance, question d'une quelconque alliance tant dans le cadre d'une élection interne que dans d'autres cas de figure. » M. Baillet s'est prononcé, lui aussi, contre toute éventuelle « ouverture » de la majorité municipale actuelle au FN.

GUY PORTE

Selon « le Canard enchaîné » 600 000 francs auraient été saisis dans les bagages de M. Médecin

Les policiers et les douaniers français ont découvert une somme de 600 000 F dans des valises destinées à M. Jacques Médecin, le 14 septembre à l'aéroport de Roissy, affirme le Canard enchaîné du 19 septembre. Transportées par une jeune Nigérienne proche de M. Jean Orla, homme-chef du clan Médecin, ces valises empruntèrent un vol Air France Nice-Paris à destination de l'Argentine, quand une alerte à la bombe a conduit les services de sécurité à fouiller les bagages.

Le 13 septembre, M. Orla avait donné l'ordre à M. Dominique Charpentier, directeur du Comité régional du tourisme à Nice, d'ex-

pédier « quatre gros bagages » par ce vol à destination de l'Argentine, dans un téléfax envoyé par M. Orla depuis le Japon, où il accompagnait M. Médecin, et dont le Canard publie une copie. L'examen des documents contenus par ces valises a convaincu les policiers que ces dernières étaient bien destinées à l'ancien maire de Nice, qui se trouve actuellement en Uruguay, après un séjour en Argentine. Notre correspondante en Argentine, Edith Coran, nous indique, d'autre part, que M. Médecin a fait réserver une place, le 3 août dernier à Miami, sur un vol Buenos-Aires-Madrid pour le 24 septembre.

France inquiète, France tranquille

III. - Le racisme n'est pas le « mur » des Français

Après les militaires désorientés (le Monde du 18 septembre) et certains « politiques » qui s'inquiètent de la montée de l'islam intégriste (19 septembre), notre auscultation de la société française aborde à présent le racisme dont peuvent être victimes certaines catégories de citoyens ou d'immigrés.

Le racisme, à en croire les élus que nous avons interrogés, n'est pas le « mur » des Français. Les socialistes, qui posaient la question par voie d'affiches au printemps dernier, peuvent se rassurer.

Prenez Sarcelles : 23 % des habitants sont étrangers, 10 % sont Antillais, 25 % sont juifs. Au fait, comment le sait-on ? « Par les lieux de naissance et les noms sur les listes électorales », explique le maire, M. Raymond Lamontagne. Bon...

Le brave M. Lamontagne est catégorique : il n'y a pas d'hostilité ni de rivalité entre les Français et les autres, ni entre les Français de communautés différentes. Il lui arrive d'entendre certains Français parler de certains autres en les englobant dans la catégorie des « étrangers ». Le maire leur fait alors remarquer, gentiment, leur méprise. A part cela, tout va bien. L'élu RPR est conforté, sur ce point, par le sénateur et conseiller général communiste, M^{me} Marie-Claude Beaudou. « Nous avons une soixantaine de communautés différentes à Sarcelles », dit-elle. Elles vivent en bonne harmonie. Il y a vraiment très peu d'exemples de racisme dans la vie quotidienne. »

Les bagarres du début de l'été entre jeunes juifs et « zoulous » à dominante antillaise n'avaient pas d'autre motif qu'une banale affaire de racket à la sortie d'un lycée, doublée d'une non moins banale histoire de filles. De la petite délinquance ordinaire. A côté de cela, l'intégration en marche. M^{me} Beaudou assistait, en juin dernier, à la fête du CES Malesherbes, qui célébrait avec un an de retard le bicentenaire de 1789. « C'était émouvant, raconte-t-elle, de voir des enfants juifs, arabes, antillais jouer ensemble certains épisodes de la Révolution. » Les mariages mixtes, entre jeunes issus de communautés différentes, sont fréquents. M. Patrick Devédjian (RPR) fait le même constat dans sa mairie d'Antony. « Parcourir des yeux les bancs est la meilleure manière de se ren-

seigner, dit-il. La moitié des beaux (Français d'origine maghrébine) épousent des Français de souche. »

Juifs et Antillais

Sarcelles a la plus importante communauté juive de France, parce qu'elle a accueilli, dans les années 60, beaucoup de rapatriés d'Afrique du Nord, dont une forte composante sépharadite. Tous, juifs et non juifs, ont gardé un mode de vie qui rappelle celui de « là-bas » : mais tirant de leur souche le souci d'être à l'écart du monde, ils aiment les terrasses des cafés. Certains voisins se plaignent parfois du bruit, c'est tout. Ah ! si : une année, des juifs particulièrement respectueux du sabbat bloquaient, le samedi, la serrure codée de leur immeuble, afin de pouvoir entrer chez eux sans enfreindre l'interdiction d'actionner l'électricité ce jour-là. Cela finissait par déraquer les serrures : les voisins protestaient ; on a trouvé un arrangement.

Beaucoup de juifs sont très religieux, les hommes portant la calotte en permanence. Bref, ils ne se cachent pas. « Après Carpentras », dit M. Lamontagne, il y a eu une manifestation. J'étais en tête. Vous voyez, on n'a pas peur de se montrer. Et si on est arrivé à ce point, que des « imbéciles » souillent le monument aux morts de la ville, celui du martyr juif ne l'a jamais été, non plus que le cimetière israélite.

La communauté juive a pour caractéristique d'être très encadrée par ses responsables religieux ou laïcs, selon des habitudes héritées, elles aussi, du passé nord-africain. Les Antillais de Sarcelles sont, eux, moins organisés ; ils se partagent entre quatre associations - deux grandes et deux petites - dont la représentativité est très relative, auxquelles s'ajoutent diverses congrégations, telles que les Fidèles des prières chrétiennes ou l'Eglise du traité d'Ulrecht. Ils ont leurs problèmes : des familles plus nombreuses, souvent monoparentales, des jeunes livrés à eux-mêmes. Le remède, pour ces derniers, est dans les associations sportives, qu'ils sont nombreux à fréquenter avec l'aide, parfois, des éducateurs mobilisés pour les « opérations d'été » à destination des enfants et des adolescents qui ne partent pas en vacances. Les deux tiers des licenciés du club d'athlétisme sont noirs, d'Afrique ou des Antilles ; les résultats, excellents.

Il y a, certes, les « zoulous » ou « taggers ». Ceux-là, M. Lamontagne

dit-il, ne les voit pas. Ils ne privent aucun mur de leurs dessins pas toujours réussis ; d'ailleurs, observe le maire, très au courant, la plupart d'entre eux ne connaissent pas l'alphabet « zoulou » et griffonnent n'importe quoi. « Il y a des endroits que je ne veux pas leur laisser »,

empêché le Front national d'y obtenir 13,54 % des voix au premier tour de l'élection municipale partielle de mars dernier. « C'est clair, dit M^{me} Beaudou. On voit Le Pen dans le village (le vieux Sarcelles) et dans les quartiers les plus pauvres du grand ensemble. » Pour



préviend-il. Quand la police municipale les coince, M. Lamontagne, avec l'accord de leurs parents, leur fait nettoyer les murs qu'ils ont décorés. Bientôt, Sarcelles aura sa Maison de la justice et du droit, avec un juge qui pourra intervenir rapidement sur les petits délits et prononcer des peines de travaux d'intérêt général. Les « zoulous » n'ont qu'à bien se tenir !

Concentrations par le logement

A Antony, où on a eu affaire aux « zoulous » de la « bande des UIIs », reflétant du département voisin, on est moins convaincu de leur innocuité. Une bagarre terminée par un meurtre, cet été, à la Défense, prouve que cette forme de socialisation des jeunes banlieusards n'a pas grand rapport avec de paisibles activités du type « maison de jeunes ». Le phénomène « zoulou », cependant, ne constitue pas, à proprement parler, un exemple de conflit entre races.

La cohabitation harmonieuse des communautés de Sarcelles n'a pas

jugé sa ville exempte de racisme. « Je n'entends parler des Arabes - et il y en a beaucoup - qu'à propos de difficultés de cohabitation dans une cage d'escalier », dit-il. Les Vietnamiens ? « Il y a eu quelques vagues propos irrités au sujet de la multiplication des restaurants asiatiques. » Les juifs ? « Un tract « raciste » à propos d'une synagogue en construction. » Brouillies. Aucune des communautés concernées ne se plaint, collectivement ou individuellement, de discrimination.

Ségrégation

La question du logement est épineuse. S'il arrive que des habitants d'Antony se plaignent de devoir partager leur immeuble avec des Arabes, à Paris, ce sont des Noirs - Africains ou Antillais, voire Réunionnais - qui affirment aux élus socialistes être écartés des attributions prioritaires de logements en raison de leur race. « C'est impossible à vérifier car, par cas, convient à M. Jean-Yves Autexier, député (PS) du onzième arrondissement, mais la banlieue me paraît, globalement, moins ségrégationniste que Paris. » Avec les propriétaires privés, précise-t-il, c'est pire.

Belleville est, pourtant, un quartier habité à l'extrême. Entre Arabes et juifs d'Afrique du Nord, qui y cohabitent depuis vingt-cinq ans, les relations ne sont pas mauvaises. Deux radios locales, Radio-Beur et Radio-Shalom, ont organisé une soirée commune au Bataclan. L'ambiance était excellente. Il n'empêche que, chez les « autres », on réagit plus ou moins bien. Et quand la dernière charcuterie du bas Belleville - ni les juifs ni les musulmans ne mangent de porc - a été vendue à des « Chinois », certains amateurs de saucisson ont tordu le nez. On reproche aux Asiatiques de fonctionner en circuit fermé, de ne pas chercher le contact avec les autochtones. « Il y a une certaine incompréhension », estime M. Autexier.

« Les gens perdent leurs repères », explique le député. Certains taboussent, et ceux qui veulent lutter contre ne savent plus quel but leur opposer. Membre du courant Socialisme et République, M. Autexier a tendance à théoriser à l'excès sur le thème de la citoyenneté qui régresserait devant le « tribalisme ». La preuve en est qu'il cite lui-même tel directeur d'école du boulevard de Belleville, parfaitement sûr du modèle d'intégration qui lui permet de transformer en bons potaches républicains ses

recrues multicolores. « Dans les écoles, cela se passe très bien, indique le député. On n'a eu qu'un problème avec une directrice raciste. Les parents ont alerté le rectorat, elle a été mutée. »

« Montrez moi une Française ! »

Dans le dix-neuvième voisin, M. Jean-Christophe Cambadélis, député socialiste (lui aussi, est moins optimiste. Il évoque telle école où le corps enseignant se dit débordé par le taux d'immigrés et où un maître, accompagnant l'élève à la porte à l'heure de la sortie, désigne les mères en boubois qui attendent leur progéniture, et grâce : « Montrez-moi une Française ! » « Il faut se demander ce que nous avons à opposer au thème lepéniste de la préférence nationale, qui gagne du terrain », prévient M. Cambadélis. Le député du dix-neuvième affirme être parfois interpellé dans la rue par des citoyens qui reprochent aux socialistes d'avoir « laissé entrer les étrangers » et lui demandent « ce qu'ils comptent faire maintenant ».

Dans ces quartiers, c'est la présence étrangère, selon M. Cambadélis, qui est mise en cause, plus que l'appartenance à telle ou telle race. Ceux qui se plaignent posent le problème en termes d'intégration, qu'ils jugent difficile ou impossible à partir du moment où trop de gens ne partent pas le Français, conservant le mode de vie de leur pays d'origine et pas toujours désireux de faire souche en France, s'installent quelque part. Il arrive, cependant, que l'intolérance vise des concitoyens parfaitement intégrés, comme ces juifs d'obédience loubavitch, dont l'école et le dispositif de sécurité qui l'entoure incommode certains voisins. Il s'est même trouvé une association de locataires, aux sympathies de gauche, pour venir auprès du député accuser les loubavitch des déprédations constatées dans un immeuble proche de l'école.

Les élus, au total, n'observent ni progression du racisme ni montée de l'inquiétude chez ceux qui pourraient en être la cible. A les entendre, le lepénisme pose davantage de problèmes politiques qu'il n'a de conséquences sur les comportements sociaux.

PATRICK JARREAU

Prochain article : IV. - A Lille, chômeurs et marginaux.

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

12 La croisée victorieuse d'Atlanta
13 Les cahiers neufs de l'évaluation

13 Le redressement inachevé de Normale sup
14 Les grandes lignes du budget de l'éducation nationale

16 Architecture : pour une refonte de l'enseignement
Rock : le triomphe par mégarde des Pixies

Justice : une priorité moins prioritaire

Après deux jours entiers consacrés à des réunions de travail avec les chefs de cour, M. Pierre Arpaillange devait présenter le projet de budget de son ministère mercredi 19 septembre à la presse, puis aux organisations syndicales. Avec 18,013 milliards de francs - soit 1,38 % en 1989) - la justice, qui a peu pâti de la crise du Goffe, n'est sans doute pas, malgré des avancées certaines, aussi « prioritaire » pour le gouvernement que pouvait l'être le garde des sceaux.

Sans cesse menacé, depuis qu'il est ministre, par une tempête, qu'elle vienne des prisons, des palais de justice ou des cabinets d'avocats, sans cesse en prise aux sarcasmes, continuellement « partant » du gouvernement, M. Pierre Arpaillange avait, au début de l'été, dit publiquement qu'il saurait tirer les conséquences d'un mauvais budget. Et, pour être clair, qu'il s'en irait si, malgré ses promesses, M. Rocard ne faisait pas de la justice l'une de ses « priorités ». Ceux qui ont récemment rencontré le garde des sceaux le décrivent « pimpant », « fringant », « revigoré ». Et le ministère de la justice n'est pas peu fier d'annoncer une hausse de 12,4 à 12,7 % de ses crédits, selon les modes de calcul, pour 1991. C'est une façon de voir les choses, comme les verres à moitié vides ou à moitié pleins.

Secouer les pesanteurs

L'heure était plutôt aux réjouissances. Il est vrai que, s'il n'est pas aussi prometteur qu'il eût paru souhaitable, le projet de budget pour 1991 marque des points non négligeables. On a, pour commencer, pu trouver son compte. Plus de 1,3 milliard de francs supplémentaires est ainsi consacré à des mesures nouvelles dans tous les domaines : c'est-à-dire 60 % de plus que la moyenne des montants constatés depuis 1982. Les autorisations de programmes augmentent de 34,14 %. Et 1 216 emplois sont créés : c'est moins qu'aux plus beaux jours du lancement du « programme 13 000 », mais c'est aussi plus de deux fois le niveau moyen entre 1984 et 1989.

L'indéclicature de la Lettre de Matignon

Avec une enveloppe d'un peu plus de 18 milliards de francs, le budget de la justice est certes en augmentation et il a été peu écorné - 30 millions de francs - par la rigueur imposée par la crise du Goffe. Mais, en valeur absolue, l'enveloppe n'augmente en fait que de 6,7 % et représente 1,40 % du budget de l'Etat, contre 1,38 en 1990. On a, en effet, placé Vendôme, préféré établir une statistique plus alléchante en ne tenant compte que de la « progression réelle des moyens », mettant par exemple, et ce n'est pas rien, entre parenthèses le prix du programme de construction des 13 000 nouvelles places de prison qui s'achève.

Que la présentation des chiffres soit estimée tendancieuse, comme ne manquent pas de le souligner déjà certains syndicats, ou non, elle n'a en tout cas pas entamé la bonne humeur des chefs de cour,

procureurs généraux et premiers présidents, conviés deux jours durant Place Vendôme, les 17 et 18 septembre, pour des rencontres de travail plus conviviales que d'habitude. Et le ministre a montré qu'il savait recevoir : il y eut des « pauses café », des « pots » en fin de journée et même, dans le beau jardin de la chancellerie, un déjeuner champêtre - poulet froid, jambon, salades variées - par petites tables couvertes de nappes blanches. Il est peu probable qu'on ait alors eu le cœur à souligner l'indéclicature de la Lettre de Matignon (éditée par le service d'information et de diffusion du premier ministre) datée du 17 septembre et consacrée au budget, qui omet, dans sa liste des priorités, de citer la justice...

Les débats dans les tribunaux de grande instance devraient déboucher des carrières enkyliées.

On souhaite aussi, à la chancellerie, aider le personnel judiciaire à travailler de façon plus intelligente et plus efficace : la modernisation tant souhaitée ne passe pas que par des créations d'emplois, elle passe aussi par des méthodes de travail plus rationnelles. Ainsi l'effort engagé en matière informatique est-il important (114 millions de francs supplémentaires, soit une augmentation de plus de 30 % de la dotation). L'informatique d'initiative locale (c'est aux juridictions d'organiser leur système propre) est encouragée. Les magistrats devraient se satisfaire de la revalorisation de leurs primes (« 41,49 millions de francs ») : ils n'en attendaient pas tant, et certains finissent par penser que leur grève du mois de juin n'était peut-être pas inutile. On fera aussi un effort pour rénover leurs palais de justice, souvent un peu croutés (480 millions de francs contre 305 millions de francs en 1990) : 70 millions de francs seront directement dévolus aux cours d'appel pour « faire face aux travaux de sécurité les plus urgents ».

Les pénitenciers qui bénéficient de l'accord du 9 février dernier visant à rénover la grille de la fonction publique auront droit, en plus, à des primes supplémentaires de 2,3 millions de francs. Il n'est pas sûr qu'ils s'en contentent. En revanche, ils seront sensibles à l'augmentation des crédits sociaux (+ 6 millions de francs) destinés à aider les jeunes agents à se loger dans la région parisienne. Autre nouveauté, les agents en formation seront désormais remplacés. Scénario : l'an dernier, la Martinique sera dotée d'une nouvelle prison, de 400 places, qui permettra enfin de fermer la maison d'arrêt de Fort-de-France. Et 200 millions de francs seront affectés à l'amélioration de la sécurité des prisons. L'administration centrale ne s'est pas oubliée : parmi les 18 créations d'emplois prévues, 6 iront à la communication, dont les ratés ont si souvent pénalisé le ministre.

Presque débarrassé - sur le plan budgétaire du moins - du « programme 13 000 », le ministère de la justice, petit à petit, tente de secouer ses pesanteurs. Ce budget en est l'expression. Après une présentation à la presse, ce sera aux syndicats de le déconstruire, dans l'après-midi du 19 septembre, au cours d'un comité technique paritaire. Leur réaction donnera la clé de la rentrée de M. Pierre Arpaillange.

AGATHE LOGEART

Les alcooliers proposent de participer à la prévention de l'éthylisme

La discussion, par le Sénat, du texte de loi relatif à la lutte contre les consommations de tabac et d'alcool, est fixée au 10 octobre prochain. Depuis quelques jours, parisiens et adversaires de ce texte lancent des actions de lobbying tout à fait originales qui ne sont pas sans rappeler certaines pratiques anglo-saxonnes. C'est ainsi que les principales entreprises du secteur français des vins, brasseries et spiritueux viennent de faire connaître leurs propositions en matière de lutte contre l'alcoolisme, tandis que le groupe des médecins spécialistes de santé publique, à l'origine du projet de loi, s'apprête à diffuser largement, quelques jours avant le débat au Sénat, leurs commentaires après l'examen du texte par l'Assemblée nationale.

En matière de lutte contre le tabac et l'alcool - ou d'incitation contrôlée à la consommation de ces deux substances - l'heure est, plus que jamais, aux grandes manœuvres. Ces dernières semaines, il y avait eu, en préliminaire, l'initiative quelque peu paradoxale de la grande majorité des radios privées, qui cherchaient, sous couvert de messages antialcooliques diffusés gratuitement, à continuer de bénéficier de la manne substantielle des publicités incitant à la consommation des boissons alcoolisées (le Monde daté 12-13 août). On entre aujourd'hui pleinement dans le vif du sujet avec deux initiatives sans précédent en France et dont les objectifs sont diamétralement opposés.

C'est, tout d'abord, la décision prise par les principaux groupes de l'industrie des boissons alcoolisées d'engager une action d'un nouveau type, en forme d'alternative au projet de loi qui fut courageusement défendu, devant l'Assemblée nationale, par M. Claude Evvin, ministre de la santé. Réunis dans le cadre d'une association selon la loi de 1901, baptisée « Entreprise et prévention-groupe de réflexion et d'initiatives de producteurs de boissons », ces groupes importants (ils produisent environ 40 % du volume global des bois-

sons alcooliques consommés en France, compte tenu des caractéristiques particulières de ce marché hétérogène, ces groupes annoncent aussi « peser » entre 600 et 700 millions de francs d'investissements publicitaires, c'est-à-dire plus de 50 % des sommes investies chaque année dans l'incitation à la consommation de ce type de boissons, ce marché étant estimé, tous médias confondus, à 1,3 milliard de francs.

Plutôt que d'interdire toute expression publicitaire aux entreprises du secteur, avec les conséquences économiques que cela implique et le peu de résultats que l'on peut en attendre en ce qui concerne la lutte contre l'excès, les grands alcooliers proposent de participer, de manière significative, au financement des campagnes de prévention de l'alcoolisme en France, grâce à une contribution volontaire des professionnels, contribution suffisante pour mener des actions d'information et de prévention efficaces.

Les spécialistes maintiennent la pression

Ils souhaitent également la mise en place d'un dispositif de régulation de la publicité sur les boissons alcoolisées, à partir d'un contrôle a priori du contenu des messages et des règles d'accès aux médias, qu'il s'agisse du cinéma, de la radio et de l'affichage. Les entreprises, réunies dans le cadre de cette association, envisagent, d'autre part, la mise en œuvre de programmes de recherches coordonnées par les pouvoirs publics, en vue d'améliorer la coopération entre recherche publique et recherche privée dans le domaine de l'alcoolologie. Ils aimeraient enfin conduire des actions sur le terrain avec les professions concernées, au premier rang desquelles les cafés-hôtels-restaurants, qui, selon eux, devraient être associés à des campagnes de prévention, en particulier en matière d'alcool au volant.

Dénouant « l'absence totale de concertation » qui, disent-ils, a présidé à l'élaboration de la loi Evvin, les alcooliers estiment que « les interdictions publicitaires n'ont jamais, à ce jour, montré leur efficacité en matière de prévention. En revanche, reconnaissent-ils, le contenu des messages pourrait être plus étroitement contrôlé, ainsi que l'accès à certains médias ».

Sans prendre d'engagements chiffrés précis, ces entreprises confient qu'elles pourraient consacrer « quelques pour-cent » de leurs budgets publicitaires à des actions de prévention, une telle somme pouvant être cédée avec les organismes publics. Dans un esprit

similaire, M. Hubert Bouteiller, président du comité interprofessionnel des vins de Bordeaux, a publié, mardi 18 septembre, dans les colonnes du quotidien régional Sud-Ouest, une « lettre ouverte », incitant sans nuance aucune les vitiiculteurs à manifester clairement leur opposition au projet ministériel.

Pour leur part, les cinq spécialistes de santé publique, dont l'action volontariste est à l'origine de l'actuel texte de loi (2), n'entendent nullement désarmer. C'est ainsi qu'ils adressent aux députés et sénateurs, ainsi qu'à différents décideurs en politique, un rapport à bien des égards constructif. Ils formulent dans ce document une série de commentaires très critiques, après l'examen du texte en première lecture à l'Assemblée et dénoncent dans le même temps l'attitude ambiguë ou contradictoire de certains députés. « Le gouvernement ne doit pas hésiter à mettre en œuvre une politique de santé publique et à diffuser des mesures qui ont un intérêt général et le soutien de la majorité de la population », écrivent-ils. Si l'Indépendant financier de groupes privés devenait le seul critère de décision, le rôle de l'Etat se réduirait à celui d'un arbitre qui compte les points ».

Il reste aujourd'hui à savoir quel impact pourront avoir sur les parlementaires et sur le gouvernement les propositions des grandes firmes industrielles productrices de boissons alcoolisées. Le ministre de la santé saura-t-il, en particulier, faire face aux différentes actions cherchant à réduire à néant, ou presque, le sens de l'action qu'il mène depuis plusieurs mois dans ce domaine ? Ici, la toute dernière décision gouvernementale de reporter de plusieurs mois l'augmentation de 15 % du prix du tabac, qui était prévue pour le début de l'an prochain, ne sera pas de nature à conforter la position ministérielle, pas plus que l'action - encore officieuse - menée par un groupe de spécialistes en alcoologie, qui s'oppose à l'actuel projet de loi, souhaitant que l'on puisse au plus vite dissocier la partie relative au tabac de celle relative à la lutte contre l'alcool.

JEAN-YVES NAU

(1) L'association Entreprise et prévention regroupe les sociétés Berger, BSN, Champagne De Venoge, LVMH, Martini-Rossi France, Pernod-Ricard, Segram France Distribution et United Distillers France.

(2) Le groupe des spécialistes de santé publique est constitué des professeurs Gérard Dubois (Caisse nationale d'assurance-maladie), Claude Göt (Hôpital Ambroise-Paré, Boulogne), François Grémy (CHU de Montpellier), Albert Hirsch (Hôpital Saint-Louis, Paris) et Maurice Tubiana (Institut Gustave-Roussy, Villejuif).

Le premier anniversaire de l'attentat du DC-10

« Il n'est pas mort d'un accident mais d'un acte de guerre »

A l'occasion du premier anniversaire de l'attentat commis contre le DC-10 d'UTA Brazzaville-Paris, le 19 septembre 1989, le secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et des victimes de guerre, M. André Mérie, devait rendre hommage, mercredi soir, aux cent cinquante et onze personnes tuées par l'explosion de l'avion ainsi qu'à « toutes les victimes du terrorisme » au cours d'une cérémonie organisée dans la cour d'honneur du secrétariat d'Etat. La femme d'un disparu témoigne.

Son mari, âgé de trente ans, revenait d'un voyage d'affaires le 19 septembre 1989 à bord du DC-10 d'UTA Brazzaville-Paris. Il est mort ce jour-là au dessus du désert du Ténéris. « Il n'est pas mort d'un cancer ni d'un accident de voiture », dit-elle aujourd'hui avec détachement. Un acte de guerre contre un Etat, la France en l'occurrence, dont elle a découvert le silence.

Elle ne veut pas polémiquer. Agée de vingt-neuf ans, cette femme - qui souhaite conserver l'anonymat - convient que la loi votée le 23 janvier 1990 lui a conféré le statut de victime civile

de guerre autorisant le versement d'une pension, qu'en tant que partie civile elle a accès au dossier de l'instruction confiée au juge Jean-Louis Bruguière.

Elle pense d'ailleurs que l'enquête judiciaire est menée avec « diligence », que « le magistrat, les policiers font tout pour connaître la vérité ». La DST et la police judiciaire soupçonnent trois opposants congolais, dont Bernard Yangu, interpellés le 20 janvier 1990 à Brazzaville (le Monde du 30 août). Celui-ci a formellement impliqué un diplomate libyen dans la préparation de l'attentat, mais les autorités françaises ne disposent d'aucune certitude sur le commanditaire de l'opération.

Elle accepterait même une logique « de raison d'Etat, l'existence d'intérêts stratégiques supérieurs » si ces impératifs pouvaient « contribuer à faire progresser l'enquête ». Elle peut comprendre tout, dit-elle. Seul la maladresse, l'indifférence, ce « vide » dont elle parle si souvent : « C'est le sentiment qu'on éprouve quand on est victime car les problèmes de fond ne sont pas abordés ».

Elle a regardé les récits des journaux comme un simple « processus de conditionnement de l'opinion », une ambivalence forte entre une sensibilité exacer-

bée à l'événement et finalement une indifférence profonde. On ne peut que s'étonner du silence qui a suivi l'attentat depuis un an. Cent cinquante et onze morts au-dessus du Ténéris, c'est beaucoup mais c'est loin, évidemment. On peut se demander si, pernicieusement, une fausse poudrière nous gouvernait pour laisser croire que le terrorisme n'est plus un outil de stratégie internationale. Les événements actuels prouveraient pourtant le contraire ».

Lavage de cerveau

Elle se souvient des détails. Cette lettre administrative qui prend soin de préciser que « compte tenu des circonstances de l'accident, il n'est pas certain de garantir la restitution de tous les objets personnels des victimes ». Ou cette convocation qui demande aux familles de réunir toutes les pièces administratives certifiant une parenté avec la victime afin de reconnaître les objets retrouvés : « On nous demande d'être prêts en février. Finalement cela se fera en juin. On nous promet alors qu'une ordonnance de restitution sera bientôt signée. Nous attendons toujours. Nous sommes prêts à l'admettre mais qu'on nous expli-

que les circuits administratifs, les causes du retard. Il nous faut toujours aller à la pêche à l'information. C'est cela le silence. Imaginez les familles des victimes dont les corps n'ont pas pu être identifiés. Elles sont seules comme on est seul lorsqu'il faut chercher un expert-comptable pour régler les problèmes d'indemnisation des victimes, comme on est seul quand il a fallu se battre, avec l'association SOS-attentat, pour obtenir cette cérémonie officielle de commémoration. Nous ne pouvons pas nous empêcher de croire que nos gouvernants éprouvent une gêne envers les victimes de cet attentat. Est-ce parce qu'ils s'en considèrent les responsables indirects - les terroristes se sont symboliquement attaqués à des intérêts français - ou est-ce par un excès de pudeur ? »

Elle déclare vivre cette confrontation avec « l'extérieur » comme une expérience de « lavage de cerveau ». « Quand on imagine qu'on va vous sortir de l'eau, vous plongez encore plus ». Elle sera présente mercredi 19 septembre à la cérémonie à l'occasion du premier anniversaire de l'attentat. Tout en restant sceptique : « Est-ce qu'on va pour autant faire avancer ce schmilblick ? »

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

GEORGE V - FORUM - IMPÉRIAL PATHÉ PARNASSIEN - ROXANE DE VERSAILLES MEJES DE MONTREUIL

RAYMOND DANON présente

L'AUTRICHIENNE

un film réalisé par PIERRE GRANIER-DEFERRE

ECRIT PAR ALAIN DECAUX de l'Académie Française

ET ANDRÉ CASTELOTT avec UTE LEMPER

SALE ÉTRANGÈRE

Les Jeux olympiques d'été de 1996

La croisade victorieuse d'Atlanta

« Une nouvelle injustice »

Jean Alesi chez Ferrari

▷ **FOOTBALL** : coupe de l'UEFA. — Monaco a réussi ses débuts en Coupe de l'UEFA en s'imposant (3-1) contre les Néerlandais de Roda, mardi 18 septembre à Kerkrade (Pays-Bas). Les buts montés par George Weah (27 minute), Gérald Passi (43 minute) et Ruis Barros (88 minute). Les Néerlandais avaient égalisé par Graham Arnold (35 minute). En revanche, Bordeaux a été moins brillant en faisant match nul (0-0) à Lurgan (Irlande du Nord) contre l'équipe de Glentoran.



Une bonne partie de ces recettes reversées au CIO profitera, certes, au mouvement sportif sous la forme des programmes d'aide aux pays les plus défavorisés ou de préparation et de participation aux Jeux (8 000 dollars par athlète à Barcelone en 1992). Mais la liste des villes organisatrices depuis 1972 (Munich, Montréal, Moscou, Los Angeles, Séoul, Barcelone, Atlanta) confirme une évidence : l'organisation des Jeux olympiques d'été est devenue un privilège réservé aux grandes puissances économiques.

Une vérification de dernière heure pourrait retarder le prochain tir d'Ariane

A l'approche de la rentrée universitaire

Les inquiétudes du SNE-Sup

□ Jean-Paul II : les médias sont des « instruments dont profite le pèche ». — Les médias « sont aujourd'hui des instruments dont profite le pèche » et à travers lesquels « sont imposés à l'opinion publique des modèles de comportements aberrants », a déclaré mardi 18 septembre Jean-Paul II. Dans une homélie prononcée devant 4 000 pèlerins venus de 130 pays pour une retraite spirituelle, le pape a estimé que « la situation dans laquelle vit l'homme moderne est caractérisée par une condition générale d'esclavage en matière morale ». (AFP)

COMMUNICATION

Publication retardée pour « le Grand Bluff »

Les mésaventures d'un livre très lu... avant sa parution

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

PRESSPACE : LE MARCHÉ MULTI-MÉDIA EN GRANDE-BRETAGNE

Ce déjeuner-débat réunira des éditeurs et régisseurs de presse, des annonceurs, des responsables d'agences et de centrales d'achat d'espace.

Pour toutes informations supplémentaires sur cette manifestation, s'adresser à PRESSPACE (47-42-11-14). - Frais de participation : 750 F.

□ Eurocom achète l'anglais Creamer Dickson. — Eurocom, le premier groupe publicitaire français, vient de renforcer son pôle de communication institutionnelle et relations publiques en achetant, pour plus de 100 millions de francs, 100 % de Creamer Dickson International. Implantée en Grande-Bretagne et aux États-Unis, cette société était une filiale du groupe Agis, dont Eurocom et ses associés, MM. Gilbert et Francis Gross, sont les principaux actionnaires. Elle s'intégrera au réseau Eurocom Corporate et PR, créé cet été et présent dans onze pays.

EDUCATION

Les cahiers neufs de l'évaluation

Dans les écoles et les collèges, 1,7 million d'élèves sont testés, cette semaine, en français et en mathématiques

LS sont bleus, jaunes ou verts et défilent sur tous les pupitres des cours élémentaires de deuxième année (CE 2) et de sixième depuis lundi 17 septembre. Pour la deuxième année consécutive, les cahiers de l'opération nationale d'évaluation vont jauger les connaissances de 1,7 million d'élèves en français et mathématiques. Ce diagnostic généralisé avait été la grande affaire de la rentrée scolaire de 1989. Il avait soulevé des inquiétudes et réveillé des fantasmes.

On a craint qu'il fournisse le prétexte à un fichage des enfants, à la publication d'un palmarès des écoles, voire au rétablissement de l'examen d'entrée en sixième. Le très fort contrôle du ministère sur l'ensemble du dispositif a permis d'éviter ces dérives. Mais l'opération n'en avait pas moins produit des frustrations — par manque de places dans les stages de formation promis aux enseignants pour les aider à tirer toutes les leçons de l'évaluation — et s'était achevée, sur un choc, celui de la publication de résultats nationaux reflétant les lacunes des élèves (1).

Dépistage précoce

L'objectif ne change pas cette année : il s'agit en premier lieu d'offrir aux instituteurs et aux professeurs un instrument de dépistage précoce des talents et des faiblesses des enfants qui viennent de leur être confiés. Le diagnostic individuel doit ensuite servir de prétexte à nouer le dialogue avec les parents dès le début de l'année.

Mais l'opération ne doit pas se limiter à un simple constat. Suivent en principe des sessions de formation et une incitation à aider individuellement chaque élève sur la base des performances enregistrées dans les fameux cahiers multicolores. L'an dernier, ces deux dernières phases, évidemment les plus délicates, ont été reléguées au deuxième plan, voire complètement ignorées. Cette année, la consigne est d'y consacrer tous les efforts.

Pour les parents et le grand public, l'évaluation des élèves demeure cependant essentielle. Elle a lieu entre le 17 et le 21 septembre, soit une semaine plus tôt que l'an dernier afin de mieux refléter la situation du tout début d'année. Chaque élève de cours élémentaire deuxième année (CE 2) des 42 000 écoles publiques et privées et chaque élève de sixième des 6 000 collèges participera à huit séquences de travail d'une durée de vingt minutes chacune environ, quatre en français et autant en mathématiques, qui devront être effectuées sur quatre journées au moins.

Il ne s'agit toujours pas d'un « contrôle » classique des connaissances mais d'une série d'exercices, parfois présentés sous forme de jeux, proposés pendant les heures de classes normales et destinés à vérifier des capacités précises : distinguer plusieurs registres littéraires, savoir utiliser le dictionnaire et la ponctuation, lire l'heure, manier les quatre opérations, des notions de géométrie et (en sixième) les tables de multiplication. Les exercices ont été conçus après consultation d'inspecteurs et d'enseignants du terrain dans chaque académie, et testés l'an dernier sur des élèves. L'accent a été mis sur la compréhension écrite et la liaison entre français et mathématiques ; on vérifie, notamment, que les élèves savent lire et comprendre des énoncés de problèmes d'arithmétique et de géométrie.

L'aiguillon des parents

Début octobre, un samedi matin sera libéré dans tous les établissements pour permettre aux enseignants de rendre compte aux parents des résultats de leur enfant. Au-delà d'une simple prise de contact, le ministère de l'Éducation espère que les parents, en interrogeant les enseignants sur les remèdes qu'ils comptent apporter aux lacunes constatées, joueront utilement un rôle d'aiguillon. L'évaluation n'est pas considérée comme une opération « gratuite », simplement destinée à photographier



tés dans le pilotage de l'opération », l'administration ne contrôlant pas le dispositif de formation. Si des formations spéciales centrées sur l'aide aux élèves en difficulté ont été proposées dans certaines académies, ailleurs, on s'est contenté de rebaptiser des sessions sans aucun lien avec l'opération d'évaluation. Au total, 30 % des instituteurs de CE 2 ont bénéficié d'une formation ad hoc l'an dernier.

En outre, persiste l'inspection générale, « certains » grands formateurs ou prétendus tels, continuent de refuser de passer du savoir savant au savoir pratique, par crainte de tomber dans des recettes ». Des enseignants ayant participé à un stage, cités dans un autre document ministériel, critiquent l'insuffisance de la publicité donnée aux possibilités de formation et disent s'être sentis « tenus à l'écart d'une opération dans laquelle pourtant les acteurs principaux ».

Réalité ou simple alibi ? L'inspection générale note que certains enseignants ont d'emblée considéré l'évaluation avec scepticisme, comme une nouvelle opération sans lendemain lancée, depuis Paris, par le ministère ; beaucoup ont donc estimé qu'il était « urgent d'attendre ».

Simplification

Il reste que, d'après un sondage du ministère lui-même, 79 % des enseignants concernés affirment qu'ils auraient accepté une formation si on leur en avait proposé une, ce qui n'a été le cas que de 43 % d'entre eux. Cette année, la formation devrait être mieux organisée et tous les dispositifs de soutien aux élèves mobilisés. Mais le ministère répète que « les réponses aux difficultés des élèves doivent être apportées dans l'action quotidienne du maître ».

La mauvaise humeur des professeurs avait été attisée l'an passé par une organisation matérielle déficiente : les cahiers d'exercices étaient parvenus au dernier moment dans les classes et, surtout, on leur avait demandé de coder et de recopier à la main les résultats de chacun de leurs

élèves à chaque question, ce qui représentait jusqu'à quatorze heures d'un travail stupide, destiné au seul usage de l'administration. Cette obligation de « faire remonter » les résultats disparaît puisque le ministère se contentera d'un coup de sonde sur un échantillon de 10 000 élèves. Les fanatiques de l'évaluation pourront néanmoins rassembler les résultats de leurs classes sur un cahier ou même, dans les gros établissements, en faire la synthèse en quelques minutes grâce à l'informatique.

Cette simplification de la tâche, ainsi que l'attribution à chaque classe de sixième de cinq heures supplémentaires rémunérées pour aider les élèves les plus en difficulté ou organiser des réunions de concertation, a apaisé la grogne des syndicats qui semblaient désormais accepter le principe de l'opération.

Proprement impensable voici encore quelques années, l'évaluation nationale pourrait bien entrer dans les mœurs, reflétant une déscription des rapports entre les enseignants et les usagers de l'école. Il est même question d'étendre l'opération aux élèves de fin de cinquième. Dans un pays qui cesse progressivement de tenir les professeurs pour seuls responsables de l'échec scolaire, ces derniers ne peuvent plus sérieusement s'efforcer de la mise à jour des lacunes de leurs élèves et s'alarmer de voir les parents mettre leur nez dans les cahiers de leurs enfants.

PHILIPPE BERNARD

(1) Les résultats nationaux de l'évaluation réalisée en septembre 1989 dans les classes de CE 2 et de sixième ont été publiés dans un numéro hors série de la revue Éducation et formations du ministère de l'Éducation nationale.
(2) D'après un sondage réalisé par le ministère.

Le redressement inachevé de Normale sup'

Au moment où un nouveau directeur va être nommé, deux rapports s'interrogent sur l'avenir de l'Ecole normale supérieure

L A prééminence des institutions se mesure parfois à des détails. Il en est ainsi de Normale sup'. Depuis la réforme des écoles normales supérieures de 1985, contrairement à ses petites sœurs de Fontenay-Saint-Cloud, de Cachan ou de Lyon, l'école de la rue d'Ulm n'a pas besoin d'afficher son lieu de naissance. Elle est, en toute simplicité, l'Ecole normale supérieure. Et contrairement aux autres ENS, son directeur n'est pas nommé par le ministre de l'Éducation, mais par le président de la République. Cela devrait être chose faite dans les prochaines semaines.

Après le décès, en décembre dernier, de M. Georges Poitou, directeur de l'Ecole depuis 1980, et plusieurs mois d'interim assuré par M. Josiane Serre, la procédure de désignation d'un nouveau directeur est en effet en cours. La prestigieuse commission consultative chargée de donner son avis s'est réunie le 6 septembre dernier et, parmi les trois candidats en lice, a classé nettement en tête M. Etienne Cuyon, actuel directeur du Palais de la découverte. Ce physicien de cinquante-cinq ans ne suscitant pas, semble-t-il, de réserves au ministère de l'Éducation, c'est donc sa candidature qui devrait être transmise par M. Jospin au président de la République.

Quel qu'il soit, en définitive, le futur directeur de la rue d'Ulm trou-

vera sur son bureau deux rapports — non encore publics — sur l'avenir de l'Ecole normale supérieure. Le premier a été réalisé par un petit groupe de travail piloté par le sociologue Alain Touraine et comprenant notamment M. Serre, M. Georges Haddad, président de l'université Paris-I, et M. Marc Javoy, vice-chancelier des universités de Paris. Très synthétique et un brin provocateur, leur rapport répond à une commande directe du cabinet du ministre de l'Éducation qui souhaitait en faire la « charte » du futur directeur. En parallèle, et sans souci de l'actualité immédiate, le Comité national d'évaluation vient de mettre la dernière main à un rapport beaucoup plus exhaustif... et diplomatique sur Normale sup'.

Une école incomparable

Au-delà de la différence de ton et d'objectif, le groupe Touraine et les experts du comité d'évaluation aboutissent à un diagnostic assez proche et à des recommandations comparables. Référence oblige à l'égard d'une école bilingue biculturelle, chacun s'accorde à reconnaître à Normale sup' son statut d'institution « incomparable » selon le CNE, capable grâce à son expérience et à sa souplesse d'offrir « une liberté et un environnement intellectuels remarquables, peu-être uniques en France », comme

la note Alain Touraine. Et ce dernier souligne l'un des atouts décisifs de l'Ecole : « L'excellente qualité de ses élèves ». Le contraire serait étonnant dans un établissement qui constitue, avec Polytechnique, HEC et l'Ecole nationale d'administration, le carré magique des grandes écoles françaises, attirant, après deux ou trois ans de classes préparatoires hyper-sélectives et un concours d'entrée, la crème des étudiants.

En outre, à la différence de ses principales rivales et notamment des autres écoles normales supérieures, la rue d'Ulm continue de rassembler, dans un même creuset, littéraires et scientifiques, amateurs de Pindare ou de biologie moléculaire, archéologues en herbe et théoriciens de la physique, musicologues avertis et spécialistes de spectroscopie hertzienne. Bref, les 886 élèves que comptait l'école en 1989 (483 littéraires et 403 scientifiques) constituent un cocktail de talents sans équivalent.

Pourtant, une fois lancé ce coup de chapeau, l'état des lieux est plus nuancé. « L'ENS a connu, ces dernières décennies, un certain effacement (...) et n'a pas toujours été à la hauteur de ce qu'on attendait d'elle », note sans ménagement Alain Touraine, tandis que le comité d'évaluation évoque la « crise d'adaptation » de l'école. Cette crise n'est pas nouvelle. Depuis une vingtaine d'années, la montée en puissance d'autres insti-

tutions comme HEC et les principales écoles de commerce ou comme l'Ecole nationale d'administration et Sciences po a sérieusement concurrencé le prestige de la rue d'Ulm. Dans le domaine scientifique également, la vieille rivalité entre Normale sup' et Polytechnique a souvent tourné, au début des années 80, à l'avantage de cette dernière, de nombreux candidats récusés aux deux concours préférant démissionner en faveur de l'X.

La réussite des magistrats

Enfin la crise de l'enseignement et le tarissement brutal, dans les années 70, des recrutements aux concours de l'agrégation ont sévèrement affecté une institution dont la mission première, depuis 1794, était la formation des enseignants de haut niveau. « Echechs nombreux à l'agrégation, affectations massives en collège, dépréciation du métier d'enseignant, tout a concouru à la remise en cause de la qualité traditionnelle de l'Ecole, dans l'opinion publique mais aussi auprès des normaliens eux-mêmes », note ainsi le rapport du CNE. Cette crise de confiance a particulièrement touché les littéraires. Une enquête réalisée en 1990 par le comité d'évaluation sur la situation professionnelle de dix promotions (1971-1980) de normaliens littéraires montre en effet que le tiers d'entre eux (et 40 % des filles) enseignent

dans le secondaire, 25 % dans le supérieur, tandis que 10 % travaillent dans la recherche, 14 % dans l'administration et 6 % dans le secteur privé.

Cet « effacement » relatif n'a pas laissé l'Ecole normale supérieure sans réaction. En fusionnant la rue d'Ulm, jusque-là réservée aux garçons, et l'Ecole normale supérieure de jeunes filles (Sèvres), la réforme de 1985 n'a pas seulement doublé les effectifs de l'Ecole, elle a bousculé et donné un coup de fouet à une institution en proie au doute. Elle a également servi de contexte à une refonte en profondeur, sous la houlette de Georges Poitou, de la scolarité des normaliens scientifiques.

Dans ce secteur, note Alain Touraine, la situation a été « remarquablement redressée ces dernières années » et le Comité d'évaluation ne tarit pas d'éloges sur la cohérence et le dynamisme retrouvés des cinq départements scientifiques de Normale (mathématiques et informatique ; physique ; chimie ; biologie ; géologie). Dans ces disciplines où l'agrégation ne joue plus qu'un rôle marginal pour les normaliens, l'organisation de l'enseignement dans le cadre de cinq magistrats, qui associent l'ENS aux grandes universités parisiennes, a permis de structurer un cursus centré sur la formation à la recherche. Ces magistrats ont également permis d'ouvrir la scolarité à

Normale à des non-normaliens et de briser l'isolement dont souffraient — parfois — les départements scientifiques.

Ces lauriers ne surprennent pas vraiment M. Serre. « On ne peut plus parler d'effacement en sciences. Il y a quelques années les démissions en faveur de Polytechnique étaient effectivement nombreuses. Ce n'est plus le cas ». D'autant que les postes d'allocataires moniteurs normaliens (AMN), proposés depuis l'an dernier, offrent désormais un débouché attractif aux élèves (la quasi-totalité de chaque promotion) qui veulent faire leur thèse. En 1990, tous les normaliens qui ont demandé un poste d'AMN l'ont obtenu.

Diversifier les concours

Ce redressement des secteurs scientifiques fait ressortir de façon d'autant plus sensible les difficultés ou les incertitudes des littéraires. C'est dans ce secteur que la fusion Ulm-Sèvres de 1985-1986 a été la plus laborieuse. Comme le note avec humour M. Bastid-Bruignière, directrice adjointe de l'ENS, « la différence d'esprit entre les dames du boulevard Jourdan et les messieurs de la rue d'Ulm était beaucoup plus profonde en lettres qu'en sciences. Pendant très longtemps on a beaucoup moins poussé les filles vers la recherche ».

GÉRARD COURTOIS
Lire la suite page 14

RAYMOND DANON présente
un film réalisé par
PIERRE GRANIER-DEFERRE
L'AUTRICHIENNE
avec
UTE LEMPER
ECRIT PAR
ALAIN DECAUX de l'Académie Française
ET
ANDRÉ CASTELOT

EDUCATION

Premier de la classe

Les grandes lignes du budget de l'éducation nationale pour 1991

REPÈRES

AGRÉGATION. Les inscriptions pour les concours de l'agrégation 1991 seront prises entre le 17 septembre et le 12 novembre, soit par Minitel (3614 EDUTEL), soit en retirant un dossier au rectorat de l'académie. Les épreuves écrites auront lieu les 17, 18 et 19 avril pour la philosophie, les sciences sociales, le génie civil, le génie électrique, l'économie et la gestion, et l'éducation physique et sportive. Dans les autres disciplines, l'écrit se déroulera du 22 au 26 avril.

BRETON. L'association des professeurs de langue bretonne organise des cours gratuits de langue bretonne ainsi que des stages intensifs destinés aux élèves et étudiants. Renseignements à l'APLB : 10, rue Poincaré, 75020 Paris. Tél. : (1) 42-64-24-47.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE. Le retrait, en juillet dernier, sur pressions syndicales, du projet de l'éducation nationale consistant à introduire le contrôle continu des connaissances au baccalauréat technologique (séries F, G et H) fait sourire les responsables de l'enseignement agricole. Le ministère de l'Agriculture a en effet introduit un « contrôle en cours de formation » au brevet de technicien agricole depuis 1987. 10 480 lycéens l'ont obtenu cette année, soit 75,3 % des candidats, à comparer au taux de réussite des baccalauréats généraux et technologiques : 73,1 %.

ÉTUDIANTS - CHERCHEURS. La Fédération nationale des étudiants chercheurs (FENEC) vient d'être créée à l'initiative de l'UNEP-ID, principal syndicat étudiant français. Cette nouvelle organisation a pour ambition de défendre et d'informer les quelque cent cinquante mille étudiants qui poursuivent un troisième cycle ou s'apprêtent à y entrer et qui

rencontreront des problèmes sensiblement différents des étudiants de premier ou deuxième cycle. La FENEC prépare une plate-forme regroupant ses propositions concernant : la recherche en France et le statut des étudiants chercheurs. Elle préconise notamment l'augmentation du nombre d'allocations de recherche et l'amélioration du système d'aides existant.

PHYSIQUE-CHIMIE. L'Union des physiciens, qui regroupe des professeurs de physique et de chimie, et le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN) estiment dans un communiqué commun que « la disparition des sciences physiques et chimiques en 5^e (à la rentrée 1991) et 5^e (un an plus tard) constitue une grave atteinte à l'équilibre de la formation des jeunes Français ». Les deux structures craignent que cette décision « ne soit l'amorce d'une politique plus générale de réductions systématiques des horaires et des contenus des autres disciplines pour masquer la crise de recrutement des enseignants ». Ils veulent engager ensemble des « actions spécifiques » pour en obtenir l'abrogation.

SYNDICATS. Une nouvelle fédération syndicale d'enseignants vient d'être créée : la Fédération autonome de l'éducation nationale. Elle regroupe le Syndicat national des collèges (SNC), issu d'une scission du SNI (FEN) en 1980, qui revendique 20 000 adhérents, et deux autres petits syndicats récemment fondés dans la mouvance du SNC, le Syndicat national des écoles publiques (SNEP) fondé en juin 1990, M. Marc Geniez, secrétaire général du SNC, est le secrétaire général de la FAEN, qui sollicite son adhésion à la Fédération générale autonome des fonctionnaires.

En dépit des coupes claires opérées depuis la crise du Golfe, le projet de budget de l'éducation nationale pour 1991, adopté par le conseil des ministres du 12 septembre, affiche fièrement, pour la première fois depuis dix ans, comme le tout premier de l'Etat, devant celui de la défense (le Monde du 14 septembre). Son montant total s'élève à 245 828 millions de francs, soit une augmentation de 9 % par rapport au budget 1990 au lieu de 8,8 % l'an passé. Cette progression se répartit entre les secteurs primaire et secondaire (+8,5 % contre +8,6 % en 1990), d'une part, et l'enseignement supérieur (+12,2 % contre 10,2 % l'an passé), d'autre part.

Le million de salariés de l'éducation nationale absorbe l'essentiel du budget. Celui-ci prévoit la création de 14 758 emplois, destinés principalement à accompagner la progression des effectifs d'élèves dans les lycées et d'étudiants dans les universités, et à assurer la création des instituts universitaires de formation des maîtres.

REVALORISATION. Le plan de revalorisation de la condition enseignante, négocié en 1989, connaîtra l'an prochain sa deuxième année de mise en œuvre. Il se traduira par une dépense supplémentaire de 644 millions de francs en 1991.

À la rentrée de 1991, 12 000 des 300 000 instituteurs accèderont au nouveau corps de « professeurs des écoles », statut qui leur permettra, à terme, d'être rémunérés comme des professeurs du second degré. Ces derniers verront leur rémunération et leurs perspectives de carrière améliorées, tandis que seront instaurées de nouvelles primes pour les enseignants débutants ou affectés dans des zones difficiles, ou responsables d'activités périscolaires. D'autre part, 2 400 enseignants pourront bénéficier d'un congé de mobilité rémunéré de un an

afin de préparer un concours ou un changement d'activité professionnelle.

CRÉATION DE POSTES. L'enseignement primaire paraît privilégié, avec la création de 400 emplois d'instituteurs, alors que l'on prévoit un effectif d'élèves en diminution de 10 900. Les nouveaux postes devraient permettre de maintenir des écoles rurales et de faire face à la croissance démographique de certaines villes nouvelles.

Les collèges seront moins gâtés puisqu'aucun emploi nouveau n'y sera créé, alors que 21 000 élèves supplémentaires y sont attendus. Il est vrai que l'horaire d'enseignement sera allongé dans ces établissements, avec la suppression de l'enseignement de la physique et de la chimie en classe de sixième dès la rentrée 1991. Cette mesure, étendue à la classe de cinquième en 1992, se traduira par une économie que le ministère évalue entre 1 500 et 3 000 postes.

Dans les lycées, où l'administration attend 31 000 élèves supplémentaires en septembre 1991, 4 040 postes sont créés.

INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE FORMATION DES MAÎTRES (IUFM). Mis en place à titre expérimental cette année dans trois académies, les nouveaux IUFM seront généralisés l'an prochain. Trente établissements de ce type seront créés pour former tous les enseignants de la maternelle au lycée, après recrutement au niveau de la licence. Les étudiants titulaires du DEUG qui se porteront candidats pour le métier d'enseignant bénéficieront d'une allocation de 49 000 francs pour un an. À partir de la rentrée 1991, ils seront 4 000 pour le premier degré et 1 900 pour les mathématiques et la physique dans le second degré. En première année d'IUFM, à l'issue de laquelle ils passeront un concours de recrutement, les étudiants seront

rémunérés environ 68 000 francs par an, 3 300 futurs instituteurs et 2 500 futurs professeurs du second degré bénéficieront de cette allocation dès 1991.

14 000 postes seront ouverts, en 1991, aux concours de recrutement du second degré. 3 600 formateurs encadreront les étudiants des IUFM, soit 3 300 enseignants du second degré et 300 enseignants-chercheurs (dont une certaine venant des anciens centres pédagogiques régionaux et écoles normales), auxquels s'ajoutent l'équivalent de 200 emplois de professeurs agrégés, sous la forme d'heures supplémentaires pour des intervenants extérieurs.

VIE DES ÉTABLISSEMENTS. La réforme de la politique des zones d'éducation prioritaires (ZEP) se traduit par un crédit supplémentaire de 20 millions de francs. Mais l'effort sur les langues vivantes à l'école élémentaire est freiné (+17 millions contre +44 millions en 1990) ainsi que le « plan lecture » (+4 millions au lieu de +9).

ENSEIGNEMENT PRIVÉ. Ses crédits s'élèvent globalement à 25 milliards, soit une progression de 640 millions comprenant la création de 1 096 postes et l'application du plan de revalorisation des carrières.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. C'est le secteur qui connaît la plus forte progression. Le nombre des créations de postes d'enseignants s'y élève à 2 880, soit près du double de l'augmentation enregistrée au budget 1990 (1 500), tandis que 700 créations d'emplois de non-enseignants sont prévues, dont 140 dans les bibliothèques. Près de 200 millions supplémentaires seront consacrés à la revalorisation des carrières (« réajustement » des carrières, extension des primes, rénovation de la grille de la fonction publique).

Le projet de loi de finances prévoit la première tranche du plan quinquennal de constructions universitaires, qui se traduit par 2,56 milliards d'autorisations de programme, soit une progression de 1,082 milliard. Les crédits destinés aux bourses d'études pour étudiants progressent de 6 %, et un crédit de 60 millions est inscrit, hors budget de l'éducation nationale, pour financer le système de prêt aux étudiants prévu par le gouvernement. Un crédit de 115 millions figure au budget du ministère de l'équipement, permettant la construction de 6 000 logements par an, au lieu de 2 000 actuellement. Enfin, les crédits de la recherche universitaire augmentent de 8,6 %, contre 3,4 % l'an dernier.

RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES.

Le ministère de l'éducation nationale refuse de confirmer l'information donnée de bonne source selon laquelle la crise du Golfe se traduirait par la disparition de 800 millions de francs dans son projet de budget. Il a seulement annoncé la suppression de l'allocation de scolarité (dite « crédits Barangé ») versée depuis 1951 aux conseils généraux comme participation de l'Etat au fonctionnement des écoles et collèges, soit une économie de 406 millions (le Monde du 13 septembre). Cette allocation, d'un montant de 13 francs par trimestre de scolarité et par élève, n'avait pas été réévaluée depuis 1965. Considérée par le ministère comme « résiduelle », elle représente cependant une part non négligeable des ressources des établissements. Les syndicats d'enseignants assurent d'autre part que des crédits ont été rognés sur les bourses d'études aux élèves, l'informatique pédagogique, la coopération internationale, et l'aménagement des rythmes scolaires. Le fonds d'aide à l'innovation, qui n'augmentera pas, aurait aussi été victime de la rigueur.

Ph. Be.

Le redressement inachevé de Normale sup'

Suite de la page 13

Aujourd'hui encore, 85 % des normanniens littéraires estiment indispensable de passer l'agrégation et, si la volonté de poursuivre vers le doctorat est de plus en plus générale, elle est encore récente et obéit surtout à la volonté d'échapper à l'enseignement secondaire.

En dehors de ces problèmes de débouchés, qui conduisent régulièrement bon nombre de normanniens à changer de voie et à préparer Sciences-Po et l'ENA, c'est également dans le secteur littéraire que les interrogations sont les plus nombreuses sur l'organisation de la scolarité à l'Ecole. Presque exclusivement calé sur la préparation à l'agrégation, le cursus des littéraires manque, aux yeux du groupe Touraine comme pour le Comité d'évaluation, d'un cadre assez structuré préparant notamment les élèves à la recherche, à l'image des maîtres scientifiques. Enfin Alain Touraine souligne que la conception même de la culture littéraire qui prévaut, à ses yeux, à l'ENS risque de « marginaliser » l'Ecole, malgré la création, en 1983, du concours « S » beaucoup plus axé sur les sciences sociales.

Pour sortir de ces incertitudes, les deux groupes d'experts proposent dans une série de remarques qui provoquent déjà de vives réactions à Normale sup', parmi les élèves comme auprès de la direction. Alain Touraine, comme le Comité d'évaluation, propose ainsi de diversifier le profil intellectuel des

normanniens en créant un autre concours d'entrée, ouvert en particulier à des étudiants en droit ou en sciences politiques et qui ne piocherait donc pas dans le vivier classique des classes préparatoires.

La seconde proposition consiste à sortir beaucoup plus nettement d'une logique « professionnelle » pour suivre désormais une logique « scientifique ». « L'Ecole doit considérer comme sa fonction principale la formation par la recherche à la recherche, et la formation de ses élèves ne doit être considérée comme vraiment achevée que lorsque ceux-ci ont présenté une thèse de doctorat », préconise Alain Touraine. « Il faut conforter la vocation des normanniens à préparer une thèse » note en écho le CNE, en déplorant « l'anarchie partielle » qui règne actuellement, à cet égard, chez les littéraires. Enfin les membres du CNE ou du groupe Touraine suggèrent, mais de manière encore floue, la réorganisation de la scolarité des littéraires et en particulier le renforcement du tronc.

Une image désuète

Dès qu'elles ont commencé à filtrer, ces propositions iconoclastes ont provoqué une réaction très vive de la part des normanniens littéraires regroupés dans un « comité de réflexion ». Pas question, à leurs yeux, de toucher aux classes préparatoires qui assurent « mieux » que nulle part ailleurs dans le système universitaire français une formation générale et interdisciplinaire.

Pas question non plus, pour les élèves, de remettre en cause le principe d'un véritable concours d'admission, garant de justice et d'objectivité. Enfin pas question de contester le principe de liberté qui préside aux cursus : « Une orientation contraignante, trop précoce, détournerait de l'Ecole nombre d'élèves brillants qui seraient définitivement perdus pour la recherche ».

Cette réaction vigoureuse est partagée, sur le fond sinon dans la forme, par M^{me} Bastid-Bruguère. « Cette image désuète est très peu charitable. Elle oublie l'extraordinaire diversité des centres d'intérêt de l'Ecole. De même l'idée d'un concours ouvert aux juristes n'est pas raisonnable. Au contraire nous incitons nos élèves à s'engager dans des études juridiques, et l'accord que nous avons déjà avec Paris-I dans ce domaine devrait être étendu à Paris-II. » Enfin la direc-

trice adjointe de l'Ecole souligne la volonté de développer, à Normale, un grand centre d'études du monde contemporain. Ainsi l'arrivée rue d'Ulm comme professeur, cette année, du sociologue Christian Baudelot devrait permettre de repenser la formation de base en sociologie. Quant au département des antiquités, qui vient d'être réorganisé et doté de nouveaux locaux, il s'agit d'un secteur de recherche très dynamique associant les langues anciennes, l'archéologie, la linguistique et l'histoire, et utilisant des techniques de plus en plus pointues.

Malgré ces projets et ces réalisations, il reste que les diagnostics dressés par Alain Touraine et les experts du CNE sont sévères et convergents. Y remédier sera, à n'en pas douter, la première tâche du prochain directeur de l'Ecole.

GÉRARD COURTOIS

L'UNESCO contre l'analphabétisme

GENÈVE
de notre correspondante

La 42^e conférence internationale de l'éducation organisée par l'UNESCO et le Bureau international de l'éducation (BIE) s'est tenue du 3 au 8 septembre en présence de six cents experts. Placée sous le signe de l'Année internationale de l'alphabetisation, la conférence a dressé un bilan alarmant, sinon supprimeant, du fait de la démographie galopante, de la misère et de la pénurie d'enseignants, plus de cent millions d'enfants dans le monde ne vont pas à l'école. D'autre part, le nombre d'adultes analphabètes est estimé à plus de 348 millions de personnes. 35 % de la population féminine mondiale ne sait ni lire ni écrire et, dans les quarante deux pays les plus pauvres, cette proportion atteindrait 80 %. Les pays industrialisés eux-mêmes ne sont pas à l'abri de cette forme plus feutrée d'analphabétisme qu'est l'illettrisme.

Dans l'espoir de renverser la tendance, l'UNESCO s'est fixé pour objectif, d'ici à l'an 2000, de scolariser tous les enfants du globe et de diminuer de moitié l'analphabétisme dans le

monde. La réalisation de la première partie de ce programme représente un investissement estimé à 5,8 milliards de dollars... soit l'équivalent de deux jours de dépenses en armement dans les pays industrialisés.

La conférence de Genève a donc adopté une ambitieuse « recommandation aux ministres de l'éducation ». Rompant avec la démagogie ambiante des années 70, qui opposait à l'alphabetisation obligatoire la sagesse des traditions orales et des coutumes locales, ce texte entre en effet dans le détail des remèdes nécessaires : recours, dans certains cas, à l'alphabetisation en deux langues ; recours aux techniques éducatives les plus récentes ; évaluation des résultats ; formation et revalorisation des enseignants, notamment. Enfin l'UNESCO et le BIE sont chargés d'organiser la coopération entre les Etats membres pour que la recommandation ne reste pas lettre morte. Un exemple encourageant a été donné par le Japon, qui contribue, à hauteur de 700 000 dollars, aux programmes d'alphabetisation entrepris en Asie et dans le Pacifique.

ISABELLE VICHNIAC

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261 311 F

Édité par la SARL le Monde

Dirige de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
630 000

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimeur
du « Monde »
L.T. M. Gensbourg
94511 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 347
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS PP-Paris RP

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

1501 من الاموال

RELIGIONS

Le quatre cent cinquantième anniversaire de la Compagnie de Jésus

Les jésuites des hommes du siècle

Suite de la première page

Tout place les jésuites à part dans l'Eglise. Leur formation avant tout, qui dure entre neuf et treize ans. C'est là le cœur de leur secret, si secret il y a. Deux ans de noviciat dispensés dans un lieu de verdure des Monts d'Or lyonnais, l'abbaye de Saint-Joseph, où les jésuites se forment aux Exercices spirituels ignaziens, à six « expériences », c'est-à-dire six épreuves : connaissance de soi (trente jours passés en solitude), connaissance du monde (travail en hôpital, en milieu ouvrier) et surtout formation au redoutable « compte de conscience » cher au jésuite, qui est l'ouverture sans faille de son âme à son supérieur et le creuset de l'obéissance légendaire. Après cela, ils sont scolastiques, étudient à Paris la philosophie et la théologie et choisissent leur voie, en accord avec leur supérieur. Le « troisième an », en fin d'apprentissage, les aide à faire le point.

Tout les distingue. Leur ordre, dispensé de l'office de chœur (1), leur répartition dans la société civile, leurs idées, allant de la stricte orthodoxie au libéralisme, et surtout ce vœu spécial d'obéissance au pape. Un vœu mal compris, qui en fait, dans la bouche de leurs détracteurs, les porte-parole du Vatican. « Nous ne sommes pour rien des sages pontificaux », s'exclame le Père Paul Valadier, professeur d'éducation morale au Centre Sèvres. Leur vœu d'obéissance porte essentiellement sur leur envoi en mission, leur « affectation » pouvant être choisie « arbitrairement » par le pape.

Mais en fait de général, le Sociétas Jesu n'a qu'un « préposé général », élu à vie, qui lui-même nomme des supérieurs provinciaux.

Ils sont aujourd'hui 25 000, disséminés à travers le monde, constituant le premier ordre missionnaire. Ils sont 4 800 aux Etats-Unis, plus de 9 500 en Europe, 1 100 en Afrique, 3 500 en Amérique du Sud, 4 800 en Asie, où ils connaissent leur plus forte progression. L'Inde, curieusement, y arrive en tête avec 3 500 membres pour 50 millions de catholiques minoritaires. Soit trois fois plus en proportion qu'en France!

Ils sont partout et dans tous les secteurs d'activité. Au grand jour ou en filigrane dans la vie politique : en Amérique latine, où ils épousent les principes de la théologie de la libération et paient parfois de leur vie leur engagement auprès des plus pauvres. Au Salvador en novembre 1989, dix jésuites ont été assassinés à l'Université centro-américaine. Aux Philippines, ils participent à la rédaction de la nouvelle constitution. En Inde, certains s'attachent à la question des castes. Partout, ils gardent en mémoire le « quatrième décret » issu de la 32^e congrégation générale de 1975 : « la justice fait partie intégrante de la foi et restera attachée, comme au temps de la mission de François-Xavier en Chine, à l'idée d'inculturation ». « Un jésuite, explique le Père Valadier, est quelqu'un qui toujours cherchera ce qu'il y a au-delà des frontières de l'Eglise. Il n'est pas tourné vers les sacrements, la liturgie. Ce qui compte pour lui, c'est la compréhension du monde ».

La justice et la foi

Imagerie d'Epinal, encore : celle de l'armée des jésuites, la Compagnie, pensée-voilà que les jésuites sont restés fidèles à l'inspiration initiale de leur fondateur, et de quelle manière ?

Chez les confères, le défile les mêmes passions qui ont mis Ignace de Loyola au moment où il fonde la Compagnie de Jésus. D'abord, une passion pour les Exercices spirituels, cette expérience qu'ignace a faite et qui est maintenant encore à la disposition de tout homme désireux de laisser Dieu transformer sa vie de tous les jours, grâce à l'Evangile, en une vocation personnelle et en une mission d'Eglise.

Ensuite, une passion pour « aider les personnes » à devenir ce qu'elles sont au plus profond d'elles-mêmes. La Compagnie garde une étonnante disponibilité et mobilité. Elle refuse, aujourd'hui encore, de s'identifier avec une seule dimension de l'homme - matériel ou spirituel - avec une seule classe de la société humaine ou avec un seul type de travail. Il faut bien reconnaître que cette fidélité exigeante n'est pas toujours appréciée, ni comprise.

Finalement, une passion pour l'Eglise, cette passion amoureuse qui a parfois conduit des jésuites à dénoncer plus qu'à annoncer, à manifester une certaine impatience plutôt qu'à travailler avec la patience évangélique. La raison d'être de la Compagnie de Jésus demeure le service de l'Eglise, dans un rapport loyal avec celui qui assume le ministère de Pierre.

Quel est l'état actuel des relations entre la Compagnie et Jean-Paul II ?

Tout est mis en œuvre afin que les relations entre le Saint-Siège et la Compagnie soient effectivement et affectivement loyales. Je suis reconnaissant de la confiance que Jean-Paul II n'a cessé de nous témoigner.

Ce que vous appelez la crise de 1980 n'était qu'un prolongement de l'incompréhension déjà manifestée lors de la Congrégation générale de 1974. Paul VI avait posé la question « où allez-vous ? » et, selon toute vraisemblance, la réponse donnée par la Compagnie ne correspondait pas totale-

ment avec celle que le Saint-Siège se croyait en droit d'attendre d'elle. Ces crises inévitables, dans une famille religieuse qui a comme vocation de travailler dans des situations complexes et dans des postes de frontière, ont finalement apporté à la Compagnie des fruits positifs pour son service de l'Eglise.

Partagez-vous les craintes d'un certain nombre de théologiens occidentaux sur le « recentrage » ou sur l'« autoritarisme » qui, selon eux, surtout dans les questions de doctrine, dominerait l'Eglise ?

Ce qu'on appelle les phénomènes de « recentrage » ou d'« autoritarisme » me paraît provenir d'impressions causées par le soudain que le ministère de l'Eglise d'annoncer avec clarté la foi dans un monde où règne parfois la confusion dans les idées ou une connaissance partielle ou partielle de la doctrine chrétienne.

L'Eglise ne dispose d'aucun pouvoir pour imposer sa vérité, mais elle doit, à temps et à contre-temps, proclamer la Vérité. Ce qu'annonce le magistère ne peut être réduit à une opinion parmi tant d'autres, une voix parmi tant d'autres voix.

Les théologiens catholiques, dont le travail et la recherche sont indispensables au peuple de Dieu, savent bien que leur liberté se situe à l'intérieur du service qu'ils veulent offrir à

de l'Eglise « officielle » non reconnue par le Vatican. Partout sur le globe, partout dans les secteurs d'activité. Balayeurs ou moralistes, conseillers de gouvernement ou scientifiques, travailleurs manuels ou enseignants, parfois, mais plus rarement, vicaires ou curés de paroisse.

Jaruzelski, de Galle, Castro...

C'est avec l'éducation qu'ils se sont taillés et forgés leur réputation. Transmettre est une notion vieille comme l'ordre. Deux jésuites par cinq sont dans l'enseignement. Aux Etats-Unis, ils ne comptent pas moins de cinquante collèges et vingt-cinq universités. Il y a 3,7 millions d'anciens élèves de leurs établissements dans le monde. Autant sont en classe aujourd'hui. Des noms issus de leurs bancs aussi illustres que variés : Modigliani, Lammont, Lyntay, Hitchcock, de Gaulle, Jaruzelski, Fidel Castro... et une pédagogie à l'épreuve des années, fondée sur la tradition, l'oralité, l'autodiscipline, le travail en équipe, mais soucieuse d'être toujours dans l'air du temps.

Une pédagogie à double tranchant, conservatrice sur la forme, exigeante, rigoureuse, avec la discipline pour maître-mot, et progressiste sur le fond, avec une tendance à l'enthousiasme. « Chez les jésuites », il n'y a pas si longtemps, on apprenait tout aussi bien à manier la parole que les arguments philosophiques. Et les tentatives pédagogiques sont légion dans ces « maisons d'éducation chrétienne » : l'introduction du théâtre à l'école, le travail en binôme (le plus fort avec le plus faible)...

Mais, depuis 1970, les structures ont changé. Les Pères-directeurs de collèges sont en voie de disparition, tout comme les enseignants jésuites. En France, sur la douzaine d'établissements « tenus » par la Compagnie (dont trois d'enseignement supérieur), un quart seulement est encore dirigé par un membre de la Compagnie. Désormais, ils jouent plus un rôle d'inspiration qu'un rôle de pouvoir. Les enseignants laïcs et les jésuites dans la gestion et le choix des directeurs d'établissement.

« Former un homme » reste une tâche essentielle. Mais la culture contemporaine, dans les années 70, a aussi fissuré le vieux modèle gréco-latin. « Les procédures, rappellent-ils, restent plus importantes que les contenus ». La mixité a gagné les

collèges (exception faite du collège Saint-Joseph à Reims). Et aux Etats-Unis, un prospectus n'hésite pas à vendre ainsi les mérites d'une école jésuite pour filles : « Nous formons spécialement les femmes qui gagnent ! ».

Par nature, les jésuites sont comme des « éclaireurs ». Pour les uns, il n'y a « aucune volonté concertée ». Pour d'autres, le déploiement de forces obéit à une « stratégie ». A Rome, ils « tiennent » Radio-Vatican et l'Université grégorienne qui a formé les quatre prédécesseurs de Jean-Paul II. En France, on les trouve dans les académies des grandes écoles (Polytechnique, Centrale, HEC). Ils publient des revues prestigieuses, *Etudes*, *Projet*. Leur faculté - le Centre Sèvres, rue de Sèvres à Paris - accueille chaque année près de 2 300 auditeurs libres. Ils sont chercheurs, professeurs de sciences humaines. On les retrouve au Mouvement des cadres chrétiens (MCC), fréquenté par les grands noms des affaires. Au risque, pour certains d'entre eux, « de tomber parfois trop vite dans le stéréotype du bon humaniste, du bon manager, qui veut que si l'on s'occupe de personnel, c'est chrétien ».

La Compagnie n'est pas à l'abri de critiques internes et d'une légendaire liberté de pensée. En Europe, elle aurait tendance à « s'européaniser ». L'âge moyen des jésuites (soixante-quatre ans) et la crise des vocations suscitent des interrogations. L'enthousiasme et la rigueur seraient moins grands. L'affaire Valadier (2) se digère plus ou moins bien. Elle est perçue comme un signe de reprise en main de l'ordre dans le droit chemin romain. Simple comme le roseau, la Compagnie plie toujours sous les critiques, mais ne rompt pas. Les Provinciales de Pascal et l'interdit jeté en 1773 et levé en 1814 en font foi.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Obligation est faite aux autres ordres religieux de célébrer les offices quotidiens au sein commun.

(2) En mai 1989, le supérieur de la province de France, le Père Jacques Gellard, avait annoncé le remplacement anticipé du Père Valadier, qui dirigeait alors la revue *Etudes*, connu pour ses positions favorables à une ouverture du catholicisme à la société moderne.

Beaucoup de jésuites en Amérique latine sont liés à la théologie de la libération. Quel jugement portez-vous sur leur action, à l'heure où la désintégration du communisme conduit à nombre de révisions idéologiques ?

C'est moins le passé de la théologie de la libération qui me préoccupe que sa capacité, à l'heure de la désintégration d'un certain communisme, de répondre aux enjeux nouveaux qui se présentent à tous ceux qui ont à cœur, avec l'Eglise, la « sollicitude des causes sociales », pour reprendre le début d'une encyclique de Jean-Paul II. En rendant visite récemment à des jésuites en Amérique latine, j'étais heureux d'entendre leur désir d'une véritable réorientation, étant donné les changements qui ont lieu en cette région du monde. Il me semble que seule une adhésion franche à l'enseignement social de l'Eglise peut sauver l'inspiration et l'efficacité de la théologie de la libération au service des pauvres et de la justice dans le monde.

Propos recueillis par HENRI TINCO

A lire : Les jésuites, histoire de pouvoir, d'Alain Woodrow, avec la collaboration d'Albert Longchamp, Ed. Jean-Claude Lattès. Une réédition largement revue, actualisée et augmentée d'un livre paru en 1984.

A paraître le 17 octobre : Les jésuites ou la gloire de Dieu aux Editions Stock/Anabé. Un livre d'art sur la Compagnie richement illustré par quatre cents photos originales et inédites.

Des stéréotypes en recul

Un sondage CSA pour le Monde - la Vie

Quand on dit de quelqu'un : « C'est un jésuite », cela évoque pour vous...

	OUI	NON	N.R.
● Une personne intelligente qui sait discuter et argumenter ?	41	43	16
● Un personnage hypocrite et faux jeton ?	25	61	14
● Une « éminence grise » ?	27	54	19
● Un religieux de choc ?	40	44	16

Au sens strict, un jésuite, c'est...

● Un prêtre qui s'engage à obéir au pape sans conditions ?	35	36	29
● Un missionnaire qui travaille dans le tiers-monde ?	43	37	21
● Un religieux spécialisé dans la formation des élites ?	45	31	24

Avez-vous, dans l'ensemble, des jésuites, une opinion...

	%
● Très positive	3
● Plutôt positive	38
● Plutôt négative	17
● Très négative	23
● Ne se prononcent pas	36

Diriez-vous que les jésuites, dans le domaine politique et social, sont plutôt...

	%
● Des conservateurs ?	45
● Des personnes favorables aux changements ?	18
● Des révolutionnaires proches du marxisme ?	7
● Ne se prononcent pas	32

Selon vous, les jésuites sont-ils favorables ou non...

	OUI	NON	N.R.
● A la liberté de discussion et de critique dans l'Eglise ?	41	28	31
● A la soumission sans réserve à toutes les décisions du pape et des évêques ?	29	34	37

Selon vous, les jésuites sont-ils favorables ou non...

● A l'usage de la contraception par les couples ?	13	63	34
● A la lutte pour la défense des pauvres et des exclus ?	63	15	22
● Aux prises de position de l'Eglise en matière économique et politique ?	39	22	39

Si vous aviez des enfants d'âge scolaire, penseriez-vous les mettre dans une école dirigée par les jésuites ?

● Oui	23
● Non	68
● Ne se prononcent pas	8

Sur 100 personnes pensant mettre leurs enfants d'âge scolaire dans une école dirigée par les jésuites : Parce que ?

	OUI	NON	N.R.
● Les jésuites forment des élites	64	33	3
● La discipline est stricte	86	12	2
● Les jésuites donnent une solide éducation chrétienne	75	22	3
● Les anciens élèves des jésuites se soutiennent professionnellement	59	20	21

Sondage exclusif CSA-La Compagnie de Jésus-Le Monde-la Vie réalisé du 27 au 30 août 1990 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 004 personnes âgées de dix-huit ans et plus. Méthode des quotas.

Malgré leur passé, leur autorité intellectuelle (dans l'éducation et l'édition), leur rôle dans l'Eglise et leurs réseaux, notamment celui des anciens élèves, l'image des jésuites dans la société française reste floue. Les résultats de ce sondage CSA frappent par la faiblesse des scores enregistrés et le pourcentage des non-réponses à la plupart des questions posées.

Le plus réconfortant pour les jésuites est sans doute l'absence de stéréotypes négatifs attachés à leur nom. « L'antijésuitisme » apparaît, dans ce sondage, comme un phénomène de génération, politiquement typé. Il n'y a plus que 17 % de jeunes (18-24 ans) à penser que le jésuite est « un personnage hypocrite et faux-jeton », contre 34 % des Français de plus de 65 ans qui ont cette opinion. Ce sont les sympathisants communistes et socialistes qui s'accrochent le plus aux vieux préjugés. Autre poncif en voie de disparition : l'« influence » présumée des jésuites. Plus de la moitié des Français interrogés dans ce sondage (53 %) pensent que les jésuites sont « peu ou pas du tout influents » et, là encore, ce sont les jeunes générations qui se montrent les plus sceptiques quant au pouvoir, supposé ou réel, des jésuites dans la société.

La réputation des jésuites apparaît aujourd'hui, dans l'ensemble, plutôt floue : les opinions positives à leur égard sont très supérieures aux opinions négatives, surtout dans les catégories de cadres moyens et supérieurs (48 % d'opinions très et plutôt positives) et chez les catholiques pratiquants réguliers (60 %).

Subissant l'effet de l'image globale de l'Eglise catholique, ils sont considérés comme des « conservateurs » par près d'un Français sur deux, mais dans une proportion moins élevée au sein du public catholique : 34 % des pratiquants réguliers pensent que les

jésuites sont « conservateurs », 26 % qu'ils sont « favorables aux changements ».

Leur rôle intellectuel, notamment dans la « formation des élites », est assez largement reconnu, surtout dans le public masculin, d'âge mûr, de cadres et de classes moyennes, celui qui, sans doute, a fréquenté les « bonnes écoles ». De même, leur engagement dans le tiers-monde ou auprès des pauvres et des exclus est favorablement accueilli par les jeunes (72 % des 18-24 ans affirment que les jésuites sont favorables à la lutte pour la défense des pauvres et des exclus) et chez les catholiques pratiquants réguliers (80 %). La fidélité au pape n'exclut pas la liberté de discussion et de critique dans l'Eglise, admettent même plus de la moitié des pratiquants réguliers (55 %).

L'image des jésuites est ainsi en pleine mutation. L'opinion catholique, y compris chez les pratiquants traditionnels, leur est plus favorable que les jésuites eux-mêmes ne l'auraient soupçonné. Mais la courtoisie est qu'une certaine distance, voire une méfiance, est peut-être sur le point de s'installer. Ainsi les trois quarts des Français interrogés dans ce sondage (68 %) refusent-ils la perspective d'inscrire leur enfant à l'école des jésuites : si, à cet égard, la réponse négative des sympathisants communistes ne surprend pas (à 100 %, ce qui est tout de même un record pour un sondage, contre 54 % des sympathisants du Front national qui aimeraient confier leur enfant à la stricte discipline des Pères), on trouve des pourcentages de refus de 65 % et même de 70 % dans des « clientèles » traditionnelles ou potentielles (chez les cadres supérieurs et dans les classes moyennes). Les efforts de rectification d'image n'ont pas encore produit tous leurs effets.

H. T.

Un entretien avec le Père Peter-Hans Kolvenbach

« La raison d'être de la Compagnie demeure le service de l'Eglise » nous déclare le supérieur général de l'ordre



une vérité dont ils ne disposent pas. En ce domaine, nous ne sommes pas très défectueux, le durcissement des positions ou les luttes de pouvoir ne peuvent conduire à une collaboration juste au service de la vérité révélée et - en tant que telle - requise.

Quelle signification donnez-vous à cette « nouvelle évangélisation » de l'Europe, dont parle le pape ?

Etant donné la profonde sécularisation du monde occidental et le besoin d'un renouveau de la foi et de la foi de la justice paraissent parfois inexistants. Il faut un langage neuf pour les susciter à nouveau. Sans une telle « inculturation » de notre foi, la Bonne Nouvelle risque de rester lettre morte. Nous devons nous situer, se dessinent certains contours de cette « nouvelle évangélisation ». Le chrétien désire prendre une place personnelle dans une communauté ecclésiale à taille humaine. Les nombreux mouvements qui sont nés récemment dans l'Eglise répondent à ce désir.

Il faut y joindre les formes nouvelles que prend aujourd'hui l'amour préférentiel pour les pauvres, les victimes ou les laissés-pour-compte de la société industrielle, ainsi qu'un authentique désir de mettre fin au scandale de la démission des chrétiens, dans une Europe que les hommes politiques semblent vouloir unifier malgré des siècles de haine.

Compte tenu des changements en cours, quelles missions assignez-vous aujourd'hui aux jésuites des pays d'Europe de l'Est ? Et à ceux du Proche-Orient où vous avez accompli une grande partie de votre ministère ?

Si les jésuites d'Europe de l'Est peuvent témoigner aux jésuites du monde entier de leur foi crucifiée et de leur espérance épurée, ils auront à leur tour à apprendre comment traduire dans une réalité sociopolitique nouvelle le commandement de l'amour chrétien. Concrètement, comment puis-on dire une parole d'Evangile dans les défis d'une société aujourd'hui à construire ? Ils auront aussi à servir la foi dans une époque ecuménique avec les Eglises

orthodoxes qui sont majoritaires dans la plupart des pays de l'Est européen. Surtout du Proche-Orient, ayant eu le privilège d'y vivre pendant vingt-cinq ans, j'ai pu connaître le ministère difficile, bien qu'enrichissant, qui consiste à témoigner auprès des musulmans et à susciter auprès des chrétiens la compréhension de ce que, vil, au fond de son cœur, le musulman croyait.

Beaucoup de jésuites en Amérique latine sont liés à la théologie de la libération. Quel jugement portez-vous sur leur action, à l'heure où la désintégration du communisme conduit à nombre de révisions idéologiques ?

C'est moins le passé de la théologie de la libération qui me préoccupe que sa capacité, à l'heure de la désintégration d'un certain communisme, de répondre aux enjeux nouveaux qui se présentent à tous ceux qui ont à cœur, avec l'Eglise, la « sollicitude des causes sociales », pour reprendre le début d'une encyclique de Jean-Paul II. En rendant visite récemment à des jésuites en Amérique latine, j'étais heureux d'entendre leur désir d'une véritable réorientation, étant donné les changements qui ont lieu en cette région du monde. Il me semble que seule une adhésion franche à l'enseignement social de l'Eglise peut sauver l'inspiration et l'efficacité de la théologie de la libération au service des pauvres et de la justice dans le monde.

Propos recueillis par HENRI TINCO

A lire : Les jésuites, histoire de pouvoir, d'Alain Woodrow, avec la collaboration d'Albert Longchamp, Ed. Jean-Claude Lattès. Une réédition largement revue, actualisée et augmentée d'un livre paru en 1984.

A paraître le 17 octobre : Les jésuites ou la gloire de Dieu aux Editions Stock/Anabé. Un livre d'art sur la Compagnie richement illustré par quatre cents photos originales et inédites.

VO : PATHE MARIGNAN-CONCORDE
 GEORGE V - 7 PARNASSE
 IMPERIAL PATHE - 14 JUILLET ODEON
 14 JUILLET BASTILLE
 14 JUILLET BEAUGRENELLE
 FORUM HORIZON - GAUMONT ALESIA
 LA PAGODE. VF :
 PATHE MONTMARTRE - FRANCAIS PATHE
 FAUVETTE - GAUMONT CONVENTION
 PATHE WEPPLER - LES NATIONS - REX
 UGC GARE DE LYON - PERIPHERIE.

Après
 le triomphe de
 "Cinéma Paradiso"

ILS VONT
 TOUS
 BIEN!

JOURNAL DU DIMANCHE
 Encore plus accompli et
 plus émouvant que "Cinéma Paradiso"
 Patrick Poivre d'Arvor

ILS VONT
 TOUS
 BIEN!

LE FIGARO
 Quatre-vingt-dix minutes
 de bonheur.
 Claude Baignères

ILS VONT
 TOUS
 BIEN!

STUDIO
 Un film fourmillant d'idées, d'émotions et d'images au cinéma italien.
 Marc Esposito

ILS VONT
 TOUS
 BIEN!

LE MONDE
 Pleins d'épisodes grands, vifs, pleins d'émotion sur-tout, et d'images d'une éclatante beauté.
 Danièle Heymann

GIUSEPPE TORNATORE
 MARCELLO MASTROGIANNI

ILS VONT
 TOUS
 BIEN!

LE FIGARO
 Un film fourmillant d'idées, d'émotions et d'images au cinéma italien.
 Marc Esposito

GIUSEPPE TORNATORE
 MARCELLO MASTROGIANNI

ILS VONT
 TOUS
 BIEN!

LE FIGARO
 Un film fourmillant d'idées, d'émotions et d'images au cinéma italien.
 Marc Esposito

GIUSEPPE TORNATORE
 MARCELLO MASTROGIANNI

CULTURE

ROCK

Les Pixies, un triomphe par mégarde

Le groupe de Boston, qui donne au rock un nouveau sursis, entame une tournée en France

Sur scène, Black Francis fait pour à voir. Le cheveu blond et ras, un peu trop grassouillet, vêtu d'un jean approximatif et d'une chemise de bûcheron à carreaux qui pendouille lamentablement, c'est le portrait-robot du psychopathe anonyme tel qu'on a appris à le redouter dans les films d'épouvante. Sans jamais daigner adresser la parole à la salle, il plaque des accords sur sa guitare avec une violence homicide, et passe sans prévenir du murmure au braillement égaré.

Around de lui, les trois autres Pixies font du bruit, plus et mieux que la plupart des groupes de rock actuellement en activité. Avec le succès, le groupe a pu s'acheter un show : certains par des draperies translucides, ils sont éclairés par en dessous ou par derrière, comme dans une version BCBG de la Nuit des morts-vivants, un spectacle à peine décalé par rapport aux lois du genre, et quand même une exception, un concert de rock qui donne à bouger et à penser.

Bossanova (titre parfaitement antithétique, il n'est ici question que de rock), le troisième album des Pixies, s'est classé parmi les cinq meilleures ventes de disques en Grande-Bretagne. En France, le groupe a vendu 30 000 exemplaires de Bossanova et 18 000 de Doolittle, le disque précédent. Il s'apprête à remplir le Zénith sans plus de peine que beaucoup de superstars.

A part une apparition dans "Rapid" (les Pixies ne sont jamais passés à la télévision, et les radios FM les programment peu ou pas du tout).

Leur seul soutien dans les médias est venu de la presse écrite. Ce succès, qui se reproduit sur le même mode à travers toute l'Europe (et, en second lieu, chronologiquement aux États-Unis) est un constat de perplexité pour les gens de marketing et d'émouvèlement pour les autres.

A la ville, Charles reprend ses bonnes manières de jeune Américain. L'image psychotique qu'il projette en concert est un moyen de défense. Charles Michael Kitteridge Thompson IV, dit Black Francis, ne se voit pas encore tout à fait en rockstar. « Sur scène, je ne parle pas, parce que je n'ai rien à dire. Je vais quand même pas me mettre à crier : "Vous voulez du rock ?" pour faire hurler la salle ? Ce serait nul. Kim (Deal, le bassiste) parle. Elle dit des banalités acérées, au début, on avait honte pour elle. Et puis nous nous sommes résignés, tant qu'à faire autant aller jusqu'au bout. »

Kim Deal, Black Francis, Joey Santiago (guitare) et Dave Lovering (batterie) se sont rencontrés à Boston il y a à peu près cinq ans. Seul Lovering avait un peu d'expérience musicale. Kim Deal avait répondu à une petite annonce qui fait maintenant partie de la légende des Pixies : « Groupe genre Husker Du/Peter Paul and Mary cherche bassiste. »

Au bout de six mois, ils avaient réalisé des maquettes, et le label britannique 4AD a été suffisamment impressionné pour les sortir telles quelles sur un mini-album intitulé Come On Pilgrim. Vintrent ensuite Surfer Rosa, qui établit la réputation

du groupe dans le premier cercle, presse spécialisée et circuits indépendants des deux côtés de l'Atlantique, et Doolittle, ou le passage dans la cour des grands. Les Pixies sont de ces groupes, comme les Who, qui expriment collectivement la vision d'un seul. Sans la guitare énorme, agressive, mais gracieuse et précise de Santiago, la batterie omniprésente de Lovering et la basse métronomique de Deal, les visions de Black Francis n'auraient sans doute pas dépassé la baie de Boston. « Mais, pour l'instant, c'est moi qui écris, ce sont mes chansons que l'on joue. Peut-être qu'un jour je sècherai, alors on verra ce que font les autres », dit Charles avec son charme et son absence de tact habituels. Sans doute parce que c'est un gentil garçon qui raconte des choses horribles, on a souvent fait de Black Francis le David Lynch du rock.

Fasciné par la surf music californienne (Laura Dern) et les mutilations en tout genre (le couple Dennis Hopper-Isabella Rossellini), Black Francis écrit des chansons d'une grâce naïve qu'il s'est jusqu'ici acharné à masquer d'un habillage métallique et cahotique. Ce jour-là, à Berlin, il reconnaissait qu'il s'agissait aussi de faire semblant : « Quand on ne maîtrise pas tout à fait sa maîtrise, on se cache dans l'obscurité. Aujourd'hui, nous le faisons encore, mais moins systématiquement parce que nous n'en avons plus besoin. » Bossanova est fait de vraies ballades doucement mystérieuses (Allison, Havana) et aussi de passages à tabac frénétiques (Hangwire et Rock Music, parfaite tautologie).

Sans synthétiseurs, sans chercher à casser le format, les Pixies ont entrepris de chambouler le rock classique (guitares, basse, batterie ; refrain-coupé) de l'intérieur, d'abattre les cloisons, de mettre à nu les circuits électriques. Et au moment où tout le monde s'attend à voir la bête s'échouer, les Pixies lui ont donné un nouveau sursis.

THOMAS SOTINEL

Le 20 septembre à Grenoble, au Sunsum ; le 21 à Paris, au Zénith ; le 22 à Nantes au CRDC. Discographie 4AD/Virgin.

ARCHITECTURE

Une refonte de l'enseignement

Michel Delebarre présente au Conseil des ministres un important plan de réforme de l'enseignement de l'architecture

Augmentation sensible des crédits, création d'un doctorat, titularisation progressive des enseignants contractuels, M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement et des transports, a présenté mercredi 19 septembre un important plan de réforme pour l'enseignement de l'architecture.

Ce plan devrait faire accéder l'enseignement de l'architecture au niveau de l'enseignement supérieur de l'Université, d'ici à 1993. Il fait notamment suite au rapport du député Jacques Floc'h, remis récemment au ministre, et qui préconisait une adaptation pour le moins conséquente des structures françaises, sans toutefois aborder le contenu même des études.

C'est par un mea culpa que devrait commencer tout projet de réforme de l'enseignement de l'architecture. Défenseurs virulents de la notion de qualité architecturale, et souvent familiers des plus prestigieux maîtres d'œuvre, il est vrai, les architectes ont jusqu'à présent refusé la commande publique, les socialistes avaient quasiment laissé sombrer cet enseignement. La transmission du savoir architectural était même si déconsidérée qu'elle avait été dévaluée sur le plan financier : depuis 1983, les crédits alloués à la formation des jeunes architectes, déjà dérisoires par rapport à ceux des disciplines de l'Université, ont stagné en France constants, c'est-à-dire qu'ils ont diminué.

La réforme des études, en 1984, n'avait été qu'un faux-semblant. Avec sagesse, l'équipe de M. Delebarre a d'abord voulu se préoccuper des structures, et d'abord de leur financement.

Bénéficiant du souffle des priorités, tout ce qui est fonctionnement, investissement, vacances va augmenter d'un peu plus de 10 %. Les crédits des bourses sociales pour les étudiants, particulièrement ridicules, vont, dès 1991, augmenter de plus de 30 %. Cette croissance devrait continuer jusqu'en 1993, année où nos jeunes diplômés seront directement confrontés à leurs homologues européens.

Elle permettra aussi une remise à niveau, dans tous les sens du

terme, de la situation du personnel enseignant. Aux contrats à durée unique sont substitués des statuts de titulaires. Progressivement, le recrutement sera réaménagé à travers des concours nationaux, sur la base d'un doctorat. Le temps plein de l'enseignement, dans la mesure où cela se révélera souhaitable, sera généralisé et remplacera des obligations de service, tout à fait fantaisistes au regard des besoins des élèves. On assure au ministre avoir agi avec assez de concertation pour éviter les coups de sang des grandes gueules de la profession.

Faux-semblant

Puisque la notion de doctorat devient la référence pour mesurer la compétence des professeurs, un doctorat sera créé, pour sanctionner cet enseignement. Sans modifier les niveaux de compétence professionnelle entre les architectes diplômés par le gouvernement (DPLG), il devrait mettre la profession au niveau des meilleurs « produits » de l'Université, et produire les chercheurs et les professeurs nécessaires à l'heureux épanouissement de l'architecture du futur.

Dans le même esprit, une filière de formation professionnelle permettra à divers amateurs d'accéder au statut, jusqu'à présent réservé, de DPLG. Or, le nombre d'architectes en France (40 pour un million d'habitants), est l'un des plus faibles d'Europe (51 en Espagne, 53 en Grande-Bretagne, 80 en Italie, et 100 en RFA).

On notera enfin la création de deux écoles nouvelles qui trouveront leur place au sein du campus de l'Université (Nanterre) ou parmi d'autres écoles supérieures (Marseille-Vallée).

En revanche, les centres de Tolbiac, Villemin et la Défense fermeront. Quant aux élèves architectes survivant à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, ils continueront d'être présentés comme inexpugnables. On attend là encore un projet « constructif ».

FREDERIC EDELMANN

PARIS EN VISITES

JEUDI 20 SEPTEMBRE

« Une heure au cimetière de Passy », 12 h 30, 2, rue du Commandant-Schoeninger (D. Fleuret).
 « L'Opéra, chef-d'œuvre de Charles Garnier », 13 h 15, hall d'entrée (E. Roman).
 « Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Tourisme culturel).
 « La Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 14 h 15, 1, quai de l'Horloge (S. Rojon-Kern).

« Le quartier du Gros-Caillo », 14 h 30, métro Latour-Maubourg (Partie pittoresque et insolite).
 « Ruelles du village de Passy, de l'hôtel de Lamballe à la maison de Balzac », 14 h 30, métro Passy (P.-Y. Jassier).
 « Le Palais de justice en activité », 14 h 30, boulevard du Palais, devant les grilles (C. Marie).
 « Hôtels, jardins et ruelles du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul/Marais (Ludovic-Visites).
 « L'église royale du Val-de-Grâce et ses bâtiments conventuels », 14 h 30, 277-bis, rue Saint-Jacques (Arts et Côté).
 « Promenade dans le quartier chinois », 14 h 30, métro Porte-de-Choisy (M. Polyer).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 15, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Tourisme culturel).
 « La Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 14 h 15, 1, quai de l'Horloge (S. Rojon-Kern).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5351

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

1. Les cultiver, c'est une façon de faire du commerce. - 2. Peut être provoquée par une bonne cloaque. - 3. Au Soudan. Apprécie tout ce qui est vaseux. - 4. Etre très coulant. Terme musical. - 5. Qui a donc pu nous enrichir. Evoque une classe à la hauteur. - 6. A de solides mâchoires. Adverbe qui vaut mieux qu'un autre. - 7. Tour de chant. - 8. Une chose qui arrive. - 9. Comme la place quand on a fait le vide. Sur une côte bretonne. - 10. Grande bataille. - 11. Qui a donc circulé. Ont de solides racines.

VERTICALEMENT

1. Des bruits dans la nuit. - 2. Qui n'est donc pas arrêtée. - 3. Base d'accueil. Sont l'avis. - 4. Comète d'heureuses circonstances. - 5. Portée par Joad. Crier comme dans un bois. - 6. N'a pas son compte d'électrons. Une question. Qui a tout quinté. - 7. Adverbe. Traiter trop bien. - 8. S'exprimer comme un duc. Femme de lettres. - 9. Une direction pour le navigateur. Donnait le jour.

Solution du problème n° 5350

Horizontalement

1. Caméraman. - 2. Ovinés. Le. III. Léssa. Emir. - 4. ENA. Ebeuf. - 5. Osées. Glu. - 6. Pelletier. - 7. Bu. Sue. - 8. Ecorchés. - 9. R. M. M. - 10. Etouffée. - 11. Sic. Atres.

Verticalement

1. Coléoptères. - 2. Averse. Caté. - 3. Missel. Oc. - 4. ENA. Ebeuf. - 5. Ré. Isaut. Fa. - 6. Asier. Emet. - 7. Mégasier. - 8. Ali. Leu. - 9. Nervures. Os.

GUY BROUTY

LION D'ARGENT MEILLEURE MISE EN SCENE FESTIVAL DE VENISE

"...A couper le souffle..."

MADAME FIGARO



"Chef-d'œuvre"

ALAIN BEVERINI - TF1

"Brio sans faille..."

LE MONDE

"...Inouï..."

LIBERATION

"...Film choc..."

LE PARISIEN

RAY LIOTTA ROBERT DE NIRO JOE PESCI

UN FILM DE MARTIN SCORSESE

Les Affranchis

Trente ans passés dans la Mafia.

"J'ai toujours rêvé d'être gangster"

- Henry Hill, Brooklyn, N.Y. 1955

WARREN ROSS
 MARTIN SCORSESE "LES AFFRANCHIS" ROBERT DE NIRO - RAY LIOTTA - JOE PESCI - LORRAINE BRACKO - PAUL SORVINO
 THOMAS SCHIDMACKER - KRISTIN ZER - MICHAEL BALLHAUS - BARBARA DE FINA - NICHOLAS PILEGGI
 NICHOLAS PILEGGI & MARTIN SCORSESE - BRYAN WINKLER - MARTIN SCORSESE

ACTUELLEMENT

150 من الجاهل

AGENDA

AUTOMOBILE

Nissan Primera : bons baisers de Grande-Bretagne



La Primera, membre éminent de la « nouvelle famille de voitures nées pour l'Europe ».

Les constructeurs japonais ont décidément la vent en poupe. Ils attaquent dans le haut de gamme avec succès (le Monde des 6 juin et 9 août) ; ils battent des records de diffusion (la Honda Accord a été le modèle le plus vendu en 1989 aux Etats-Unis) ; ils préparent avec soin, et patience, l'ouverture du grand marché européen.

Ainsi Nissan vient-il de présenter une nouvelle gamme de voitures moyennes, visant haut, dont l'assemblage se fait — sauf pour une version break — dans son usine de Sunderland, en Grande-Bretagne.

« Cette nouvelle famille de voitures est née pour l'Europe », dit le constructeur japonais qui a fait bâtir depuis peu, à Bruxelles, son nouveau centre de planification des modèles de la marque destinés à cette partie du monde. « C'est normal car il s'agit là de voitures destinées à un réseau routier et à des clients exigeants », ajoute le commentateur « marketing ».

De fait, par sa ligne, les Primera — nom de baptême donné aux diverses versions de la gamme — l'Europe apparaît bien être l'objectif.

Outre la silhouette, les Primera se révèlent être bien placées dans un marché particulièrement encombré et quelque peu livré à une surenchère par-

fole profitable, enfin, à ceux qui conduisent les voitures.

Trois types de motorisation sont proposés, tous des groupes à 4 cylindres en ligne montés transversalement et agissant sur les roues avant. La version de base est un 1 600 cm³ (96 ch au moteur). Suivent deux moteurs de 2 litres de cylindrée à injection électronique qui sortent, pour l'un 122, pour l'autre 155 ch selon le système d'alimentation, monopoint ou multipoints. Tous ces groupes ont un double arbre à cames en tête et 16 soupapes. Enfin, un diesel, qui sort 75 ch sans l'ajout d'une turbine, peut être monté.

Les suspensions pour toutes les versions sont à bras multiples à l'avant et à bras tirés à l'arrière, avec quatre freins à disque sur les 2 litres. Ces nouvelles voitures de type berlines à 2 ou 3 volumes seront commercialisées en France, dans la foulée du Salon de Paris, donc fin octobre. La version break sera directement importée du Japon, sans doute aux mêmes dates.

La fourchette des prix devrait aller de 87 000 francs à 150 000 francs (pour le break, 2 litres).

C. L.

Du 21 au 23 septembre

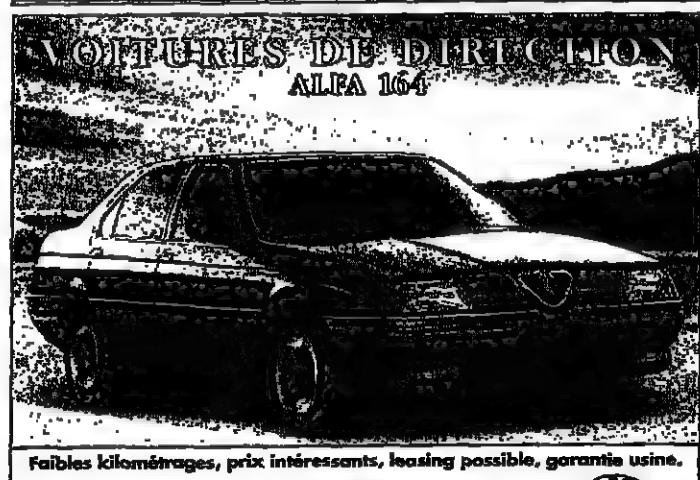
Angoulême : le rendez-vous des gentlemen-collectionneurs

Pour trois jours, les 21, 22 et 23 septembre, Angoulême, par la magie du Grand Prix des remparts, sera la « Mecque des vieilles gloires ». Un Grand Prix qui, depuis sa résurrection en 1978, est devenu le rendez-vous privilégié des gentlemen-collectionneurs. Le grand chio des « Remparts » est de s'y rendre au volant de sa propre auto, si cotée soit-elle, puis de participer entre collectionneurs au rallye à travers la campagne angoumoisine. Côté course, l'esprit est là aussi. Les

diverses épreuves du Grand Prix, organisé par l'ACOCRA (Association charentaise pour l'organisation du circuit des remparts d'Angoulême), verront s'affronter nombre de stars du macadam d'hier et même d'avant-hier : Bugatti 35 (1929), Delabaye Grand Prix ou Aston Martin DB4 (1964).

G. D.

► Renseignements : ACOCRA, tél. : (01) 45 38 88 44.

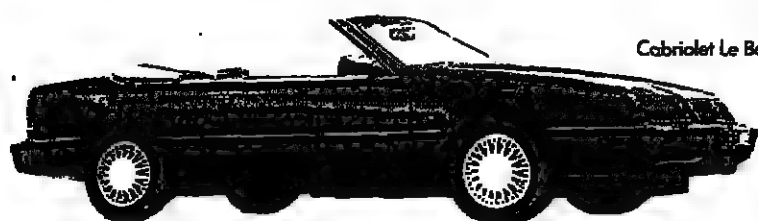


Alfa Romeo 164. Faibles kilométrages, prix intéressants, leasing possible, garantie usine.

GARAGE ROOSEVELT
27/28 rue du Boulevard 93120 St-Denis (Paris) Tél. (1) 45.54.97.40



22, Avenue de la Grande Armée - Tél. : 42.67.66.95 - Minitel 3615 Arguto - Ouvert le Samedi.



Cabriolet Le Baron

CARNET DU Monde

Naissances

— Deborah GRJEBINE-PENAUD, Vicky GRJEBINE, Pascal PENAUD, ont la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 14 septembre 1990, 11, rue Jules-Chaplain, 75008 Paris.

Mariages

— M. MAURICE WARD et M. ALAIN SCHOOFS, sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré le 15 septembre 1990, Tour Gambetta, 1 et 2, rue Henri-Régnauld, 92400 Courbevoie.

— Emmanuel et Céline WIENER, Roger et Jeanne ESPOSITO, ont le plaisir d'annoncer le mariage de leurs enfants, Eric et Pascale, qui a eu lieu le 4 août 1990.

Décès

— M. Yves Barbé, son mari, Pascal et Eric Beaudouin, Marion, Maxime, Guillemette, Anne et Patrick Huscenot, Marin, Tessa, Manon, Christophe et Véronique Barbé, Loyse, Céline, Thibault Barbé, ses enfants et petits-enfants, font part du décès de

Claude BARBÉ, née Cros, endormie dans la paix de Dieu, le 17 septembre 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 21 septembre, à 9 heures, en l'église Notre-Dame de Versailles et l'inhumation au cimetière d'Aulnay.

Cet avis tient lieu de faire-part. 119, boulevard de la Reine, 78000 Versailles.

— M. Lucien Barrière, son épouse, M. et M. Dominique Dessaigne et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien BARRIÈRE, chevalier du Mérite agricole, président des hôtels et casinos Lucien Barrière, survenu le 17 septembre 1990, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 septembre, à 15 heures, en l'église de Rosières par Joyeuse (Ardèche).

La famille ne recevra pas de condoléances.

Hôtel Royal, 14800 Deauville. (Le Monde du 19 septembre.)

— Fatma, son épouse, Mohamed et Tahar, ses fils, Dounia, Nabila, Hicham et Myriem, ses petites-enfantes, ont la douleur d'annoncer la mort de Hassan BEN JELLOUN.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 18 septembre 1990 :

DES ARRÊTES

— du 31 août 1990 relatif au stud-book français du cheval anglo-arabe ;

— du 16 août 1990 portant fixation des tarifs des services maritime, fluvial et maritime par satellite de correspondance publique, des redevances relatives aux installations de radiocommunications des stations de bord et des stations portuaires et du mouvement des navires.

— M. Jacques Duffren-Blaise et les enfants ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques BLAISE, survenu à Colombes (Hauts-de-Seine), le 18 septembre 1990, à l'âge de soixante-quatre ans.

La levée de corps se fera le jeudi 20 septembre, à 15 h 15, en la salle de repos de l'hôpital Louis-Mourier, 178, rue des Renouillers, à Colombes.

L'inhumation aura lieu le vendredi 21 septembre, à 15 heures, au cimetière central de Blandy (Var), avenue du 11-Novembre-1940.

Cet avis tient lieu de faire-part. 12, rue de Sévres, 92100 Boulogne.

— Le docteur Michaël Bornhausen et M. et M. Nicole Caillé, M. Catherine Caillé, ses enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

Aurore CAILLÉ, survenu le 2 septembre 1990, à Boulon (Calvados).

Ils lui diront adieu le vendredi 21 septembre, à 14 heures, au cimetière du Montparnasse.

Rendez-vous à la porte principale. 14220 Thury-Harcourt.

— Jean Fourquet, professeur honoraire, Maurice et Bernadette Fourquet, Antoine Fourquet, Hélène, Etienne et Sébastien Fourquet, ses frères, neveux et petits-neveux, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Madeleine FOURQUET, professeur honoraire du lycée Marie-Curie de Sceaux, enlevée à leur affection le 14 septembre 1990.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale, le 19 septembre.

95, boulevard Pasteur, 92160 Fresnes, 18, impasse de Chartres, 91300 Massy.

— Claude Gille, Hélène Jinchat, Michel, Geneviève Jinchat et leurs enfants, Daniel, Dominique Zuochi et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Claude JINCHAT, survenu le 8 septembre 1990.

Les obsèques ont eu lieu à Vallauris (Alpes-Maritimes).

« Il s'est absenté jusqu'à l'infini. » — Alger, Saïda, Boussada. Marseille, Tiaré, Sidi-bel-Abbes.

Les docteurs Kahloulia, Abderrahmane son épouse, leurs enfants, Kahloulia Mohamed, son épouse, leurs enfants, Le docteur Kahloulia Mourad, son épouse, née Santoni, M. Kahloulia Latifa, avocate au barreau, M. Kahloulia Kheira, directrice d'école, La famille Kahloulia, Benselama, Hadji, El-Kebiche, Arras, Bensoukhal, Mendil, Santoni, Hachemi, ont la douleur de faire part du décès de leur père, beau-père, grand-père,

Hadj KAHLOULA Mourad, ancien élève de la medersa d'Alger, lauréat de la faculté de droit, ancien conseiller à la Cour, survenu le 8 septembre 1990, à Saïda (Algérie).

Au nom de Dieu le Clément, le Miséricordieux.

« Ceux qui se présentent aux anges en état de pureté au moment de leur mort. »

« Que la paix soit sur vous, leur diront les anges, entrez dans l'Eden en récompense de vos œuvres. » Sourate 16, les Abeilles, verset 32.

— M. Madeleine Kohn, son épouse, Dov et Yif Cohen (Kohn), Netty et Bernard Vaisbrot, Roger Kohn et Shulamit Magnus, Pierre Kohn, ses enfants, Mathias, Jonathan, Gabriel et Mic'el, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Emeric KOHN, médaille de vermeil de la Ville de Paris, directeur honoraire de l'ACIP, membre du conseil d'administration du CASIP, survenu le jeudi 13 septembre 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Colmar.

4, square du Pont-de-Sèvres, 92100 Boulogne.

— M. le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, Et les évêques auxiliaires de Paris, Mgr Paul Guibertien, recteur de l'Institut catholique de Paris, M. Joseph Doré, directeur de l'UER de théologie et de sciences religieuses, Les enseignants, Les personnels, Les étudiants, La famille, font part du décès de

Père Georges KOWALSKI, professeur à l'UER de théologie et de sciences religieuses, survenu le dimanche 16 septembre 1990.

La messe de funérailles aura lieu en l'église Saint-Joseph-des-Carmes, 70, rue de Valenciennes, Paris-6 (métro : Rennes, Saint-Picolas), le jeudi 20 septembre à 10 h 30.

— La Commission des anciens du journal Le Monde, a le regret de faire part du décès de

M. Maurice PRUVOST, ancien rotatiste au journal.

L'inhumation a eu lieu le 5 septembre 1990, au cimetière d'Argenteuil.

— Sœur Hélène du Rosaire, dominicaine, M. et M. la générale Van Sprang, ses sœurs, M. et M. Alain Gambart de Lignères et leurs enfants, M. et M. François Gambart de Lignères et leurs enfants, ses petits-neveux et arrière-petits-neveux, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Elisabeth RAVAUULT, née Pédery, endormie dans la paix du Seigneur, le 17 septembre 1990, à Compiègne.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce mercredi 19 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques de Compiègne (Oise).

Le présent avis tient lieu de faire-part. 8, avenue Thiers, 60200 Compiègne.

— Michèle Smolkin et Jean Louis Rechtmann, Lyna Berda et Sam Rechtmann, Suzanne Rechtmann, ont la douleur de faire part du décès de leur père, frère et époux,

Mosko RECHTMAN, survenu le 29 juillet 1990, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le 1^{er} août, au cimetière de Carnoux-en-Provence.

— Claire (Lot-et-Garonne).

M. Georges ROCHER a été éteint sereinement à la veille de son quatre-vingt-huitième anniversaire, le 18 septembre 1990.

De la part de M. Georges Rocher, son épouse, Claude Rocher, sa fille, Des familles Rocher, Risler, Pfender, Stroth, Laget, Vergnol.

Parents et alliés.

Le service religieux aura lieu jeudi 20 septembre, à 15 h 30, au temple de Claire, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Oran, Mascara, Sarcocles.

M. et M. Aimé Sidoun, M. et M. Lucien Sidoun, M. et M. Jeanne Bettan, née Sidoun, M. et M. André Sidoun, M. Jules Benhamour et M. et M. Yvette Sidoun, M. André Touboul et M. et M. Gilbert Sidoun, M. et M. Edouard Dayan et M. et M. Pauline Sidoun, M. et M. Sidore Sultan, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Sa fille M. Deslandes, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. veuve Jacques SIDOUN, née Portine Mismassa Benahalla, survenu le mardi 18 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques auront lieu ce mercredi 19 septembre, à 15 heures, au cimetière de Sarcocles.

Cet avis tient lieu de faire-part. 29, boulevard Maurice-Ravel, 93200 Sarcocles.

— M. Paul Theodon, son épouse, M. Pierre Veillon, sa belle-sœur, Les familles Bessierard et Veillon, ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul THEODON, architecte général honoraire de l'Assistance publique de Paris, commandeur de la Légion d'honneur, médaillé militaire 1914-1918, croix de guerre 1914-1918, survenu le 15 septembre 1990, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Ferdinand-des-Ternes, à Paris-17^e, le vendredi 21 septembre 1990 à 14 heures, et sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes. 167, boulevard Pereire, 75017 Paris.

Remerciements

— M. et M. Jewel Lebar, son épouse, M. et M. Yvonne Lebar, sa sœur, M. et M. Raymond Levy, Lorraine, Marc et Roselyne Levy, ses neveux et nièces, M. Claude Foucault, profondément touchés des marques de sympathie témoignées lors du décès de

M. André LEBHAR, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur.

Anniversaires

— Pour l'anniversaire de sa mort, une pensée est demandée à ceux qui ont connu et aimé

M. Jean ROYBIER.

Communications diverses

— Le prochain dîner-débat organisé par la revue Passages, sur le thème : « Les profs sont-ils malheureux ? », aura lieu le 25 septembre, à 20 h 30, à l'Espace Héraldi, 8-10, rue de la Harpe, Paris-5^e. Y participeront : C. Melman, P. Moscovici, A. Prost, N. Tenzer, A. Touraine, E. Maki et son équipe. Pour l'inscription, adresser un chèque de 150 F à l'Association des amis de Passages, 17, rue Simone-Weil, 75013 Paris. Tél. : 45-86-30-02.

Soutenances de thèses

— Université René-Dessources Paris-V (Sorbonne), le lundi 24 septembre à 15 heures, salle 224, galerie Claude-Bernard, escalier F, 1^{er} étage, 1, rue Victor-Cousin. M. Yvonne Depersin, épouse Venon : « Relations entre image mentale et pensée opératoire : une étude comparative entre un échantillon d'enfants de classes primaires et un échantillon d'adultes en difficulté scolaire ».

— Université Paris-Val-de-Marne (Créteil), le jeudi 27 septembre à 16 heures, salle des thèses, bâtiment P. M. Damien Schoevaert-Brossault : « Analyse et modélisation dynamique : application à l'étude du mouvement des cellules flagellées et ciliées ».

— Université Paris-IV (Sorbonne), le jeudi 27 septembre à 13 heures, amphithéâtre Descartes, 17, rue de la Sorbonne. M. Henri Moriel : « Les premiers pas de l'économie électrique : la production électrique en France de 1880 à 1919 ».

— Université Paris-IV, le mardi 2 octobre à 14 heures, salle des actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin. M. Vincent Berdoulay : « Histoire de la géographie en France et les problèmes épistémologiques correspondants ».

Not abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MÊME

à nos abonnés avant 9 h

au siège du journal,

16, rue Falguère, 75016 Paris.

Tél. : 208 806 F.

Télécopieur : 45-86-77-13.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnés et actionnaires : 77 F

Communications diverses : 50 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

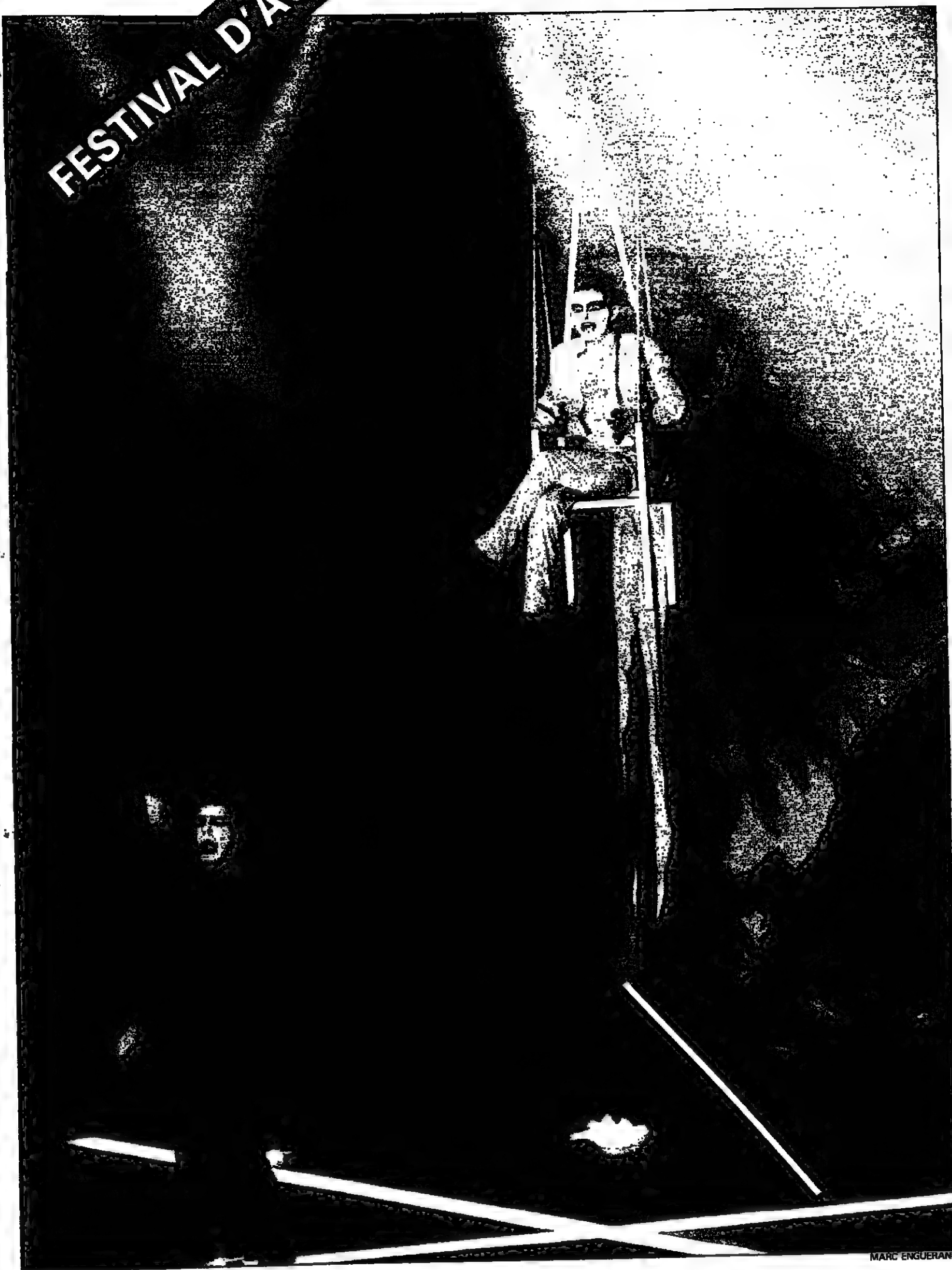
REMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

DES LIVRES

ARTS SPECTACLES

FESTIVAL D'AUTOMNE



LE XVIII^e FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

D'un esprit fidèle

Un diable sur une balançoire dans un décor d'arbres au fusain, c'est du Bob Wilson tout pur, c'est le spectacle qu'il a créé au Théâtre Thalia de Hambourg, *The Black Rider* (Voir notre photo ci-dessus), et qui sera présenté au Châtelet par le Festival d'automne.

Dans cette dix-huitième édition, on retrouvera Peter Zadek, venu il y a deux ans avec une *Lulu* explosive et qui cette fois montre sa dernière version, la quatrième, surprenante, cinglante, dérangeante vraiment, du *Marchand de Venise*.

L'Allemagne, d'avant-hier et d'hier, se retrouve au cinéma, avec la rétrospective d'une star de l'underground des années 70, Ulrike Ottinger et surtout, pour

la première fois, avec la version intégrale des *Nibelungen* de Fritz Lang. Claude Régy, lui, a délaissé Botho Strauss et Peter Handke pour le Soviétique Victor Slavkine. Il met en scène *le Cerceau*, révélé, dans sa version originale, par Vassiliev, en 1988. Cette année, bien sûr, il y a des vrais spectacles de l'Est, tchèques et yougoslaves, avec un « sous-titrage » français, accessibles à tous, donc.

Et le plus européen des Polonais, Kantor, en janvier, l'automne du Festival se moque des saisons.

D'Est, également, viennent les musiques, populaires et savantes : de Hongrie. Il ne s'agit pas seulement d'offrir un panorama, mais de donner la parole

— musicale — à des compositeurs hongrois, de confier le choix du programme à Peter Eötvös et peut-être, ainsi, de définir une identité autre que géographique. La Hongrie est encore chez les chorégraphes, de façon plus lointaine, comme un souvenir, une influence, un rêve. Et puis Merce Cunningham revient. Il était là au premier Festival, comme Bob Wilson.

Il y a bien d'autres noms, habituels ou tout à fait nouveaux : ce dix-huitième Festival reste fidèle à l'esprit de Michel Guy, qui s'est toujours beaucoup fié à ses élans du cœur. Quand on fait le point, on s'étonne de tout ce qu'il a permis de connaître et d'aimer, et on se dit qu'il a eu bien raison.

COLETTE GODARD

THÉÂTRE

20

Zadek l'implacable



Il sourit mais on ne doit pas s'y fier. Peter Zadek porte un regard amusé mais sans indulgence sur les comportements. Il tire acteurs et spectateurs dans un monde brutal et burlesque. Il pratique en maître l'art de la dérision, aime faire rire et mettre mal à l'aise. Témoins son *Marchand de Venise*.

CINÉMA

23

Le retour de Siegfried



Invisible dans son intégralité depuis 1933, une œuvre majeure de Fritz Lang enfin retrouvée : les deux parties de la saga allemande des *Nibelungen*, *la Mort de Siegfried* et *la Vengeance de Kriemhild*, dépeignent les fastes d'un maître cinéaste capable de fondre tous les styles dans le creuset de sa vision.

MUSIQUES

24

Eötvös le Hongrois



Partagé entre l'Allemagne et la France, compositeur, chef d'orchestre, Peter Eötvös a composé le programme de treize concerts, brossant le portrait musical de son pays, de Liszt, Kodaly et Bartók à la génération post-cagienne. Un hommage à l'Anglais Brian Ferneyhough suivra en décembre.

LIRE PAGES 25 A 28
LES SÉLECTIONS CINÉMA,
THÉÂTRE, MUSIQUES ET ARTS

FESTIVAL D'AUTOMNE/THÉÂTRE

« LE MARCHAND DE VENISE », DE SHAKESPEARE, MIS EN SCÈNE PAR PETER ZADEK

Shylock à Wall Street



Peter Zadek, spécialiste de l'ironie.

Pour la quatrième fois, Peter Zadek monte le *Marchand de Venise*, et, pour l'occasion, transpose Shakespeare dans un Wall Street cinématographique. Le metteur en scène le plus grinçant de la scène allemande sait éblouir, faire rire et viser juste le « point de malaise ».

Au dernier Festival d'automne, Peter Zadek frappait un grand coup avec la *Lulu* de Wedekind (le Monde des 17 février 1988 et 29 octobre 1988). Une *Lulu* jeune, Suzanne Lothar, qui n'avait plus rien à voir avec le mythe Louise Brooks. Une fille très indépendante, sauvage, dangereuse simplement parce qu'elle renversait tous les obstacles pour vivre sa vie. Une victime qu'on n'avait pas envie de plaindre, on l'enviait. Et les spectateurs se trouvaient rejetés parmi les rapaces qui l'entouraient. Cette année, Zadek amène un *Marchand de Venise* contemporain, tout aussi explosif, tout aussi dérangeant, qui se passe à Wall Street. Plus exactement dans le stress, dans le climat de guerre sans merci mais sans cadavres du film d'Oliver Stone. Le plus étonnant est que ça fonctionne sans effet d'anachronisme anecdotique. Zadek connaît parfaitement Shakespeare (dont il va mettre en scène, en français, pour le Théâtre de l'Europe *Mesure pour mesure*), il retrouve dans son théâtre la vitalité agressive du cinéma américain.

Le monde de Zadek est rude, râpeux, brutal. Sa vision est impitoyablement logique, lucide, et son humour n'adoucit rien, son rire est vraiment noir : non seulement Peter Zadek est juif, mais ses parents ayant dû fuir Berlin, il a vécu en Angleterre depuis l'âge de cinq ans jusqu'à trente-deux ans. Ce spectacle est sa quatrième mise en scène du *Marchand de Venise*.

« Il n'est pas nécessaire, dit-il, d'expliquer longuement les raisons pour lesquelles je m'intéresse à cette pièce. Je l'ai montée pour la première fois dans les années 50, en Angleterre, pour une tournée. C'était pratiquement mon premier travail important, une proposition que je n'ai pas refusée, mais c'est tout. Fran-

chement « LE » problème ne me préoccupait pas du tout. Mes parents étaient concernés, bien sûr, pas moi. Je voulais être anglais. Je ne crois pas que le spectacle ait amené quelque chose de spécial. J'avais un bon comédien traditionnel, qui a donné un Shylock classique, mélodramatique, avec les gestes pseudo-juifs... »

« Là-bas, je m'intéressais surtout aux auteurs contemporains, aux absurdes français, à Sartre, à Genet. J'ai fait la première mondiale du Balcon. J'avais déjà monté les Bonnes en français, puis en anglais au Royal Court. Genet avait aimé, et m'avait accordé la priorité sur Peter Brook. Après la générale, il m'attendait avec un revolver, furieux, parce que j'avais montré un bordel réaliste... »

L'EXPÉRIENCE DU TEMPS ALLEMAND

« Je suis parti pour l'Allemagne en 1958, je n'y étais jamais revenu depuis mes cinq ans. Je suis parti parce que je me sentais mal dans le système anglais. Je suis lent, je dois penser, repenser, changer, j'ai besoin de beaucoup de temps pour préparer un spectacle. Ce n'était pas possible à Londres, ça ne l'est toujours pas. Je savais qu'en Allemagne les théâtres sont suffisamment riches pour que l'on puisse prendre son temps. A Londres, j'étais le « continental » bavard, avec sur l'art dramatique des discours abstraits qui n'intéressent personne. En Allemagne, j'étais l'Anglais, avec une réputation de « légèreté », on acceptait mon humour. »

« Ma première mise en scène allemande du *Marchand de Venise* était à Ulm, dans un petit théâtre dirigé par Kurt Hübner, un type magnifique, qui a fait travailler tout le monde, Stein, Gruber, Ganz, Fassbinder... La ville avait une grande tradition artistique mais peu de moyens. Comme bâtiment, nous disposions d'une salle dans une école de filles. Nous étions bien obligés d'inventer pour compenser le manque de confort. A ce moment-là, monter le *Marchand de Venise* était pour moi une façon de régler mon problème avec l'Allemagne et les juifs d'un côté, avec l'Angleterre et Shakespeare de l'autre. »

« Pour Shylock, j'avais un acteur délinquant, merveilleux. Je voulais un personnage réellement avaricieux, horrible avec sa fille, rien du charmeur à la Dustin Hoffman. Je pensais, je pense toujours que s'obstiner à donner mauvaise conscience n'est pas une solution, provoque la haine, jausse les données du problème. En

ce temps-là, un très grand acteur allemand, qui avait travaillé avec Max Reinhardt et était revenu en Allemagne, avait créé le Shylock définitif, la référence absolue : il en faisait un Christ. »

« Tout de suite après la guerre, la conception était certainement nécessaire, mais plus au début des années 60. Mon comédien n'était pas juif. Nous avons eu d'épouvantables discussions sur le thème : « En tant qu'Allemand, je ne peux pas jouer un juif antipathique, ça me rend malade. » Je voulais ça, je voulais ce malaise, qui devait devenir celui des spectateurs, marqués par cette image gênante. Quand un acteur éprouve un malaise réellement profond, étouffant, sincère, il le transmet. Non, ce n'est pas de la perversité, c'est le point juste à viser. Sur le moment, je n'en étais pas totalement conscient. Avec les années j'ai compris. »

ALLER JUSQU'AU BOUT DE L'IMAGE

« J'ai monté une nouvelle fois le *Marchand de Venise* en 1974 à Bochum. Je ne sais pas pourquoi. « LE » problème n'était pas particulièrement aigu, j'étais tranquillisé, un peu... Mais il y avait dans la troupe un grand acteur assez âgé, qui pouvait aller jusqu'au bout de cette image ébauchée. Et un autre grand acteur, de la même génération, capable de jouer Antonio. Un rôle essentiel, mais qui ne porte pas. Je voyais un chrétien libéral, tolérant, malheureux de reconnaître les méfaits de ce juif, son ami dit-il, que finalement il escroque et accuse... »

« Là encore, nous nous sommes empoignés avec les acteurs. Ils ne comprenaient pas que pour moi qui suis juif, Shylock n'apparaît pas comme un héros, une victime. Il n'est pas un héros : il fait partie d'une minorité, a tiré sa richesse de la société qui le méprise, le brime, l'humilie. Naturellement, il est victime. Mais il est également tout près de devenir un assassin. Juif ou pas juif, je n'approuve pas. Peu importe d'ailleurs : avec cette pièce, quel qu'on fasse, à la fin, le personnage sympathique demeure Shylock. »

« Le spectacle a très bien marché, mais peut-être parce que le côté comique a pris le pas sur le reste. La pièce peut faire beaucoup rire, si on le veut. Quand même, je croyais en avoir fini avec cette histoire, et puis à la fin de mon mandat à Hambourg (1), j'y ai repensé. Je me sentais Shylock, me trouvais environné de marchands chrétiens, qui ne m'aimaient pas du tout. Je me sentais isolé. Au théâtre je me comportais de façon trop raide, j'avais perdu mon sens de l'humour. J'avais dans l'idée de transposer les personnages aujourd'hui, avec Gert Voss, le plus non-juif de tous les

acteurs. Il est blond, avec les yeux bleus, il est froid, exact, précis et sans beaucoup d'ironie : un Allemand. L'Allemand. J'ai commencé à imaginer son Shylock en face d'un Antonio métèque... »

« D'une manière générale, je n'aime pas ce que j'appelle la Shakespeare-conception : Troilus et Cressida au Liban, Hamlet en 1920 à Chicago, un Shylock-Disraëli... De telles bases de départ sont forcément réductrices car la valeur de Shakespeare est dans son ouverture, dans la gamme immense des interprétations possibles. Si une représentation de Troilus peut vous amener à penser au Liban, tant mieux. Le préciser empêche de rêver. Pourtant, cette fois, j'avais vraiment envie d'un lieu, d'un temps strictement définis : Wall Street aujourd'hui. Le réalisme bien entendu serait absurde – par exemple, il est impensable à présent de perdre en mer des navires qui ne sont pas assurés. Finalement, c'est sans importance. Mon pari est de resserrer l'intrigue à l'extrême, en laissant venir autant de rêves chez les spectateurs, parce que tout est centré sur les comédiens, sur ce qui se passe entre eux. »

« Donc, ici, Shylock est un juif intégré, pareil aux autres, dans son physique, dans son comportement. Et voilà que sa fille, Jessica, est amoureuse d'un chrétien. Comme il n'est pas d'accord, elle le rejette, se plaint, devient antisémite. Dans la même situation, elle serait musulmane qu'elle deviendrait antimusulmane... Elle se révolte contre son père, contre la tradition, et ça c'est intéressant. Elle a reçu une autre éducation, fait partie déjà d'un autre milieu, veut s'arracher à sa famille. Voilà où la pièce tombe juste aujourd'hui. »

« On m'a une fois de plus reproché ma vision de Shylock. Je l'aime bien pourtant, parce qu'il n'est pas vaincu. Il paie, distribue ses chèques, il trouve ça juste. Il a perdu, mais il va revenir, mettre sur pied un nouveau business. Il n'est pas fini. J'en suis sûr. Le monde entier, c'est vrai, n'accepte les juifs que victimes. Mais pourquoi accepter cette situation malsaine ? Si on se comporte en victime, on développe un désir de revanche, on veut brûler la ville, on colle aux schémas de ceux qui ont peur et pensent que vous allez brûler la ville. Quand le mécanisme se met en marche, l'arrêter est difficile. Je n'espère pas changer quoi que ce soit, on ne change jamais rien. Sauf au théâtre, pendant deux heures et demi. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

(1) Peter Zadek a été intendant (directeur) de la Schauspielhaus de Hambourg de 1985 à 1988 où *Lulu* a été son dernier spectacle. Il a créé le *Marchand de Venise* au Burg Theater de Vienne (le Monde du 24 décembre 1988).

DOMINIQUE HORWITZ JOUE DANS

Histoire d'un diable

Dans le spectacle de Bob Wilson, *The Black Rider* sur un texte de William Burroughs et avec des chansons de Tom Waits, présenté par le Théâtre Thalia de Hambourg, il y a un diable très canaille, Dominique Horwitz, qui parle allemand, chante en anglais, et il se trouve Diabolique vraiment !

Le Cavalier noir, *The Black Rider*, spectacle de Bob Wilson, texte de William Burroughs, musique de Tom Waits, par le Théâtre Thalia de Hambourg, c'est le Freischütz de Weber. Tout au moins l'histoire s'inspire d'une même légende, reprise par Thomas de Quincey, qui raconte comment un étudiant, amoureux de la fille d'un garde-chasse, doit traverser plusieurs épreuves pour obtenir la main de sa belle. Il rencontre quelques personnes étranges, dont le diable, qui lui fait don – un don piégé bien entendu – de balles magiques...

Comme on peut s'y attendre, c'est lui qui mène le jeu et manipule tout le monde. Diable boiteux aux oreilles rouges, à la face blême, aux lèvres ricanantes. Le Malin dans toute la splendeur de sa ruse, et de son exotisme. Parmi ces comédiens allemands, Dominique Horwitz est français et habite Hambourg. Il y travaille, aime cette ville qu'il dit tranquille, vivante comme peut l'être un grand port, moins brutale que Berlin, plus familiale, plus accueillante.

Si Dominique Horwitz est né en France, il est né de père berlinois. Il a vécu jusqu'à treize

ans dans une banlieue parisienne où il ne se sentait pas tellement bien (« J'étais soit le boche, soit le juif, dit-il. De toute façon j'étais différent. ») Son père est revenu habiter Berlin voilà vingt ans. Là, Dominique était le « juif français » objet de toutes les curiosités. Il a suivi des études, a travaillé comme vendeur, a fait ses débuts de comédien à la télévision, parce qu'il avait un copain lui-même comédien qui l'a mis sur un coup et ça a marché, et ça a continué. Contrairement à la plupart de ses confrères allemands il n'a pratiquement pas suivi de cours, sinon des cours techniques. « Voix, respiration, chant, et des trucs corporels », dit-il. C'était en 1976. En 1978, j'ai fait un peu de cabaret, puis je suis parti pour Tübingen, une ville étudiante de 60 000 habitants avec deux théâtres qui à l'époque étaient exceptionnels.

LES EFFETS DE L'IMPATIENCE

« J'ai joué un spectacle Brel. Puis je suis allé à Munich, ensuite au Thalia où je suis resté trois ans. Mais je travaillais de la même façon depuis dix ans. J'en avais assez. Quand on est dans une pièce du répertoire, on la joue environ cinquante fois en deux ans et demi. C'est tuant. Je veux arriver sur le plateau, savoir ce que j'ai à faire, aller jusqu'au bout et ensuite passer à autre chose. Je suis rarement satisfait du résultat, donc quand je suis parvenu à un certain stade, je veux aller ailleurs. »

« Le théâtre reste la base de tout. Ce que j'en attends ? Je ne sais pas. Il me permet d'apprendre. Mais après ces dix années, je voulais connaître le cinéma, la télévision. Changer. Je ne suis pas instable. Impatient, oui sans doute. »

شكرًا من الزميلين

FESTIVAL D'AUTOMNE/THÉÂTRE

AUTEURS VENUS DE L'EST

Ces nations qui s'éveillent



« La Contrebasse », de Patrick Süskind.

Aucun festival ne peut faire l'économie des artistes de l'Est. Quatre spectacles venus de Tchécoslovaquie et un de Yougoslavie démontrent que le théâtre s'est donné la parole de la liberté. Ils racontent le foisonnement des cultures et des identités nationales dans cette Europe en mouvement.

BIEN que la Tchécoslovaquie se soit dotée d'un président dramaturge, elle n'envoie pas les pièces de Vaclav Havel dans les festivals. D'ailleurs, le prudent auteur des *Saïres* accorde rarement ses droits de représentation. Il n'ignore pas que ses Tchèques bien-aimés sont capables d'opportunisme. C'est donc un ensemble équilibré qui vient à Paris, et qui regroupe des auteurs de Bohême (Prague), de Slovaquie (Bratislava) et même de Moravie (Brno). Ainsi, dans l'actuel contexte des éveils nationaux, est posée la question des autonomies.

Le Cínoherní Klub (le club dramatique) de Prague, fondé en 1955, ressemble aux « petites salles rive gauche » des années 50, mais a fonctionné plutôt à la façon du Royal Court de Londres : dans les difficiles périodes du réalisme socialiste dogmatique, comme lors des brefs épisodes de détente, il a révélé des textes tchèques, dont ceux de Ladislav Smocek, grand satiriste et metteur en scène. Plusieurs cinéastes célèbres – Jiri Menzel entre autres – y ont également travaillé. Avec les ruses du soldat Schweik, le théâtre a survécu aux pires moments d'avant et d'après Dubcek, tout en parlant à un public composé principalement d'intellectuels de leurs misères quotidiennes. A travers le *Candide* de Voltaire par exemple, mais le plus souvent avec des pièces contemporaines traitant directement le sujet.

Ainsi *l'Étrange Après-midi du Dr Zvoněk Burke*, de Ladislav Smocek – un « classique maison », depuis deux décennies déjà au répertoire du Cínoherní Klub, – avec Boleslav Poliska, qui présente également son propre spectacle, *Séance*. Physiquement, il rappelle les saltimbanques médiévaux, danseurs de corde ou ménestrels : un Till Eulenspiegel, un fantastique *entertainer*. Il s'exprime avec ses gestes, ses mimiques et ses improvisations insolentes.

Les Slovaques ne parlent pas la même langue que les Tchèques, mais les Français n'auront pas le loisir de s'en apercevoir avec le spectacle sans paroles du Studio Nova Scena qui vient de Brno : *la Contrebasse*, de Patrick Süskind, mise en scène de Martin Huba et

Martin Porubjak. De Brno également vient une production Divadlo na provazku, certainement la plus spectaculaire de tout le programme, avec le titre le plus imprononçable, *Rozzpominani*, d'après le roman de Bohumil Hrabal *Moi qui ai servi le roi d'Angleterre*.

Le programme semble vouloir montrer ce qui a pu être fait en dépit des circonstances, car tous les spectacles ont été créés aux pires moments du réalisme socialiste. Les metteurs en scène et comédiens de l'ère havelienne n'ont sans doute pas eu le temps de réaliser des œuvres dignes de leur liberté nouvelle. La « révolution de velours » a commencé à la Laterna magica, et soir après soir s'est étendue à d'autres scènes, aujourd'hui abandonnées à l'art du théâtre, et tout se passe comme si comédiens tchèques et slovaques se demandaient comment les utiliser.

Le président Vaclav Havel a récemment ouvert le Festival de Salzbourg en compagnie de Kurt Waldheim. Lech Walesa lui a reproché de ne pas avoir d'abord visité la Pologne où l'on jouait ses pièces pendant qu'il était en prison. Les artistes yougoslaves se sont également étonnés de ne pas avoir reçu sa visite, car eux aussi l'ont joué, lui ont même envoyé en prison les programmes et les photos de leurs spectacles.

La Yougoslavie contribue au Festival avec un spectacle sans paroles de l'Obala (la Rive) qui porte un titre étrange : *Théâtre latout*. Basée à Sarajevo, la troupe est parfaitement représentative de cette Yougoslavie en réduction, décrite par notre seul prix Nobel, Ivo Andric, comme un mélange d'orthodoxes, de catholiques, de musulmans, et de juifs. Méliage fécond qui a donné à l'Europe un Emir Kusturica (*Papa est en voyage d'affaires*, le *Temps des gians*) et au pays même des groupes rock extrêmement populaires, qui s'inspirent des vieilles musiques bosniaques, et appartiennent au mouvement appelé « nouveau primitivisme ».

Au moment où l'Europe de l'Est s'est en grande partie débarrassée du réalisme socialiste, au moment où la Yougoslavie abandonne son socialisme gestionnaire, au moment où les situations économiques frôlent le désastre, il serait bon de se poser des questions sur l'art de ces pays, qui s'est développé à l'inverse des libertés – à l'exception de l'Albanie et de la Roumanie, cas extrêmes de pauvreté, et de l'URSS, un cas à part et qui n'a pas encore renoncé entièrement à son réalisme socialiste.

JOVAN CIRILOV

(Directeur artistique du Festival international de Belgrade (BITEF), directeur du Théâtre dramatique yougoslave.)

DOMINIQUE HORWITZ JOUE

Histoire d'un diable

« THE BLACK RIDER », DE BOB WILSON

aux oreilles rouges

Je ne sais pas, c'était la crise des trente ans, vous savez : « Mon Dieu, qu'est-ce que je fais, qu'est-ce que je deviens... » J'étais à Munich quand quelqu'un a donné à Bob Wilson une cassette de mon spectacle *Brel*, et il m'a engagé.

Au naturel, Dominique Horwitz, trente-trois ans, marié, deux enfants, a une dégaîne de gamin aux grandes oreilles, avec une bouche large et un regard astucieux. Le genre voyou de charme, casquette et bretelles minces dans un film de René Clair. D'autant plus qu'il a gardé des traces d'intonations bien parisiennes, mêlées à un très léger accent allemand. On l'imagine mal se pliant à la fameuse organisation, à la discipline des théâtres.

LE PRINCIPE DES INCERTITUDES

« Non, ça ne me gêne pas du tout, j'y suis habitué. Comme je suis moi-même très chaotique. J'ai besoin du confort de cette organisation. Je n'entre pas dans le système des recherches dramaturgiques. J'ai seulement besoin que le metteur en scène m'indique comment se situe mon personnage et vers quoi il évolue. Bob Wilson ne procède pas de cette manière. Quand il demande quelque chose, il faut prendre le temps de traduire ce qu'il cherche. On ne peut pas copier ses mouvements, ce serait absurde.

» En principe, au théâtre, on sait à peu près ce qui se passe, ce que l'on fait. Avec Bob, on n'en a aucune idée. Il indique d'aller de gauche à droite, de tourner trois fois et voilà. On se dit : « quoi, c'est tout ma répétition aujourd'hui ? » De plus, il n'est pas du genre à approuver « C'est très très bien ». Et s'en inquiéter ne sert à rien. Il répond que oui, ça va, mais on ne sait pas s'il est

sincère ou s'il se débarrasse de la question. Il vous laisse dans l'incertitude. Pendant qu'on répète, on le voit griffonner des dessins pour un truc qu'il doit faire dans deux mois. En même temps, ça avance. Un jour, on se rend compte que les éléments disparates se sont mis en place. Comme il le souhaitait, je crois. On se demande alors pourquoi on s'est cassé la tête pendant des semaines.

» Il nous a laissé une grande liberté, il nous a même laissé improviser. Nous avons amené pas mal d'idées, qu'il a modelées. Au départ quand je cherchais comment bâtir mon personnage, il m'a dit qu'il devait être sensuel et dangereux et m'a parlé de Marlène Dietrich. Et au bout !

» Il s'agit d'une comédie musicale, avec des personnages pas tous très clairs, et une intrigue simple – un début, un milieu, une fin : il aime la fille, elle l'aime, papa ne veut pas, et puis il veut... Et douze chansons. On ne peut rien modifier, on ne peut pas chambouler la chronologie. Tom Waits était là pendant toutes les répétitions. Si une idée ne fonctionne pas, il en cherche une autre. Il nous a écoutés, il a travaillé en fonction de nous. Il possède évidemment une vision du théâtre différente de la nôtre. De la vie aussi. Il est très enthousiaste. Le duo avec Wilson était vraiment étonnant. Tous deux se respectent, ils ne se sont pas marchés sur les pieds, pas du tout. Il n'y a eu entre eux aucun conflit d'autorité. De toute façon, même si *The Black Rider* est son premier spectacle d'humour, Bob en est vraiment l'auteur.

C. G.



Dominique Horwitz, un Français à Hambourg.

FESTIVAL D'AUTOMNE/THÉÂTRE

CLAUDE RÉGY MONTE SLAVKINE

Le choc des corps étrangers

Si Claude Régy a monté Marguerite Duras, Nathalie Sarraute ou, dernièrement, *Huis-Clos*, de Jean-Paul Sartre, il a surtout aimé des auteurs anglais ou allemands et aborde aujourd'hui la dramaturgie soviétique avec *Le Cerceau*, de Victor Slavkine.

« Vous avez monté Pinter, Saunders, puis Botho Strauss, Peter Handke, aujourd'hui Slavkine, pourquoi cette attirance vers le théâtre étranger ? »

« Je n'ai jamais bien compris l'idée de nation, de patrie. Je pense l'écriture comme un territoire sans frontières. Précisons : ce n'est pas tant la littérature étrangère que la littérature contemporaine qui m'attire. J'essaie d'écouter ce que les auteurs de notre époque ont envie de dire, d'écrire, et sous quelle forme. Il est vrai que j'ai un intérêt particulier pour la traduction. Dans le travail, on perçoit, on entend des choses, on cherche le vocabulaire, la couleur, la sensibilité, la longueur, le rythme, la coloration. On a le sentiment évidemment subjectif de trouver le matériel de mots équivalent. Il y a bien sûr déperdition, mais par ailleurs rencontre avec l'inconscient du langage. »

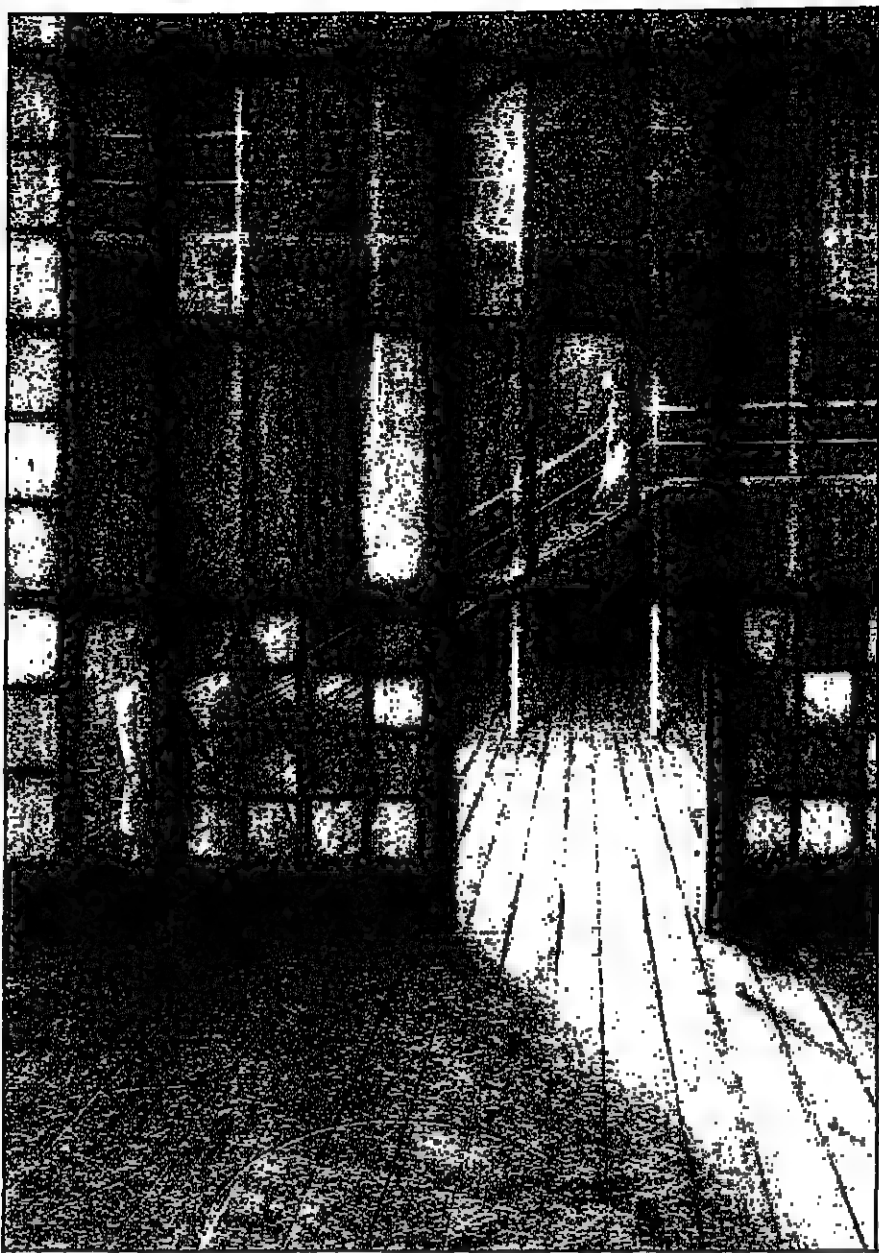
« La recherche d'une traduction permet à ce qui est sous la mer de la langue de transparaître à travers d'autres signes et d'autres sons », comme le dit Goldschmidt qui a beaucoup réfléchi au sujet. La langue française quand elle est traversée par une langue étrangère, se pare d'étrangeté. Se crée alors un espace qu'on ne peut pas combler vraiment. Cet espace m'intéresse. »

« Vous sentez-vous étranger ? »

« Je me sens un peu étranger au monde du théâtre. Le cinéma m'a beaucoup influencé, je lui ai emprunté sans doute une manière de faire bouger les acteurs qui remplace les mouvements de caméra, et des silences, des scènes muettes, des présences très développées, un autre rapport entre la quantité du texte et celle de l'image. J'essaie aussi de ne pas uniquement délivrer le sens des mots, mais de faire résonner tous les échos qu'une phrase peut susciter. L'écriture a sa propre musique, qu'il ne faut pas oublier. Elle est première pour moi. *Trois voyageurs regardent un coucher de soleil*, de Wallace Stevens, ou *le Criminel*, de Leslie Kaplan, ce n'était plus tout à fait du théâtre, et c'est ce vers quoi je tends. Je travaille sur les limites, sur un domaine instable, sans beaucoup de règles. Il s'agit de se mettre dans un espace vide, en état de liberté ; attendre ce qui veut se produire avec des êtres humains qu'on a réunis, en écoutant une écriture. Il est plus important de faire entendre le cri que de faire entendre du théâtre. »

« Pourtant vous réunissez souvent les mêmes acteurs. Avec eux, vous ne recherchez donc pas l'écart ? »

« Ma manière de pratiquer le théâtre, en essayant de faire autre chose que du théâtre, mon rapport à



Décor de Daniel Jeanneteau pour le spectacle de Claude Régy, « Le Cerceau »

l'écriture exigent de l'acteur plus que le jeu habituel. Beaucoup pensent que ça ne sert à rien, que c'est ennuyeux, voire nuisible. Donc il faut des gens libres, disponibles, assez courageux pour sortir des habitudes du métier. Même si je fais appel à de nouveaux acteurs, je ne rassemble jamais une troupe où je ne connais personne. Car si je ne communique pas avec un acteur, c'est catastrophique ; je ne peux pas travailler avec le matériau qu'il me propose, je suis forcé de le détruire, et si je n'arrive pas à le reconstruire, l'échec est total. J'ai besoin d'une troupe qui joue ensemble la même chose, comme un orchestre. La matière doit circuler sans

aucune interruption. Un seul blocage et tout est complètement détruit. Je n'ai aucun moyen de sauvetage. Mais, bien sûr, les résistances, les contradictions sont utiles. »

« De même, choisissez-vous des textes qui vous sont proches ? »

« Au contraire, je recherche ce qui me semble presque inaccessible ! C'est une façon de me mettre en danger. Ensuite, je ne peux travailler qu'en ramenant énormément les choses à moi, pour repartir d'un noyau central intimement personnel. J'ai besoin d'être très en communication avec un texte, au point d'avoir l'impression que j'aurais pu l'écrire, si je savais écrire. D'où sans

doute mon attirance pour le travail sur la traduction. Comment se rejoignent ce noyau intime et ce monde étranger ? Je ne sais. Mais cet écart entre les deux devient une étendue libérée et sans limites. »

« Qu'est-ce qui vous est étranger dans la pièce de Slavkine ? »

« L'idée de faire des numéros de music-hall, de danser, de chanter, et un certain retour au réalisme. La révolution politique de Slavkine – sa pièce date de 1982 – était de ne pas écrire sur le social, mais de revenir à une description de choses minuscules du quotidien, de travailler sur la nuance, qui, dit-il, est peut-être l'essentiel, et en cela il m'est familier. Il écrit une sorte de langue parée qui ne semble pas contenir de significations souterraines, qui doit être dite de manière rapide, car c'est la somme des mots lâchés qui provoque une résonance sur le silence. Il n'y faut mettre aucune lenteur. Et les ruptures de tons sont très violentes. »

« Slavkine a introduit dans sa pièce des pans entiers de citations, des lettres de Pouchkine, de Tchekhov, une réplique des *Trois Sœurs*, d'Ivanov... Ça vient sans crier gare, mais rien n'est basardé. Les poètes cités sont Alexandre Blok, Marina Tsvetaeva. Ils sont morts vers quarante ans, l'âge des personnages du *Cerceau*, avec un désespoir qui avait trait à la révolution. La pièce est une tapisserie où tout est lié par une trame d'une richesse infinie. Et ainsi, comme je l'évoquais à propos de la traduction, un espace, un vide se crée, un *no man's script*. L'important n'est pas tel ou tel texte en lui-même, mais le territoire créé par leur rencontre. Ce territoire ne comporte aucun dépôt de signe, aucun mot. On a trop tendance à considérer que l'écriture, c'est ce qui est écrit. On ne pense jamais assez à ce qu'elle crée : cette matière vivante incroyable, celle de l'esprit qui se transmet en dehors de l'idée de temps et de lieu. »

« A la fin du *Cerceau*, il y a un non-lieu, comme on dit en termes juridiques, ni départ ni vie collective possible. Chacun reste assis sur ses valises, en état de personne déplacée. Ces personnages en train de jouer dans un espace – la pièce de Slavkine est aussi une métaphore de l'écriture, de l'improvisation, donc du théâtre – rendent compte de ce que nous ressentons, tout en ayant l'air d'être aussi à l'aise que nous le pouvons, face à un temps qui va plus vite que nous, où ce que nous croyons futur est déjà passé, où nous mesurons ce que le mot progrès recèle de sauvagerie et de guerre. Il n'y a plus aucun moyen d'appréhender la réalité. Alors on vit par habitude, en s'activant ou en se racontant des histoires. »

« Est-ce pessimiste ? Comment, s'interrogeait Alexandre Blok, peut-on être à la fois en joie et totalement dans le désespoir ? Dans le *Cerceau*, sous les souvenirs, les histoires d'amour ou de voyages, les guerres et les révolutions, bouillonne une matière formidablement vivante. »

Propos recueillis par ODILE QUIROT

TITANE spectacles
et les spectacles ALAP
présentent

LE CIRQUE DE MOSCOU
SUR SCÈNE

en tournée officielle française
de novembre 90 à février 91

Spectacle créé à la salle Simone Signoret
de Conflans-Sainte-Honorine

CONFLANS : Salle Simone Signoret 16.17.11
LILLE : Théâtre Roger Salengro 20.21.11
LE MANS : Palais des Congrès et de la Culture 23.24.25.11
SAINT-AVOUD : Centre d'Action Culturelle 27.28.11
COMBS LA VILLE : C.A.C. La Coupole 30.11.1.2.12
MARSEILLE : Théâtre National La Caze 4.5.6.7.8.12
ANDORRE : 11.12.12
ANGoulême : C.A.C. Les Plateaux 14.15.12
MARNE LA VALLÉE : C.A.C. la Ferme du Buisson 18.19.20.21.22.23.12
RENNES : Théâtre National de Bretagne 27.28.29.30.31.12
LE HAVRE : Maison de la Culture 3.4.5.01
DIEPPE : C.A.C. Jean Renoir 8.9.01
CALAIS : Centre de Développement Culturel 11.12.01
ROUBAIX : Le Colisée 18.19.01
EVREUX : Centre de Développement Culturel 18.19.01
CHAMBERY : Maison de la Culture 22.23.24.01
ANNÉCY : C.A.C. Bonlieu 26.27.01
VITOT : Centre Culturel Les Vikings 30.31.01
PÉTIQUEVILLE : Théâtre Maxime Gorki 1.2.3.02
SARTROUVILLE : Théâtre de Sartrouville 5.6.7.8.9.10.02
BREST : Le Quartz 12.13.14.15.16.02
NICE : dates à définir

TITANE SPECTACLES - 20, bd Beaumarchais - 75011 Paris
Tél 40 21 84 44 - Fax 43 88 55 20 - Tél 240 528 F

MAISON DE LA CULTURE DE GRENOBLE

LE CARGO

(90 création au Cargo 91)

misses en scène de Michel Dezoteux

Le songe d'une nuit d'été
Shakespeare
au Cargo 9 - 20 octobre 1990
Brecht/Jean, textes
images, musique
au Cargo 5-16 mars 1991
Zemlin
Heiner Müller
au Cargo 2^e semestre 1991

Ajax, fils de Télamon
d'après Sophocle
mise en scène de Bruno Meyssat
création Avignon 90
au Cargo 6-14 novembre 1990
Sade 220
mise en scène de Louis Castel
au Cargo 5-13 février 1991
Grandeur et décadence
de la ville de Mahagonny
opéra de Kurt Weill
et Bertolt Brecht
mise en scène Olivier Bénédicte
au Cargo 11-12 avril 1990
Woyzeck
de Georg Büchner
mise en scène de Yves Charroton
au Cargo 21-25 mai 1990

Festival d'Automne le Cargo Coproducteur

Pathologie verbale
par l'association Notaire
réalisation de Thierry Bédard,
Alain Nédard
et Emmanuelle Rodrigues
Théâtre de la Bastille

30 octobre-18 novembre 1990
au Cargo 4-8 décembre 1990

Le cerceau
de Victor Slavkine
mise en scène de Claude Régy
Théâtre de Nanterre Amandiers
6 novembre-16 décembre 1990

Un jour au début d'octobre
d'après "Roman avec Cocaine"
de M. Aguirre
mise en scène de Chantal Morel
Amphithéâtre de l'Opéra Bastille
9 octobre-17 novembre 1990

Qui se cache
du feu qui se couche pas ?
chorégraphie de Brigitte Farges
centre Georges Pompidou
5-9 décembre 1990

Direction Roger Carapace-rensseignement au 78 25 05 45

GALERIE DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain, Paris 7^e - Tél.: 42 22 77 57

JACOBSEN
SCULPTURES RECENTES

Vernissage mercredi 19 septembre à 19 h

ABONNEZ-VOUS

SAISON 90-91

LE MISANTHROPE RIST - DUO DUBALCON SIRJACQ - COSI FAN TUTTE CONSTANT ARCAL - FRANCIS GUILLAUMAT - MARTINELLI - L'ECHANGE SIREUIL - THEATRE VARIA à l'Orange - RENE CHAR ZAPOR - RAVEL OPERA DE LYON - RENDEZ-VOUS - CHOREGRAPHIQUES HUILMAND, NADJ, PRELUCEAU - MAL PELO, MOSSOUX, GARANCE VYNCKE - RETROSPECTIVES VISCONTI BOILLON - PASSIONS - JAZZ BY SLAVIS, ILLOUZ, GUITAR PROJECT, GALLIANO

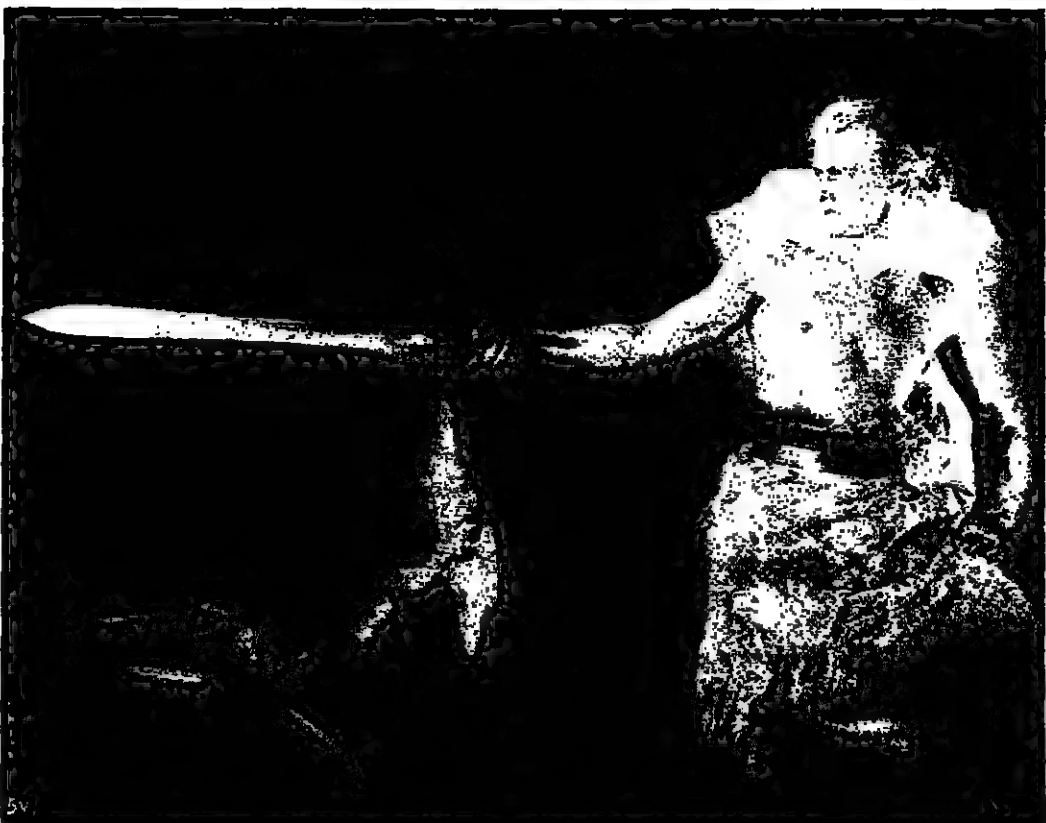
46.61.36.67
LES GEMEAUX

20 rue d'Artois - 75009 Paris - Tél 47 33 93 93

FESTIVAL D'AUTOMNE/CINÉMA

« LES NIBELUNGEN », DE FRITZ LANG

Résurrection d'un mythe



furieux contre Lang depuis qu'il avait refusé de se mettre à leur service et s'était enfui d'Allemagne.

Longtemps, on crut copies originales et partition musicale perdues à jamais. Jusqu'à ce que le travail de Huppertz soit retrouvé par hasard au fond d'une malle, dans un grenier. Puis, il y a cinq ans, une version du film beaucoup plus complète que celles connues à ce jour était découverte à l'Académie du cinéma de Moscou. Nul ne sait comment elle était arrivée là. L'ensemble fut récupéré par le directeur du Filmmuseum de Munich, Eno Patakas - déjà responsable des restaurations de *Metropolis* et de *Nosferatu* - qui se mit aussitôt au travail. En utilisant les copies venues d'URSS et quatre autres versions incomplètes mais comportant des éléments manquant à la copie de référence, il reconstituait, au prix d'un long labeur de documentation et de comparaison l'intégralité de la *Mort de Siegfried* et presque toute la *Vengeance de Kriemhild* (ne manque qu'un plan important, celui où la veuve de Siegfried, après avoir tué Hagen l'assassin de son époux, est poignardée dans le dos par Hildebrand). Sur les six mille sept cent quatre-vingt-deux mètres que mesurait le film d'origine, ne manquent plus que deux cent seize mètres.

Il fallut encore nettoyer les copies des moins irréparables outrages du temps, les transférer sur support moderne ininflammable, reconstituer le texte et la forme graphique des intertitres. Restait la question de la vitesse de projection : « A l'époque, explique Patakas, Fritz Lang avait fait accompagner chaque bobine d'un carton indi-

si les représentaient un aboutissement de l'expressionnisme, école dont Lang était jusqu'alors un maître avéré, ou sa trahison. En fait, le cinéaste parvient à s'arracher au système d'un mode de représentation pour fonder au service de sa vision une mosaïque de styles. Les poses outrées et le regard halluciné des acteurs dans les scènes de violence ou de grande tension, et l'usage intensif des contrastes de lumière, viennent effectivement de l'expressionnisme. Mais les costumes géométriques des Burgondes paraissent empruntés au Jugendstil, l'architecture minimale du château de Kriemhild évoque le Bauhaus, les paysages de nature ont été inspirés par la peinture de Böcklin. Tout concourt à un « expressionnisme supérieur », qui ne se réduit pas aux figures de la distorsion telles que *Le Cabinet du docteur Caligari* en a fixé l'archétype, mais fait effectivement de chaque élément de décor et de costume ou de chaque geste l'expression de la situation dramatique.

Les *Nibelungen* sont un film entièrement sous contrôle : pas un plan dont la structure ne semble étudiée au millimètre, dont l'espace ne soit réglé jusqu'à son moindre détail par un cinéaste formé à l'école de l'architecture. Et Lang impose le même traitement aux personnages, foules ou individus - traitement qu'il systématisera dans son film suivant, *Metropolis*. Régnant sur le film comme un dieu sur ses créatures, il les manipule avec la science d'un joueur d'échecs : témoin la célèbre scène sur les marches de la cathédrale, dans laquelle s'affronte la reine blanche (Kriemhild) et la reine noire (Brunhild), chacune suivie de la procession des « épouses » à sa couleur. A cette puissance de grand capitaine, Lang ajoute celle de la magie (magie du cinéma au service de la magie du conte) : les *Nibelungen* sont un véritable festival d'effets spéciaux, souvent inventés au fur et à mesure du tournage.

Seul maître de son film (serait-ce pour cela qu'il a supprimé les dieux ?), Lang se devait d'échapper à la tutelle de Wagner. Aussi commanda-t-il une partition originale au musicien Gottfried Huppertz, qui refusa

Siegfried (Paul Richter), le héros germanique par excellence (ci-dessus), Kriemhild (Margarete Schön) et Attila (Rudolf Klein-Rogge) : l'affrontement de deux mondes (ci-contre).



d'abord de concurrencer l'homme du Ring. Mais Fritz Lang savait être persuasif, et au terme d'une coopération passionnée et orageuse le musicien livra une partition, parfois finement allusive mais souvent bien illustrative, qui fut interprétée par un orchestre symphonique lors des projections de gala.

C'est cet ensemble, les deux films et la partition, qui devait être mis à mal moins de dix ans plus tard. Dès 1928, et pour des motifs commerciaux - les *Nibelungen* durent près de cinq heures, - il subissait quelques coupes. En 1933, les nazis raccourcissaient considérablement le film, y ajoutaient la musique de Wagner mélangée à celle de Huppertz, et couronnaient le tout d'une voix off au commentaire « bien orienté ». Interventions dues à des raisons commerciales ici aussi (la longueur toujours, et l'arrivée du parlant, qui avait démodé le cinéma muet) au moins autant qu'idéologiques : Hitler et Goebbels avaient adoré le film à sa sortie, mais étaient

quant un rythme particulier de défilement dans l'appareil, plus lent pour les scènes solennelles afin de souligner la majesté des démarches, plus rapide pour les batailles. Ces cartons ayant, eux, irrémédiablement disparu, nous avons dû nous résoudre à opter pour une vitesse moyenne : vingt images seconde.

Une vitesse qui avait aussi l'avantage de convenir à l'accompagnement musical. Puisqu'il n'était évidemment pas question de montrer l'œuvre rénovée sans sa musique. L'interprétation fut confiée au DEFA Symphonie Orchester, la formation des studios est-allemands, dirigée par Berndt Heller. Elle donnera probablement son dernier concert public sous cette appellation, le 10 décembre à Chaillot.

Après, et par un bizarre clin d'œil de l'Histoire, cette exaltation de la grandeur germanique que sont les *Nibelungen* aura été projetée lors des cérémonies de la réunification allemande, les 2 et 3 octobre prochain. Plutôt que d'y voir un inquiétant présage, mieux vaut en aller admirer l'impressionnante splendeur.

JEAN-MICHEL FRODON

En partie mutilé, en partie perdu, le film-fleuve de Fritz Lang les *Nibelungen*, était invisible depuis près de soixante ans. Retrouvé et restauré, il témoigne des partis pris douteux du grand cinéaste allemand dans les années 20, et de son éblouissante maîtrise artistique.

C'ÉTAIT un trésor disparu, comme celui d'Aberic gisant au fond du Rhin. Depuis qu'en 1933 les nazis ont coupé et « retravaillé » la première partie des *Nibelungen* de Fritz Lang et envoyé aux oubliettes la seconde, nul n'avait pu voir dans son intégralité cette œuvre monumentale et ambiguë du maître en scène de *M. le maudit*. Grâce à une double découverte miraculeuse suivie d'un patient travail de restauration, le public français découvrira, après les Allemands et les Russes, une version (presque) complète au Théâtre national de Chaillot le 10 décembre.

En 1924, Fritz Lang a trente-quatre ans lorsque sont présentés au public, à un mois d'intervalle, la *Mort de Siegfried* et la *Vengeance de Kriemhild*, les deux volets des *Nibelungen*. Les *Araignées*, les *Trois Lumières* et le premier diptyque consacré au docteur Mabuse, *Mabuse le joueur*, l'ont déjà consacré comme un cinéaste majeur. Mais, avec Thea von Harbou, son épouse et pour la sixième fois consécutive sa scénariste, il s'est attaqué à un sujet aussi imposant qu'épineux : la glorification du grand mythe germanique, au moment même où l'Allemagne commence à relever la tête après la défaite et où s'agitent les passions nationalistes - le putsch manqué de Hitler date de l'année précédente, celle de la réalisation du film. Lisant l'Histoire à l'envers, on chercha plus tard à attribuer tout ce qui dans le film paraît proche de l'idéologie nazie à Thea von Harbou, qui resta en Allemagne en 1933 - alors que Lang devait quitter le Reich après que Goebbels lui eut proposé la direction du cinéma. Plus probablement, Lang, qui n'était pas homme à se laisser manipuler, doit être considéré comme responsable à part entière de tous les choix du film.

CONFUSION MALSAINE

« En hommage au peuple allemand ». Dès le premier intertitre, Fritz Lang affirme qu'il ne compte pas badiner avec un pareil sujet, en même temps qu'il en reconnaît la charge symbolique. Respectueux du mythe, Lang n'y sera pas fidèle pour autant : il supprime purement et simplement les dieux de toute l'histoire. En fait de religion, un ou deux prêtres (qui sont plus des fonctionnaires de cour que des représentants de la divinité) s'inclinent le film dans un univers chrétien en totale contradiction avec l'esprit de la légende. Mais n'est-ce pas le même Fritz Lang qui, jouant son propre rôle quelque soixante ans plus tard dans le *Mépris*, de Jean-Luc Godard, y proclamera : « Ce ne sont pas les dieux qui ont créé les hommes, mais les hommes qui ont créé les dieux ». En 1924, les *Nibelungen* ne disent pas autre chose : cette tragédie épique est une histoire d'humains, engagés dans un combat sans merci contre le cosmos et contre des sentiments plus forts qu'eux.

Les *Nibelungen* ne sont pas un film nazi, loin s'en faut - à moins de considérer le cycle héroïque lui-même et toute la mythologie allemande avec lui comme nazis. La fin de la première partie, qui se clot sur la mort du héros, et toute la seconde, qui décrit l'effondrement des Burgondes dans une hécatombe générale, sont de toute manière trop pessimistes pour servir la propagande. Mais certains aspects, comme le méchant Albrecht montré sous les traits d'un juif de caricature (Lang s'en est expliqué en disant qu'il s'était inspiré des masques du théâtre juif russe Habimah, ce qui ne justifie rien) ou les envahisseurs étrangers présentés comme un grouillement de métèques frénétiques et abrutis, témoignent à tout le moins d'une confusion malsaine entre mythe national et nationalisme à la sauce de l'époque.

Mais, beaucoup plus que les problèmes politiques ou philosophiques, c'est le défi esthétique qui semble avoir attiré le cinéaste. En ce domaine, le film n'est pas seulement un tour de force et une splendeur, il marque un sommet. L'ensemble décrit une course qui part du chaos originel (la grotte du forgeron difforme Mime, dans laquelle le preux Siegfried n'a pas seulement forgé son épée mais s'est formé lui-même), s'élève vers le domaine policé et épuré du château de Kriemhild pour redescendre, après la mort du héros, se précipiter dans l'abîme de l'annihilation générale. Dramaturge démiurge, Lang parvient à donner à chaque partie une tonalité particulière, hiératique pour la première, terriblement agitée pour la seconde, et à diviser chacune d'elle en sept chants que relient de subtiles assonances. Simultanément, il crée des univers visuels totalement différents, qui sont les contrepoints esthétiques de la narration. Il faut un véritable génie de la mise en scène pour que la forêt où rôde le dragon, le palais glacial des Burgondes, le château de Kriemhild et l'autre fortifié d'Attila ne paraissent pas appartenir à des films différents.

Depuis la sortie des *Nibelungen* on s'est demandé

GALERIE DENISE RE

JACOBSEN

ABONNEZ-VOUS

carton 30-51

46.61.36.67
LES GENEUX

FESTIVAL D'AUTOMNE/MUSIQUES

UN ENTRETIEN AVEC PETER EÖTVÖS

L'accent tonique des compositeurs hongrois

Compositeur et chef d'orchestre, attaché à l'Ensemble InterContemporain, Peter Eötvös a établi, de Liszt à la génération post-cagienne, le programme « Musique-Hongrie » du Festival. Ligeti père et fils, Kurtág, Bartók, Balassa, Istvan Marta... En quoi tous ces musiciens parlent-ils la même langue ?

« Vous partagez votre vie entre Cologne et Paris, vous menez une carrière de chef international, vous êtes l'auteur d'une œuvre intitulée *Opéra chinois* (1). En quoi pouvez-vous encore vous dire musicien hongrois ?

« A force de voyager d'un pays à l'autre, je parle beaucoup de langues, mal. Mais je parle toujours le hongrois correctement. C'est vrai que je partage ma vie entre la France et l'Allemagne : je ne vis nulle part, c'est fatigant. Mais je n'ai jamais quitté la Hongrie, je ne suis pas un dissident. Je me suis simplement rendu en Allemagne, en 1966, pour étudier, et je n'ai jamais eu de difficultés, depuis, pour rentrer. Je suis en cela un mouton à cinq pattes, l'un des très rares Hongrois itinérants ; sans exercer de fonctions officielles là-bas, j'y écris beaucoup de musiques de film, je compose pour la télévision. Alors que tant d'artistes ont été contraints, dans les années 60 et 70, de s'exiler pour exister, j'ai eu la chance d'échapper à cela.

« Donc, je me sens absolument un musicien hongrois. Par mon langage, j'appartiens à cette famille-là. Et il ne faut pas croire que tous les langages musicaux se mélangent tant que ça. Ce n'est pas parce qu'ils se rencontrent, s'écoulent et se lisent plus qu'autrefois que les compositeurs s'internationalisent. Une oreille un peu exercée reconnaît immédiatement l'œuvre d'un Français, d'un Anglais, d'un Allemand. Car la langue (toute musique venant du chant et donc de la parole) détermine l'articulation musicale. En allemand, une certaine façon d'articuler la seconde syllabe après un premier temps faible : c'est la levée, l'*Auftakt*. En fran-

çais, une certaine douceur d'élocution, avec des syllabes détachées, *staccato*. En hongrois, on accentue toujours la première syllabe, on part sur un temps fort. D'où cette langue abrupte, décidée.

« D'où cette musique véhément ?

« Avant Bartók, la musique hongroise était sous influence exclusivement allemande. Liszt, seul, sut se faire un style à lui, celui d'un musicien non pas hongrois mais européen. Bartók fut, lui-aussi, influencé dans un premier temps par la musique allemande. Mais en travaillant sur le folklore, il allait découvrir la prosodie hongroise et se forger par là même un style typiquement hongrois.

« Non qu'il ait un seul instant imité la musique populaire. Mais sa connaissance du folklore lui donna la force de résister aux influences étrangères. Bartók était un roc, un arbre dont les racines plongeaient profond dans la terre, il réussit là où Kodály échoua. Tout en s'intéressant lui aussi de très près au folklore, ce dernier ne put se dégager de l'influence française, debussyste en particulier.

« Chaque musique tire, dites-vous, sa spécificité de la langue maternelle du compositeur. Que dire alors d'une œuvre comme *Les Messages de feu Demoiselle R.V. Troussova*, de Kurtág, cycle de mélodies sur des poèmes chantés en russe (2) ?

« Les poèmes sont en russe, il est vrai, mais l'accentuation musicale, la couleur des voyelles, restent typiquement hongroises. Kurtág est un cas très particulier. Il parle plusieurs langues. Adulte, il a appris le russe pour lire dans le texte Dostoïevski. Et il s'est découvert de grandes affinités avec cette langue. Kurtág a toujours composé des épigrammes, énoncé ses idées musicales sans trouver la nécessité de les développer. L'œuvre terminée se présente ainsi comme un assemblage fermé et cohérent d'énonciations lapidaires sans développements. Les sources de Kurtág sont bien sûr Bartók, mais aussi Berg, et Webern très souvent.

« Son style s'appuie-t-il volontairement sur ces références et sur leur mélange ?

« Non. On ne peut pas, dans son cas, parler d'in-



Peter Eötvös, « Hongrois itinérant ».

fluences. Pour lui, comme pour Ligeti, la culture est un tout intemporel qui inclut aussi bien Beethoven et Mozart que les modernes. A l'inverse d'un Stockhausen, qui voudrait que tout commences et que tout se termine avec lui, Kurtág et Ligeti acceptent que la musique ait existé avant eux, évoluée sans eux, ils ne se considèrent pas comme des entités isolées. C'est toute une philosophie.

« Peut-on parler d'école à propos de la jeune musique hongroise ?

« Dans la génération qui a suivi celle de Bartók, beaucoup, comme Andras Szöllösy, sont allés travailler à Rome auprès de Petrassi. Leur approche de la culture italienne leur a donné une sensibilité particulière, un sens esthétique plus développé. Mais on ne peut pas parler d'école.

« La génération des quarante-cinq ans a été, elle, très influencée par John Cage. Ce sont de très bons compositeurs dans l'ensemble. Ils forment un petit cercle à Budapest. Mais on a l'impression en écoutant leur musique que, si ce qu'ils veulent dire est spécifiquement hongrois, la langue qu'ils emploient est spécifiquement américaine. Ainsi Laszlo Sary. Il vit dans un village. Ses thèmes émanent de son existence quotidienne : bruit d'une pierre dans l'eau, animal s'enfuyant dans les fourrés. Cependant, son langage est minimaliste, cagien. Quant au fils de Ligeti, Lukas, ou quant à Istvan Marta, ils regardent du côté de Steve Reich.

« Ligeti est, parmi les compositeurs hongrois vivants, le plus connu et le plus joué à l'étranger.

« Si Kurtág compose une musique de gestes, d'impulsions dynamiques, Ligeti écrit des œuvres qui explorent le fonctionnement de systèmes mécaniques. Le premier s'intéresse au « quoi », le second au « comment ».

« Ligeti a fondé un langage musical à lui, mais seulement pour lui. Il n'a ni épigones ni disciples. Il enseigne à Hambourg : Hambourg est loin de la Hongrie. Il y est beaucoup moins connu que Kurtág (qui est — légitimement — une vraie célébrité là-bas, au

point de susciter quelque jalousie au sein des autres compositeurs non émigrés). Mais Ligeti était cet été au Festival Bartók de Szombathely (3) avec Kurtág, Kocsis, moi-même. Pour la première fois, je crois, le public s'est intéressé à lui.

« Ligeti a dû quitter la Hongrie en 1956. Culturellement, spirituellement, mentalement, il se sentait en prison. Il voulait s'intégrer à la culture occidentale, il chercha le contact à tous les niveaux. Il désirait établir les bases d'un langage musical européen, un langage qui, simultanément, lui fût propre. Or on voit bien que ce langage reste spécifiquement hongrois.

« Bartók a donc son festival en Hongrie ?

« Le pays n'aurait pas trouvé son identité nationale sans son courage, son intransigeance entre les deux guerres. Dans l'exil, sa solitude fut totale. Et cette solitude, son humanité, la noblesse de sa personnalité, ont fait qu'il est devenu aujourd'hui une idole, un symbole pour les artistes et les intellectuels. Cette rigueur protestataire a bien existé plus tard, en littérature, chez le poète Sándor Weöres par exemple, dont Kodály et Ligeti ont mis tant de textes en musique, et qui est mort il y a deux ans à l'âge de soixante-dix ans. Mais le génie poétique de Weöres, la hauteur de ses vues philosophiques, n'ont jamais pu être reconnus internationalement : sa langue est si particulière qu'elle est impossible à traduire. Heureusement que les Hongrois ont la musique pour passer les frontières... »

Propos recueillis par ANNE REY

(1) Peter Eötvös : *Chinese Opera: Intervalles intérieurs*, par l'Ensemble InterContemporain, dirigé par l'auteur. Un disque compact Erato ECD 7554.

(2) György Kurtág : *Messages de feu Demoiselle R.V. Troussova* (avec AGM, de Birtwistle, et *Modulations*, de Grisey), par l'Ensemble InterContemporain, direction Boulez. Un disque compact Erato ECD 88263.

(3) International Bartók Seminar and Festival, Interart Festival Center, H-1366 Budapest, P.D.B. 80, tél. : 19-36-1-1179-910.

CETTE ANNEE
LA BIENNALE
DES ANTIQUAIRES
EST DEDIEE
A L'AMOUR DANS L'ART

XV^e BIENNALE
INTERNATIONALE
DES ANTIQUAIRES

AVEC LA HAUTE JOAILLERIE DE FRANCE ET LE LIVRE RARE

GRAND
PALAIS



21 Septembre
7 Octobre

Renseignements : Syndicat National des Antiquaires - 1 bis, rue Clément Marot - 75008 - PARIS - FRANCE - Tél. : (1) 47 20 31 87
Au cours du vernissage le 20 septembre, un cheque sera remis à la Fondation pour la Recherche Médicale



du 14 au 23 septembre 1990
FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE
ILE DE CHATOU

près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.
Tous les jours de 10 h à 18 h

organisée par
le Syndicat National
du Commerce de l'Antiquité
et de l'Occasion.
Tél. 4770.88.78

150 من الفول

GUIDE/THÉÂTRE

SPECTACLES
NOUVEAUX

L'Absolu naturel

de Goffredo Parise, mise en scène adaptation Simone Bernuzzi, avec Arielle Dombasle, Fanny Ardant, Jean-Claude Lauje, Marc de Buisson et Dominique Ehringer.

Familier de Svevo et de Moreavia, qu'il a adaptés pour la scène, scénariste de Fellini, Ferreri, Bolognini, Goffredo Parise, disparu en 1986, était aussi auteur dramatique comme en témoigne ce duel amoureux inquiétant et drôle, servi par une distribution tous azimuts qui pourrait bien surprendre.

Théâtre Renaud-Barraut, av. Franklin-Roosevelt, 8. A partir du 25 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-56-80-70. De 80 F à 150 F.

Le Clan des veuves

de Ginette Beauvais-Garcin, mise en scène de François Guéhen, avec Jackie Sardou, Ginette Garcin, Momy Dalmès, Jean-Claude Londe, Marie Garcin, Véronique Demonge et Nicole Gaudon.

Tout le monde connaît Ginette Garcin qui a écrit cette pièce sur mesure pour un certain nombre de ses amies. Après une tournée en province qui paraît avoir rempli les salles, les voici à Paris pour un spectacle dans la veine populaire française dont on ne sait plus très bien aujourd'hui ce qu'il faut penser.

Fontaine, 10, rue Fontaine, 8. A partir du 20 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-74-40. De 136 F à 200 F.

L'Ecole des femmes

de Molière, mise en scène d'Alain Olivier.

La très créative maison de la culture de Bobigny ouvre sa deuxième saison sous la direction d'Ariel Goldenberg avec un classique ou plutôt la « lecture » de l'une des pièces de Molière les plus jouées et les plus lues. Après Gérard Desarthe qui, dans le même lieu, s'était attaqué au Cid, c'est Alain Olivier, acteur (prix de la critique en 1977), directeur du Studio-théâtre de Vitry et metteur en scène, qui tente l'aventure.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A par-

tir du 25 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-91-11-45. 50 F et 120 F.

Les Enfants Terrier

de Robert Walser, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Philippe Demarle, Mariel Quittier, Virginie Michaud, Michel Raskine, Christian Ruché, Yvette Thérault et David Stravinsky.

Le spectacle le plus tentant de cette rentrée théâtrale à l'enseigne du Festival d'automne. Pour plusieurs raisons : la qualité du texte de Robert Walser, auteur suisse du tournant du siècle ; le talent d'adaptateur et de mise en scène de Joël Jouanneau à qui l'on doit quelques-uns des meilleurs moments de théâtre de ces dernières années ; une famille d'acteurs épais et emmenés par David Warri-

low et Mariel Quittier. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. A partir du 20 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Entrée perpétuelle

de Valère Novarina, mise en scène de Pascal Ormoult, avec Laurence Mayot.

Une très bonne actrice, malheureusement peu distribuée par les « grands », décide de se prendre en charge et adapte l'un des plus beaux textes produits ces dernières années, le *Drame de la vie*, de Valère Novarina.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. A partir du 19 septembre. Les mardi, mercredi et vendredi à 19 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Huis clos

de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Claude Régy, avec Michel Aumont, Christine Fauron, Muriel Mayette et Jean-Yves Dubois.

Reprise d'une mise en scène discutée mais passionnante de Claude Régy pour l'entrée l'an passé au répertoire du Français de la pièce la plus célèbre de Jean-Paul Sartre. On l'a retrouvé un quatuor d'acteurs excellents.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. A partir du 20 septembre. Les 20, 21 et 24 septembre, 20 h 30 (et les



28 et 30 septembre. Tél. : 40-15-00-15. De 40 F à 150 F.

lo

de Dido Lykoudis, d'après Prométhée enchaîné, mise en scène de Nico Papatakis, avec Dido Lykoudis.

Reprise d'un spectacle très singulier créé lors du dernier Festival d'Avignon. Une adaptation en grec ancien d'Eschyle par une jeune et très belle actrice grecque dans la mise en scène d'un cinéaste trop rare, Nico Papatakis.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-

Claudel, 8. A partir du 19 septembre. Du mardi au dimanche à 19 h 30. Tél. : 43-25-70-32. De 45 F à 65 F.

La Légende de Jimmy

de Michel Berger, mise en scène de Jérôme Savary, avec Diane Tell, Nanette Workman, Renaud Hantson, Toni Novembre, huit danseurs et trois choristes.

Starmania I et II (la reprise) : qui aurait pu prédire le succès

de cette comédie musicale. Agnès Michel Berger et Luc Plamondon, créés au début des années 80 et reprise à la fin de la même décennie? Le public bien sûr, essentiellement adolescent, qui devrait faire le même accueil à la nouvelle production du tandem qui donne un peu de savoir - et de talent - aux habitants du Top 30.

Mogador, 25, rue de Mogador, 8. A partir du 22 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 46-78-75-00. De 120 F à 250 F.

Love Letters

de A.R. Gurney, mise en scène de Lars Schmidt, avec Anne-Marie Altmeyer et Bruno Cherner.

Cela fait des années qu'un certain nombre de ses admirateurs espèrent approcher Anne et Altmeyer, en chair et en os, enfin libérée de la pellicule et de son statut de star intouchable. C'est fait. La voilà qui reprend le chemin du théâtre en compagnie de Bruno Cherner pour un échange de correspondance qui s'annonce brûlant de passions et d'humour.

Marigny (Petit), carré Marigny, 8. A partir du 22 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures, le dimanche à 18 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-25-20-74. De 26 F à 220 F.

Marcel Marceau

avec Marcel Marceau, Bianca del Barrio, Jean-Luc Guichet, K. Scott Malcolm, Bogdan Nowak et Fanny Perini.

Le plus grand mime que la planète ait jamais produit s'installe au cœur de Paris en compagnie des meilleurs élèves de sa prestigieuse école. Gymnase Marie-Bell, 38, bd Borne-Nouvelle, 10. A partir du 25 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-46-79-79. De 70 F à 220 F.

Salut vieux Océan!

de Knut Hamsun, mise en scène d'Anne Wiazemsky, avec Laurence Mayot.

En alternance avec le spectacle annoncé ci-dessus, Lau-

Drame, mélodrame, comédie ? 1000 F de récompense est tout cela, une pièce que Victor Hugo écrit sur la corde raide. Le metteur en scène suisse Benno Besson s'en empare saine Gémier, à Chaillet, et restitue le ton équivoque de Hugo dans les décors splendides de Jean-Marc Stéhlé.

de cette comédie musicale. Agnès Michel Berger et Luc Plamondon, créés au début des années 80 et reprise à la fin de la même décennie? Le public bien sûr, essentiellement adolescent, qui devrait faire le même accueil à la nouvelle production du tandem qui donne un peu de savoir - et de talent - aux habitants du Top 30.

Mogador, 25, rue de Mogador, 8. A partir du 22 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 46-78-75-00. De 120 F à 250 F.

rency Mayot s'attaque sous la direction d'Anne Wiazemsky, l'une de nos actrices les plus singulières, à la transposition dramatique d'un roman de Knut Hamsun qui raconte la dérive solitaire d'un homme. Une gageure donc, à la mesure du talent de ces deux femmes.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. A partir du 20 septembre. Les jeudi et samedi à 19 h 30. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Tartuffe

de Molière, mise en scène de Bernard Sobel, avec André Brant, Marie-Cécile, Philippe Faure, André Marcon, Michèle Oppenet, Nicolas Pignat et Dominique Raymond.

La distribution imaginée par Bernard Sobel pour l'ouverture de sa saison à Genevilliers est de l'ordre de l'exception : André Marcon (le Danton de Grüber), Maria Casarès (l'Hécube de Sobel), Anne Brant (la découverte de Jacques Nichet pour le *Baldin du monde occidental*) et tous les autres... On ne pou-

vait rêver meilleurs compagnons pour ces retrouvailles avec l'homme le plus souvent maltraité du répertoire classique.

Théâtre de Genevilliers, 41, av. des Gédéons, 92000 Genevilliers. A partir du 25 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 47-93-26-30. 80 F et 110 F.

Une répétition au théâtre du crime

de Jacques Maclair, mise en scène de Benjamin Tatum, avec Roger Jacquet, Odette Sarno, Yvette Thérault et Philippe Rigot.

Rentrée pour la « troupe » de Jacques Maclair et du Théâtre du Marais, qui reprend une pièce créée avec succès la saison passée. Quelques vérités bonnes à entendre sur les difficultés de faire du théâtre aujourd'hui.

Marais, 37, rue Volva, 3. A partir du 24 septembre. Du lundi

au samedi à 21 heures. Tél. : 42-74-14-84. Durée : 1 h 15. 80 F et 100 F.

Le Vol nuptial des mouches mâles sous les lustres

de Pierre Debauche, mise en scène de l'auteur, avec Françoise Daniell, Nadine Darnon, Mirella Joris, Anouche Setbon et Carlo Trombetta.

Une pièce écrite par le metteur en scène Pierre Debauche, directeur malheureux de la Maison de la culture de Rennes, qui retrouve enfin la liberté. Un regard d'homme sur la difficulté de jeunes femmes à entrer dans la carrière d'actrice.

Théâtre de Nesle, 8, rue de Nesle, 6. A partir du 25 septembre. Du lundi au samedi à 20 h 30, le samedi à 22 h 30 et 22 h 30. Tél. : 46-34-61-04. Durée : 1 h 30. 70 F et 100 F.

SÉLECTION PARIS

La Cuisine du steward

de et mise en scène par Jean-Michel Ribes, avec Jacqueline Maillan, Henri Virlogeux, Roland Blanche, Philippe Klammann et Eric Laugier.

Jean-Michel Ribes s'est consacré au burlesque, au non-sens, aux tête-à-tête de langages et de situation. Il a bousculé la télévision avec « Salut Bernard » et « Palace », émissions dans lesquelles des vedettes venaient jouer des sketches. Il a écrit spécialement pour Jacqueline Maillan une histoire d'anthropologie. Qu'on se rassure, il n'y a rien là de sociologique.

Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-08-18-50. Durée : 2 h 30. De 100 F à 250 F.

L'Été

de Romain Weingarten, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Isabelle Main, Loïc Houdré, Daniel Langlet et Dominique Pinon.

L'histoire se passe au solstice d'été, dans un jardin. Un garçon et une fille parlent. Ils s'aiment. Ils ont des témoins : deux chats barbus, jaloux, peureux, voyous. L'été est la deuxième pièce de Romain Weingarten. Elle a été créée en France en 1966 et a connu un triomphe.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maître-Bras, 20. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée, dimanche à 16 heures. Tél. : 43-86-43-80. Durée : 2 h 30. 130 F.

Le Médecin volant, suivi du Médecin malgré lui

de Molière, mise en scène de Dario Fo, avec Dominique Rozan, Marcel Bozonnet, Claude Lelouch, Loïc Brabant, Christian Blanc, Isabelle Giffelin, Céline Sarrail, Catherine Hégat, Richard Fontana et Philippe Torret.

Dario Fo est venu d'Italie diriger les comédiens français. Il leur a fait faire des acrobaties, des grosses blagues, des trucs de saltimbanques, le tout sur un rythme frénétique. Ils s'amusent comme des fous et les spectateurs encore davantage.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le 23 septembre, 21 heures (et les 25, 26, 29 et 30 septembre). Tél. : 40-15-00-15. De 40 F à 180 F.

Mille francs de récompense

de Victor Hugo, mise en scène de Bruno Besson, avec Thomas Belinowski, Pascal Bonnard et Juliana Samarine.

Voir notre photo légendaire ci-dessus.

Théâtre national de Chaillet, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 3 heures. 100 F et 140 F.

Du mardi au vendredi à 20 h 30, le samedi à 21 heures. Matinée samedi à 14 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. 100 F et 140 F.

L'Officier de la garde

de Fernand Molnar, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Ludmila Mikal, Jacques Toja, Robin Renard, Louba Goussieroff, François Rosello, Isabelle Mornau et Yvette Ferrel.

Un couple d'acteurs célèbres se joue les affres de la jalousie. A vrai dire, elle est coquette et lui est masochiste. On pourrait attendre un drame extrême à la Strindberg, mais ce serait sans compter sur l'humour aigu de Molnar, sa science du théâtre et des personnages, du jeu, du vrai et du réel.

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-08-24. De 14 h à 18 h et samedi de 10 h à 24 h.

La Vie de Gaillie

de Bertolt Brecht, mise en scène d'Antoine Vitez, avec François Beaulieu, Roland Bertin, Marcel Bozonnet et Claude Lelouch.

Les démenties de Gaillie avec l'Eglise. La dernière mise en scène d'Antoine Vitez qui voyait la vie métaphorique de ce qui se passe dans les partis communistes. Une réussite totale avec des comédiens magnifiques : Roland Bertin, Redjep Mitrovitsa, Jean-Yves Dubois...

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Les 19, 21 et 25 septembre, 20 h 30 ; le 23, 14 heures (et les 27 et 29 septembre). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 180 F.

Zazou

de Jérôme Savary, mise en scène de l'auteur, avec Jacques Aric, Chris Campion, Michel Dussaut et Maria de Medeiros.

Pendant l'Occupation, la jeunesse dorée se révoltait à sa manière en affichant un dandyisme insolent. Les zazous refusaient les interdits de l'époque, s'habillaient excentrique et ne juraient que par le swing. Savary ne cherche pas à faire œuvre d'historien. Il fait mieux. Il retrouve la sensibilité, les désirs, les espoirs, la rage et la gaieté de ces adolescents insoumis. Et c'est épatant.

Théâtre national de Chaillet, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 3 heures. 100 F et 140 F.

La sélection théâtre a été établie par Colette Godard et Olivier Schmitt.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

L'ASSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1^{er} 42-36-74-24

LA VILLA CRÉOLE - OPÉRA 19, rue d'Antin, 2^e Edim. 47-42-64-92

RELAIS BELLEMAN 37, rue François-1^{er}, 8^e 47-23-54-42 F. sam., dim.

AU PETIT RICHIE 70-78/47-70-86-50 15, rue Le Peletier, 9^e F. dim

RIVE GAUCHE

LE SYRABITE F./sam. midi et dim. 6, rue Saint-Dominique, 7^e

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7^e

LA PETITE CHASSE 42-22-13-35 36, rue de Grenelle, 7^e T.l.j.

LE JARDIN PLEIN 46, rue de Valenciennes, 19^e 78 : 42-79-88-55. Du lundi au vendredi le midi. Mercredi, jeudi, vendredi le soir.

LE RELAIS DE GUICHEN Brasserie alsacienne 6, place de la République, 11^e 77-00-44-11

DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, frites, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1^{er} étage.

MEILLEURE TABLE CRÉOLE, dans un cadre raffiné. RECOMMANDÉE PAR LE BOTTIN GOURMAND, PIANO, le soir ENV. 220 F. A midi menu 110 F. SC.

Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle dimanche. Cuisine française traditionnelle. Les RAYOLES DU ROYANS. Soles aux courgettes. FILET À L'ESTRAGON. Glaces du jour.

MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE FORFAIT THÉÂTRE, 300 F à 450 F. Service jusqu'à 9 h 15. Décor 1880. Salons particuliers. Parking Drouot.

AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Maison du XVI^e. Déj. d'affaires, dîners aux chandeliers. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu à 165 F. SOIRÉE JAZZ en fin de semaine.

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS, SALONS CLIMATISÉS.

Fine cuisine dans un cadre d'époque. Menu-carte 160 F. vin et s.c. Vaste choix de spécialités. Service jusqu'à 23 h. Rapport qualité-prix excellent. Banquets, réceptions.

Nouveau restaurant dirigé par Hélène Goldenberg. Cuis. trad. et d'Europe centrale. Separé menu 135 F (entrée, plat, from. et dessert). Menu spéc. pour ROCH HACHANA le 19/9 à 20 h 30. YOM KIPPOUR le 29/9 au soir. Menu spécial.

T.l.j. service continu de 11 heures à 2 heures du matin. Huitres et fruits de mer toute l'année. Pâtisseries de marché. Choucroutes. Véritable tarte flambee. Repas d'affaires.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE

La bonne adresse du quartier. HUITRES

10^e L'ANNÉE. POISSON DU MARCHÉ.

Plats traditionnels. Vins à découvrir.

DECOR : Brasserie de luxe.

T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin.

6, place de la Bastille. Tél. : 43-42-90-32.

GUIDE/MUSIQUES

SÉLECTION PARIS

Musique 19

Ives
Symphonie n° 3 et the Camp meeting

Bartok
Concerto pour alto et orchestre

Hindemith
Symphonie Mathis le peintre
Tabea Zimmermann (alto),
Orchestre philharmonique de
Radio-France,
Mark Jansz (direction).

Le Concerto pour alto de Bartok, très rarement joué, est une œuvre posthume, soigneusement orchestrée, et terminée par l'ami du compositeur, Tibor Serly. Au sein d'une programmation à haute teneur pédagogique (pour l'orchestre et pour le public), de celles dont Mark Jansz a le secret, cette page peut-être bien inédite en France permettra en cet automne hongrois d'écouter de très près l'altiste Tabea Zimmermann, une Allemande de vingt-quatre ans couverte de lauriers.

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-18. 100 F.

Berlioz
Nuits d'été
Séverine Uria-Monzon (mezzo-soprano),
Jean-Philippe Courty (basse),
Jean-Luc Viala (ténor),
The Philharmonia Orchestra,
Chœur du Théâtre de
Châtelet,
John Eliot Gardiner (direction).

Il est loin le temps où Berlioz passait pour la chasse gardée des grands chefs français ou naturalisés (Munch, Cluytens, Markevitch), une musique dont le « son » spécifique n'appartiendrait qu'aux orchestres hexagonaux. Propagandiste des *Trois* avant tout le monde, Colin Davis, l'Anglais, a mis fin à toute tentation nationaliste en matière d'interprétation berliozienne. Gardiner, autre Britannique, marche désormais sur ses brisées en dirigeant coup sur coup au Châtelet, à la tête du très british Philharmonia, la *Damnation de Faust* (version scénique, à partir du 18) et *Roméo et Juliette*. La passion berliozienne est en lui.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 353 F.

Samedi 22

Auber
Marion Lescaut
Elizabeth Vidal,
Catherine Estroffe (soprano).

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 50 F à 350 F.

Alain Gabriel,
Alexandra Laiter (ténor),
René Massis/
Michel Philippe,
André Cognet (baryton),
Brigitte Lalon
(mezzo-soprano),
Le Sinfonietta orchestra
régional de Péniche,
Chœur du Théâtre français
de la musique,
Patrick Fournillier (direction),
David Freeman (mise en scène).

Auber a sa rue, sa station de métro à Paris. Admiré par Wagner puis rejeté par lui pour excès de légèreté, ce représentant du grand opéra français du milieu du dix-neuvième siècle est aussi sa *Manon*, comme Massenet, Puccini, Henze... L'œuvre de l'abbé Prévost est de celles qui ont le plus inspiré les auteurs en mal de livret.

Opéra-Comique, Salle Favart (les 22 et 23, 19 h 30 ; le 23, 17 heures). Tél. : 42-38-88-83. Location Fnac. De 40 F à 400 F.

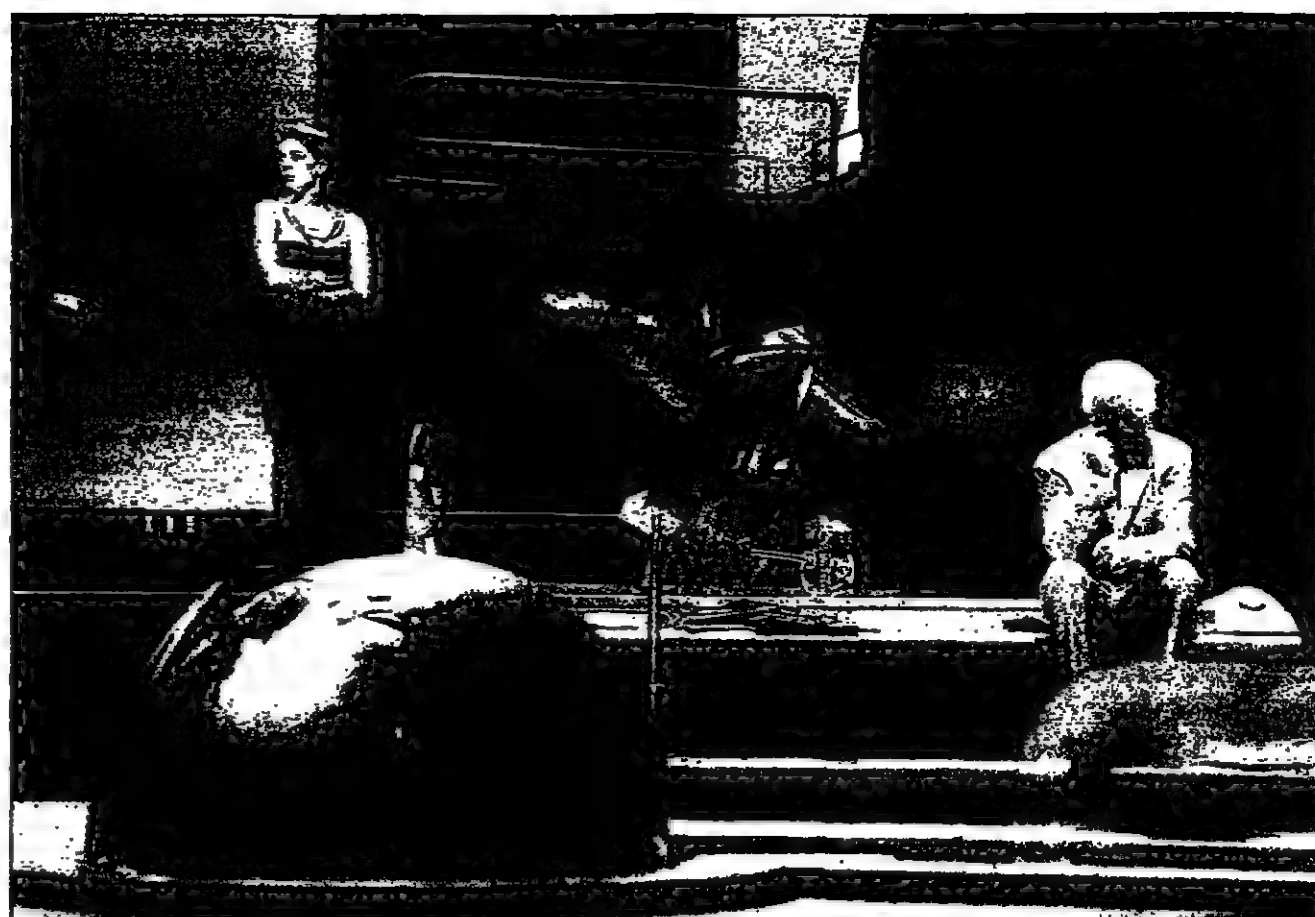
Mardi 25

Hommage à Rolf Liebermann

Orchestre philharmonique de Radio-France,
Mark Jansz (direction),
Orchestre de l'Opéra de Paris,
Pierre Boulez (direction),
Orchestre de chambre de Zürich,
Paul Sacher (direction),
Georges Gruntz Band.

Comme Nadia Boulanger une génération plus tôt en France, Paul Sacher conquit d'abord sa Suisse natale par ses travaux de musicologue, de défenseur des exécutions sur instruments anciens (il est le fondateur de la Schola Cantorum Basiliensis) avant de devenir, *mutatis mutandis*, le Pierre Boulez helvétique, créant des partitions à la pelle, en commandant sans compter et sans discrimination d'écrits, et une centaine de commandes et deux cents créations à l'Académie de son Collègeium Musicum de Zurich. Cette formation de chambre, et lui-même, seront là pour fêter les quarante ans de Rolf Liebermann, personnalité qu'il n'est plus besoin de présenter. Il y aura aussi Pierre Boulez et l'Orchestre de l'Opéra de Paris (une rencontre à surveiller), Mark Jansz et le Philharmonia qu'on ne s'attendait pas à voir ensemble.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 50 F à 350 F.



JAZZ

Barney Wilen Quartet

L'élégance et l'assurance au ténor. Une souveraineté détachée. De Miles Davis au répertoire des grandes chansons françaises traitées en « standards », en passant par l'Afrique, Barney Wilen se balade dans l'univers des grands saxophonistes avec son style propre. Cadre « clubissime » (le Sunset) : cave des Halles, jeunesse resplendissante, foule serrée, musiciens de passage, écoute religieuse, baisers langoureux, on bavardage interminable.

Le 13 au 22, Sunset, 22 h 30. Tél. : 40-28-48-80.

Nick Kamen

Après avoir accédé à la célébrité grâce à une marque de pantalon en toile bleue, Nick Kamen s'est lancé dans la pop dansante, pour laquelle il fait preuve de dispositions certaines.

Le 21, Elysée-Montmartre, 19 h 30. Location Fnac.

Le 21, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-38-00-00. 110 F.

Pixies

On a déjà dit (et l'on redira) beaucoup de bien des Pixies et du spectacle qu'ils proposent en ce moment. On profitera donc de cette note pour attirer l'attention des spectateurs du Zénith sur les Pixies, qui, en première partie (après donc d'arriver à l'heure), donnent trois quarts d'heure de musique compliquée et excitante à base de mélodies sinuantes, de basses percussives et de guitares lancinantes.

Le 21, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-38-00-00. 110 F.

ROCK

Aztec Camera

Roddy Frame est un grand faiseur de chansons, une peinture en dessous d'Elvis Costello, mais bien plus habile et sincère que la plupart de ses confrères. Il a toujours trouvé l'environnement idéal pour ses compositions. Aztec Camera, structure mouvante, finira bien par faire le point sur la matière première que fournit inlassablement l'Irlande.

Le 19, New Morning, 20 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Johnny Hallyday

Il revient en deuxième semaine, légende vivante nationale, l'immuable imitateur des mythes d'outre-Atlantique.

Le 19, 20, 21 et 22, 20 h 30 (le 20 septembre et le 22, 21 heures ; le 23, 17 heures) (le 30 septembre et le 2, 21 heures ; le 3 octobre), Palais omnisports de Paris-Bercy. Tél. : 43-48-12-21. Location Fnac, Vélodyssée Megastore. De 135 F à 235 F. Jusqu'à 3 octobre.

Dave Stewart and the Spiritual Cow-boys

Annie Lennox s'étant mise en réserve d'Eurythmics,

MUSIQUES DU MONDE

Senem Diyici

Elle est turque et sait chanter le jazz avec une fougue toute méditerranéenne. Après un premier album très remarqué (*Takalar*, La Lichère), Senem Diyici et son sextet clairvoyant, ou presque, « L'été chaud » consacre aux musiques sans frontières à du Sentier des Halles.

Le 22, Tago Mago, du jazz arrangé à la mode de l'Afrique, des Caraïbes, et du Brésil avec des musiciens venus de là-bas, essaieront de pousser les murs de la petite salle parisienne. On s'amusera beaucoup.

Senem Diyici, le 20, Tago Mago, le 22, Sentier des Halles, 22 h 30. Tél. : 42-38-37-27.

Evan Lurie

Du tango, triste comme un long soupir, nostalgique comme s'il fallait en jouer, et avec cette touche de rythme, d'improvisation et de distance qui permettent de l'avaler sans sombrer dans le vague à l'âme. Avec Evan Lurie (frère de John Lurie des Lounge Lizards) au piano, et Marc Ribot à la guitare.

Le 20, Tago Mago, 20 heures. Tél. : 42-38-37-27.

Then Jerico

C'est déjà un vieux groupe, qui n'a pas tenu ses promesses d'il y a trois ou quatre ans. Mais le rock héroïque-romantique de Then Jerico bouge encore.

Le 22, Locomotive, 0 heures. Tél. : 42-57-37-37.

Hot House Flowers

Groupe irlandais qui est allé chercher son inspiration du côté de Van Morrison plutôt que de U2, et qui leur sait gré. Un peu trop sérieuses pour être tout à fait honnêtes, ces fleurs de serres sont pourtant destinées à de grandes choses, ne serait-ce que parce qu'elles sont convaincues de leur grandeur.

Le 22 septembre à 20 heures, à La Cigale, 120, boulevard de Rochechouart, Paris 18. Location Fnac, Megastore.

OTH

Revoici les barbares de Montpellier aux portes de Paris. Après avoir consacré quelques mois à l'intermède nautique des Naufragés, OTH reprend la route, rock lourd et puissant, convoi exceptionnel.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 20, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Tulle (Corrèze) Nuits de nacre

Deux musiciens, un Français né à Hyères, Miquel Montanaro et un Burkinabé, Konomba Traoré, ont décidé d'allier leurs talents avec un conteur limousin, Claude Alrang : le Petit Mugein et le Babab, et un conte musical inspiré par les instruments (le petit mugein, un petit accordéon fabriqué dans le Limousin, le balafon et le djembé africains). Une création du Festival de Tulle, où le même soir (le 20 septembre) on pourra se régaler des facettes du groupe Braich, à mi-chemin entre le jazz et la musique tsigane. Le tout est placé sous le signe de l'accordéon, avec les jours suivants, Richard Galliano et son quartet.

Le 18 au 23 septembre. Tél. : 85-26-89-60.

Vendredi 21

Jon Fabre

Das Glas in Kopf wird vom Glas.

Une femme nue, des chevaliers en armure, huit filles en bikini et chaussons de pointes, force paires de ciseaux : un bizarre rituel capillaire, dont la chorégraphie minimaliste et répétitive peut fasciner ou exaspérer.

Théâtre de la Ville, 20 h 30 (le 22). Tél. : 42-74-22-77. De 70 F à 120 F.

Mardi 25

Merce Cunningham

Dance Company

Inventions.

Sur les lieux mêmes de sa création en 1913 - un spectacle historique - la version originale de Nijinski recon-

stituée après sept ans d'enquête policière. Un bou-

leversant chef-d'œuvre qui confirme que Nijinski fut le premier chorégraphe moderne de ce siècle. Les costumes et les décors de Nicolas Krich, eux aussi retrouvés, ajoutent leur splendeur à celle, toujours intacte, de la partition de Stravinsky. En première partie, le Joffrey Ballet propose deux autres legs des Ballets russes : *Parade* (Cocteau, Satie, Picasso, Massine) et *L'après-midi d'un faune* (Debussy, Bakst, Nijinski).

Théâtre des Champs-Élysées (les 19, 20 et 21, 20 h 30 ; le 22, 15 heures et 20 h 30). Tél. : 47-20-36-37. De 70 F à 330 F.

DANSE

Mercredi 19

The Joffrey Ballet

Parade.

L'après-midi d'un faune, La Sacre du printemps.

Sur les lieux mêmes de sa création en 1913 - un spectacle historique - la version originale de Nijinski recon-

Opéra de chambre dont l'argent constitue la métaphore centrale, cette OPA créée à Avignon est été gagnée en actualité avec la crise du Golfe et l'augmentation du prix du baril. Et puis, les jugements radicaux qui ont exécuté dans le même élan l'interprétation, la partition et les décors de Bilal, dans la foulée d'une grosse actualité théâtrale estivale, méritent peut-être d'être revus, sinon corrigés. D'autant qu'une reprise est prévue ultérieurement dans la capitale.

Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 90 F à 145 F.

Angelin Preljocaj

Amer America à Brest

La nouvelle création du talentueux Preljocaj, en résidence depuis un mois à Brest. Dans les brumes d'un quel d'embarquement d'une Europe début de siècle, ils y croyaient tous au Nouveau Monde.

Quartz, les 21 et 22 septembre, à 20 h 30. Tél. : 88-44-08-07.

La sélection « a été établie par : Anne Rey, Francis Marmande, « Rock », Thomas Sotinel, « Musiques du monde », Véronique Mortaigne, « Danse », Sylvie de Nassac.

RÉGIONS

Ambronay

Lalande

Te Deum
Grands motets
Les Arts Barroques,
William Christie (direction).

La Chapelle royale de Philippe Herreweghe et les Arts florissants de William Christie se seront partagés le week-end Lalande à Versailles. Puis départ en tournée pour les grands motets et le Te Deum, et gloire assurée pour Michel Richard de Lalande, troisième compositeur grand siècle honoré par le Centre de musique baroque de Philippe Beaucant, après Lully et Charpentier.

Le 22, Abbaye, 20 h 30. Tél. : 74-35-08-70. De 50 F à 230 F.

Strasbourg

Levaillant

O.P.A. Mis
Vincent Le Texier (baryton),
Claude Le Coz (soprano),
Yann Collet,
Irma Delle (comédiens),
André Engel (mise en scène).
Am oco-musiques en scène.
Ensemble instrumental
national du Poitou Charente et
de La Rochelle,
Philippe Nahon (direction).

Voir notre photo légendée ci-dessus.

Le 19, 20 h 30 ; le 20, 22 h 30. Palais des Fêtes. Tél. : 88-75-19-93. 140 F.

Toulouse

Bach

Suite française n° 8 BWV 817

Schubert

Sonata pour piano n° 2 op. 10

Schumann

Arabesque pour piano op. 18

Chopin

Nocturne n° 2 op. 9

Impromptu pour piano op. 36

Valès n° 2 op. 64

Boléro op. 19

Mieczyslaw Horowitz (piano).

Des générations de grands pianistes, Schnabel en tête, ont reconnu leur père dans ce Polonais de la génération de Casals dont Paris (qui s'est pris en maître de piano d'une passion pour les bibelots anciens) a fait ces dernières années sa coqueluche. Pourquoi ne pas accueillir lorsqu'Horowitzski, à quatre-vingt-dix-huit ans, joue les *Papillons* de Schumann ? Parce que le récit « Piano au Jacobins » a le tort de ne pas se passer à La Roque d'Anthéron ou sur la côte basque ? Que non.

Le 21, Halle aux Grains, 21 heures. Tél. : 61-23-32-00. De 100 F à 130 F.

MUSEE BOURDELLE

10, rue Antoine Bourdelle 75015 Paris - M° Montparnasse

DES ARTISTES A LA COUPOLE

Montparnasse 1918 - 1940

Tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

Du 1^{er} juin au 30 septembre

FOIRE LA FERRAILLE DE PARIS

ANTIQUITÉS - BROCANTE

21 au 23 SEPTEMBRE 1990

10 H. - 19 H.

Le 22 septembre à 20 heures, à La Cigale, 120, boulevard de Rochechouart, Paris 18. Location Fnac, Megastore.

OTH

Revoici les barbares de Montpellier aux portes de Paris. Après avoir consacré quelques mois à l'intermède nautique des Naufragés, OTH reprend la route, rock lourd et puissant, convoi exceptionnel.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

Le 22, Rio-Orange, Le Plan, 21 heures. Tél. : 69-43-03-03.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde le jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

Derniers

Les œuvres en relief d'un vieux routier de l'abstraction construite, qui aime manipuler lignes et plans, droites et courbes, et associer peinture, métal et plexiglas. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne, Paris 5^e. Tél. : 40-48-24-97. Tous les jours de 10 heures à 17 h 45. Du 21 septembre au 28 octobre.

Euphronios, peintre à Athènes au VI^e siècle avant Jésus-Christ

Voir notre photo légendaire ci-contre. Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-50-51-51. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures. Fermeture des caisses à 21 h 15. Vacances, du 11 oct. au 28 déc. les lundi à 19 heures (sauf 24/12), jeudi et samedi à 19 h 30. Du 21 septembre au 31 décembre. 25 F.

Papiers peints panoramiques

Les bourgeois aïeux du dix-neuvième siècle avaient trouvé un excellent moyen de rêver, de plonger dans l'histoire, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : en couvrant les murs de grands paysages imprimés sur papier. Presque du cinémascope, en somme.

Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-50-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Du 19 septembre au 21 janvier 1991. 20 F.

Passages de l'image

Soit une exposition réunissant seize artistes internationaux producteurs d'images issues de la photographie, du cinéma, de la vidéo et des nouvelles technologies. Dont les œuvres amènent à s'interroger sur la nature et le rôle des images dans notre société.

Centre Georges-Pompidou, Musée national d'art moderne, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 22 heures. Du 19 septembre au 19 novembre. 24 F.

XV^e Biennale internationale des antiquaires

Côté à côté sous la verrière du Grand Palais, une centaine d'antiquaires de Paris, de province, de l'étranger, présentent leurs trésors :

meubles, bibelots, tableaux, livres et bijoux rares. Grand Palais, nef, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8^e. Tous les jours de 11 heures à 22 heures, dimanche de 10 heures à 20 heures. Du 21 septembre au 7 octobre. 80 F.

Antibes

Rétrospective Julio Gonzalez

Gonzalez fut l'un des pères de la sculpture en fer, et, par là même, de la sculpture tout court. C'est lui qui initia Gargallo aux techniques du martelage, du repoussage et de la soudure, avant de travailler « à quatre mains » avec Picasso. Le Musée d'Antibes a donc quelques bonnes raisons de le saluer par une importante rétrospective (150 sculptures et dessins de 1902 à 1942).

Musée Picasso, château Grimaldi, 06600. Tél. : 93-34-91-91. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Du 1^{er} juillet au 30 septembre de 18 heures à 19 heures. Du 20 septembre au 31 octobre. 20 F.

Chambord

Le bel âge

Supports/Surfaces entre au château, et quel château ! Chambord, à l'occasion, paraît-il, de ses vingt ans. Ainsi l'a voulu notre ministre de la culture qui, ayant passé onze commandes à onze artistes ayant participé au mouvement, a tenu à le présenter dans un cadre prestigieux.

Château de Chambord, 41250. Tél. : 54-20-31-32. Tous les jours de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Du 21 septembre au 18 novembre.

Lyon

Edouard Vuillard

Une grande rétrospective à l'occasion du cinquantième de la mort du peintre, que trois villes, Lyon, Barcelone et Nantes, ont organisé. Tous les aspects de l'œuvre y sont évoqués depuis la période nabi : la peinture des intérieurs bourgeois, les scènes de rue, les portraits, les natures mortes, les dessins, les travaux pour le théâtre.

Musée des Beaux-Arts, palais Saint-Pierre, 20, place des Terreaux, 69001. Tél. : 78-28-07-86. Tous les jours sauf lundi et mardi de 10 h 30 à 18 heures. Du 19 septembre au 19 novembre.

SÉLECTION PARIS

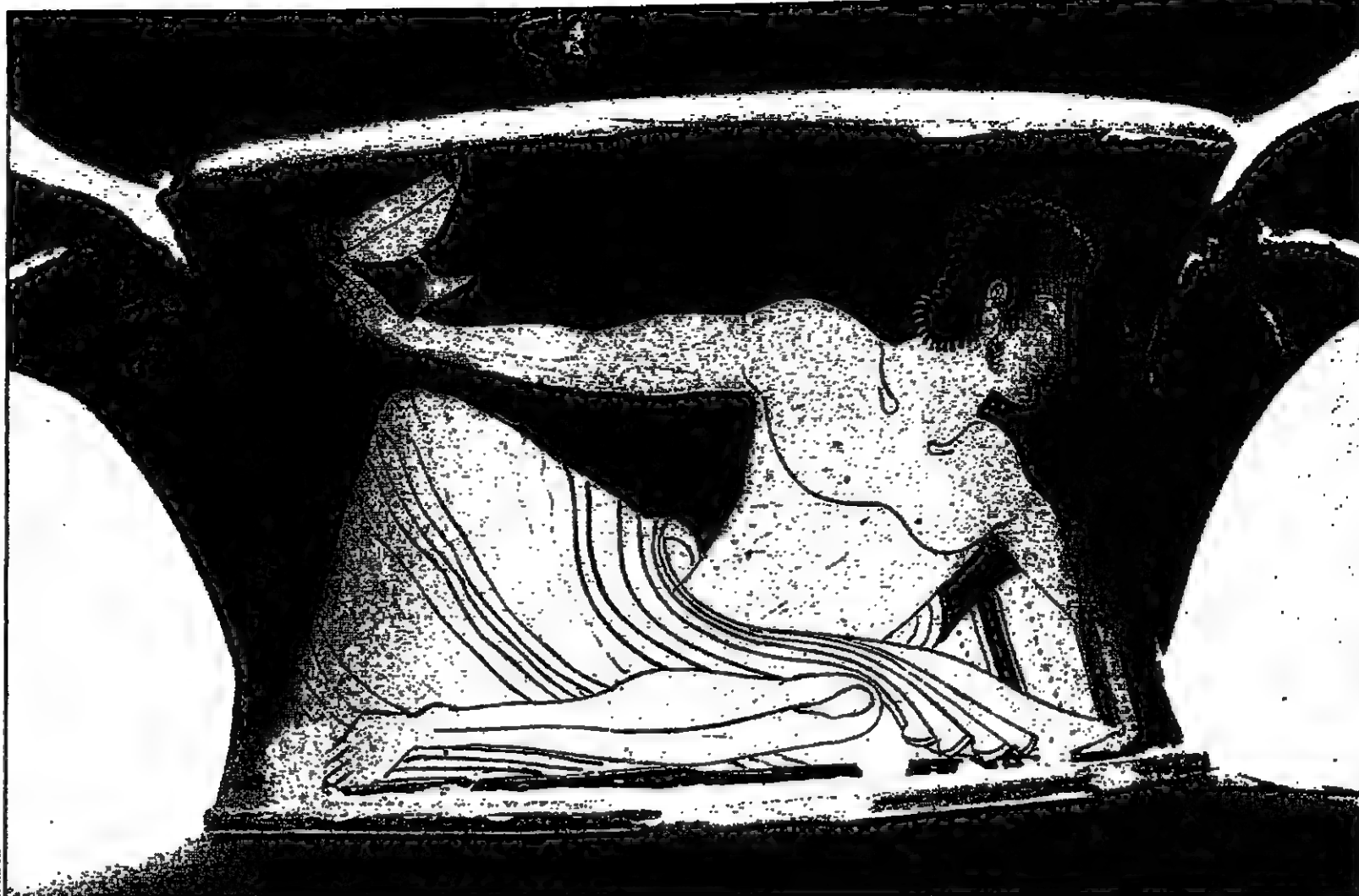
Albert Kahn et le Japon

L'exposition (cent quarante documents et films sélectionnés) est l'occasion de découvrir la passion du banquier et mécène pour le Japon. Mais aussi la fraîcheur de ce merveilleux jardin de Boulogne où Albert Kahn avait juxtaposé les paysages, les arbres et les fleurs qu'il aimait.

Espace départemental Albert Kahn, 14, rue du Port et 1, rue des Abondances, Boulogne, 92100. Tél. : 46-04-52-80. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures (jusqu'au 30 septembre) de 11 heures à 18 heures (à partir du 1^{er} octobre). Jusqu'au 30 décembre. 10 F.

Rodolphe Bresslin

Ce maître de l'eau-fort, rêveur et visionnaire, fut



Les peintres de vases grecs avaient des noms. Euphronios était parmi les plus célèbres. Il a bénéficié d'un nouveau type d'archéologie, le dépoussiérage muséographique, qui profite tout particulièrement à cette forme de la création hellénique. Et le Musée du Louvre n'a rien négligé pour redorer la renommée du bel et bon Euphronios.

Le Guerchin

Vingt tableaux et trente-six dessins du Guerchin, « le plus moderne » et « le dernier des grands peintres », selon Stendhal, sont présentés au pavillon de Flore pour fêter, en avant-première, le quatrième centenaire de la naissance de l'artiste. Toutes les œuvres proviennent des collections publiques françaises.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaillard - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 octobre. 27 F.

Harry Callahan

Première rétrospective en France de ce vétéran de la photographie américaine dont l'œuvre se répartit en trois pans : les portraits de sa femme Elanore, hymne à l'amour semblable à celui de Stieglitz pour Georgia O'Keeffe, les recherches en couleur, les paysages urbains et naturels, formalistes et rigoureux, proches des allégories calligraphiques de l'abstraction.

Centre Georges-Pompidou, galerie du forum, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 21 octobre.

En train

Première des quatre expositions sur les moyens de transport, cette évocation retrace cent cinquante ans d'histoire du chemin de fer. De l'architecture à la technologie, du mouvement à la mythologie, cet engin fantasmagorique, indissociable du progrès, a été traité dans tous les styles, sous forme de relevé topographique ou d'expérimentation plastique, pour la mode ou la publicité, par une nuée de photographes.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 19 heures. Jusqu'au 8 novembre. 25 F (comportant l'ensemble des expositions).

Joseph Hornecker

Joseph Hornecker, illustrateur inconnu ? Inconnu, il l'était, malgré une exposition sur l'architecture 1900 à Nancy, en 1976. Illustrateur, il le devient grâce à cette exposition qui, à travers ses archives, révèle la « carrière idéale » d'un architecte de province au tournant du siècle.

Musée d'Orsay, 1, rue de la Légation, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, dimanche de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 7 octobre. 27 F (billet d'accès au musée).

Marc Devade

Un hommage au peintre disparu prématurément. A l'occasion de la publication de ses *Essais théoriques* (Archives des arts modernes, Ed. Minard, 2 tomes), qui furent un outil de réflexion pour bien des artistes de la génération du groupe Support/Surface. En France, mais aussi en Italie ou en Espagne.

Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux, Paris 4^e. Tél. : 42-77-19-51. Tous les jours sauf lundi de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 11 octobre.

Jules Olitski

Que la peinture s'affirme par la couleur, et rien qu'elle, tel est, depuis trente ans, l'objectif de Jules Olitski, l'une des figures principales du « Color Field » américain.

Dont la galerie Montaigne propose, pour la première fois en France, une exposition de caractère rétrospectif. Des œuvres de l'artiste sont aussi exposées à la galerie Di Meco.

Galerie Di Meco, 5, rue des Beaux-Arts, Paris 8^e. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Mark Di Suvero

Après Valence, où durant l'été ses sculptures monumentales ont peuplé les jardins et les places de la ville : Paris, et l'espace d'une galerie. Pour quelques pièces, dont l'une, de très grande envergure, de pontonelles d'acier occupe presque toute la salle du rez-de-chaussée.

Avec force. Mais non sans mesure. Une belle prestation. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 octobre.

Richard Texier

Deux galeries - Bernard Davignon et Hadrien Thomas - exposent simultanément les peintures récentes de Richard Texier, un de nos bons artistes de la génération des années 80. Qui, dans ses œuvres riches de terres ocre

et brunes, croise images et signes secrets, parfois confus, comme les traces d'une rêverie lointaine.

Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Père, Paris 4^e. Tél. : 42-76-03-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 octobre.

Galerie Bernard Davignon, 78, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 48-04-52-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 13 octobre.

RÉGIONS

Caen

Les Vanités dans la peinture au XVII^e

Au Musée des Beaux-Arts de Caen, on aime explorer la peinture du dix-septième siècle, en éclairer les images, montrer les sens cachés. Bref s'occuper d'iconologie, par exemple de l'allégorie de la Charité ou de la symbolique des fleurs. Ou encore, comme cette fois, présenter les tableaux de Vanités.

Musée des Beaux-Arts, le Château, 14000. Tél. : 31-85-28-83. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre. 6 F.

Dijon

Claus Sluter en Bourgogne

Dijon rend enfin hommage à Claus Sluter, l'un des plus formidables sculpteurs de la fin du Moyen Âge. Qui travailla pour le duc de Bourgogne, Philippe le Hardi, au chantier de la chartruse de Champmol, et lui fit son tombeau.

Musée des Beaux-Arts, place de la Sainte-Chapelle, 21100. Tél. : 80-30-31-11. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 h 45 et de 14 h 15 à 18 heures. Jusqu'au 3 décembre.

Lyon

Jean Le Moal

Vingt-cinq ans de peintures, depuis 1965. Soit un bon bout de chemin en compagnie d'un peintre de la génération des abstraits de l'après-guerre, qui n'a jusqu'à aujourd'hui cessé d'œuvrer, de rendre vers toujours plus de radicalité. Dans l'indifférence aux modes, solitaires.

Espace lyonnais d'art contemporain, centre d'échanges de Perrière, 69002. Tél. : 78-42-27-38. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 20 novembre.

Oïres

La guerre de Troie n'aura pas lieu

Pour la deuxième année consécutive, le beau château d'Oïres accueille des œuvres du Fonds national d'art contemporain (de Richard Baqué à Jeff Wall, en passant par Daniel Buren, Toni Grand, Richard Long...). Quant au titre de l'exposition, c'est une façon de rappeler l'existence, à Oïres, de l'exceptionnelle décoration maïestrique traitant de la guerre de Troie. Tout en confirmant qu'il ne saurait être question d'insaurer des rapports d'hostilité entre l'art contemporain et l'art ancien.

Château d'Oïres, 79100. Tél. : 49-85-57-42. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre. 16 F.

Perpignan

Viza 90 pour l'Image

Capitale du reportage, Perpignan propose durant huit jours un cocktail d'une trentaine d'expositions. A noter plus particulièrement, les célèbres chasseurs de miel d'Eric Vail, une collection critique de sourires politiques, les derniers travaux de Susan Meiselas, les clichés choc sur la guerre de Patrick Hauvel, et un hommage au grand photographe allemand Alfred Eisenstaedt, sans oublier six sources accueillies au Palais des rois de Majorque.

Couvent des Minimes, La Castillet, chapelle Saint-Dominique, Hôtel Pam's, C.C.I., Musée Bignault, Palais des congrès, 66000. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 octobre.

Saint-Paul-de-Vence

Jean Miro

Une très grande rétrospective faite d'œuvres majeures venues de partout, qui prend Miro à ses racines terriennes et catalanes, le montre au mieux de sa forme, crevant le plancher des étoiles, plongeant sans fillets dans le bleu, le vide, l'infini et la nuit, tarabustant les monstres de ses pensées sauvages, pour en tirer des formes et des couleurs inépuisables.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-53. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 octobre.

Toulon

Vienne aujourd'hui

Le Musée de Toulon a entrepris de faire le tour des capitales européennes pour en présenter l'art d'aujourd'hui. Après Berlin et Lisbonne, c'est le tour de Vienne, dont les plasticiens sont d'ailleurs assez mal connus en France.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Brerette, Sélection « Photo » : Patrick Roegiers

GRAND PALAIS

avenue Winston-Churchill

FIGURATION CRITIQUE 90

de 11 heures à 19 heures jusqu'au 24 septembre

GALERIES

Larry Bell

Cet Américain de la Côte ouest, peu connu en France, a fait ses débuts dans les années 60, au temps du minimal. Il exposait alors de simples cubes de verre. La modulation de la lumière et l'irisation des couleurs sur des surfaces planes, qui étaient au centre de ses préoccupations, sont restées les

FESTIVAL D'AUTOMNE/MUSIQUES

HONGRIE ENCORE...

Feu noir des musiques tziganes



Le groupe Kalyi Jag (Feu noir) est hongrois et tzigane (ci-dessus). Ses musiciens chantent des airs lancinants, jouent des chansons à danser, à faire danser les paysans. Ils s'inspirent de leurs musiques, qu'ils influencent en retour. On a pu s'en rendre compte grâce notamment à Zsigmond Karsai (ci-contre), septuagénaire alerte, qui a recueilli et transmis des centaines d'œuvres traditionnelles : un trésor vivant.

Outre une parenté évidente avec toutes sortes de formes voisines – les Tziganes sont d'origine indienne et enregistrent les traces de tout ce qu'ils traversent, – leur art s'est identifié, en Hongrie à la fin du XVIII^e siècle, lors de l'éveil d'une conscience nationale, à la musique savante.

Variation des mots et des musiques, improvisation. Interprétation *parlando-rubato* des chanteurs, échelle pentatonique, modes majeur, mineur, mixolydien, ces traits caractéristiques sont connus et bien analysés par les musicologues.

Ce qui surprend est ailleurs : dans l'exigence poétique dont ils font loi, l'exigence de « dire le vrai », « d'être vrai », de pousser à la « pensée vraie », hors du code, sous le code, dans l'allusion ou pas. Cette exigence est curieusement relayée par une récréation des ensembles instrumentaux au moyen de la voix. Sans imitation, d'ailleurs, par des « roulements » de solistes : les *pergetés*, ces jeux d'onomatopées ou de découpages syllabiques, comme par le *szabogó*, surprenant effet de contrebasse vocale qui résonne comme un souffle ou une pulsation. Rythmique ? Des instruments ménagers, des claquements de mains et de doigts, des cuillères jumelles que l'on frappe dos à dos comme ailleurs, le rythme accentué à contretemps de la musique européenne.

Et la musique paysanne hongroise, que Bartók décrit en 1933 comme « la partie de la musique populaire la plus importante du point de vue tant esthétique que numérique » ? Plus ancienne, redécouverte récemment, « elle est sans aucun doute un reste de l'ancien

patrimoine culturel commun à toute la nation hongroise ».

Aux Bouffes du Nord, sont invités à ce titre, distincts donc du Feu noir mais issus des mêmes contrées géographiques ou imaginaires, deux phénomènes : Ferenc Sebó, architecte, musicologue, compositeur, qui a remis en marche l'antique vielle à roue. Il poursuit l'édition de chants populaires entreprise par Bartók et établit leur classement et leur typologie par les moyens informatisés.

Quant à Karsai, né en 1920 dans un petit village du sud de la Transylvanie, à Loricrève, il est à lui seul une bibliothèque, une discothèque, la mémoire d'un monde, une mine pour ethnographe.

Petit paysan qui rêvait de devenir peintre, il a transmis plus de huit cents chants traditionnels, plus de cent figures de danse, un trésor d'observations linguistiques et gestuelles. Le puissant mouvement de *tan-chaz* (les maisons de danse), inspiré par Ferenc Sebó, le tient évidemment pour un monument et une source vive.

Et les violons de restaurants ? Les regards langoureux ? Les jabots de dentelle ? Le pittoresque groupe Bratsch ? Tout ce qu'on va nous servir en guise de grande variété folklo-européenne ? Très bien, très bien. Tout à fait dans le ton. C'est exactement à Karsai, Sebó et Kalyi Jag, ce que les Gipsy Kings sont au flamenco et Vanessa Paradis à Édith Piaf.

FRANCIS MARMANDE



Un programme de musique hongroise sans Tziganes ne se conçoit pas. Mais, attention, les amateurs de chemises brodées et de violons sanglotants vont s'étonner. La musique des Tziganes exprime la rudesse de leur existence et le raffinement de leur culture.

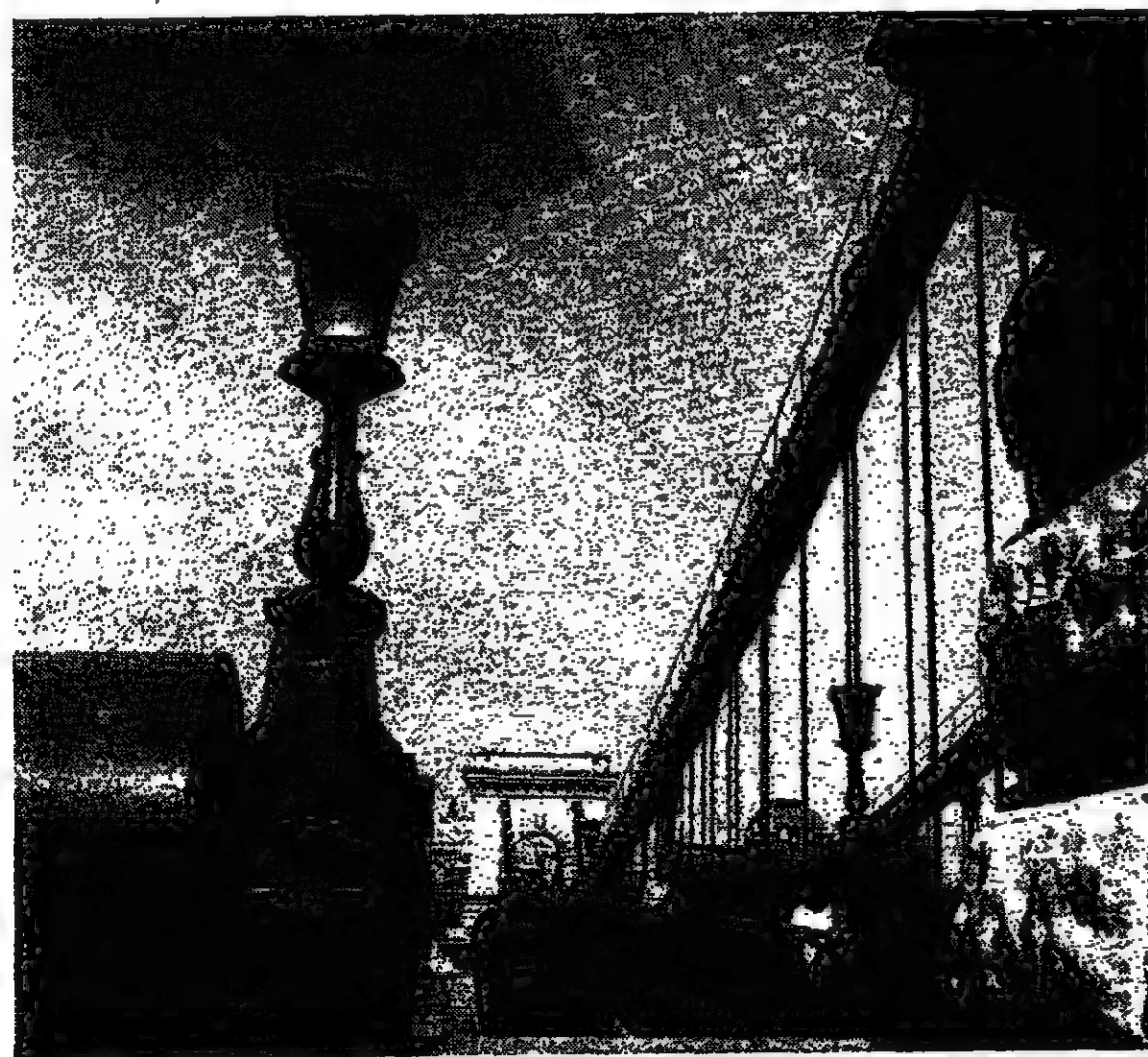
SOIRÉE en deux temps, deux mouvements, aux Bouffes du Nord, dont le décor cru ne peut que servir cet aspect du programme : une première partie de musique populaire de Transylvanie avec Ferenc Sebó et Zsigmond Karsai, soixante-dix ans (voir la photo) pour commencer. Ensemble de Tziganes hongrois Kalyi Jag (Feu noir) ensuite.

Circulant en Hongrie depuis le début du XV^e siècle, les Tziganes s'y sont musicalement comportés comme ailleurs : absorbant les sons et les rythmes

qu'ils entendent, les liant à ceux planés ailleurs ou fixés depuis la nuit des temps, pour jouer en retour un rôle étrange de conservation et de transmission des pratiques culturelles de leurs « hôtes ».

Les autres musiciens, ces nomades de l'inconscient, ont compris les tout premiers cette étrange force créatrice d'un groupe humain qui ordinairement inspirait la crainte et subissait. Béla Bartók et Zoltan Kodály ont en ce sens valeur d'emblèmes. Leur action vient de loin.

Fondé en 1973, Kalyi Jag est un des jeunes groupes qui participent au renouveau de la musique populaire tzigane. Ses membres ne viennent pas de familles de musiciens de métier. Ils transmettent la musique des campements, la musique précieuse des non-musiciens. Ils pratiquent, en les accompagnant instrumentalement, ce qui est la seule nouveauté formelle, les deux genres qui sont au fond de leur culture : les airs lents, lancinants, voilés de cette mélancolie à laquelle on les rattache un peu sommairement. Et, en contrepoint, les chansons à danser aux paroles lestes ou folâtres.



LE MÉCÉNAT MUSICAL DOIT-IL S'ARRÊTER A NOS FRONTIÈRES ?

En 1990, le mécénat musical de la Caisse des dépôts et consignations élargit ses horizons.

Il a rendu possible la venue en Europe, en provenance de l'Inde, de l'Indonésie, du Cambodge et de Thaïlande, de 300 interprètes du Ramayana. Ce spectacle a été applaudi au Festival d'Avignon, dans de nombreuses villes françaises, ainsi qu'à Barcelone, à Rome et à Almagro. La Caisse des dépôts soutient la programmation hongroise du Festival d'Automne 1990 à Budapest et à Paris.

Le musicien japonais Toru Takemitsu a été l'hôte des dix-septième Rencontres de la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon. Elles sont organisées par le Centre Acanthes, que la Caisse des dépôts accompagne depuis quatre ans.

La saison 1990-1991 du Théâtre des Champs-Élysées s'ouvre par un hommage à Nijinsky et aux Ballets Russes, puis accueillera, entre autres, le Kabuki, Julia Migenes et les concerts du programme Hongrie du Festival d'Automne à Paris. L'année 1991 s'ouvrira par la reprise de Boris Godounov par l'Opéra National de Leningrad.

La musique et la danse se rejoignent pour fonder, au sein de la Caisse des dépôts, un mécénat sans frontière.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

FESTIVAL D'AUTOMNE/RÉTROSPECTIVE

THÉÂTRES DU MONDE :

L'insolite continuité



« La Dispute », par Patrice Chéreau (1973).



« Lettre à la reine Victoria », par Bob Wilson (1974).

Depuis la première année le théâtre a tenu un rôle d'entraînement, a lancé la « saison parisienne ». Il a aussi beaucoup contribué à donner une identité à ce festival mastodonte. Michel Guy, pourtant, était éclectique dans ses goûts, dans ses enthousiasmes. Avec le recul, on se rend compte qu'il obéissait à une certaine logique.

POUR son premier Festival, en 1972, Michel Guy demande à Bob Wilson une exposition au Musée Galliera — étrange bestiaire de grands jouets fanés dans un jardin de feuilles mortes où jouent les anges du bizarre — et un spectacle, qui s'est donné une seule fois Salle Favart, mais il a duré vingt-quatre heures. Il s'appelait *Ouverture*. On retrouvait là, dans des lumières lunaires, le silence des personnages, la lenteur onirique du temps, le doux envol d'objets, l'esthétique sulfureuse, la féerie du *Regard du sourd* découvert l'année précédente, et qui a frappé au cœur Michel Guy, comme la plupart des spectateurs de ce spectacle-référence.

Le premier Festival fait la part belle à cette avant-garde qui, à New-York, repliée sur son quartier de Soho, « travaillant pour soi, entre soi », a influencé la vieille Europe tout entière, grâce justement à des gens comme Michel Guy, qui savent imposer leurs passions.

Ouverture, c'est le mot juste. Ouverture sur un rêve américain sans aucun rapport avec celui des gagnants de Wall Street, ou de maison-gazon-famille. Un rêve qui colle aux utopies des années 70 d'un monde de paix, débarrassé des ambitions carriéristes,

peuplé d'artistes vivant pour leur art — c'était le temps de la créativité pour tous.

« Quelque part », comme on disait alors, cette utopie trouvait écho chez Michel Guy. Il s'est emballé, a fait venir régulièrement quelques purs produits de cette avant-garde, marginale dans le sens où elle travaillait non seulement « off off » Broadway, mais hors syndicats : Richard Foreman qui, entre des cordes tendues, enfermait et fragmentait les tintamarres, les gestes éclatés de la schizophrénie new-yorkaise ; Robert Anton, un si doux jeune homme qui pour vingt spectateurs habillait ses doigts d'énigmatiques poupées minuscules dont il fendait la tête d'un mouvement ; les Mabou Mines, les plus intellectuels, les plus européens peut-être, avec la sombre beauté, le surréalisme raffiné de spectacles inspirés par notre Colette et avec eux David Warrilow, apparu comme l'incarnation-acteur de Beckett — et qui, cette année encore, est présent...

Et, surtout, Michel Guy est resté fidèle à Bob Wilson, qui pendant des années a conçu pour le Festival des spectacles de plus en plus sophistiqués. La magie candide d'*Ouverture* devenait une aventure technologique complexe. Bob Wilson pouvait passer une après-midi à régler le dessin d'une lumière sur un bras plié, et il est vrai que la *Lettre à la reine Victoria*, *Edison*, mieux encore *Einstein on the Beach* en coproduction avec le Festival d'Avignon, faisaient défiler des images insolites, magnifiquement simples, dont la naïveté apparaissait de plus en plus pour ce qu'elle est : un parti pris stylistique.

Dans *Einstein on the Beach*, la musique originale de Phil Glass tient une place essentielle. Toujours, les spectacles de Wilson ont rassemblé sur scène un nombre considérable d'acteurs, de danseurs, de musiciens, et si *I Was Sitting on my Patio* ne comportait que deux personnages, c'était dans un environnement féérique d'effets sonores et lumineux, redoublés par des écrans vidéo... Il est vrai aussi que cette époque représente une sorte d'âge d'or chez Wilson, qui ensuite a monté des opéras, a beaucoup travaillé et travaille beaucoup en Allemagne, où les institutions sont riches

— il en a parfois fait profiter le Festival. Ainsi, cette année.

Michel Guy aurait voulu pouvoir se conduire en protecteur des arts, en mécène, ne pas compter. Mais un directeur de festival, et même un secrétaire d'État à la culture, doit calculer ses budgets et s'y tenir. En tout cas, ne pas faire sauter la banque. L'argent manque toujours, c'est une constante quand il s'agit de présenter pendant trois mois à Paris — qui n'est pas un désert artistique — des spectacles particuliers, prestigieux, et de préférence inédits.

Et comme il n'écoulait que ses coups de cœur, il s'est obstiné, s'est débrouillé — coproductions, échanges, parrainages, sponsoring, label « Festival d'Automne » accordé à des spectacles ambitieux, — a

participé au rêve avorté de Bob Wilson d'un opéra mondial cofinancé par six pays, *The Civil Wars*... Il a tenu son pari de donner une identité au Festival d'Automne, ce mastodonte foisonnant autant que disparate. On a pu lui reprocher de proposer d'une année sur l'autre les mêmes noms, mais peut-être cette fidélité a-t-elle justement permis de définir l'identité du Festival.

Dans le domaine du théâtre, la ligne n'est pas immédiatement évidente. Elle est tortueuse, mais elle a sa logique. On ne peut pas éliminer complètement les questions matérielles. Par exemple, Michel Guy est souvent allé à Milan, Venise ou Rome voir des spectacles de Luca Ronconi, a rêvé de les faire venir, a buté sur leur coût, sur leur complication technique — il a



« Le Cerceau », par Vassiliev (1988).

L'Ecole des Femmes

Molière



Mise en scène
Alain
Ollivier

MC 93
BUBIGNY

25 sept
- 27 oct
48 31 11 45

هكذا من الزميل

FESTIVAL D'AUTOMNE/RÉTROSPECTIVE

UNE SEULE IDENTITÉ

d'une logique tortueuse



« Les Estivants », par Peter Stein (1976).



« Sur la grande route », par Klaus Grüber (1984).

fallu une vingtaine de voitures des années 50 en état de marche pour une adaptation des *Oiseaux*, d'Aristophane, *Utopia*, - s'est heurté au fait que les représentations étaient terminées en automne... Les théâtres, en Italie comme en France, n'ont pas de troupes permanentes. Lorsque les acteurs sont dispersés, les décors mis en tas dans un hangar, mieux vaut créer un nouveau spectacle plutôt que de reconstituer l'ancien.

En revanche, les Allemands ont des troupes et des répertoires. Ayant connu la *Schaubühne* de Berlin, Michel Guy a convaincu les deux principaux metteurs en scène de venir chez lui. Il y a eu d'abord à Nanterre les *Estivants*, de Gorki, par Peter Stein - ombres frileuses dans un bois de bouillottes - et *Empédocle*, de Hölderlin, par Klaus Grüber - Bruno Ganz devant un mur de lumière, tandis que sur le côté des Parques en chignon gris filent les jours de sa vie dans un décor de gare désaffectée... On se souvient de l'*Oresteïe*, le chef-d'œuvre de Stein après lequel il devint difficile de monter les tragiques grecs ; on revoit Edith Clever, Clytemnestre éblouissante de sang, et Jutta Lampe, Minerve ironique casquée d'or...

Il y a eu les *Nègres*, de Genet, les *Trois Sœurs* en même temps qu'une autre pièce moins connue de Tchekhov, par Klaus Grüber, *Sur la grande route* - un amas de voyageurs aux regards perdus, devant un mur crayonné criblé de balles... *L'Affaire de la rue de Lourine*, de Labiche, le cauchemar d'un matin de guêles de bois, avec un trou de mémoire qui pourrait bien refouler un crime. Enfin, surtout, *la Mort de Danton*, de Büchner, hymne à la mort, visages encadrés de lumière, corps égarés dans la nuit, et le vide hanté de la scène...

Le Festival d'Automne a pu provoquer des chocs, par exemple avec les rudes danseurs canailles, les chanteuses très blondes du *Tango argentino* qui, d'abord venu pour six jours, a cancément explosé et relancé une mode. Mais l'important, pour Michel Guy, c'était de faire connaître les artistes quels qu'ils soient - et ça ne se fait pas en une seule fois, - de faire du chemin avec eux. Jean-Marie Patte ou Syberberg, Kantor ou Bernard Sobel, Jérôme Deschamps ou Carmelo Bene, il les a sui-

vis autant qu'il a pu. Sa logique est là, et non pas dans un parti pris esthétique, encore moins idéologique. C'était sa force, mais aussi sa limite. Il a laissé passer des gens qu'il n'a pas voulu voir, s'est parfois trompé dans ses enthousiasmes, l'a d'ailleurs reconnu, n'a pas toujours réussi à s'attacher ceux qu'il souhaitait - l'argent et le temps, encore et toujours. Il aurait voulu plus souvent Peter Brook qui, pour le Festival, avec *Timon d'Athènes* a ouvert les Bouffes du Nord, dont pour la première fois les murs calcinés exerçaient leur envoiement. Ou Patrice Chéreau qui a créé pour le second Festival la *Dispute*, de Marivaux - les femmes en robe du soir, les hommes en habit trébuchant, traversant sur une poutre la fosse d'orchestre vide d'où s'élevait la musique d'un orchestre fantôme, le jardin de l'amour où des enfants sauvages découvraient le désir et la déchirure.

Un spectacle enchanté à la Gaîté lyrique disparue. Le Festival ne possède pas de lieu propre. Seul avantage : pouvoir investir des endroits comme cette chapelle qui donnait au dernier spectacle théâtral de Grotowski *Apo-calyptus cum figuris* une dimension d'opéra sacré... Quand il a rêvé son Festival, c'était l'une des utopies de Michel Guy que de transformer ainsi la Ville Lumière en Ville Théâtre. Après quoi, on se heurte à des interdicts administratifs...

En nombre, les projets fous de Michel Guy n'ont jamais diminué. Ils ont seulement changé. Il fallait bien s'adapter. On ne voit pas qui, dans ce domaine, aurait pu faire autre chose, car on connaît peu d'hommes aussi obstinés pour ne pas dire têtus.

Un exemple : depuis qu'en France on avait entendu parler du théâtre le plus « subversif » de Moscou - le plus aimé de l'intelligentsia en tout cas, la Taganka - et de son fondateur, Youri Lioubimov, et du rythme sec de ses spectacles, de ses rampes de lumière dirigées vers le public, tout le monde le voulait. Jean-Louis Barrault, directeur du Théâtre des Nations, avait failli réussir, mais c'était en 1968. Michel Guy s'est démené, a pu faire venir à Chaillot une sorte de rétrospective - la Taganka est un théâtre de répertoire, avec une troupe, - le fameux *Dix jours qui ébranlèrent le monde* sur la révolution

d'Octobre, *Hamlet*, *la Mère*, un Cabaret Maïakovski mal à l'aise sur le grand plateau de Chaillot.

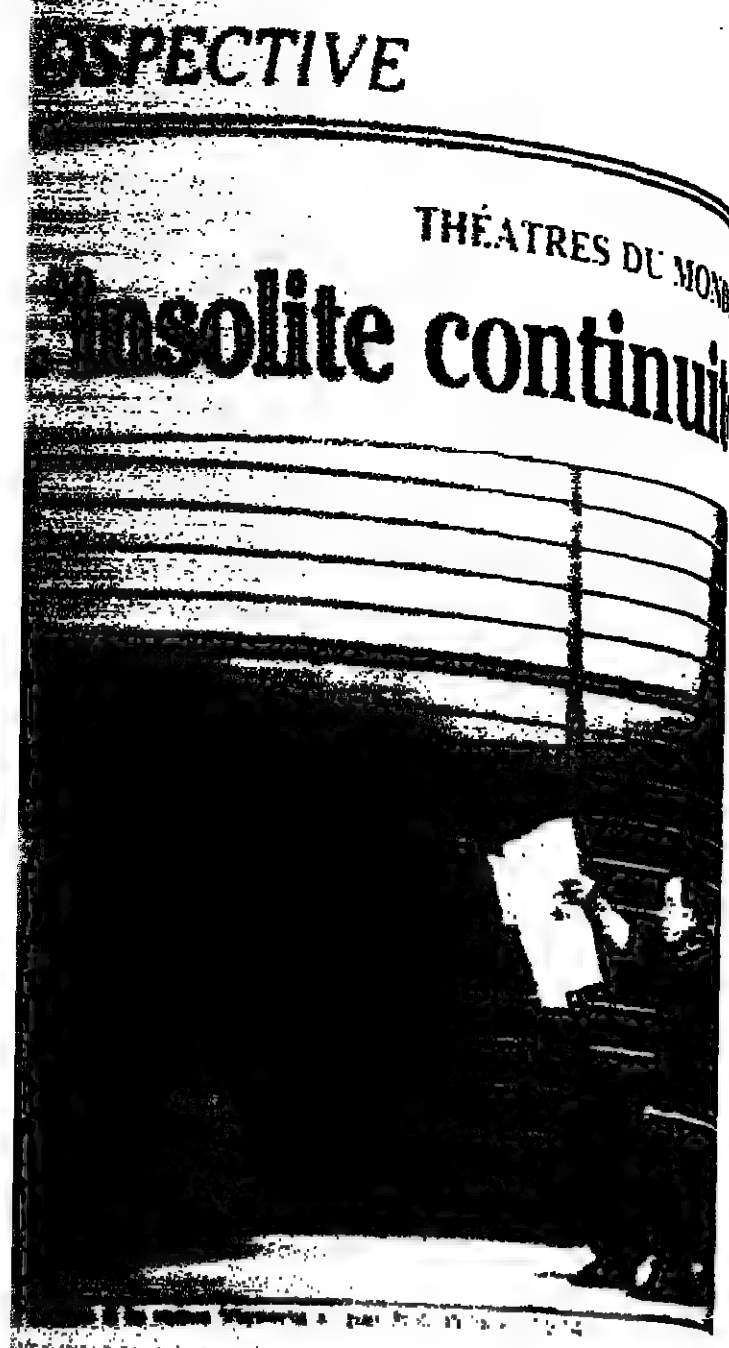
En fait, une partie du public parisien l'a pris de haut, a montré un manque de curiosité consternant, n'a pas voulu comprendre l'intérêt historique, pédagogique, et théâtral, d'un tel ensemble. Dommage pour ceux qui se sont privés de la présence intense de Visconti, de sa voix rocailleuse qui renvoie Tom Waits parmi les Petits Chanteurs à la croix de bois...

Michel Guy a failli mais ne s'est pas découragé. Dès que perestroïka et glasnost l'ont permis, il est parti avec son équipe pour négocier - négociations très très longues - la venue de spectacles dont l'Europe de l'Ouest avait été privée. Différents festivals, dont ceux d'Avignon

et de Berlin, ont participé à l'aventure. Une vraie aventure et quelques révélations : des comédiens puissants, capables, semble-t-il, de prendre en charge n'importe quelle situation, et qui, d'une réplique à l'autre, passent de l'abattement à la nervosité. Des textes épiques, des pièces qui décrivent avec rigueur, avec une ironie assez dure l'interaction du social et du privé. Ainsi le *Cercueil*, de Slavine, par Vassiliev - le plus médiatique des metteurs en scène, - pièce que Claude Regy reprend cette année...

Michel Guy s'est une fois de plus emballé : sur *Frères et Sœurs*, d'Abramov, par Lev Dodin, qu'il envisageait de faire revenir pour monter des opéras... S'il avait eu le temps, il y serait parvenu.

C. G.



THÉÂTRES DU MONDE
Insolite continué



AUJOURD'HUI, SI VOUS NE CONNAISSEZ PAS LES RÈGLES DE L'EMPLOI VOUS SEREZ VITE HORS JEU

Le Monde INITIATIVES
CARRUS • EMPLOI

CHACQUE MARDI
numéro
date mercredi

GRANDE GALLIE
A PARTIR DU 5 OCTOBRE

SANS TITRE
FEDERICO GARCIA LORCA
LUIS PASQUAL

ODEON
19-20 septembre
ROUNDJA 14 oct. 3 nov.
LA JEUNE FILLE PLUS BELLE QUE LUNE ET QUE ROSE

25 SEPTEMBRE

31 OCTOBRE

ELLE GENET BAYEN

ELLE DE JEAN GENET
MISE EN SCÈNE
BRUNO BAYEN

avec
Marie Casarès
Gigi Dall'Aglio
David Gabison
Jacques Pfeiffer
Marc Sussli

TARTUFFE
MOLIÈRE
SOBEL

MISE EN SCÈNE : BERNARD SOBEL
avec Aude Briant, Maria Casarès, Philippe Faure, David Gabison, André Marcon, Vincent Massot, Michèle Oppenot, Dominique Parent, Nicolas Pignon, Dominique Raymond, Andrzej Seweryn.

TARTUFFE
DE GENNEVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE
N'AYANT QU'UN TAT
MÉTRO GABRIEL PÉRI
TEL 47708726130

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

le Théâtre contemporain de la danse en collaboration avec l'Opéra-Comique présente

François Raffinot
Compagnie Barocco
GARDEN PARTY OU LES SURPRISES DE LA CONVERSATION
Musique et interprétation Michael Nyman Band
17 et 18 octobre à 20 h 30

Juan Carlos Garcia
Compagnie L'Anima Impériale
KAÏROS
20 octobre à 20 h 30
et 21 octobre à 17 h

Kilina Crémone
Kilina Crémone-Roger Mequin
Compagnie de danse
NUVOL BLANC
Musique et interprétation Ilus Liach
24 et 25 octobre à 20 h 30

Gigi Caculeanu
Centre national/Théâtre chorégraphique de Rennes et de Bretagne
NEWS
27 octobre à 20 h 30
et 28 octobre à 17 h

Dans le cadre de l'ouverture de sa 7^{ème} saison

ABONNEMENT
3 SPECTACLES 200 F.
TEL 42.74.44.22

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

FESTIVAL D'AUTOMNE/RÉTROSPECTIVE

DANSE : UNE PASSION

Savoir « lire » un ballet

Avant de s'intéresser au théâtre, Michel Guy se passionnait pour la danse. Contemporaine et classique. Il a largement contribué à faire connaître en France et en Europe les Américains, Merce Cunningham en particulier, à qui il est resté fidèle.

PARCE qu'il reconnaissait la danse comme un art majeur, Michel Guy était un spectateur exigeant. Il aimait l'originalité et la fluidité dans le mouvement, mais aussi la performance technique chez les beaux corps entraînés. Il appréciait plus rarement la violence dans l'expression et fuyait la vulgarité. Il disait : « C'est plus facile de saisir Cunningham si l'on a bien regardé Kandinsky et Bram Van Velde. »

La netteté de ses engagements le précipita dans des batailles qui tantôt le distraient et tantôt le faisaient enragier. Mon plus ancien souvenir remonte au 10 mai 1952, quand George Balanchine présenta pour la première fois à Paris et au palais Garnier le New York City Ballet. Les « pour » dont il était, avec Olivier Merlin, gagnèrent la partie haut la main. On savait désormais qu'il existait aux États-Unis une nouvelle danse classique, très pure, très nerveuse.

Deux ans plus tard, il vécut la chute de Martha Graham au Théâtre des Champs-Élysées. La revanche viendra vingt-deux ans plus tard dans le même lieu.

En 1962, il avait vu, à New-York, Merce Cunningham et, totalement conquis, vint le soutenir au Théâtre de l'Est parisien face à un public abasourdi et même haineux (juin 1964). Viola Farber se souvient avoir reçu un œuf sur la figure, lancé par une spectatrice des premiers rangs. Ni l'œuf ni les sifflets n'empêchèrent Michel Guy de proposer à Jean Robin le nom de Cunningham pour la programmation 1966 du Festival international de la danse de Paris. Ce fut pire qu'au TEP. John Cage montait le son, avec ivresse, pour couvrir les cris des mécontents. Qu'il agisse comme directeur du Festival d'Automne ou

comme ministre (1974-1976), Michel Guy ne cessa d'encourager un chorégraphe assez inventif pour transporter dans la danse son idéal délicat de la vie.

En 1973, Rolf Liebermann accepta de monter au palais Garnier un ouvrage de près de deux heures avec le trio Cunningham, John Cage et Jasper Johns (pour le décor et les costumes). Ce sera *Un jour ou deux*. On s'aperçut alors que les danseurs de l'Opéra pouvaient tout danser. Michel Guy s'est battu pour bien d'autres artistes contemporains avant qu'ils n'acquiescent la notoriété. A la Cité universitaire, on vit, grâce à lui et à Bénédicte Pesle, le début parisien de Twyla Tharp. Ce soir-là, je l'avoue, je ne fus pas du petit nombre qui reconnut le talent de la future chorégraphe de *Hair*.

Michel Guy ne limitait pas son engagement à la défense de la *modern dance*. En 1963, lors du premier Festival de danse de Paris, il assista aux sept représentations du *Lac des cygnes* données par le Royal Ballet de Londres. On peut sourire, mais c'est ainsi que l'on apprend à « lire la danse ». En 1972, le jeune Ballet de Marseille, créé par Gaston Defferre pour Roland Petit, présenta au Festival d'Avignon un ouvrage intitulé *Allumez les étoiles*. Une évocation brillante de la vie du poète soviétique Maïakovski. Politiquement, l'ouvrage était, on s'en doute, tout à fait modéré. En bien, le ballet fut salué par des cris du genre « Ne touches pas à la révolution d'Octobre ! » (c'était, en effet, un peu tôt). Roland Petit comptait ses partisans : « Je n'oublierai jamais, dit-il, Michel Guy, en veste blanche, debout, applaudissant à tout rompre... »

En 1973, l'an II du Festival d'automne, il présenta, outre Cunningham, la mise en scène audacieuse de Maurice Béjart pour la *Traviata*, de Verdi. Nous étions allés à Bruxelles voir le spectacle. Je lui demandais son avis à l'entracte. L'eus droit à deux mots de réponse : « Festival d'Automne ».

Secrétaire d'État à la culture, sans grands moyens, Michel Guy doubla la subvention du Ballet de Marseille, relança la saison chorégraphique d'été dans la cour Carrée du Louvre, renforça l'aide aux jeunes compagnies françaises et créa, à la stupeur du ministère des finances, une inspection générale de la danse.



Merce Cunningham (1988).

En juillet 1989, souffrant, il se rendit à Arles pour voir son cher Cunningham décoré de la Légion d'honneur. En novembre, il était à l'Opéra pour l'hommage à Diaghilev. Il regretta l'absence (volontaire) de Rudolf Nouriev dans *Petrouchka* et fut enthousiasmé par la présentation des *Noctes*, le chef-d'œuvre de Stravinsky et de Bronislava Nijinska. La Sept et son partenaire britannique NVC Arts ont réalisé un film superbe de cette soirée. « Ça, il faut le faire et bien », avait recommandé Michel Guy.

Car cet homme, qui était, comme Stendhal, « vraiment heureux au théâtre », avait compris le rôle de l'audiovisuel dans la diffusion de la culture, et notam-

ment l'art chorégraphique. C'est un combat qu'il avait engagé en 1974 rue de Valois, sous les sarcasmes, et qu'il poursuivit jusqu'à ses derniers jours avec Georges Duby et Jérôme Clément au sein de la jeune chaîne culturelle.

Michel Guy parlait avec le ton juste aux artistes. Il était aussi à l'aise dans les villages de Bali, où il allait à la découverte de musiciens et de danseurs, que dans les coulisses des théâtres parisiens. Un ancien de l'Opéra, Max Bozzoni, me confiait il y a peu de jours : « Michel Guy, on était toujours content de le voir à Garnier. Il savait ce qu'il regardait. »

IGOR EISNER

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT



AU RISQUE DE FAIRE
RIRE BEAUCOUP DE MONDE,
LE CCF S'EST ASSOCIÉ AVEC
LES FRÈRES ZÉNITH.



PENSER L'ARGENT AVEC INTELLIGENCE

MUSIQUES :

Vendanges

divers

On a écouté des musiciens qui étaient venus de très loin. On a admiré des instruments exotiques. On a découvert et appris à connaître des compositeurs, créateurs en rupture d'écoles. Les programmes du Festival sont liés d'abord à une infinie curiosité.

NARCISO Zecchin, vous connaissez ? Sans la truelle providentielle de ce maçon, le Théâtre des Bouffes-du-Nord ne serait jamais devenu le terrain des aventures les plus folles du Festival d'Automne, celles qui hantent à jamais la mémoire du spectateur. Cette salle de quartier devenue cinéma, puis redevenue théâtre, puis fermée, puis redécouverte et subtilement dépouillée par Peter Brook, devint le lieu de célébration des rituels les plus bouleversants : lançant bourdon des voix des moines libétiens de Gyuto, mélodies intimes des griots nigériens, psal-

modies des muezzins d'Alep, tournis mystique des derviches de Damas, rondes hallucinées des aborigènes d'Australie. Autant de témoignages des cultures extra-occidentales, que le dénuement du lieu évite de réduire à des objets-spectacles.

Une initiation d'oreille et de cœur au continent des sons prolonge la réussite la plus spectaculaire du Festival : la Galerie Sonore, inventée en 1973 par les Jeunesses musicales de France et Maurice Fleuret. Sifflets des bergers de Haute-Volta, tambours d'aisselles du Togo, calabasses géantes du Niger, zarbs iraniens, plus de cinquante instruments d'Afrique et d'Asie seront touchés par plusieurs centaines de milliers d'enfants. Le souci pédagogique suppose une démarche de longue haleine. *L'ostinato* seul retient le public.

Homme de fidélité autant que de découverte, Michel Guy s'acharne à imposer les réalisations des artistes qu'il estime véritablement novateurs, quitte à « enfoncer le clou ». Le début des années 70 voit proliférer les festivals de musique contemporaine, à Metz en 1972 et à La Rochelle en 1973. Michel Guy choisit un projet pluridisciplinaire, reflet de l'art vivant dans toutes ses composantes.

سكنا من الوصل

FESTIVAL D'AUTOMNE/RÉTROSPECTIVE

ballet

ARCHITECTURE : UN RÉVÉLATEUR

De la vague, à l'art

L'architecture vivait un rude hiver. Le printemps des penseurs et des créateurs était long à venir, malgré des signes encourageants. C'est le moment qu'a choisi le Festival d'Automne pour apporter quelques belles et solides surprises. Et quelques déceptions.

Avouer prudemment au plus près des modes, sans s'y engager vraiment mais en faisant comme si, on risque fort de se planter. A surfer sur la crête des modes, le risque est plus grand encore, mais, quand on touche, on touche vraiment. C'est ce qui aura fait la spécificité et l'originalité du Festival d'Automne depuis qu'il a inscrit l'architecture à l'ordre du jour, à l'ordre des arts. Cela n'a pas toujours été vrai. Il y a eu des expositions molles, des expositions sans le sou, d'autres récupérées, presque soldées, et qui n'avaient au fond pour but que de montrer toujours – pour qui en doutait, mais Michel Guy était payé pour savoir que beaucoup en doutaient – que l'architecture existait à côté du théâtre, de la musique, des arts plastiques, et de la danse.

La danse contemporaine, et plus précisément la danse américaine, c'est un fait entendu : Michel Guy et son entourage auront largement contribué à la faire émerger sur la scène française, à l'intégrer à la culture de base du Parisien branché puis des maisons de la culture. Pour l'architecture, il est plus difficile de cerner l'apport spécifique du Festival d'Automne à la culture française. Plusieurs expositions monographiques, tout à fait convenables pour le narcissisme du créateur présenté, se sont révélées d'un intérêt limité ou très spécialisé.

L'IMPÉNÉTRABLE SOURIRE DU JAPON

Pour Zanine, l'architecte brésilien présenté l'an dernier aux Arts décoratifs, il manquait certainement les éléments contextuels qui auraient expliqué son éventuelle importance sur la scène internationale. Cela ne retirait rien, pour quelques spécialistes, au plaisir de découvrir un créateur oublié du courant transatlantique des revues d'architecture. A l'inverse, que pouvait apporter une exposition Renzo Piano, en 1988, à la chapelle de la Sorbonne ? Rien aux spécialistes qui connaissent parfaitement le tout et le détail de ce professionnel largement médiatisé. Et sans doute pas grand-chose au grand public, confronté à l'empilement – par Piano lui-même – de documents techniques et de réflexions d'atelier.

Mais le Festival d'Automne – remontons largement dans le temps, – ce fut a contrario l'une des plus somptueuses tentatives pour faire découvrir tout à la fois l'architecture, les arts plastiques et quelque chose du sourire prétendument impénétrable du Japon.



L'espace MA japonais.

C'était en 1978, au Musée des arts décoratifs. Un thème avait été choisi et confié à l'architecte Arata Isozaki, alors beaucoup moins connu qu'il ne l'est à présent à travers le monde. Ce thème, le *ma*, n'était pas des plus simples : la distance ou la tension entre deux ou plusieurs éléments séparés, dans l'espace ou dans le temps.

Mais, si compliquée que fut une telle notion, et quand bien même elle restait largement étrangère au public, elle faisait sourdre deux idées désormais comprises comme essentielles : la complexité, et la charge symbolique que doit ou devrait avoir toute architecture. Très certainement, le choix par un jury du projet de l'Arche de la Défense aura directement ou indirectement profité des effets d'une telle exposition.

L'idée que l'architecture est complexe pouvait venir du Japon. Elle pouvait aussi venir d'autres pays, dans cette France où les professeurs et les élèves d'architecture assistaient, médusés, au naufrage de leur profession.

Elle pouvait venir des États-Unis, où des esprits comme Venturi, Moore et quelques autres inventaient sans le savoir le postmodernisme – terme sous lequel Jenks devait regrouper ce qui, par définition, échappait à toute classification. Elle pouvait aussi venir

d'Italie, où la nécessité de classer les formes prend des aspects plus luxuriants. En 1980, la Biennale de Venise avait ainsi présenté une exposition-spectacle, organisée par Paolo Portoghesi, dans les anciennes cordières. Un titre sobre et explicite : « Présence de l'histoire » (« Presenza del Passato »). On était manifestement au cœur des problèmes, au cœur des conflits, et sans doute à l'instant où l'architecture sortait du mythe de la formule « boîte à chaussures » pour demander sa réintégration dans les rangs de la culture. L'équipe du Festival d'Automne ne se fit pas prier. En octobre 1981, elle importait l'élément cen-

tral de l'exposition vénitienne, la « Strada novissima » (traduire : « la rue de toutes les nouveautés »), qu'elle installait à la croisée du chœur et du transept de la chapelle de la Salpêtrière.

En passant de Venise à Paris, on passait ainsi de la rue à la place... Et sur cette place des plus publiques, on vit s'affronter les convictions et les écoles françaises, les « modernistes » – il est vrai absents de la sélection italienne, ce qui est tout de même vexant – contre les « post » et *tutti quanti*.

DES CONFLITS D'ÉCOLES AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS

La réaction n'allait pas se faire attendre. C'est le Festival d'Automne qui, tout seul, ou presque (il s'associa à la Biennale de Paris), produisit l'exposition réponse à celle de la Salpêtrière. L'année suivante en effet, en 1982, les Beaux-Arts présentèrent « La modernité, un projet inachevé », titre ambigu s'il en est, mais qui signifiait en premier lieu que les « modernistes » – assimilés pour l'occasion aux vrais producteurs d'architecture sociale (la majorité est alors passée à gauche depuis plus d'un an) – étaient loin d'avoir tout dit, et même, quel culot ! qu'ils avaient encore des idées fraîches. Les mauvais esprits, eux, auraient pu vouloir comprendre que ladite modernité était restée inachevée pour des raisons trop claires, et qu'il y avait lieu d'en laisser le projet en l'état.

Et puis tout le monde se réconcilia. Ceux qui s'étaient détestés s'entendirent pour s'accorder des récompenses. Le temps des grands concours étant venu, les jeunes penseurs de l'architecture se sont accordés pour envisager de passer des conflits d'écoles aux conflits d'intérêts. Le Festival d'Automne, ayant fait ce qu'il avait à faire – redonner la parole aux créateurs, – est revenu à des procédés plus classiques – choisir tel ou tel créateur dans une cohorte désormais assez médiatisée. D'où Piano, d'où Zanine... Et puis, pour rester dans l'air du temps, il s'est intéressé, au détour d'une saison, à ce que faisait l'Inde. De l'exposition, encore aux Beaux-Arts, il est ressorti Le Corbusier, ce qui, pour être passionnant, n'était pas vraiment neuf.

FREDERIC EDELMANN

VOYAGES

Vendanges tardives

Il annexe les Semaines musicales internationales de Paris (SMIP), créées en 1968 par Maurice Fleuret, qui en démissionne six ans plus tard au grand dam d'un jeune public enthousiaste, acquis aux grands noms de l'avant-garde, de Cage à Boulez, de Bussotti à Stockhausen. Un public qui se presse, trois mois durant, sous les yeux de lumière des deux Polytopes de Xenakis, et participe, de la voix et du corps, aux *Maulwerke* – pièces pour la gueule – de Schnebel.

Si le grand objectif de Michel Guy – établir des passerelles entre les arts – n'a pas été complètement atteint selon ses propres dires, l'axiome a pourtant trouvé un début de réalisation grâce aux envies réciproques des gens de théâtre et de musique. Figure de proue du Festival, Kagel multiplie les variations sur la théâtralité du geste musical, tandis qu'un Peter Brook explore à l'infini la petite musique des voix.

Avide de combler les lacunes de la diffusion contemporaine, Michel Guy a programmé aussi bien les papes de la musique répétitive américaine, que les *performers* new-yorkais, Aperghis et Berio, Bryars et Eloy, Nono et Messiaen, Lachen-

mann et Dusapin. Tous créateurs en rupture d'écoles, par ailleurs délabrés.

L'an dernier, pour ce qui devait être son dernier Festival, Michel Guy avait passé commande à une trentaine de compositeurs, toutes générations et tendances confondues. Des étoiles de première grandeur, invités permanents du Festival – Kagel, Boulez, Ligeti, Bussotti, Eloy, Berio, Xenakis, Nono, Aperghis – aux *novae* émergeant d'une avant-garde sans dogmes – Krawczyk, Tanguy, Strauch, Demierre, Guerero. Une manière de Panthéon, bâti à coups de cœur par un amateur éclairé, préférant aux dosages subtils les erreurs, rançons des engouements passagers.

Au risque d'être accusé d'académisme, Michel Guy a choisi une certaine politique des auteurs, misant sur le long terme plus que sur la découverte. Une option en adéquation avec les panoramiques de la vie artistique tracés, saison après saison, par le Festival. Peut-être la meilleure part devant le constat général d'inanité des responsables de festivals de musique contemporaine, lancés à la poursuite des ombres de l'avant-garde.

MARCEL WEISS

DANSE



21 ET 22 SEPT. 20H30
JAN FABRE
THE DANCE SECTIONS
FABRE / GORECKI

25 SEPT. - 6 OCT. 20H30
DIM 30 SEPT. 17H
MERCE CUNNINGHAM
2 PROGRAMMES
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

théâtre de la bastille

19 septembre - 14 octobre 19h30
dimanche 15h30 - relâche lundi
en alternance
5 jours impairs

ENTREE PERPETUELLE
d'après "Le Drame de la Vie"
de Valère Novarina
avec Laurence Mayor
Mise en scène Pascal Omhoret

5 jours pairs
SALUT VIEIL OCEAN !
d'après "La Faim"
de Knut Hamsun
avec Laurence Mayor
Mise en scène Anne Wiazemsky

20 septembre - 28 octobre 21h
dimanche 17h - relâche lundi
LES ENFANTS TANNER
de Robert Walser
Mise en scène Joël Jouanneau

43 57 42 14
76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

SAISON 90-91

Abonnements : 60 06 20 00

Théâtre

JOËL JOUANNEAU
GILDAS ROUDET
PHILIPPE SIREUIL

Musique

PIERRE CONSTANT - MOZART
MICHEL HERMON
QUATUOR BALANESCU
LAMBERT WILSON
NATHALIE STUTZMANN
MICHEL DALBERTO
RHYS CHATHAM

Danse

DANIEL LARRIERE
MATHILDE MONNIER
JOSEF NADJ
PHILIPPE DECOUFFE
CIE PALL LES OISEAUX

CIRQUE DE MOSCOU

RAYMOND DEVOS
VOLIERE DROMESKO

Envoi gratuit
du programme
sur demande
au 60 06 20 00

LA FERME DU BUISSON
Centre d'Art et
de Culture
de Marne-la-Vallée



La Ferme du Buisson

THEATRE

L'EUROPE DU THEATRE
AUTRICHE, POLOGNE, TCHÉCOSLOVAQUIE,
YOUGOSLAVIE-ANGLETERRE
FRANCE
CREATIONS ET PREMIERES PRESENTATIONS A PARIS

THEATRE DE LA BASTILLE
20 SEPTEMBRE - 28 OCTOBRE
JOEL JOUANNEAU
ROBERT WALSER
LES ENFANTS TANNER

CENTRE GEORGES POMPIDOU
1, 2 OCTOBRE
IVO KROBOT
BORISLAV HEKAL
MOI QUI AI SERVILE NOT D'ANGLETERRE

CENTRE GEORGES POMPIDOU
6, 7, 8 OCTOBRE
LADISLAV SMOCEK
L'ETRANGE APRES-MIDI DU DR ZVONEK BURKE

CENTRE GEORGES POMPIDOU
10, 11, 12 OCTOBRE
BOLESлав POLIVKA
SEANCE

CENTRE GEORGES POMPIDOU
13, 14 OCTOBRE
MARTIN HUBA
MARTIN PORUBIAK
PATRICK SLEKIND
KONTRAKAS

THEATRE DE L'ATHENEE
9 OCTOBRE - 11 NOVEMBRE
CHANTAL MOREL
M. AGUEY
UN JOUR AU DEBUT D'OCTOBRE

THEATRE DE LA BASTILLE
21, 22, 23 OCTOBRE
ANTONI LIBERA
DAVID WARRILLOW
SAMUEL BECKETT
KRAPP'S LAST TAPE

THEATRE DE LA BASTILLE
30 OCTOBRE - 13 NOVEMBRE
THIERRY BEDARD
EMMANUELLE RODRIGUES

ALAIN NEDDAM
MICHEL LEGRY, JEAN PAUL HAN
AMBROISE BIERCE, ROGER CAILLOIS
PATHOLOGIE VERBALE II

THEATRE DES AMANDIERS
6 NOVEMBRE - 10 DECEMBRE
CLAUDE REGY
VICTOR SLAVINE
LE CERCEAU

THEATRE DE LA BASTILLE
10, 11, 12 NOVEMBRE
MLADEN MATERIC
THEATRE TATOU

THEATRE DES AMANDIERS
20 NOVEMBRE - 21 DECEMBRE
MARC FRANCOIS
HERMAN BREGAN
LES AMULET

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT
21 NOVEMBRE 1990 - 9 FEVRIER 1991
JEROME DESCHAMPS
MACHA MAKETEFF
LES FRERES ZENITH

THEATRE DE LA BASTILLE
14, 15, 16 DECEMBRE
WLADYSLAW ZNORKO
LA CITE CORNU

THEATRE DES AMANDIERS
17, 18 DECEMBRE
PETER ZADEK
SHAKESPEARE
DER KAUFMANN VON VENEDIG

CENTRE GEORGES POMPIDOU
21 JANVIER - 4 FEVRIER 1991
TADEUSZ KANTOR
ATJOURD'HUI C'EST MON ANNIVERSAIRE

MUSIQUE

HONGRIE
THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
7 OCTOBRE
PETER EOTVOS
GYORGY LIGETI
GYORGY KURTAG

CONSERVATOIRE NATIONAL
SUPERIEUR D'ART DRAMATIQUE
7, 8 OCTOBRE
GYORGY KURTAG
ANTHONY DOWLING

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
9 NOVEMBRE
GYORGY SZABADOS
MIHALY DRESCH

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
9 NOVEMBRE
FRANZ LISZT
ZOLTAN KODALY

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
10 NOVEMBRE
ANDRAS SZOLLOSZ
BELA BARTOK
SANDOR BALASSA

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
12 NOVEMBRE
ANTON DVORAK
FRANZ SCHUBERT
ZOLTAN KODALY

SERGEI RACHMANINOV
ERNŐ VON DOHNANYI
JEAN SIBELIUS
CLAUDE DEBUSSY
ANTON WEBERN

FRANZ LISZT
BELA BARTOK
ALDO BRUNO TUGATELLI
13 NOVEMBRE

LUKAS LIGETI
JOHN CAGE
ZOLTAN KOCSIS
LASZLO VIDOVSZKY
ISTVAN MARTA

KARLHEINZ STOCKHAUSEN
LASZLO SARY
SALLE PLEYEL
23, 24 JANVIER 1991

GYORGY LIGETI
BELA BARTOK
THEATRE DES BOULEVARD DU NORD
du 2 au 10 NOVEMBRE

MUSIQUE POPULAIRE HONGROISE
ZSIGMOND KARSAI
FERENC SEBO
MUSIQUE DES SIGANES HONGROIS

KALYI JAG
ENSEMBLE DE PERCUSSIONS ANADARMA
ORCHESTRE DU FESTIVAL DE BUDAPEST

CHOR NATIONAL DU HONGROIS
ORCHESTRE DE PARIS
ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN
ENSEMBLE MODERN BBC SINGERS
KUNG'S SINGERS
ENSEMBLE A VENT DE BUDAPEST

DIRECTION: PETER EOTVOS
IMR FESCHER
KENT NAGANO
SOLISTES: KALMAN BERES
PATILLY
RETA JASON
SACHNO GAWITOK
JACQUES GHESTEM
ANDRAS KELLER
OPATDOR KELLER
ZOLTAN KOCSIS
KODOLY
ANDRAS HOLNAR
ANDRAS PERINT
SANDOR SOTONY
NAGY

THEATRE DE LA BASTILLE
2 OCTOBRE
JOHN CAGE
ANTHONY DOWLING

THEATRE DE LA BASTILLE
3 OCTOBRE
BRIAN FERNEYHOUGH
EDITH GEORGES POMPIDOU

THEATRE DE LA BASTILLE
3 OCTOBRE
PIERRE BOULEZ

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
14 OCTOBRE
NAKAMURA UTAEMON VI
KIYOMOTO SHIZUTAYU
YOSHIMURA GOROJI
LE GRAND KIRIKO

THEATRE DU CRISTEEL
17 OCTOBRE
ROBERT WILSON
TOM WAITS
WILLIAM BURROUGHS
THE BLACK RIDER

THEATRE MUSIQUE

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
14 OCTOBRE
NAKAMURA UTAEMON VI
KIYOMOTO SHIZUTAYU
YOSHIMURA GOROJI
LE GRAND KIRIKO

THEATRE DU CRISTEEL
17 OCTOBRE
ROBERT WILSON
TOM WAITS
WILLIAM BURROUGHS
THE BLACK RIDER

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
17 OCTOBRE
MERCE CUNNINGHAM
DANCE COMPANY

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
17 OCTOBRE
DANIEL BARKER

CENTRE GEORGES POMPIDOU
18 OCTOBRE
BRIGITTE FARGES

THEATRE DE LA BASTILLE
18 OCTOBRE
JOSEF NADY

DANSE

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
17 OCTOBRE
MERCE CUNNINGHAM
DANCE COMPANY

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
17 OCTOBRE
DANIEL BARKER

CENTRE GEORGES POMPIDOU
18 OCTOBRE
BRIGITTE FARGES

THEATRE DE LA BASTILLE
18 OCTOBRE
JOSEF NADY

CINEMA

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
17 OCTOBRE
MERCE CUNNINGHAM
DANCE COMPANY

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES
17 OCTOBRE
DANIEL BARKER

CENTRE GEORGES POMPIDOU
18 OCTOBRE
BRIGITTE FARGES

THEATRE DE LA BASTILLE
18 OCTOBRE
JOSEF NADY

1990 FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

La Festival d'Automne à Paris est subventionné par le Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands Travaux et de l'Équipement, le Ministère de l'Environnement, l'Association Française d'Action Artistique, Département des Affaires Internationales, le Ville de Paris.
Avec le soutien de : Ministère de la Culture Autrichien, Ministère de la Culture Hongroise, Grands Travaux, Grands Travaux.
Avec le concours de : Collège des Députés et Sénateurs, Fondation de France, Fondation Mercedes-Benz France, le Baroque, Mécènes, Fonds, Grands Travaux, Collège des Députés et Sénateurs, France, Air France, Yves Saint Laurent, Société Alpha France, La Presse.

RENSEIGNEMENTS
42.96.96.94

LOCATION DANS LES THEATRES PAR CORRESPONDANCE AU FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS 156 RUE DE RIVOLI PARIS 1

هكذا من الاصل

ÉCONOMIE

SECTION D

36 La crise du Golfe, l'Inde et Djibouti
37 Le conflit de l'UCANSS

37 Les discussions de l'Uruguay round
38 Ile-de-France

44 Marchés financiers
45 Bourse de Paris

Lutte contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et abaissement du coût du travail

Paradoxes

La continuité affichée par le troisième plan pour l'emploi, adopté le 19 septembre en conseil des ministres, signifie deux choses. Depuis son arrivée à la tête du gouvernement, M. Rocard persiste dans une direction unique pour lutter contre le chômage et mise sur la durée en abaissant le coût du travail. La méthode a valeur de pédagogie à l'intention des acteurs économiques.

Même la crise du Golfe — et c'est la deuxième leçon — ne modifie en rien cette orientation, bien au contraire. Tout au plus admet-on que les décisions ont été cette fois-ci plus faciles à prendre en raison des événements.

Cela entraîne deux conséquences. L'essentiel du plan est simplement affiné, toiletté. Ce qui revient à dire que les techniques, de l'exonération de charges sociales à l'aide aux PME/PMI, sont de mieux en mieux maîtrisées. Ensuite, ralentissement de la croissance et abandon temporaire de l'objectif d'une diminution volontariste.

Selon certaines thèses, on peut s'attendre en 1991 à la création de 170 000 emplois supplémentaires qui correspondront à l'arrivée de nouveaux demandeurs, quels que soient les soubresauts mondiaux. Ce minimum étant considéré comme acquis, la resté ne ferait que venir en plus, qui serait fourni par le plan emploi, chargé d'entretenir la possibilité d'une divine surprise. A ce stade, un emploi soutenu par des mesures bien étudiées peut représenter un chômeur de moins.

Dès lors, l'ensemble des dispositions tente d'apporter une réponse à deux paradoxes. Le premier, qui commence à être connu, porte sur la coexistence d'un nombre élevé de chômeurs et d'offres d'emplois non satisfaites. On cherche cette année à réduire la pénurie de main-d'œuvre. Le second, que M. Solisson, ministre du travail, met maintenant en lumière, réside dans l'état de la formation professionnelle. Ce sont les PME qui embauchent mais ces entreprises, proportionnellement, forment moins que les grandes. D'où le maintien d'une main-d'œuvre sous-qualifiée et l'accent mis sur l'aide aux PME.

A. Le.

La restructuration du pneumatique européen Continental propose à Pirelli d'ouvrir des négociations

Le groupe allemand Continental dont l'italien Pirelli envisage de prendre le contrôle à la faveur d'une fusion de leurs activités pneumatiques respectives (le Monde du 19 septembre) n'entend pas se livrer sans réagir à son assaillant.

La direction générale du groupe a fait savoir mardi 19 septembre que la proposition de Pirelli était toujours à l'étude mais qu'un accord de cette importance ne pouvait se faire « en deux ou trois jours ». Continental se donne ainsi le temps de fourbir des contre-propositions.

Sans rejeter totalement l'offre de l'italien (l'ensemble Pirelli-Continental dans les pneumatiques pèserait 14 % du marché mondial), le groupe allemand espère trouver une solution de compromis préservant la fusion mais lui évitant de ne pas passer totalement sous la coupe de Pirelli.

Le groupe italien, qui détient 5 % du capital du groupe ouest-allemand affirme avoir eu l'assurance d'une majorité d'actionnaires d'accepter son offre. La Deutsche Bank, qui possède 5 % du capital de Continental, s'est déclarée « neutre » dans cette affaire.

Le troisième plan emploi de M. Rocard privilégie les aides aux petites entreprises

M. Michel Rocard devait présenter au conseil des ministres, mercredi 19 septembre, son troisième plan en faveur de l'emploi (le Monde du 19 septembre). Les mesures proposées visent à nouveau à abaisser le coût du travail et à aider les PME-PMI. Difficile à déterminer du fait de la grande diversité des dispositions prises, son coût global peut être évalué à 8 milliards de francs.

Le plan-emploi, en dehors des mesures proprement sociales (le Monde du 19 septembre), est d'abord un plan de soutien des petites et moyennes entreprises françaises (PME). MM. Bérégovoy et Fauroux, qui ont participé à son élaboration, soulignent de concert que les mesures adoptées vont certes faciliter des créations d'emplois, mais qu'elles vont d'abord soutenir la compétitivité des PME et PMI (industrielles), dont la place dans l'économie nationale est primordiale. « Nous avons décidé pour la première fois d'un plan de vaste ampleur, cohérent de mesures financières, fiscales, juridiques et sociales en faveur des PME », explique le ministre de l'Industrie.

Que la conjoncture soit désormais plus maussade et l'horizon obscurci par la crise du Golfe sont des raisons supplémentaires d'aider des PME qui souffrent déjà de handicaps structurels. D'une certaine façon, le souci du premier ministre à l'égard de l'emploi a servi de véhicule pour faire passer des crédits qu'il aurait été beaucoup

plus difficile de dégager autrement.

Relevés par de très nombreux rapports, dont le dernier en date est celui écrit par M. Gérard Constant, de la direction générale de l'Industrie, les handicaps des PME sont désormais connus. Les 2 millions de petites entreprises (de moins de 500 salariés) ont surtout une structure financière déséquilibrée par des fonds propres insuffisants qui freine leur investissement (4,6 % du chiffre d'affaires en moyenne contre 5,2 % pour les grandes) et leur effort de recherche-développement.

Les créations d'entreprises sont nombreuses (21 000 par an) mais trop fragiles : 40 % meurent avant l'âge de quatre ans. Le recrutement de personnel qualifié est difficile. Enfin, le moment de la transmission reste délicat.

Les nombreuses mesures gouvernementales ont pour philosophie de lisser ces difficultés une à une. Le révolutionnaire est en apparence repoussé, au profit, ici aussi, de la méthode Rocard. Pourtant trois types d'engagement sont nouveaux.

Trois innovations

D'abord, souligne-t-on au ministère des finances, les mesures de portée générale d'aide aux entreprises proposées dans le cadre du budget que dans celui du plan-emploi profitent en premier lieu aux PME et particulièrement aux PMI. L'Etat commence en effet à essayer de « cibler » sa politique économique : agir non plus seulement « en faveur des entreprises », sans distinction, mais essayer de privilégier les intérêts de l'industrie

qui est responsable, on le sait, du fort déficit commercial du pays.

Ainsi de la baisse de l'impôt sur les sociétés de 37 % à 34 % : les entreprises de moins de 50 salariés recevront 39 % de cet allègement alors qu'elles ne représentent que 29 % de la valeur ajoutée. Ainsi encore du plafonnement de la taxe professionnelle qui bénéficiera à l'industrie, la catégorie la plus chargée par cet impôt.

La deuxième nouveauté est le recentrage opéré des CODEVI en faveur des PME. Ce type d'épargne, créé en octobre 1983 pour financer l'industrie, a été ensuite capté par les banques et banalisé. En 1991, 16 milliards de francs seront prêtés aux PME et, surtout, les institutions gérantes (Caisse d'équipement des PME...) devront consentir 3 milliards de prêts à un taux d'intérêt de 1 point plus favorable que lors des prêts bancaires usuels. Il ne s'agit pas d'un retour à une bonification des taux, s'empresse-t-on d'expliquer : le gouvernement ne versera rien mais « pénalera d'un point » le bénéfice des intermédiaires.

Dernière initiative de taille : les délais de paiement des factures inter-entreprises. En France, les paiements se font à 90, voire, 120 jours, ce qui pénalise le haut de la chaîne, des PME en général. Pour redresser ce tort et pour se mettre en conformité avec des futures directives européennes de paiement à 45 jours, le gouvernement obligera à des accords interprofessionnels en menaçant d'intervenir par règlement en cas d'échec des discussions. La nouveauté est ici dans la démarche, copiée sur les accords sociaux.

ÉRIC LE BOUCHER

Les principales mesures

Voici l'essentiel des mesures qui ont été arrêtées pour le troisième plan emploi (le Monde du 19 septembre) et qui concernent tout autant la lutte contre le chômage que le soutien aux PME/PMI ou que la formation pour réduire la pénurie de main-d'œuvre. Certaines avaient été annoncées avec la présentation du budget (le Monde du 13 septembre).

□ Allègement du coût du travail. L'effort de déflation des cotisations sociales est poursuivi. Comme prévu depuis un an, celui des cotisations d'accident du travail s'accompagnera d'un allègement, grâce aux excédents disponibles (3 milliards de francs). Le versement transport sera également déflationné et les taux seront réduits d'environ 20 % en région parisienne, de 10 % dans les autres agglomérations.

□ Exonération de charges pour l'embauche d'un premier salarié. La mesure est à nouveau reconduite pour un an en 1991. 70 000 employeurs en ont bénéficié et 25 000 emplois supplémentaires ont été créés.

□ Dispositions en faveur des PME. Les revenus des comptes courants bloqués des associés personnes physiques, dans la limite de 200 000 francs, peuvent bénéficier d'un prélèvement libératoire de 17 % s'ils sont incorporés dans le capital dans les cinq ans (130 millions de francs). Le statut du capital risque sera rénové, notamment pour son régime fiscal. L'incitation aux augmentations de capital, sous forme de déduction à 53,4 % du montant des dividendes pendant les six premiers exercices sera prorogée jusqu'au 1^{er} janvier 1993 (100 millions).

□ Prêts aux PME. Une enveloppe de 4 milliards de francs permettra l'attribution de prêts bancaires à un taux inférieur à 9,25 % aux entreprises de moins de 100 millions de chiffre d'affaires (au lieu de 500 millions de francs).

□ Activité économique des zones rurales. L'aide à l'investissement industriel créateur d'emplois dans les zones à dominante rurale sera dotée de 100 millions par l'Etat et de 10 % de la répartition intercom-

mune de la taxe professionnelle (15 millions). Une autre disposition prévoit une aide au dernier commerçant exerçant son activité dans une commune rurale.

□ Temps de travail. La loi affirmait le principe d'un droit à la compensation des horaires de nuit, soit sous forme salariale, soit sous forme d'un repos compensatoire, à définir dans les conventions collectives. Le droit au temps de travail partiel choisi figurera dans le code du travail deux cas de figure, l'un à l'initiative de l'employeur, l'autre à l'initiative du salarié, selon des modalités à définir dans les conventions collectives.

□ L'intervention de l'ANPE. Dans le cadre de son contrat de progrès, l'ANPE devra améliorer ses performances. Elle signera un accord cadre de coopération avec l'AFFA. Coût : 270 millions en 1991.

□ Stages d'accès à l'emploi. Les stages de mises à niveau sont remplacés par ce dispositif. Leur nombre passe de 30 000 à 50 000 places. Ils permettront d'adapter les compétences d'un chômeur à un emploi identifié ou de former un salarié de l'entreprise qui sera remplacé par un chômeur dans son ancienne fonction. L'action pourra être individuelle ou collective. Coût : 257 millions en année pleine.

□ Engagement de placement pour les chômeurs. Les organismes de formation pourront s'engager par convention sur le placement des chômeurs. En contrepartie, 6 000 contrats de retour à l'emploi pourront suivre (134 millions en année pleine).

□ Crédit d'impôt formation. L'option est à nouveau ouverte à compter du 1^{er} janvier 1991 et sera simplifiée, essentiellement pour les PME. Une majoration de 35 % pour celles-ci, les salariés âgés et les salariés non qualifiés sera appliquée (160 millions environ).

□ Remplacement des salariés en formation dans les PME. L'Etat financera, après convention, le coût du remplacement, par recrutement externe, du salarié parti en formation dans les entreprises de moins de 50 salariés et pour un minimum de cent vingt heures de stage. L'aide forfaitaire sera de

3 000 francs par mois (100 millions en 1991).

□ La crédit formation étendu aux adultes. Actuellement de 100 000, pour les seuls jeunes, la crédit formation est porté à 200 000 places réparties entre 125 000 pour les jeunes, 30 000 pour les salariés adultes et 45 000 pour les chômeurs. Au total, 1,112 milliard de francs seront affectés à ce développement.

□ Soutien aux entreprises d'insertion. Différentes améliorations sont apportées au statut des entreprises d'insertion des chômeurs de longue durée par l'économie. Coût : 20,5 millions.

□ Relance de la création d'entreprises. L'aide minimale aux chômeurs créateurs d'entreprise est portée de 10 750 à 16 125 francs. Elle est étendue aux bénéficiaires du RMI et aux salariés qui pratiquent l'essai-mage. Coût : 81,9 millions.

□ Guichet unique des services publics de l'emploi. Dans le cadre de la réorganisation des services publics de l'emploi, entreprise depuis deux ans, le directeur départemental du travail deviendra l'interlocuteur commun, et un guichet unique départemental sera institué pour toutes les formules. Cinquante missions locales supplémentaires seront créées (82,8 millions), et des maisons de la formation implantées dans les quartiers en difficulté (15 millions).

□ Mobilité géographique. Une aide à la mobilité géographique des chômeurs, pour participer aux frais de déménagement, est décidée. Elle suppose une négociation pour que l'UNEDIC participe également à son financement.

□ Contrats de retour à l'emploi. La formule est complétée par de nouvelles dispositions et s'ouvre à de nouveaux publics, dont les handicapés. Coût : 86 millions. Par ailleurs, une aide est apportée pour le développement de la formation des cadres au chômage. 7 000 actions sont prévues pour 35,5 millions de francs.

Accélération de l'inflation, déficit commercial accru

La conjoncture américaine se détériore nettement

Les nuages s'accumulent sur une économie américaine dont le rythme de croissance s'est très nettement ralenti depuis plus d'un an. Coup sur coup, des indices importants, publiés mardi 18 septembre, concernant l'inflation et le commerce extérieur ont montré que la situation était — momentanément — du moins — en train de se dégrader. Signes d'autant plus inquiétants que la crise du Golfe et la flambée des prix du pétrole qu'elle provoque, si elles expliquent l'accélération de l'inflation en août, ne sont pour rien dans la surprenante détérioration du commerce extérieur en juillet.

L'indice des prix de détail a augmenté de 0,8 % en août, soit deux fois plus vite qu'en juillet (+0,4 %). Cette accélération n'a rien de surprenant : elle s'explique pour presque moitié par la hausse des tarifs pétroliers. Le prix de l'essence a augmenté de 7,6 % en un mois, celui du fioul de 15,4 %. Si l'on ne tient pas compte de ces hausses, l'indice des prix de détail a augmenté un peu moins vite en août qu'en juillet : +0,4 %, contre 0,3 %. Les services statistiques américains calculent un indice couvrant les prix de l'alimentation et de l'énergie, considérés comme trop fluctuants pour avoir une idée du rythme réel de l'inflation : celui-ci serait tout de même de 3,4 % sur un an, soit nettement plus élevé que les 3,9 % enregistrés en 1989 à la même époque.

Quoi qu'il en soit de ces calculs, le rythme annuel de hausse des prix atteint — tout compris — 6,3 % sur les huit premiers mois de 1990, contre 4,8 % au cours de la même période de 1989 et 4,6 % pour l'ensemble de l'année dernière.

Malgré un ralentissement notable des hausses des prix alimentaires, les prochains indices seront encore très mauvais, rendant plus difficile la décision, tant attendue aux États-Unis d'une baisse des taux d'intérêt : rendant de plus en plus inconfortable aussi la position du Fed et de son président, M. Greenspan, pris entre la nécessité de lutter contre l'inflation par une politique monétaire restrictive et l'urgence de débloquer les taux pour éviter la récession qui se profile.

Dans cette conjoncture extrêmement difficile, l'annonce d'un déficit du commerce extérieur plus important que prévu a fait une très

mauvaise impression. En juillet — c'est-à-dire avant l'ascension des prix pétroliers — la balance commerciale a été déficitaire de 9,3 milliards de dollars (une cinquantaine de milliards de francs) soit une aggravation de 4,3 milliards de dollars par rapport à juin.

Ce n'est pas tant le niveau du déficit qui est inquiétant que la façon dont il s'est creusé. Depuis la fin de 1987, où il se situait aux alentours de 165 milliards de dollars en rythme annuel, le déséquilibre commercial américain n'a cessé de se réduire, revenant à 105 milliards de dollars au début de cette année. L'amélioration est donc nette, et le mauvais résultat de juillet pourrait ne pas avoir plus de signification que le chiffre exceptionnel de juin : un déficit de seulement 5,1 milliards de dollars correspondant à un déséquilibre de la balance commerciale d'une soixantaine de milliards de dollars l'an.

Le ralentissement des exportations

En dehors même d'une poussée des importations, un peu surprenante pour un pays en phase de ralentissement conjoncturel accentué (1), l'inquiétude vient du ralentissement des exportations, qui restaient le seul moteur de la croissance. Certes ces dernières sont restées à un niveau élevé (32 milliards de dollars) : il n'en demeure pas moins vrai que, par rapport à juin, le recul est de 6,7 %. En un an, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année dernière, la progression est tout de même de 8,1 %. La question qu'on doit maintenant se poser est de savoir si les exportations vont reprendre leur course en avant, stimulées par un dollar qui s'est replié par rapport au deutschemark, mais s'est apprécié par rapport au yen.

A moins d'une baisse de la demande mondiale entraînée par un troisième choc pétrolier plus grave qu'on ne l'a imaginé jusqu'à présent, la réponse devrait être positive, les produits manufacturés américains bénéficiant actuellement d'un taux de change réel inférieur de presque 20 % à ce qu'il était il y a dix ans.

A. V.

(1) L'année dernière, les importations de biens de consommation ont stagné alors que les importations de biens d'équipement augmentaient fortement. Mais les achats de produits pétroliers ont augmenté de 30 % en valeur et ont représenté la moitié du déficit commercial, contre un tiers seulement en 1989.

Le financement de l'unité allemande

Le gouvernement de M. Kohl n'exclut plus une hausse des impôts

Cent milliards de deutschemarks, soit 335 milliards de francs, tel est le montant de l'endettement supplémentaire de l'Allemagne en 1990 du fait de l'unification. Cette somme devrait d'ailleurs s'accroître l'an prochain.

En donnant ces ordres de grandeur, mardi 18 septembre, devant un parterre de banquiers à Hambourg, le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, a averti qu'« un recours sans limite au crédit » n'était pas acceptable et qu'il fallait s'attendre à une « restructuration énergétique » des finances publiques.

En Allemagne, l'idée qu'il faudra un jour ou l'autre augmenter les impôts pour financer l'unité a fait son chemin, y compris dans l'opinion. Le chancelier Kohl et surtout son ministre des finances, M. Theo Waigel, ont longtemps affirmé que les réserves de l'Allemagne et des économies réalisées sur d'autres postes du budget seraient suffisantes pour faire face aux coûts de l'unification. Le chancelier serait

aujourd'hui prêt à faire volte-face, pour la bonne raison que les sondages le donnent gagnant aux prochaines élections interallemandes, en tout état de cause. Il a laissé à ses adversaires sociaux-démocrates le soin de préparer l'opinion à l'idée que l'unité coûterait cher, et qu'il faudrait la payer sous forme de nouveaux impôts. En reprenant maintenant le thème à son compte, il se délie les mains sans grand risque électoral.

Dans son récent rapport sur l'Allemagne, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) laissait entendre que des hausses d'impôts seraient nécessaires. Mais elles pourraient n'être que limitées, « étant donné l'ampleur de l'assiette fiscale ».

Ajoutons que le budget 1990 de la RFA était fondé sur une estimation de croissance de 3 %, alors que la performance réelle sera plus proche des 4 %. Ce qui se traduira, selon l'OCDE, par une amélioration automatique de 12 milliards de marks (40 milliards de francs) du solde budgétaire.

INSOLITE

La querelle du saumon

Le célèbre Financial Times a-t-il l'exclusivité de la couleur saumon ? Arguant de son antériorité et de son image, le vénérable quotidien a tenté, en vain, par voie de justice, d'interdire à un journal londonien du soir, l'Evening Standard, d'utiliser sa couleur distinctive. Mais le juge londonien saisi du dossier s'est estimé

que l'Evening Standard n'avait manifestement pas usuré la couleur saumon et pouvait donc continuer à l'utiliser en attendant l'audience sur la fond. L'Evening Standard se justifie en expliquant que cette couleur permet de repérer plus facilement les pages économiques.

ÉCONOMIE

Les conséquences de la crise du Golfe

L'Inde confrontée à un grave déficit de liquidités

NEW-DELHI

de notre correspondant

La position extrêmement prudente adoptée par l'Inde dès le début de la crise du Golfe avait un double but : préserver les chances d'un rapatriement rapide de ses ressortissants, réduire autant que possible l'impact sur son économie de l'embargo commercial décrété contre l'Irak et le Koweït.

Cette attitude frileuse de la diplomatie indienne, qui allait jusqu'à une certaine naïveté de la part de New-Delhi s'agissant du respect de la parole donnée par le régime de Bagdad, s'est révélée infructueuse. L'Inde n'a obtenu aucun traitement de faveur des Irakiens, qui se sont livrés - avec succès - à un chantage humanitaire : vivres contre réfugiés. Mais l'Irak ayant fait mine de privilégier les réfugiés indiens (pendant les deux premières semaines de la crise), ceux-ci sont aujourd'hui victimes de mesures d'ostracisme de la part de la population koweïtienne.

Dans les pays du Golfe, et peut-être au-delà, l'image de l'Inde s'est, en outre, dévalorisée. A terme, cette baisse d'influence pourrait se payer en termes de marchés. L'Inde subit de plein fouet les conséquences économiques des événements du Golfe, notamment parce que 40 % de ses importations pétrolières (1) proviennent de l'Irak et du Koweït (2), et aussi en raison du poids déterminant des envois de fonds (devises) des indiens expatriés sur l'équilibre de sa balance des paiements. Pour les quelque 175 000 indiens (dont environ 90 000 sont originaires de l'Etat du Kérala, dans le sud de l'Inde) qui travaillent en Irak et au Koweït, les solutions - rester ou rentrer en Inde - sont également mauvaises.

Rester et risquer le pire ou partir et être ruiné ?

Demeurer, c'est choisir d'attendre la fin de la crise, accepter les risques d'une guerre pour tenter de sauvegarder les rares biens qui n'ont pas été pillés par l'armée irakienne. Rentrer, c'est de toute façon perdre tout ce que l'on possède sur place, voir son pécule réduit à presque rien à cause de

la dépréciation vertigineuse du dinar koweïtien, retrouver un pays qui n'a que faire de milliers de chômeurs supplémentaires. Dans le Kérala, où le taux de chômage est l'un des plus élevés du pays, la crise du Golfe représente une catastrophe.

Partir pour l'un des pays du Moyen-Orient, c'était partir pour une sorte d'eldorado : les salaires y sont de trois à cinq fois plus élevés, ce qui signifie qu'un seul expatrié peut faire vivre une nombreuse famille, grâce à une épargne représentant souvent 30 ou 60 % de ses gains.

La réinsertion a toujours été difficile : avant la crise, la moitié de ceux qui rentraient ne trouvaient pas d'emploi. Ce retour massif a eu des effets positifs (mais limités dans le temps) pour les réserves de change. Un nombre important de travailleurs émigrés ont, en quelques jours, rapatrié leurs économies, ce qui a eu pour effet de gonfler brusquement les réserves en devises des banques indiennes, d'autant plus que les indiens non-résidents (NRI) installés dans d'autres pays du Golfe (Arabie saoudite, Émirats, etc.), anticipant une aggravation de la crise, ont transféré leurs fonds.

A terme cependant, l'Inde est confrontée à une grave crise de trésorerie : sur les 20 milliards (3) de roupies que représentent en moyenne les remises de fonds des 1 200 000 indiens travaillant dans le Golfe, près de 7 milliards de roupies, soit environ 400 millions de dollars, proviennent d'Irak et du Koweït. Ce « manque à gagner » s'ajoute à une dette commerciale dépassant 400 millions de dollars (on peut supposer que Bagdad n'est pas près de rembourser), à l'interdiction des exportations indiennes vers ces deux pays (pour une valeur d'environ 185 millions de dollars), enfin à l'arrêt probable de quelques grands contrats, notamment celui des chemins de fer irakiens. Dans ce projet, qui devait être réalisé en collaboration avec l'Union soviétique et la Turquie, pour un coût total de 5 milliards de dollars, la part de l'Inde est d'environ 2 milliards de dollars.

L'arrêt des livraisons de pétrole en provenance de l'Irak et du Koweït signifie, selon les économistes indiens, que la facture des importations de

l'Inde va s'alourdir de près de 30 milliards de roupies. New-Delhi recherche activement d'autres fournisseurs (la Malaisie, l'Indonésie et l'Australie) mais ces approvisionnements devront être payés en devises. En outre, cette évaluation est provisoire. Une progression de 3 dollars par baril de brut signifie pour l'Inde un surcoût de 20 milliards de roupies. Or, rien n'indique que le prix du baril est stabilisé. Comment financer la facture ?

Au début de l'année - donc avant la crise actuelle - le ministère du pétrole avait chiffré à 86 milliards de roupies le coût des importations pétrolières, et le Trésor avait répondu que l'Etat des finances publiques ne permettait pas de dépasser 64 milliards de roupies. Aujourd'hui, il est probable qu'il faille tabler sur une facture pétrolière totale voisine de 100 milliards de roupies. Cette crise énergétique souligne la fragilité de l'économie indienne, en particulier la pénurie endémique de liquidités (moins de cinq semaines de réserves de financement d'importations). Le déficit budgétaire atteint 10 % du PNB (117,5 milliards de roupies), en augmentation de près de 30 % par rapport à l'année précédente.

Faut-il faire appel au FMI ?

Le poids de la dette extérieure (environ 63 milliards de dollars) ne cesse également de s'alourdir (elle a triplé en dix ans), le service de la dette représentant 25 % des recettes d'exportation. Enfin, le taux de l'inflation, longtemps modéré, a tendance à croître (8 % environ). Parmi les indicateurs favorables figurent la production industrielle, la progression des exportations et surtout le bon niveau de l'activité agricole. Grâce à une très bonne mousson - pour la troisième année consécutive - la production céréalière va franchir tous les records cette année et s'établir à environ 176,5 millions de tonnes.

Le financement de la facture pétrolière nécessite malgré tout des rentrées importantes de devises. Comme il est illusoire de tabler sur une augmentation suffisante des exportations, et que le volume des importations ne peut être réduit de façon significative, force est d'envisager une diminution

des dépenses de l'Etat (ou) le financement de ce déficit par l'emprunt. Mais la dette commerciale de l'Inde est déjà lourde, et le crédit de New-Delhi auprès de nombreux bailleurs de fonds privés, sans être épuisé, ne peut pas être beaucoup sollicité.

Reste l'appel au Fonds monétaire international. En Inde, il n'a jamais été très populaire de préconiser le recours au FMI, qui, ici, signifie aliéner l'indépendance nationale, en raison de la forte conditionnalité attachée à ces prêts.

Le gouvernement de M. V. P. Singh, déjà confronté à une situation politique aléatoire, a la merci d'un renversement de majorité, prendrait une décision risquée : le parti du Congrès de M. Rajiv Gandhi exploiterait évidemment cet aveu de mauvaise gestion économique. Mais bien des économistes estiment que la crise du Golfe constitue l'occasion idéale de permettre à l'Inde de sauter le pas et d'accepter maintenant un prêt du FMI (d'un montant compris entre 1,5 et 3 milliards de dollars), que justifiait déjà, avant la crise, la situation préoccupante de la balance des paiements.

Le premier ministre s'est pour le moment engagé dans la voie des économies budgétaires, en annonçant notamment le principe d'une réduction de 10 % de certaines dépenses de l'Etat. S'agissant de la consommation des produits pétroliers, des mesures de rationnement et d'augmentation des tarifs sont à l'étude. Certaines économies ont déjà été réalisées sur la consommation de l'essence, mais celle-ci ne représente que 6 % de la consommation totale de pétrole. A terme, il semble donc difficile que le gouvernement de M. V. P. Singh ne soit pas obligé de prendre des mesures beaucoup plus radicales.

LAURENT ZECCHINI

(1) Sur une consommation d'environ 54 millions de tonnes, l'Inde a importé 19,5 millions de tonnes en 1989-1990.

(2) Par un système de troc triangulaire, l'URSS fournit du pétrole à l'Inde, via l'Irak (voir le Monde du 22 août).

(3) Un franc français vaut environ 3 roupies.

Aux premières loges, Djibouti est frappée de plein fouet

C'est dans une indifférence quasi générale que l'Afrique s'apprête à subir les très dures retombées de la crise du Golfe. Djibouti, qui a l'honneur et le malheur d'être située aux premières loges, est frappée de plein fouet.

Les boutes et les navires marchands qui sillonnent la mer Rouge et le Bab-el-Mandeb sont désormais livrés à forte concurrence : les bâtiments de guerre occidentaux ont envahi la place. Djibouti ne goûte que très modérément cette arrivée d'armadas qui la transforment en « zone à risque ». Le trafic maritime commercial, augmentation des assurances oblige, est en chute libre. Et le spectre des pénuries, opportunément agité par le président Hassan Gouled Aptidon lors de son récent séjour au Japon, inquiète une population pauvre.

On évoque l'éventualité d'une rupture des stocks de riz - principale denrée de base - et de ciment. Un bateau yéménite, le *Sadach*, qui arrivait de Jordanie et transportait vers Hodeïda (Yémen) quelque 25 000 tonnes du précieux matériau, a ainsi été dévoté inopinément sur Djibouti en début de semaine. Plus de 9 000 tonnes de ciment ont été débarquées. Dans les échoppes, les prix sont à la hausse, et le gouvernement envisage une intervention de l'Office national d'approvisionnement et de commercialisation (ONAC) pour tenter de freiner la hausse des étiquettes. Celle-ci semble pourtant inévitable. Les tarifs du fret sur Air France devraient, en effet, augmenter de 6,5 % à 7,5 % à partir du 1^{er} octobre. Le billet-passager a déjà grimpé de 6 % à 10 %. Quant au prix du carburant, il a doublé.

Au total, les pertes subies par Djibouti du fait de la crise du Golfe s'élèveront, selon le ministère du plan, à environ 218 millions de dollars. Un véritable cataclysme pour l'économie de ce minuscule pays dont les seuls espoirs de développement résident dans l'amélioration des liaisons

aériennes et de l'activité portuaire. Or, dans ce domaine comme dans d'autres, l'ensemble des projets conçus avec les pays du Golfe sont bien évidemment gelés depuis le 2 août.

La réhabilitation du port et l'extension du terminal à conteneurs de l'aéroport, qui devaient être en grande partie financés par les fonds d'aide koweïtien et saoudien, se trouvent reportés aux calendes irakiennes. La construction d'un lycée technique dans le quartier de Balbala est également remise. Quant aux 150 logements sociaux et aux 55 000 palmiers-dattiers que des dons de Bagdad devaient permettre de voir fleurir, les Djiboutiens peuvent raisonnablement en faire leur deuil.

Générosité nipponne et mission d'études

Le blocus imposé à l'Irak depuis l'annexion du Koweït - que Djibouti a condamnée, conformément à la Charte et aux résolutions des Nations unies - équivaut à une « guerre ouverte » contre l'économie djiboutienne, a résumé, lors de son passage à Tokyo, le président Gouled. A l'accord d'assistance de 826 millions de yens (environ 5,9 millions de dollars ; ce montant avait été fixé avant la crise du Golfe) accordé par le Japon s'ajoutera une aide exceptionnelle d'urgence, dont le volume n'a pas été précisé.

La générosité nipponne, quelle que soit son ampleur, ne suffira pas à sortir Djibouti de l'ornière. La France, traditionnel bailleur de fonds, s'est engagée à envoyer une mission d'études à Djibouti, afin d'évaluer, sur place, et les dégâts et les besoins. Quant à l'Arabie saoudite, dont les alliés occidentaux font mouiller leurs bateaux de guerre dans le port de Djibouti, elle pourrait, espère-t-on, « faire un geste » en faveur de ce petit pays aux très gros avantages stratégiques.

CATHERINE SIMON

Volvo c'est sûr, naturellement.



La voiture est-elle le plus sûr moyen de se déplacer ?

A priori non.

Mais Volvo n'est pas un constructeur automobile comme les autres. Il a décidé, il y a plus de 60 ans, de faire de la sécurité une priorité.

Comment ?

En produisant des véhicules toujours plus sûrs, naturellement !

Et en 1980, 1982, 1985 et 1987, l'administration américaine a décerné des prix de sécurité à Volvo. On ne compte plus le nombre de vies sauvées par la ceinture de sécurité à triple point d'ancrage, créée par Volvo en 1959.

Chaque année, 10 % du chiffre d'affaires du Groupe sont investis en recherche et développement. La sécurité y joue un rôle primordial : protection

contre l'impact latéral, utilisation d'ultraviolets contre l'éblouissement, aménagements spéciaux pour la sécurité des enfants.

Volvo prend aussi en charge la lutte contre sa propre pollution en engageant, le 13 Août 1989, un programme global de protection de l'environnement.

La nature a ses lois. Volvo les a adoptées.

VOLVO: Effectif: 79.000 personnes. Chiffre d'affaires: 91 milliards de SEK*. Secteurs d'activité: voitures, camions, bus et cars, moteurs marins et industriels, aérospatiale, travaux publics, agro-alimentaire et santé. Volvo est l'un des principaux groupes industriels dans le monde. Il doit sa position à ses exigences de qualité, de sécurité, d'éthique et de respect des personnes et de l'environnement.

* 1 SEK = env. 1 FF

VOLVO

صلى الله عليه وسلم

ÉCONOMIE

AGRICULTURE

Les discussions de l'Uruguay round

Les réformes proposées par la Commission européenne risquent de mécontenter le monde paysan français

Dans le cadre des négociations en cours au GATT sur l'assainissement des échanges agricoles, la Commission européenne devait adopter mercredi 19 septembre un train de propositions qui devraient faire avancer les discussions avec les partenaires américains, mais mécontenter les agriculteurs, notamment en France.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant
La Commission européenne devait mercredi 19 septembre adopter un certain nombre de propositions de réforme de la politique agricole commune, dans la perspective de l'ultime phase de l'Uruguay round du GATT. Ces «offres» nourriront les dernières discussions des négociations commerciales multilatérales engagées en septembre 1986, qui se terminent en décembre. Elles seront examinées dans le cadre du volet agricole, jusqu'ici le plus conflictuel, dont l'objet est de parvenir à un assainissement des échanges, et par conséquent des conditions de production, par réduction des subventions distribuées aux agriculteurs par les pouvoirs publics.

Alors que la flambée de violence provoquée en France notamment par la chute des prix de la viande est à peine retombée, la Commission européenne, ignorant ainsi

superbement l'air du temps, propose de baisser les prix, la protection, bref exactement tout ce que le monde agricole réclame.

Les «offres» de la Commission européenne s'articulent autour de quatre points :

- Elle propose de poursuivre au cours des six années à venir une réduction progressive du soutien dont bénéficie l'agriculture communautaire, de telle manière qu'en 1996 elle soit inférieure de 30 % au niveau qu'il atteignait dix ans plus tôt, en 1986.
- Elle s'engage à diminuer la protection à l'importation dans la Communauté, notamment par le biais de la tarification, c'est-à-dire la transformation partielle des prélèvements mobiles aujourd'hui per-

çus en droits de douane fixes plus faciles à démanteler.

- Elle souhaite stabiliser, par l'instauration de quotas — c'est ce qu'on appelle le rééquilibrage — les importations dans la CEE, de graines oléagineuses, de tourteaux et de produits de substitution des céréales (PSC), tous produits qui entrent actuellement sans aucune entrave, et contribuent à déstabiliser, en prenant leur place, le marché européen des céréales.
- Enfin, elle propose de modifier l'usage des subventions à l'exportation et accepter de ne plus conquérir de manière agressive, en particulier en ce qui concerne les céréales, de nouvelles parts des marchés mondiaux.

Les propositions

Voici les principaux éléments de la proposition de la Commission :

- La baisse du soutien de 30 % entre 1986 et 1996. La Communauté, comme les autres pays participants à l'Uruguay Round, s'est engagée à promouvoir une réduction substantielle et progressive du soutien et de la protection. Le point de départ choisi, l'année de lancement de l'Uruguay Round, traduit la volonté de la CEE de faire prendre en compte ce qui a déjà été accompli par les Douze pour assainir les marchés. L'offre porte sur cinq catégories de produits : les céréales, les oléagineux et protéagineux, l'huile d'olive, la sucre, les produits animaux. Des mesures particulières sont prévues pour les fruits et légumes. La Commission estime que l'effort déjà consenti depuis 1986 se situe entre 10 % et 15 % (14 % pour les céréales, 11 % pour les produits animaux). Les réductions encore à opérer

seraient donc en moyenne de 3 % par an et n'entraîneraient pas forcément une baisse des prix dans la même proportion. Les céréales du Bassin parisien, de la plaine du Po, les grandes exploitations anglaises pourraient peut-être suivre, mais les autres...

- La protection aux frontières. Aujourd'hui le prélèvement mobile perçu sur les importations excède souvent largement l'écart entre le prix intérieur de la CEE et le prix mondial, assurant une préférence communautaire démesurée. Le nouveau système — un élément fixe correspondant à cet écart de prix plus un élément mobile pour corriger partiellement les fluctuations constatées sur les marchés mondiaux et sur ceux des changes par rapport à des cours de référence (moyenne 1986-1988) — limiterait la préférence communautaire.
- Le rééquilibrage. La Commission propose pour les produits

visés (soja, PSC) de stabiliser les courants d'échanges en fixant des quotas à leur niveau actuel d'importation, calculés sur la base des données 1986-1988. Au-delà de ces seuils des taxes à l'importation seraient perçues.

- Les subventions à l'exportation. La Commission s'engagerait à ce qu'elles ne dépassent pas l'écart entre le prix mondial et le prix intérieur. Surtout elle promettait d'appliquer avec scrupule une clause du GATT disant que les subventions à l'exportation ne doivent pas permettre à un pays de dépasser sa part équitable de marché. Certains à Bruxelles considèrent cela comme un premier pas vers un plafonnement de la part du marché des céréales attribuée à la CEE. Cependant l'effort, si l'on plafonnait au niveau actuel, serait tout relatif, cette part de marché, qui se situait autour de 14 % en 1983, approchant aujourd'hui les 20 %.

Sauver la politique agricole commune

Ces propositions paraissent très dures dans le contexte agricole actuel, notamment en France. L'exécutif bruxellois ne cherche évidemment pas la provocation : face à une pression internationale, en particulier américaine, considérable, à une chute des prix mondiaux qui provoque un accroissement dangereux des dépenses de soutien prises en charge par le budget européen (+15 % en 1991 par rapport à 1990), il lui faut faire la part du feu, évaluer les concessions pouvant être faites, si l'on veut sauver l'essentiel de la politique agricole commune (PAC), laquelle permet à la France, faut-il le rappeler, un excédent commercial de 50 milliards de francs par an, un matelas appréciable pour un pays à la production industrielle si fragile... Cette offre se constitue pas une surprise, elle est la suite logique des précédentes péripéties de la négociation en cours, sans compter qu'en juillet, d'une manière passée, il est vrai, étonnamment inaperçue, M. Ray Mac Sharry, le commissaire chargé de la politique agricole, avait déjà annoncé cette réduction de 30 % du soutien sur dix ans.

Il reste que les perspectives de rigueur accrue ainsi ouvertes ne peuvent qu'inquiéter les agriculteurs et leurs dirigeants, même si ceux-ci, dès lors qu'il s'agit de l'Uruguay round, un exercice que nombre d'entre eux jugent compliqué et peu crédible, ont tendance à se boucher les oreilles. Elles ne peuvent que relancer le débat sur l'opportunité de maintenir, sans réforme majeure, une PAC qui désormais cumule contre elle un maximum de critiques : celles de la masse des agriculteurs, celles de plusieurs partenaires de la France dans la Communauté, celles de nos partenaires commerciaux extérieurs, et en particulier des États-Unis.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SEMA GROUP RÉSULTATS DU 1^{er} SEMESTRE 1990

Au cours du 1^{er} semestre de 1990, le chiffre d'affaires consolidé de SEMA GROUP s'est élevé à 189,9 millions de francs en progression de 38 % par rapport à 1989 (+ 19 %) à périmètre constant.

Cette progression soutenue a été réalisée :

- grâce à une excellente croissance interne dans le domaine informatique : + 20 %
- en dépit d'un ralentissement économique, notamment au Royaume-Uni où l'activité d'ingénierie scientifique a subi le contre-coup des réductions de budget du Ministère de la Défense.

Le résultat consolidé avant impôt a atteint pour la même période 7,2 millions de francs (7,1 millions en 1989) grâce aux bons résultats enregistrés en France et en Espagne et aux performances des activités de Marketing (ISOFRES).

Il prend en compte une provision pour charges exceptionnelles de 0,7 million de francs relative aux mesures de rationalisation prises en juillet.

La contribution au résultat des filiales récemment acquises (0,3 million de francs) a été compensée par les frais financiers correspondant à leur acquisition.

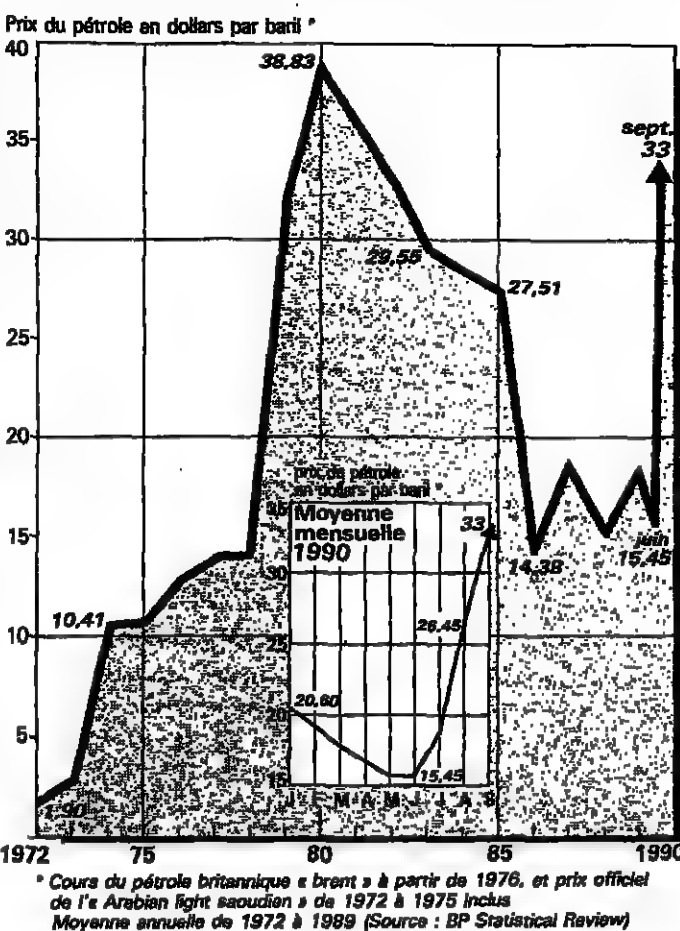
Le Conseil d'administration a décidé la mise en paiement d'un dividende intermédiaire de 0,9 pence par action (0,8 pence en 1989).

Sien que la majorité des activités connaissent des performances satisfaisantes, les prévisions du Groupe pour l'exercice 1990, dans un environnement de marché difficile en Europe, demeurent prudentes. Les atouts du Groupe en termes de compétences technologiques et de couverture géographique permettent cependant d'être très confiants dans les perspectives à plus long terme.

SEMA GROUP

Les conséquences de la crise du Golfe

M. Bérégovoy souligne « la nécessité de s'adapter sans délai à l'évolution du prix du pétrole »



L'envolée du brut

Les cours du pétrole brut se sont stabilisés mardi 18 septembre à plus de 33 dollars (33,4 dollars à New-York, et 33,8 dollars à Londres) après leur forte hausse de la veille. A Paris, M. Bérégovoy, ministre des finances, a déclaré mardi, à l'occasion de la remise du prix de l'innovation financière à la société Pachiney, que le gouvernement « adaptera la politique économique et budgétaire à la réalité, en fonction de l'évolution de la situation », insistant sur la « nécessité de s'adapter sans délai à l'évolution des prix du

pétrole ». A plus de 33 dollars, les cours du brut retrouvent leurs niveaux de la fin de 1982, juste après le second « choc » pétrolier de 1979-1980. La courbe ci-dessus reflète comme base la moyenne annuelle des prix du brut — prix officiels jusqu'en 1975, cours du marché britannique depuis lors.

Elle n'indique donc pas, sauf pour 1990, les pointes extrêmes. Ainsi, le maximum historique avait été atteint en novembre 1980 à 39,25 dollars par baril. Le minimum avait été de 8,90 dollars en juillet 1986.

La mécanique française craint un ralentissement de l'effort d'équipement des entreprises

Les industriels français de la mécanique ont les yeux rivés sur les taux d'intérêt. Et pour cause : tout juste remis à flot par deux années de croissance mirifique (+ 8,1 % en 1988 et 6,1 % en 1989) entraînée par la reprise de l'investissement industriel, les mécaniciens redoutent par-dessus tout un relâchement de l'effort d'équipement des entreprises en raison des événements du Golfe. Craignant une dégradation de la situation économique générale, les industriels — dans la plupart des secteurs — commencent, semble-t-il, à modérer leurs appétits d'investissement.

L'industrie mécanique devrait enregistrer une croissance de 4 % de sa production en volume pour l'année 1990, selon les chiffres rendus publics lundi 17 septembre par la Fédération des industries mécaniques et transformatrices des métaux (FIMTM) lors de son traditionnel point de rentrée.

Cette progression se situe dans le bas de la fourchette d'estimations retenue par les industriels du secteur au début de l'année. Responsable : une conjoncture moins portueuse aux États-Unis et en Grande-Bretagne qui a commencé à faire sentir ses effets dès le second trimestre 1990. Sans oublier une prudence de mise tant il est difficile d'appréhender les répercussions de la crise du Golfe sur l'activité économique générale.

Motif de satisfaction : en raison de la structure géographique de ses échanges, l'industrie mécanique ne devrait pas trop souffrir de l'embargo sur les exportations à destination de l'Irak et du Koweït. La perte de ces marchés coûtera 600 millions de francs au secteur au second semestre 1990 — soit 1 à 2 milliards de francs en année pleine — ce qui représente 1 à 2 % des exportations totales de la mécanique française, selon la FIMTM. Faiblement consommateurs d'énergie (en 1989 le coût direct du

pétrole a représenté 0,6 % du coût de la production pour l'ensemble de la profession), l'industrie mécanique s'estime peu vulnérable au renchérissement du prix du pétrole. Ses représentants s'inquiètent bien davantage des effets dommageables de la baisse du billet vert.

Trois exposés à la concurrence internationale (les importations couvrent 40 % du marché intérieur), les mécaniciens français craignent le déploiement des industriels américains sur les marchés européens sous l'effet conjugué de la dépréciation du dollar et de la contraction des marchés outre-Atlantique. Cette offensive est particulièrement redoutée dans les secteurs du machinisme agricole et du matériel optique où l'offre américaine s'avère particulièrement compétitive.

« Les incertitudes actuelles et la pression à la hausse des taux d'intérêt risquent de peser sur les programmes d'investissement des entreprises », s'inquiète la profession. Pour éviter un tassement de la demande d'équipement, la FIMTM plaide pour une relance des crédits bonifiés aux petites et moyennes industries.

INDUSTRIE

□ La Ciotat : l'outillage des chantiers proposé à Lexmar-France. — Une offre de location-vente d'un montant de 43 millions de francs sur huit ans et demi a été proposée le 18 septembre à la société Lexmar-France par UNIFAL, filiale de la banque Worms pour le rachat de l'outillage du chantier naval de La Ciotat, indispensable à la reprise de la production sur ce site dont la liquidation judiciaire a été prononcée le 27 février 1989. Tout en dénonçant « les exigences infondées de plus-values de la part d'une banque nationalisée agissant à la demande de l'Etat », M. Barthelotte, PDG de Lexmar-France, se déclare « prêt à traiter à ce prix... »

SOCIAL

Le conflit de l'UCANSS

M. Jean Lavergne chargé d'une « mission de concertation » à la Sécurité sociale

En confiant à M. Jean Lavergne, inspecteur général des affaires sociales, une « mission de concertation », le gouvernement a renoncé dans l'immédiat à entamer une épreuve de force pour résoudre le conflit de l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS). M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a donc obtenu satisfaction en évitant que les pouvoirs publics ne décident, comme ils en avaient l'intention, de nommer un administrateur provisoire.

En brandissant le premier la menace d'une démission de ses administrateurs, le leader de FO n'en a pas moins contribué à enclencher un processus qui donne les coudées plus franches à l'Etat. Qu'il s'agisse des revalorisations salariales qui seront appliquées aux 180 000 salariés de la Sécurité sociale ou de la réforme du conseil d'administration de l'UCANSS, FO devra composer.

Réuni mardi 18 septembre, le conseil n'a pu que constater son incapacité à débiter en raison du départ de la CFDT et de la CFE-CGC après celui, en juin, des administrateurs du CNPF. Du coup, M. Blondel n'évoque plus la démission de son organisation, ni même son maintien dans les instances dirigeantes de l'UCANSS. Après le mutisme observé par FO à l'égard de l'accord interprofessionnel du 24 mars sur le travail précaire, la non-réponse devient une spécialité de la confédération de l'avenue du Maine.

M. Blondel reproche au gouvernement de chercher à « étatiser » la Sécurité sociale et d'avoir « mis le feu » en refusant d'agréer les propositions salariales du conseil d'administration (2,75 % en augmentations générales et trois points d'indice à

valoir sur de prochaines négociations sur les classifications). Le secrétaire général de FO s'est également pris, quoique de façon moins virulente, au patronat.

M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, qui s'exprimait également mardi a critiqué le CNPF qui a « bloqué » la révision des grilles de classification et accusé l'Etat qui ravale les partenaires sociaux au rang de « potins ». Des arguments qui ne doivent pas faire perdre de vue que les syndicats, à la fois employeurs et représentants des intérêts des salariés de la Sécurité sociale, sont constamment en porte-à-faux...

La répartition des pouvoirs

La mission de concertation confiée à M. Lavergne par M. Claude Evin, ministre de la Solidarité, aura un triple objet. Il s'agira en premier lieu de mettre au point un « habillage » des mesures salariales plus conforme au cadre du gouvernement. Les dispositions proposées par l'UCANSS aboutissent à une hausse de 4,4 % en glissement alors que la norme gouvernementale est de 2,5 %, bien que l'inflation devrait atteindre 3,4 % cette année. Toutefois, elles recouvrent une progression de 5,4 % de la masse salariale, tout à fait comparable à celle prévue dans la fonction publique.

Sur le second dossier, celui des classifications, le gouvernement a beau jeu de souligner que les partenaires sociaux ont été parfaitement incapables d'améliorer le déroulement de carrière du personnel de la « sécu », souvent bloqué après dix ans d'ancienneté. Cependant, le carcan salarial imposé par l'Etat n'a pas facilité leur tâche.

En troisième lieu, il faudra réfléchir à la répartition des pouvoirs au sein de l'UCANSS. Le CNPF a confirmé mardi que son retour dépend d'une répartition « équilibrée » des administrateurs (le par-

triat comptait jusqu'à présent six élus contre neuf aux syndicats) alors que la CFDT propose d'inclure les directeurs nommés par l'Etat, des trois caisses nationales. Une solution de compromis paraît se dessiner. Pour être crédible, elle devra enfin délimiter le contenu de la tutelle gouvernementale sur la politique salariale de la Sécurité sociale.

JEAN-MICHEL NORMAND

PHILIPPE LEMAITRE

Golfe

Aux premières loges, Djibouti est frappée de plein fouet

« Les deux pays voisins du golfe, Djibouti et l'Érythrée, sont les plus touchés par la crise du pétrole », déclare M. Bérégovoy, ministre des finances. « Les deux pays sont très dépendants du pétrole. Djibouti importe 90 % de son pétrole et l'Érythrée 80 %. »

« Les deux pays sont très dépendants du pétrole. Djibouti importe 90 % de son pétrole et l'Érythrée 80 %. »

« Les deux pays sont très dépendants du pétrole. Djibouti importe 90 % de son pétrole et l'Érythrée 80 %. »



VOIX

« Les deux pays sont très dépendants du pétrole. Djibouti importe 90 % de son pétrole et l'Érythrée 80 %. »

« Les deux pays sont très dépendants du pétrole. Djibouti importe 90 % de son pétrole et l'Érythrée 80 %. »

« Les deux pays sont très dépendants du pétrole. Djibouti importe 90 % de son pétrole et l'Érythrée 80 %. »

PARIS - ILE-DE-FRANCE

Le conseil régional construit et rénove des établissements de second cycle

Banco pour les lycées

Vingt nouveaux lycées ouvriront leurs portes cette année en Ile-de-France, région où la poussée démographique en second cycle représente 20 % du total de l'accroissement national. Le conseil régional, qui n'est pas peu fier de cet exploit, envisage de poursuivre son action : non content de construire, il rénovera et agrandira de nombreux établissements dès 1991. Un déploiement qui risque de coûter fort cher et dont le financement soulève des inquiétudes.

M. Paul Violet, vice-président RPR du conseil régional d'Ile-de-France et responsable des affaires scolaires, n'en finit pas de vanter les mérites de l'œuvre. Dans un feu d'artifice de chiffres, il explique que les nouveaux lycées accueilleront 13 000 élèves, de cette année, et 18 800 lorsque tous les travaux seront terminés. Car dans deux tiers des établissements, seule une « première tranche » a été rendue opérationnelle à la rentrée et des chantiers sont toujours installés à côté des salles de classes qui fonctionnent déjà.

Loin d'y voir un handicap, M. Violet se félicite de la rapidité avec laquelle ont été menées les opérations. « Au lycée d'Aubergenville, dans les Yvelines, le premier coup de pioche a été donné en janvier 1990 », affirme-t-il. Un spécialiste du conseil régional observe en outre que les conditions de vie des élèves ne sont pas menacées, puisque les établissements ont reçu l'agrément des commissions de sécurité départementales.

Financement original

Dans leur souci d'efficacité, les responsables du conseil régional ont utilisé une procédure dite de « conception-construction » pour accélérer le cours des choses. Plutôt que de recruter successivement un architecte, puis une entreprise de travaux publics, la région a lancé des appels d'offres pour recruter des tandems associant ces deux partenaires. La nécessité d'aller vite s'explique par les besoins en matière de places, mais aussi par les ambitions du conseil régional, qui mise gros sur son action en faveur du second cycle, au détriment parfois d'autres secteurs comme les sports ou la culture. « Le nombre des nouveaux lycées construits entre 1987 et 1992 sera de soixante-six », déclare M. Violet. A ces créations doit enfin s'ajouter la rénovation de 339 établissements jugés vétustes ou trop exigus.

Cette politique a son prix, bien sûr, et les sommes consacrées aux lycées se chiffrent en milliards. L'augmentation du budget de fonctionnement des établissements, qui englobent 500 mil-

lions de francs chaque année, représente seulement une petite partie des dépenses de la région dans ce domaine. « Pour la durée de notre mandat, qui s'achève en 1992, nous aurons consacré 14 milliards de francs

vées qui avanceront une partie des sommes nécessaires, contre la promesse d'assurer elles-mêmes la maintenance des établissements qu'elles auront construits. L'ensemble doit coûter quelque dix milliards de

toutes ses vertus affichées, la formule ne fait pas l'unanimité.

Si les constructions nouvelles sont considérées comme une bénédiction, tant par les rectorats que par la mino-



aux travaux de construction, d'extension, de maintenance et d'équipement. Durant la même période, nous recevons 2,2 milliards de l'Etat », fait-on remarquer dans l'entourage du président, M. Pierre-Charles Krieg (RPR).

Encore ces sommes ne comprennent-elles pas les débours liés à la rénovation de grande ampleur qui sera lancée prochainement. Pour éviter de creuser, à court terme, un trou trop profond dans le budget de l'Ile-de-France, qui se monte à neuf milliards de francs pour 1990, les responsables régionaux ont décidé de s'engager pour ces opérations dans un mode de financement original : le « Marché d'entreprises de travaux publics » (METP). Cette procédure leur permet de confier la rénovation des lycées à des sociétés pri-

francs, remboursables en dix ou quinze années.

Un tel système a le mérite d'éviter le recours traditionnel à des établissements de crédit, la région préférant conserver ses capacités d'emprunt pour le secteur-clé des transports.

Le conseil régional peut aussi, grâce au METP, se décharger sur les entreprises des coûts de mise en œuvre du dispositif. L'économie en personnel se superpose donc à un avantage financier : « Avec les méthodes traditionnelles de financement budgétaire et au rythme actuel des opérations, il nous aurait fallu, au minimum, vingt ans pour obtenir un tel résultat », a affirmé M. Jean-Pierre Fourcade, premier vice-président (UDF) chargé des finances, lors de la présentation en juin de ce dispositif. En dépit de

risé socialiste du conseil régional, il n'en va pas de même pour le recours au METP. Le groupe socialiste, qui s'est abstenu de voter ce programme lors de sa présentation, reproche à la droite d'obéir à des considérations électorales. Selon lui, ce mode de financement risque de coûter suffisamment cher à terme pour grever les budgets futurs. « Il s'agit d'une manipulation politique », affirme M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste. On veut presque faire croire que tout pourra être fait sans emprunts et sans augmenter les impôts.

Après nous le déluge

Les gisements inexploités de fiscalité locale qui existent en Ile-de-France auraient pu, selon lui, servir à payer une partie des rénovations. M. Bodin rappelle que la Région dispose de conditions d'emprunt avantageuses qu'elle n'utilisera pas pour ces opérations. « La droite fait un calcul qui consiste à dire en substance : après nous le déluge, observe-t-il. Or ce qui peut être ajourné aujourd'hui, en période d'augmentation des recettes et de reprise économique, pourra-t-il encore l'être si la conjoncture change ? »

Les lycées sont donc aussi un enjeu politique. Héritant du second cycle en 1986, par le truchement des lois de décentralisation, la majorité du conseil régional avait commencé par racheter. Aujourd'hui, les lycées sont un argument de poids et les élus n'entendent manifestement pas le passer sous silence.

RAPHAËLE REROLLE

La percée des « résidences de tourisme »

En voyage comme chez soi

Dans une petite rue calme de Saint-Germain-des-Près, une vieille maison réaménagée en 1988 : quarante-cinq appartements, surtout des chambres, avec un lit double, et des « studios », une banquette de chaque côté d'une table, et deux lits superposés dans l'entrée. Pour 450 ou 650 francs par jour, les installations confortables (une vraie salle de bains, un placard-kitchenette bien aménagée, le téléphone direct — et même un ascenseur) et le charme du site et du quartier font passer sur la simplicité un peu spartiate du mobilier, l'absence de salon et l'exiguïté des logements (13 m² pour la chambre, 20 pour le studio).

Dans le haut de gamme, près des Champs-Élysées, le studio de 40 m² coûte 1 250 francs par jour et les appartements (jusqu'à cinq-pièces) comportent, outre cuisine et salle de bains, salon ou bureau, avec une recherche de diversité dans l'ameublement luxueux. Ce n'est pas l'hôtel, ni l'appartement meublé, cela tient des deux. Si le litige est fourni, le ménage n'est fait qu'une fois par semaine et l'on fait soi-même son lit et son petit-déjeuner, sauf suppléments déclinables ad libitum, selon les desiderata des clients et la catégorie de l'établissement : du ménage quotidien à l'organisation de réceptions ou des visites touristiques en passant par les salles de réunion, le télé et le secrétariat, ou les repas à domicile. Avenue George-V, où le standing est au « top-niveau », même les femmes de ménage parlent anglais.

Les « résidences de tourisme », selon la terminologie administrative (la formule a ses normes depuis 1983) commencent à faire une percée à Paris, après avoir réussi en montagne, puis sur le littoral méditerranéen. Elles ont été en effet l'instrument de développement des stations de sports d'hiver, à l'incitation des promoteurs comme des collectivités locales. Elles offraient plus de liberté qu'à l'hôtel (surtout pour les repas), une installation plus confortable et un coût moins élevé pour les familles, avec quelques services de plus que la simple location meublée. Ainsi se sont constitués de véritables empires, comme les 72 000 lits de Pierre et Vacances.

Dans la capitale, le démarrage a été lent. Un petit groupe d'investisseurs réunit sous l'enseigne Flatotel, qui possède aujourd'hui deux tours dans le quinzième arrondissement, a juché les précurseurs en achetant des 1975 des ensembles d'appartements, resté isolé jusque vers 1984. Aujourd'hui, l'Office de tourisme de Paris dénombre une trentaine de résidences, avec quelque 6 000 lits, soit 10 % de la capacité des hôtels classés (1). Un développement qui va de pair avec une standardisation, signe de l'arrivée des chaînes, dans la dimension des appartements (studio ou deux-pièces), dans leur aménagement (le lit transformable en canapé, une table, un fauteuil et deux ou trois chaises, la kitchenette dans un recoin : on a retenu la leçon des sports d'hiver), dans la catégorie (le « trois étoiles » semble le marché porteur, comme il l'a été dans l'hôtellerie).

Surtout les étrangers

La formule a trouvé ses clients. Surtout des étrangers — souvent plus des deux tiers de la clientèle — qui apprécient de pouvoir acheter leur baguette de pain et leur tranche de jambon, et de goûter une sorte de vie provinciale. Les Américains en particulier sont habitués au système des « all suite hotels ». Mais les séjours « professionnels » (hommes d'affaires, cadres en formation ou en

attente de poste, commerciaux venus pour les salons) relaient largement le tourisme familial : la différence de prix, même assez mince (les résidences fixent leurs tarifs un peu au-dessous des hôtels), permet de rester dans le cadre de la note de frais ou du per diem, ou de « gagner une étoile ». Sur un marché aussi favorable que Paris, l'investissement est sans risque : les résidences peuvent afficher des « taux d'occupation » de l'ordre de 85 %, voire davantage pour de plus anciennes.

La diversité des investisseurs reflète celle des clientèles. Plus de la moitié des lits sont entre les mains d'une demi-douzaine de groupes, avec chacun deux ou trois résidences, dont Pierre et Vacances, Orion, chaîne du groupe immobilier ISM réunissant les grandes compagnies d'assurance (UAP, Axa, les AGF, les AGP, Victoire et les Mutuelles du Mans) sous la houlette de Suez, Citadines, filiale de l'immobilière Constructions de Paris, et un nouveau venu, Home Piazza, filiale d'un groupe financier néerlandais, qui a joué l'est de Paris. Mais le reste est fait de petits établissements isolés : signe qu'il y a encore de la place pour des commerçants ou des entrepreneurs individuels, comme le dit M. Armand Bouscal, ancien gestionnaire de patrimoine dans une banque qui a ouvert la résidence du Golf à Saint-Germain-des-Près il y a un an.

Faut-il s'attendre que les résidences atteignent le même développement qu'à la montagne ou sur le littoral ? En dépit de taux de rentabilité affichés approchant les 10 %, les promoteurs restent prudents. « Il y a un créneau, mais il n'est pas extensible à l'infini. Les perspectives ne sont pas les mêmes que pour l'hôtellerie », souligne M. Christian Cogez, directeur général de Citadines, spécialisée dans les résidences urbaines, qui veut tripler le nombre de ses établissements à Paris.

D'autre part, la diversité de la clientèle (« Des niches très ciblées », dit M. Cogez), rend la commercialisation plus complexe. Elle impose une recherche tous azimuts : maisons, offices de tourisme, Maisons de la France à l'étranger, agences immobilières comme agents de voyage, entreprises, entre autres, ont des accords avec des firmes comme IBM, Rhône-Poulenc ou Dassault, qui réservent à l'année un nombre fixe de logements ou de nuitées. Mais le système ne se développe que lentement : à partir d'un certain volume, les entreprises préfèrent louer des appartements, voire se constituer un patrimoine.

GUY HERSZUCH

(1) Sans compter quelques établissements « sociaux » comme la résidence Magendie de VVF, destinée aux familles de malades hospitalisés.

La culture au potager

Journée « portes ouvertes » des monuments historiques, dimanche 18 septembre. Il n'y a pas que les palais nationaux... Visite du potager du roi, à Versailles. Insolite.

« Regarde ces feuilles crénelées... » Les deux femmes âgées admirent, reculent, changent d'angle pour mieux apprécier les effets de la lumière. L'objet de leur émerveillement n'est pas la Vue de Deift, de Vermeer, mais plus prosaïquement un chou, un énorme chou épanoui dans son écorce de chou. Pour la journée des monuments historiques, les deux visiteuses ont préféré, aux lambris dorés, l'ancien potager de Louis XIV devenu dépendance de l'Ecole nationale supérieure d'horticulture, à Versailles.

Nos deux dames admirent à leur guise légumes et fruits, qu'elles scrutent comme de véritables natures mortes. D'autres ont accepté le secours d'un guide officiel. M. Jean-Paul Vivier, confier de l'office du tourisme de Versailles, livre quelques confidences à ses élèves d'un jour : Jules Hardouin Mansart, leur chuchote-t-il, aurait traversé d'une indigestion de petits pois, tant ceux qui poussaient en ce lieu étaient bons.

Féru de botanique, les visiteurs sont saisis par l'histoire. Un panneau, à l'entrée, leur apprend que Jean de La Quintinie, créateur du potager, avait réussi, dès 1678, « le tour de force de faire pousser des asperges en décembre, des choux-fleurs en mars et des fraises en avril ». Ici, on cultive la culture.

I.V.

Les pionniers de Rosny-sous-Bois

Les passants n'en reviennent pas. « C'est un lycée, ça ? », demande, incrédule, un chauffeur de taxi. Il est vrai que le nouveau lycée de Rosny-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, ne ressemble guère aux établissements de second cycle qu'on a coutume de voir dans bien des villes de France.

Ici, pas de façade triste, pas de fenêtres camusées derrière lesquelles pendent de vieux rideaux bleus ou rouges. Le bâtiment flamant neuf repose sa coque triangulaire sur une vaste esplanade, derrière les barreaux d'une grille de couleur vive. Ce « bateau », comme l'appellent ses occupants, est l'un des vingt lycées d'Ile-de-France qui ont ouvert leurs portes à la rentrée 1990. Il a été bâti, après concertation avec le rectorat et les élus locaux, dans une commune de 53 000 habitants qui ne possédait qu'un lycée professionnel.

A l'intérieur, des portes fraîchement peintes se détachent sur des cloisons impeccables, et de longs alignements de fenêtres déversent la lumière dans un espace qui semble à la fois gigantesque et bien proportionné.

Les élèves, encore peu nombreux cette première année, évoluent avec une sorte de timidité respectueuse dans ces locaux inédits.

Ils sont seulement 240 pour 800 places, le lycée n'accueillait en 1990 que les classes de seconde. « C'est dans l'intérêt même des élèves pour qui il serait désagréable de quitter un autre endroit en cours de cycle sous prétexte de remplir celui-ci », explique M. André Thély, le proviseur. Le lycée se peuplera donc pro-

gressivement en trois ans. En attendant, les nouveaux arrivants s'installent avec délice. « Je n'en croyais pas mes yeux, déclare une petite brune. Le collège d'où je venais était tellement pourri qu'il pleuvait dans les salles de cours. » Une autre désigne les bureaux qui n'accusaient pas une seule égratignure. « Jusqu'ici, dit-elle, nous avions des tables tellement creusées qu'il fallait mettre quelque chose de rigide sous nos feuilles pour pouvoir écrire. »

Comme beaucoup d'autres, elle vient des confins de la commune pour étudier dans son nouveau lycée. Certains ont été refusés dans des établissements plus proches de leur domicile, qui affichaient complet. Sans regrets, pourtant : « Ici, on a plus envie de travailler et de respecter l'endroit pour le garder agréable », affirme un lycéen. Soudain, la vie routinière de l'élève leur paraît moins fastidieuse. « On est un peu des pionniers », remarquent-ils en souriant.

Un sentiment éphémère

Un sentiment sans doute éphémère, mais largement stimulant. Dans cette bâtisse qui fleurit encore bon la peinture, les élèves disposeront d'un espace de rencontre, de plusieurs salles d'information ou de jeux et d'un centre d'information et de documentation vaste de 213 mètres carrés. Les enseignants, eux, pourront s'isoler ou recevoir les parents dans quatre bureaux spécialement conçus à leur intention. Le proviseur, qui fait visiter son domaine avec une certaine fierté, insiste sur l'aspect

partenarial de l'installation : les pièces en question seront meublées après consultation de leurs utilisateurs, dans la limite des finances disponibles.

Cette démarche novatrice est la suite logique de celle qui a présidé à la construction et à l'équipement de l'établissement lui-même. Comme les autres fournisseurs des nouveaux lycées d'Ile-de-France, M. Thély a suivi les travaux de bout en bout. Nommé par anticipation à son poste en septembre 1989, il a assisté à toutes les réunions de chantier, donné son avis et demandé quelques modifications. « J'ai aussi préparé la rentrée, explique-t-il, en ayant la charge de la totalité du budget d'équipement du lycée et en demandant au ministère les postes dont j'avais besoin. »

Dans les couloirs tout neufs de ce lycée, qui est aussi un peu son œuvre, M. le proviseur ne cache pas sa satisfaction. Bien sûr, la mise en train de l'établissement lui a donné de la peine, notamment lorsqu'il a dû assurer seul les inscriptions, en l'absence d'un secrétariat qui n'existait pas encore en juillet.

Bien sûr, il doit encore se démermer pour veiller aux finitions et pour parer à des avanies imprévues. Mais cet agrégé de génie mécanique, ancien chargé de mission auprès du secrétaire d'Etat à l'enseignement technique Robert Chapuis, se réjouit d'avoir la région comme interlocuteur unique pour les questions matérielles. L'autonomie, même relative, a souvent des conséquences sur l'enthousiasme de ceux qui en bénéficient.

R.R.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Francis Pierre
La Sicav des Bâtisseurs

Nous vous rappelons que Francis Pierre (actions immobilières) deviendra Sicav de capitalisation (sous réserve de l'approbation de l'A.G.E. des actionnaires du 7 janvier 1991).

Elle ne distribuera donc plus de coupon à compter de janvier 1991.

Elle continuera à offrir à ses actionnaires une valorisation en capital à moyen terme conformément à son objectif de Sicav investie en valeurs immobilières et foncières.

Les actionnaires en désaccord avec cette décision ont la possibilité de demander le rachat de leurs actions sans frais pendant un délai de 3 mois à partir de la publication du présent communiqué.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 38.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

Banques CIC. En intelligence avec vous.

En voyage comme chez soi

NE PLACEZ PAS VOTRE ARGENT
AVANT D'AVOIR POSÉ CETTE QUESTION
À VOTRE BANQUE ET À CORTAL.

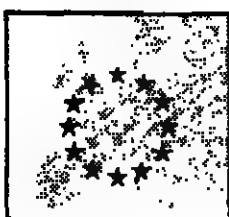
*"Afin de comparer
tous vos placements financiers,
pouvez-vous m'envoyer un guide comparatif
extrêmement simple et clair?"*



Placer son argent c'est une question de confiance et de compétence, plus que jamais d'actualité en cette période d'incertitude. Alors, avant de prendre une décision, soyez sûr d'être bien informé : appelez en parallèle, votre banque habituelle et Cortal, banque spécialisée dans les placements et l'épargne, au 05 10 30 30. Comparez leurs réponses : il n'y a que vous qui puissiez juger à qui vous allez confier votre argent. Dernière précision : pour devenir client de Cortal, 25000 F suffisent, répartis sur un ou plusieurs placements.

CORTAL

LA GARANTIE COMPAGNIE BANCAIRE.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Arianespace, première société commerciale de transport spatial

recherche **ingénieurs.**

Au sein de la Division Production, ils ont la responsabilité du suivi technique et financier des activités industrielles auprès des partenaires fournissant les différents éléments de la structure d'ARIANE.

1 Ingénieur mécanique propulsion

Département 3^e étage du lanceur ARIANE

Environ 30-35 ans, Ingénieur ENSI ou diplômé d'une université européenne équivalente - option mécanique ou aéronautique -, vous possédez une expérience industrielle de 3 à 5 ans en production dans le domaine de la propulsion liquide cryogénique. Réf. 9152/M

1 Ingénieur électronicien

Département "Case à équipement"

Environ 30-35 ans, Ingénieur ENSI ou diplômé d'une université européenne équivalente - option électronique -, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans des activités de recherche et développement, avec une connaissance approfondie des "chaînes électriques", dans les domaines aéronautique ou spatial. Réf. 9153/M

Au sein de la Division Systèmes

1 Ingénieur exploitation

Vous êtes responsable de l'élaboration du diagnostic de fonctionnement de chaque lanceur en vol, de l'identification des causes d'anomalie et de l'initiation des actions correctives nécessaires auprès des partenaires industriels.

Environ 30-35 ans, Ingénieur ENSI ou diplômé d'une université européenne équivalente - option mécanique ou aéronautique -, vous avez une expérience de 5 ans dans l'aéronautique ou les missiles (études ou essais). Réf. 9154/M

Ces trois postes sont destinés à des européens bilingues anglais-français. Leurs activités impliquent une réelle capacité à travailler en équipe et font appel à des qualités de rigueur, méthode et précision alliées à un sens relationnel développé. Vous serez mobiles et disponibles pour de fréquents déplacements en Europe et en Guyane.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV photo et prétentions), en indiquant la référence choisie à notre Conseil ACTIMAN, 251 boulevard Pèreire, 75017 Paris qui vous garantit une entière discrétion.



As part of the decentralisation of its Headquarter Operations, SUN EUROPE has decided to create several new functions based in PARIS and within this context wishes to recruit a

SYSTEMS SUPPORT TEAM LEADER and JUNIOR SYSTEM ADMINISTRATOR

His primary objective will be to establish and structure a team to provide all European subsidiary users with productivity tools, technical support, general system administration and training. Directly reporting to the European Information Resources Department the team leader will also act as an internal consultant for the development and distribution of office support systems and will coordinate the subsidiaries systems group activities to develop and maintain European standards. As a negotiator, he will write contract proposals and negotiate with software vendors and developers. He will evaluate, recommend and select software applications and enhancements to meet end user office support needs.

The candidate will be a specialist with a minimum of 5 years experience or 3 years for the junior in UNIX system and environment preferably in applications relating to statistical analysis, electronic publishing systems, relational database management systems, financial planning systems and office support tools. His strong interpersonal skills should enable him to effectively organise and structure an efficient support team.

Perfect fluency in at least two European languages, including English, is required, nationality open. Please reply in confidence to SUN Microsystems - Recruitments Services - 13, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY VILLACOUBLAY.



Le Monde International



Le Secrétariat Général du PARLEMENT EUROPÉEN à LUXEMBOURG

organise des concours généraux pour le recrutement d'

Interprètes en langue française (f/m)

Principales conditions d'admission:

- ☐ formation universitaire sanctionnée par un diplôme ou expérience professionnelle garantissant le même niveau;
- ☐ formation ou expérience d'interprète de conférence;
- ☐ parfaite maîtrise de la langue française et connaissance approfondie de trois autres langues officielles de la Communauté européenne, soit: pour le concours n° PE/143/LA: langue danoise et deux autres langues officielles de la Communauté européenne; pour le concours n° PE/144/LA: langue grecque et deux autres langues officielles de la Communauté européenne; pour le concours n° PE/145/LA: 1^{ère} langue obligatoire: soit l'espagnol, soit le portugais; 2^{ème} langue obligatoire: soit l'allemand, soit le néerlandais; 3^{ème} langue: une autre langue officielle de la Communauté européenne. La connaissance d'une quatrième langue officielle de la Communauté européenne est souhaitable;
- ☐ être ressortissant d'un des Etats membres de la Communauté européenne;
- ☐ âge: 40 ans maximum (être né après le 22 octobre 1949). Des dérogations peuvent aller jusqu'à six ans sont admises sous certaines conditions.

Le Parlement européen met en œuvre une politique dans le but de garantir l'égalité des chances entre femmes et hommes dans tous les emplois.

Lieu d'affectation: Luxembourg ou Bruxelles.

Le numéro du Journal Officiel contenant le formulaire obligatoire de candidature ainsi que toutes les informations utiles, peut être demandé, uniquement sur carte postale, en rappelant la référence "J.O. n° C 227".

- au Bureau d'Information du Parlement européen, 286 boulevard St-Germain, 75007 Paris,

- ou au Parlement européen, Service du Recrutement, L-2929 Luxembourg.

Date limite de dépôt des candidatures: 22 octobre 1990.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES CONCOURS DE RECRUTEMENT DE TRADUCTEURS-RÉDACTEURS DE LANGUE ARABE

Un concours pour le recrutement de traducteurs-rédacteurs de langue arabe aura lieu les 9 et 10 janvier 1991 dans des pays arabophones, à New York et à Genève, ainsi que dans d'autres centres, choisis en fonction du nombre de candidats admis à concourir. Ce concours doit permettre de dresser une liste de lauréats à qui il sera fait appel pour pourvoir les postes de traducteurs-rédacteurs de langue arabe qui sont ou deviendront vacants. Les lauréats dont le nom aura été inscrit sur cette liste seront normalement nommés à New York, à mesure que des postes deviendront vacants au service arabe de la division de traduction, au département des services de conférence du Secrétariat de l'Organisation des Nations unies. Ils pourront être affectés initialement dans d'autres bureaux de l'Organisation, en Afrique, en Asie et en Europe.

Les candidats doivent:

- a) Avoir l'arabe comme langue principale;
- b) Avoir une parfaite maîtrise de l'arabe et une excellente connaissance de l'anglais ainsi que de l'espagnol, du français ou du russe; la connaissance du chinois et de langues ne figurant pas parmi les langues officielles de l'ONU ainsi que l'expérience de la traduction seront considérées comme des atouts;
- c) Etre titulaires d'un diplôme ou d'un certificat équivalent, délivré par une université ou un établissement d'enseignement supérieur où l'arabe est la langue principale d'enseignement. Le jury d'examen pourra accepter la candidature de diplômés d'une université où la langue principale d'enseignement n'est pas l'arabe s'ils ont fait des études secondaires satisfaisantes dans un établissement où la langue principale d'enseignement est l'arabe.

Le traitement de base brut est au départ de 35 831 dollars par an, plus une indemnité de poste (dont le montant net, qui est actuellement de 11 781 dollars par an, peut varier), et des indemnités pour charges de famille. Pour obtenir de plus amples renseignements et se procurer une formule de demande d'admission à concourir, prière d'écrire à l'adresse suivante:

Section de recrutement du Secrétariat
(Concours de recrutement de traducteurs-rédacteurs de langue arabe)
Bureau 206
Office des Nations unies à Genève
CH-211, Genève 10 (Suisse)

La date limite de réception des formules de demande d'admission à concourir dûment remplies est le 1^{er} novembre 1990.

EUROMANAGERS FORUM '90

December 13th and 14th, 1990 — Brussels Sheraton Hotel

In co-operation with

Le Monde

LEADING CORPORATIONS PRESENT INTERNATIONAL CAREER OPPORTUNITIES

At "Euromanagers Forum '90", a selection of major corporations will present international career opportunities to high potential young professionals and young graduates from all over Europe. Each participating company will select candidates they wish to interview during this event.

After pre-screening by EMDS International, the head offices of these corporations will carefully examine applications from men and women between 22 and 30 years of age having a solid academic background, without or with professional experience (not more than five years), graduated before or in 1991 and having the following prerequisites:

- qualifications in engineering, sciences, business/economics, law, or any related subject;
- fluency in at least three languages (including English);
- leadership qualities;
- excellent intellectual and interpersonal skills;
- international experience (educational or professional);
- geographical mobility.

If you would like to be considered for this unique event, we will be glad to forward you an application form. Just send your name and address to:

Euromanagers Forum, P.O. Box 1, Schaerbeek 4, 1030 Brussels, Belgium.



L'ORÉAL



• ABN (NL) • ALCATEL (F) • ALLIANCE-LONZA (CH) • BERTELSMANN (D) • BAW (D) • BOSCH (D) • BOUYGUES (F) • BP (UK) • BULL (F) • COMMERZBANK (D) • CREDIT LYONNAIS (F) • DEUTSCHE BANK (D) • DIETZNER BANK (D) • ISTITUTO BANCAIO SAN PAOLO DI TORINO (I) • L'ORÉAL (F) • LUFTHANSA (D) • MARK & SPENCER (UK) • J.C. KINSEY & COMPANY (USA) • OMV (A) • PHILIPS (NL) • PRICE WATERHOUSE (USA) • PROCTER & GAMBLE (USA) • RENAULT (F) • ROLAND BERGER UND PARTNER (D) • SCHLÖDER (CH) • SKF (S) • SCRG ROUTES (F) • SOLVAY (B) • SWIG BANK CORPORATION (CH) • VOLKSWAGEN (D) • WEST LB (D) • AND OTHERS...



CONCEPT ARTWORK

سكا من الوصل

Le Monde International

LE PARLEMENT EUROPÉEN
 envisage de recruter, en qualité d'Agent Temporaire, sur la base d'un contrat de deux ans, renouvelable pour une année supplémentaire, un

Directeur

pour la Direction de l'Informatique et des Télécommunications (t/m)

Cet agent hautement qualifié, aux compétences pluridisciplinaires, sera chargé et aura la responsabilité :

- de l'application de la politique de l'institution en matière d'informatique et de télécommunications ;
- de la coordination de l'exploitation des différents systèmes, moyens et outils informatiques et des télécommunications opérationnels ou en cours d'implémentation ;
- du développement et de la gestion des investissements prioritaires d'infrastructure ;
- de la sécurité des ressources informatiques et des télécommunications ;
- des contacts, négociations et rapports avec des firmes extérieures, les fournisseurs et tout tiers ;
- des contacts, accords et relations avec les Services correspondants des autres Institutions et des Parlements des Etats membres.

Principales conditions requises :

- études universitaires sanctionnées par un diplôme, de préférence en disciplines polytechniques, ou expérience professionnelle garantissant un niveau équivalent ;
- connaissances approfondies dans le domaine de l'informatique et des télécommunications ;
- expérience professionnelle confirmée de la gestion, également budgétaire, d'un service important, de préférence dans le domaine de l'informatique et des télécommunications, et expérience acquise au sein d'une entreprise ou d'une administration internationale ;
- aptitude et expérience de la gestion de personnel informatique et des télécommunications ;
- connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communauté européenne et bonne connaissance de deux autres de ces langues.

Pour des raisons fonctionnelles, la connaissance des langues anglaise et française est souhaitable ;

- avoir la nationalité d'un des Etats membres de la Communauté européenne.

Le Parlement européen met en œuvre, en faveur de son personnel, une politique dans le but de garantir l'égalité des chances entre hommes et femmes dans tous les emplois.

Dépôt de candidatures :

Les candidats sont priés d'adresser leur lettre de candidature (en précisant la référence n° PE/45/S-), accompagnée d'un curriculum vitae détaillé et des documents justificatifs se rapportant à leurs études ainsi qu'à leur expérience professionnelle, à :

Monsieur le Secrétaire Général, Parlement européen, L-2920 Luxembourg.

Cette demande devra être expédiée, par envoi recommandé, au plus tard le 22 octobre 1990 à minuit, le cachet de la poste faisant foi.

LA BANQUE INTERNATIONALE DU CONGO
 B.I.D.C.
 recrute par voie de concours des

AGENTS D'ENCADREMENT

Ce concours est ouvert aux ressortissants congolais jouissant de leurs droits civiques et nés après le 1er/09/60.

Ce concours s'adresse aux diplômés de l'enseignement supérieur : les candidats doivent avoir une solide formation économique et comptable attestée par la détention d'un diplôme d'études supérieures délivré par une Université, un Institut d'Etudes Supérieures, une Ecole de Commerce ou de Gestion, un I.U.T.

Les dossiers et les programmes devront être retirés au département Formation de la B.I.D.C. à Brazzaville ainsi qu'à la SIFOR, filiale spécialisée de la B.I.A.O.

9 avenue de Messine - 75008 PARIS
 jusqu'au 28 septembre 1990

Aucun envoi postal ne sera assuré.

Ces dossiers, dûment complétés, devront être déposés aux mêmes services

le vendredi 5 octobre 1990, dernier délai.

Brüel & Kjær

Entreprise de renommée mondiale sur le marché des instruments de mesure (bruit et vibrations), recherche :

JEUNE INGENIEUR DE LANGUE FRANÇAISE

Diplômé (e) Grande Ecole

pour un poste permanent dans son service de documentation technique au Danemark. Il rédigera la documentation en français relative aux divers appareils à partir de l'anglais et en collaboration avec les services d'étude et de vente.

Les qualités requises sont :

- Haut niveau technique
- Excellente maîtrise du français
- Alisance en anglais

L'ambiance et les conditions de travail sont agréables au sein d'un service international et pluridisciplinaire situé à proximité de Copenhague. De par sa taille, l'entreprise offre diverses orientations de carrière.

Adresser curriculum vitae détaillé et lettre à :

Brüel & Kjær - Bureau du personnel (Afd 3)
 Linde Allé - 2850 Naerum - Danemark.
 Tél. : (45) 42 80 05 00

Le Monde des Cadres

N° 1 de la Grande Distribution, 50 000 personnes, 1 830 points de vente, nous vous proposons de rejoindre notre filiale de formation en devenant :

Formateurs Relations Humaines

A 30 ans environ, de formation supérieure en relations humaines, vous possédez aussi une solide expérience acquise en cabinet ou en entreprise, auprès d'un public cadre. Votre sens relationnel et vos qualités de pédagogue sont reconnus.

Au sein d'une équipe de professionnels, vous serez responsables après intégration, de l'animation de sessions de formation en relations humaines auprès de chefs d'entreprise et de cadres.

Déplacements fréquents toute France à prévoir. Postes basés en Région Parisienne Sud.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 429 à CONSEIL RECRUTEMENT COLLABORATEURS, Union Nationale des Mousquetaires, 6 av Georges-Bollot, 91310 Linas-Montigny.

LES MOUSQUETAIRES UNE FORCE QUI AGIT !

DEMANDES D'EMPLOIS

HOMME - BERLIN-EST

Diplômé sciences politiques internationales, docteur sciences sociales. Grande expérience du Maghreb et des autres pays africains. (Ex-ambassadeur/ex-ingénieur bâtiment). Trilingue allemand, français, anglais.

CHERCHE ENGAGEMENT

Actions humanitaires internationales, nationales, aide au développement, protocole, culture, tourisme, hôtellerie ou similaire.

Merci d'adresser offre à :

Prof. Docteur W. JANIK
 Sportplatz Str. 1
 HEIDENAU/DRESDEN 8312 (RDA).

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE AFRICAIN 45 ANS - 16 ans expérience réussie dans filiale multinationale française en Afrique noire francophone, secteur distribution de biens d'équipement : matériel (TP + mines + agri - industrie - hydraulique, etc.).

RECHERCHE : poste cadre itinérant ou export basé métropole pour développer forces de vente en Afrique par ventes directes ou appels d'offres - grandes qualités relationnelles et mobilité.

(Section BCO/MFG 1787)

CADRE - 39 ans - Grande pratique des affaires internationales, Europe, USA, Asie - posté 3 ans UK - bilingue anglais-espagnol, italien CRT.

OFFRE : son expérience et son dynamisme aux entreprises recherchant le responsable de leur développement en dehors de France (vente, production, participations, sociétés mixtes), dominées ; produits ou systèmes industriels à usage professionnel ou technique, logiciel.

(Section BCO/JV 1788)

INCUBEUR

PROPOSE : à PME ou PMI de créer, rentabiliser recherche et diversification en physique - Grande expérience infra-rouge, vide, cryogénie, microélectronique - nombreux contacts.

(Section BCO/HP 1789)

H. 44 ans - DESS affaires internationales Paris-Dauphine - 15 ans expérience dans l'import (financement des contrats) - espagnol, français, anglais courants.

RECHERCHE : poste à responsabilité dans une entreprise ou banque internationale basée à Paris - Accepte déplacement Franco-étranger.

(Section BCO/HP 1790)

DIRECTION GÉNÉRALE : centre de profit - 43 ans - Formation supérieure gestion, 20 ans de carrière internationale dont 10 ans en Amérique dans les produits grand public et le conseil + politique commerciale et marketing, dans la distribution moderne - gestion financière et logistique - entrepreneur stratégie et terrain - anglais.

RECHERCHE : direction générale ou commerciale à développer - base Paris - RP.

(Section BCO/HP 1791)

L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

recherche un TRADUCTEUR (assistant) de langue maternelle française pour occuper un poste à son bureau régional pour le Pacifique occidental, à Manille, Philippines.

Fonctions : traduire et mettre au point des textes et documents de caractère général, tenir à jour et développer la base de données terminologiques et aider à organiser le travail de l'unité.

Qualifications : Diplôme délivré par une université ou une institution reconnue, par exemple licence ou HTS en langues vivantes ou en traduction. Aptitude à traduire des documents avec exactitude et à revoir les épreuves de ses propres traductions ; aptitude à faire la distinction entre le travail courant et ce qui revêt un caractère exceptionnel ; des de l'organisation et aptitude à entretenir des relations de travail harmonieuses avec des collègues nationaux et internationaux. Une certaine connaissance de la terminologie médicale et pharmaceutique serait souhaitable. Expérience de fonctions d'assistant bilingue au sein d'une administration ou d'une entreprise dans un cadre international privé ou public. Excellente connaissance du français parlé et écrit (langue maternelle) et de l'anglais.

Les candidats et candidates possédant les qualifications requises devront envoyer leur curriculum vitae avant le 2 octobre 1990 à l'Organisation mondiale de la santé, 1211 Genève 27, Suisse, en mentionnant la référence MPR/TRA/WPRO.

Il ne sera pris contact avec les postulants que si leur candidature est retenue.

Cabinet financier allemand

recherche pour ses activités internationales

Experts-Comptables et Gestionnaires de Projets

Formation grande école commerciale, expertise comptable ou DECS. Expérience souhaitée 3 à 5 ans.

Missions moyennes et longues durées Outre-Mer dans le cadre de projets internationaux de développement (pays francophones)

Merci d'adresser votre dossier complet à :

Daniel Haemmerlin, 12, rue de Liège, 75009 Paris

LETTRE RÉGIONALE D'INFO ÉCONOMIQUES
 cherche

JOURNALISTE (H/F)

Ehrlé, MACAL, 5, rue de Clocheville, 37000 TOURS.

POLE AUDIOVISUEL, CHERCHE CHARGÉ DEPT AUDIOVISUEL. Régle générale, production, relations publiques, communication, négociations de financement, CAP, rédaction, esp. vidéo, chargé missions. C.V. et lettres : C.C.J., TAT, rue 8-mai 1945, 80090 AMIENS.

CHERCHE ÉTUDIANTE pour sortie d'école et surveillance des devoirs et jeux d'un garçon de 8 ans. De 16 h 30 à 18 h 30, 4 jours par semaine. Quai de Tulleries, Tél. de 18 h à 21 h : 42-66-08-88.

MAIRIE DE STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS ESSONNE 40 000-90 000 habitants recours d'URGENCE son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Adresser lettre et c.v. à : Monsieur le Maire Hôtel de ville Place Roger-Ferrand 91700 Ste-Genève-des-Bois.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ
 de haut niveau recherche

ENSEIGNANTS CONFIRMÉS
 par vacation 2 à 8 heures/semaine.

Physique-mathématiques Biochimie-biologie Droit-Economie Histoire-Géographie Anglais.

Adresser c.v. + lettre à : IPESUP 18-18, rue du Clôture-Notre-Dame, 75004 PARIS.

deux-roues

Vide 1100 GSK/ES Suzuki modèle 84, t.b. état, 63 000 km, bleu et blanc, 16 000 F ferme. Visible à Ste-Comme-Robert 77. Tél. : H.B. 1181 54-44-72-93

capitaux propositions commerciales

Votre bureau ou siège social au G.D. de Luxembourg. Tous services domiciliation/exp. soc. Tél. : (19) 352-32-04-54

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX, BRILLANTS

Le plus formidable chef, à qui des offres exceptionnelles, a écrit le guide Paris par chef, en essence, brillants, saphirs, rubis, rubis, saphirs, émeraudes, bijoux, or, argent, etc.

PERRON OPIÉ

Angle bd des Toisins 4, Champs-Élysées. Achet tous bijoux ou échanges. Achat magasin sureté chèque. 37, avenue Victor-Hugo.

Cours

COURS D'ARABE
 JOURNÉE SOIR, SABBAT AFAR, 42-72-20-88.

Vacances

Tourisme

Loisirs

DRISCOLL HOUSE-HOTEL 200 chambres ind. 110 F par sem. bon. cuis. Rés. : 172 New Kent Road LONDON SE 1 4YT-GB 18-44-71-703-4176

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
 TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

Vous recherchez :

CHARGÉE D'ÉTUDES DOCUMENTAIRES

avec capacité de recherche de données, d'analyse et de synthèse

4 ans d'exp. ds un groupe de presse important Maîtrise de l'anglais et connaissances en informatique

Ecrire sous n° 8040 La Monde Publiée 5, rue de Montessuy 75007 Paris

J.F. 25 ans, 3^e cycle relations humaines, exp. fonctions personnel rech. poste assistant direction relations humaines. LANA BERTY 1, rue M. Uriol, 75360 Montesson.

J. étud. alt. sci. économ. quel prêt à participer toutes sortes de trav. voudrait améliorer a. français en vie fam. Conn. anglais, hollandais, allemand. Christian Noverkamp, Fichtener Strasse 15, D-5760 Arnsberg 1

Secrétaire polyglotte, langue mat. allemand, 23 ans, anglophone et flexible, rech. emploi secrétaire à Paris, mid. octobre. Kräutler, Hans-Böckler-Str. 5, D-8840 Memmingen.

J.F. 29 a. licence lettres et civ. maîtrise exp. et réf. Cr. poste prof. ou surveillant sur Paris 43-72-33-95 urgent

Franco-tunisien 40 a., docteur ingénieur électro, ancien IEC quadrilingue, riche exp. Rech. poste gérant société en Tunisie. Ecrire sous n° 8043 La Monde Publiée 5, rue de Montessuy 75007 Paris

J.F. 33 ans, dipl. Ecole de commerce + DECS, ch. emploi à temps partiel, 48-25-12-16 pp. 18 h 30.

J.H. 32 ans, nat. camerounaise, maîtrise AES gestion des entreprises, 1 an d'exp. prof. rech. place stable dans entreprise. 43-77-94-92.

ES EN ENTREPRISE

De Standaard

SYSTEM SUPPORT TEAM LEADER

SENIOR SYSTEM ADMINISTRATOR

Le Standard Centre du PARLEMENT EUROPÉEN à Luxembourg

Interprètes

de langue française

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

CONCOURS DE RECRUTEMENT

DE TRADUCTEURS ADJACENTS DE LANGUE ARABE

Le concours est ouvert aux ressortissants arabes jouissant de leurs droits civiques et nés après le 1er/09/60.

Ce concours s'adresse aux diplômés de l'enseignement supérieur : les candidats doivent avoir une solide formation linguistique et littéraire attestée par la détention d'un diplôme d'études supérieures délivré par une Université, un Institut d'Etudes Supérieures, une Ecole de Commerce ou de Gestion, un I.U.T.

Les dossiers et les programmes devront être retirés au département Formation de l'Organisation des Nations Unies, à Genève, ainsi qu'à la SIFOR, filiale spécialisée de la B.I.A.O.

9 avenue de Messine - 75008 PARIS
 jusqu'au 28 septembre 1990

Aucun envoi postal ne sera assuré.

Ces dossiers, dûment complétés, devront être déposés aux mêmes services

le vendredi 5 octobre 1990, dernier délai.

سكنى من الاموال

REPRODUCTION INTERDITE

... Le Monde • Jeudi 20 septembre 1990 43

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			17^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES		
3^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			MEUDON		
3 PIÈCES	7-7 bis, rue Saint-Gilles	8 752	4/5 PIÈCES	19, rue Roger-Bacon	9 800	3 PIÈCES	88-80, rue de la République	5 800
64 m², 5 ^e étage	SEFIMEG 43-21-63-21	+ 709	103 m², 1 ^{er} étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1 713	Imm. neuf	SAGGEL 46-08-95-69	+ 1 097
Terrasse + balcon						3 PIÈCES	MEUDON	6 350
4^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES NEUF			Park., 75 m², 3 ^e ét.	2, rue des Capucins	+ 950
2 PIÈCES	14, quai des Célestins	8 591	50 m², park., cave	139, rue Marlin	4 060	Imm. neuf	SAGGEL 46-08-95-69	7 000
69 m², 4 ^e étage	SOLVEG 40-67-06-99	+ 1 139	55 m², box, cave	SEFIMEG 45-65-37-02	+ 455	4 PIÈCES	MEUDON	+ 285
Frais de commission		5 344				88-80, rue de la République	SAGGEL 46-08-95-69	8 400
7^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES NEUF	139, rue Marlin	4 720	105 m², 4 ^e étage	MEUDON	+ 1 583
3 PIÈCES	50, rue de Bourgogne	13 963	63 m², cave, box	SEFIMEG 45-65-37-02	+ 497	Imm. neuf	SAGGEL 46-08-95-69	3 800
Parking, 91 m²,	SOLVEG 40-67-06-99	+ 1 814	3 PIÈCES NEUF	139, rue Marlin	5 030	40 m², 2 ^e étage	NEUILLY	+ 640
2 ^e étage	Frais de commission	10 873	66 m², balcon 14 m²	SEFIMEG 45-65-37-02	+ 598		39, rue Parmentier	+ 2 704
8^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES	27 bis, rue de Bellevue	5 470		AGF 42-44-00-44	
3 PIÈCES	59, rue Galvée	8 200	Park., 77 m², 1 ^{er} ét.	SAGGEL 42-66-61-05	+ 597		Frais de commission	
63 m², rez-de-chaus.	AGF 42-44-00-44	+ 700	Imm. neuf		5 400		SÈVRES	5 500
Frais de commission		5 835			+ 853		41, Grande-Rue	+ 797
9^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES	27, rue Ribaudeau	5 400		SOLVEG 40-67-06-99	4 228
3 PIÈCES	2, square Trudaine	9 000	Park., 88 m², 10 ^e ét.	AGIFRANCE 42-01-68-15	+ 1 394		Frais de commission	
109 m², 1 ^{er} étage	GCI 40-16-28-71	+ 2 025			7 500		SÈVRES	4 500
11^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES	27 bis, rue de Bellevue	+ 1 017		SAGGEL 46-08-95-69	+ 823
STUDIO MEUBLÉ	HOME PLAZZA NATION	5 500						
20 m² sur jardin	HOME PLAZZA 40-09-40-00	+ 825						
2 PIÈCES MEUBLÉES	HOME PLAZZA BASTILLE	6 500						
80 m² sur jardin	HOME PLAZZA 40-21-22-23	+ 1 275						
12^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES	12, rue de Rambouillet	5 300						
Parking, 52 m²	AGF 42-44-00-44	+ 416						
1 ^{er} étage, cave	Frais de commission	3 771						
3 PIÈCES PARK.	32, rue de Picpus	5 736						
70 m², 1 ^{er} étage	SOLVEG 40-67-06-99	+ 993						
	Frais de commission	4 702						
4 PIÈCES	12, rue de Rambouillet	7 340						
80 m², 2 ^e étage	AGF 42-44-00-44	+ 648						
	Frais de commission	5 223						
13^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES	18, rue Cailleur	4 000						
64 m², 6 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 1 114						
4 PIÈCES	125, rue du Moulin-de-	5 900						
Duplex, 81 m²	la-Pointe	+ 1 108						
1 ^{er} étage, parking	SAGGEL 47-42-44-44							
14^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES	199, avenue du Maine	10 079						
Parking, 81 m²	LOC INTER 47-45-19-97	+ 658						
6 ^e ét. terrasse 40 m²								
15^e ARRONDISSEMENT								
DBLE SÉJOUR	5, boul. Geribaldi	8 420						
72 m², 4 ^e étage	AGF 42-44-00-44	+ 1 160						
2 chambres, park.	Frais de commission	5 991						
16^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO	4-6, rue Charles-Dickens	3 300						
38 m², 1 ^{er} étage	SAGGEL 47-42-44-44	+ 710						
78 - YVELINES								
MAISON 5 P.	GUYANCOURT	5 900						
112 m², garage	14, allée des Genêts	+ 300						
	SAGGEL 48-08-95-70							
DBLE SÉJOUR	ST-GERMAIN-EN-LAYE	3 495						
47 m², r.-de-chaussée	42 bis, rue des Ursulines	+ 400						
Cave, parking	AGF 42-44-00-44	2 487						
	Frais de commission							
3 PIÈCES	ST-GERMAIN-EN-LAYE	5 450						
Parking, 75 m²	40, rue des Ursulines	+ 670						
3 ^e étage, cave	AGF 42-44-00-44	3 885						
	Frais de commission							
5 PIÈCES	ST-GERMAIN-EN-LAYE	12 660						
2 parkings, 132 m²	42, rue des Ursulines	+ 1 270						
1 ^{er} étage	AGF 42-44-00-44	9 008						
	Frais de commission							
3 PIÈCES	VIROFLAY	5 480						
Park., 75 m²	2, rue Joseph-Bertrand	+ 1 050						
2 ^e étage, balcon	CIGIMO 48-00-89-89							
91 - ESSONNE								
4 PIÈCES	GIF-SUR-YVETTE	3 450						
Parking, 75 m²	Rés. « Les Grandes-Coudraies »	+ 876						
2 ^e étage	GCI 40-16-28-70							
92 - HAUTS-DE-SEINE								
4 PIÈCES	COURBOVOIE	6 100						
100 m², 3 ^e étage	333, boul. Saint-Denis	+ 540						
+ Box	CIGIMO 48-00-89-89							
2/3 PIÈCES	GARCHES	3 765						
Parking, 78 m²	19, rue des Quatre-Vents	+ 1 058						
Rez-de-chaussée	SAGGEL 46-08-95-69							
3/4 PIÈCES	GARCHES	6 100						
Parking, 95 m²	13, rue des Suisses	+ 880						
2 ^e étage, balcon	CIGIMO 48-00-89-89							
2 PIÈCES	MEUDON	4 300						
Park., 59 m², 3 ^e ét.	68-80, rue de la République	+ 871						
Imm. neuf	SAGGEL 46-08-95-69							
94 - VAL-DE-MARNE								
3 PIÈCES	CACHAN	4 300						
Park., 71 m²	9, rue Guichard	+ 584						
3 ^e étage	SAGGEL 46-08-95-70							
4 PIÈCES	CHARENTON	6 525						
Park., 89 m²	158, rue de Paris	+ 1 116						
1 ^{er} étage	LOC INTER 47-45-19-97							
5 PIÈCES	JOINVILLE	7 800						
Park., 108 m², 7 ^e ét.	4, rue Halifax	+ 835						
Imm. neuf	SAGGEL 47-42-44-44							
3 PIÈCES	SAINT-MANDÉ	5 976						
Park., 74 m²	31, avenue Joffre	+ 837						
5 ^e étage	LOC INTER 47-45-19-97							
4 PIÈCES	SAINT-MANDÉ	8 033						
Park., 86 m²	7, rue Fays	+ 859						
4 ^e étage	LOC INTER 47-45-19-97							
4 PIÈCES	SAINT-MANDÉ	6 788						
Park., 89 m²	31, avenue Joffre	+ 580						
5 ^e étage	LOC INTER 47-45-19-97							
4 PIÈCES	SAINT-MANDÉ	8 580						
Park., 86 m²	5, rue Fays	+ 949						
6 ^e étage	LOC INTER 47-45-19-97							
4 PIÈCES	SAINT-MANDÉ	9 047						
Park., 88 m²	2, avenue Joffre	+ 949						
3 ^e étage	LOC INTER 47-45-19-97							
3 PIÈCES	SUCY-EN-BRIE	3 250						
Park., 73 m²	2, rue du Lys-d'Or	+ 738						
2 ^e étage	AGIFRANCE 45-90-64-54							
2 PIÈCES	VINCENNES	4 710						
Park., 63 m²,	21-35, rue du Petit-Parc	+ 530						
2 ^e étage	AGF 48-08-78-48							
Cave	Frais de commission	3 451						
4 PIÈCES	VINCENNES	7 710						
Park., 91 m²,	21-35, rue du Petit-Parc	+ 920						
3 ^e étage	AGF 48-08-78-48							
Balcon	Frais de commission	5 486						

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



GRUPE GTF



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 19 SEPTEMBRE

[illegible]

COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	
Obligations						Etrangères						
Emp.État 0,867%	117	70	2 88	Colonat	320	...	Mini Départs	515	511	A.E.S.	805	798
Emp.État 0,867%	89	20	1 88	Dagbl	200	...	Mex.	150	148	Alco. H. Soc.	280	276
10,50% 1984...	100	90	0 44	Comptex	548	532	Navigation (M.)	280	280	Alco. Aluminat.	105	...
Emp.État 13,25-90	100	13	17	Cos Industriels	89/10	...	Cyprus	245	245	Algem. B. Ind.	98	90 10
Emp.État 14,0% 83	101	64	8 40	Cos Lysine	301	488	Ordo (C)	245	240	American Brands	147	...
Emp.État 13,46-83	107	80	9 98	Constat M. Prov.	767	737	Ordy-Devernia	1300	1300	Asst. M. Ind.	276	194 d
Emp.État 12,25 84	100	10	11 58	Constat M. Ind.	403	410	Palm. H. Ind.	1035	1035	Banco Popul. Esp.	415	410
Emp.État 17-85	102	35	8 40	Cos. (Soc. Ind.)	439	459	Palm. H. Ind.	631	635	Banque d'Alger	1850	1852
10,25% 85 86	95	25	3 6	Colind	131	20	Palm. H. Ind.	189 50	189 50	C. d'Alger	2500	2700 5
OAT 10% 5/2000...	97	40	3 15	Darblay	715	...	Palm. H. Ind.	505	548	Chapier Corp.	61 50	64
OAT 8 1/2% 12/1897	95	25	7 88	Degussa	1250	1225	Palm. H. Ind.	201	...	C.I.R.	14 70	14 50
OAT 8 1/2% 1/1988	97	30	8 22	Delmasville	1820	1825	Palm. H. Ind.	248	248	Commerzbank	760	825
UIT 11,25 86	131	80	8 23	Deleval	3820	3710	Palm. H. Ind.	285	248	De Bors (Ind.)	137	210 50
CHF 8,30% 96	95	84	0 8	Dominion	1180	1153	Palm. H. Ind.	380	370	ESL. Bus. L. Ind.	547	537
CHF 8,30% 96...	100	20	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	895	920 d	Gancon	1310	1190
CHF 8,30% 96...	100	20	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	728	740	Glaxo Holdings Ltd.	71 50	...
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	150	140	Glenview Tech.	105	105
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	288	280	Globe and Co (W.)	123 50	122 30
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	GTE Corp.	138	138
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Honeywell Inc.	488	467
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Johnsonberg	1445	...
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Kubota	27	24 80
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Lab. Ind.	310	310
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Midland Text.	23 50	...
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Minerals Ind.	75 50	75 10
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Monaco Ind.	13 70	12 30
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Novel Ind.	375	377
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Procter Gamble	578	578
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Rock	32	...
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Robson	25 50	258 30
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Robson Ind.	218	218 50
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Sabon	245 30	245
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Sares Corp.	61 50	61
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	SCF Antibiot.	81	81
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Siemens Ind.	288	288 40
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Thom Electron.	59 80	59
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Tracy Ind.	22 80	21 30
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Vitali Monogram	3000	...
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	Wagons Ind.	1500	1450
CHF 8,30% 96...	100	10	2 12	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...	West Reed Ind.	12 80	11 75
Actions						Hors-cote						
Agropar Ind. Fin.	998	870	...	Comptex	548	532	Navigation (M.)	280	280	Baye Hydro Energ.	300	...
Applications Ind.	1340	1250	...	Cos Industriels	89/10	...	Cyprus	245	245	Bolton	815	...
Arval	885	880	...	Cos Lysine	301	488	Ordo (C)	245	240	Bolton Ind.	845	...
Aurum	283	280	...	Constat M. Prov.	767	737	Ordy-Devernia	1300	1300	C. G. H. Copier	105	103
Bain C. Minera.	1088	980	...	Constat M. Ind.	403	410	Palm. H. Ind.	1035	1035	C. D. C. Formet.	180	...
B. Hydrop. Europ.	350 80	351 10	...	Cos. (Soc. Ind.)	439	459	Palm. H. Ind.	631	635	Chemours Ind.	578	...
B. Ind. Europ.	280	247	...	Colind	131	20	Palm. H. Ind.	189 50	189 50	Cochery Ind.	360	...
B. Ind. Europ. C. B.	531	...	...	Darblay	715	...	Palm. H. Ind.	201	...	Copax	730	710
Bridgford	3595	4000	...	Degussa	1250	1225	Palm. H. Ind.	248	248	Cover. Assurance	178	...
B. Transp.	2702	2570	...	Delmasville	1820	1825	Palm. H. Ind.	285	248	Ex. Assurance	1501	...
B. T. P.	82 20	83	...	Deleval	3820	3710	Palm. H. Ind.	285	248	Emp. Azucar	68 50	68
Canada	710	730	...	Dominion	1180	1153	Palm. H. Ind.	380	370	Gachet S. A.	75	75
Canada Lysine	730	740	...	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	728	740	Gey Degussa	435	435
Canada Lysine	39 80	...	...	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	150	140	G. T. M.	210	...
C.E.S.F. (P. Ind.)	380	374 40	...	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...			
Comptex Ind.	510	518	...	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...			
Comptex Ind.	115	...	...	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...			
Comptex Ind.	137 80	136 70	...	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...			
Cos. Ind.	152	150	...	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...			
C.I.T.A.	732	738	...	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...			
C.I.T.A. (M. B.)	2200	...	...	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...			
Cos. Ind.	440	...	...	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...			
Cos. Ind.	300	301	...	Edin	1210	1163	Palm. H. Ind.	433	...			

SICAV (selection)[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

La crise du Golfe

L'Irak décide de saisir les biens des pays qui ont gelé ses avoirs et ceux du Koweït

Les autorités irakiennes ont décidé la saisie « des biens et des avoirs » des gouvernements, institutions, sociétés et banques des pays ayant ordonné le gel des avoirs irakiens et koweïtiens, a annoncé mercredi 19 septembre l'agence irakienne INA. Les revenus de ces avoirs et de ces biens sont également saisis, conformément à une loi promulguée mardi soir par la plus haute instance politique irakienne, le Conseil de commandement de la Révolution. Cette loi est rétroactive au 6 août 1990.

A l'initiative des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, les pays industrialisés avaient décidé, dans les jours qui ont suivi l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août dernier, de geler les avoirs irakiens et koweïtiens. De ce fait, le président irakien, M. Saddam Hussein, n'avait pas pu mettre la main sur le patrimoine financier du Koweït à l'étranger (estimé à environ 100 milliards de dollars). La saisie des biens étrangers annoncée mercredi est une réponse à

ce gel. Que signifie-t-elle dans les faits? L'essentiel des avoirs occidentaux en Irak est constitué de créances, que Bagdad ne rembourse d'ailleurs plus. M. Pierre Bérégovoy avait indiqué devant la commission des finances du Sénat le 12 septembre, que la dette de l'Irak envers le reste du monde s'élevait à 70 milliards de dollars, dont 30 milliards à l'égard des pays du Golfe et à 5 à 6 milliards (environ 25 milliards de

francs dont 60 % sont garantis par l'Etat) à l'égard de la France.

Les banques commerciales françaises détiennent 8,8 milliards de francs de créances sur l'Irak, moins que les banques anglaises et surtout allemandes. La saisie concernerait aussi les actifs matériels et immobiliers des gouvernements mais surtout des entreprises qui travaillaient sur place : hôtels, chantiers, matériels pétroliers.

Quand les médias algériens s'intéressent aux « joueurs de pétanque » de Bagdad...

ALGER

de notre correspondant

N'aurait-il été les chaînes de la télévision française facilement captées ici, les Algériens seraient quasiment demeurés dans l'ignorance des raisons qui ont motivé les dernières décisions prises par Paris dans le conflit qui l'oppose à l'Irak. Ce n'est qu'en rendant compte de la conférence de presse de M. François Mitterrand que les médias locaux ont brièvement évoqué l'incident de l'ambassade française à Koweït City. Soulignant que l'attaché militaire interpellé par les autorités irakiennes avait, depuis, récupéré sa liberté de mouvement, Radio Alger a, pour sa part, affirmé que cet officier avait, en réalité, fait l'objet d'un contrôle d'identité pour s'être trouvé dans l'appartement privé d'une femme membre de l'ancienne famille régnante, ce qui donnait un cachet de grivoiserie bien française à toute l'affaire.

Cet incident diplomatique, selon les médias locaux, a servi de prétexte pour masquer l'alignement de plus en plus étroit de Paris sur les Etats-Unis. Ce faisant, les journaux algériens ne font que partager le sentiment majoritaire de leurs concitoyens. Si, contrairement à d'autres capitales arabes, la mobilisation dans la rue est restée modeste, le soutien à l'Irak ne fait cependant aucun doute. Certes, simples citoyens comme officiers oublient rarement de rappeler leur opposition à l'annexion du Koweït. Mais, une fois cette réserve faite, ils n'en développent que mieux leur hostilité à la présence occidentale dans le Golfe, insistant notamment sur le parti pris de l'ONU pour une fois si empressée à mettre en œuvre les mesures votées par le Conseil de sécurité.

Dans cette guerre d'arguments, les médias français sont l'objet d'attaques soutenues. Comme souvent, la télévision figure au premier rang des accusés, sévèrement critiquée par ses contempteurs pour ne présenter qu'une vision unilatérale du conflit, « contaminée » par les suggestions, sinon plus, de Paris. Il est ainsi arrivé à un envoyé spécial de Radio Alger à

Bagdad de soutenir que les journalistes occidentaux présents dans la capitale irakienne travaillaient en étroite collaboration avec les attachés militaires de leurs pays respectifs, ce qui n'était pas le cas des Algériens. Evitant soigneusement d'utiliser le mot « otage », il s'est ensuite longuement étendu sur la vie quotidienne de ces Occidentaux, au sort « excessivement médiatisé », logés à Bagdad dans des « hôtels de luxe cinq étoiles » et se livrant aux joies du « tennis ou de la pétanque ».

Méditations

Les hommes politiques demeurent, eux, d'un parfait silence. Mettant leur discrétion au compte de l'efficacité, les membres du gouvernement évitent de commenter la situation et les responsables des partis politiques font de même. A deux exceptions près, cependant : celles de M. Abassi Madani, président du Front libérateur du salut (FLS), et de M. Ahmed Ben Bella, ancien président de la République, qui n'ont pas, eux, laissé passer l'occasion d'occuper une scène laissée vide par leurs adversaires.

Au début de la crise, on avait vu le FIS écartelé entre les sentiments spontanément pro-irakiens de ses troupes et ses anciens liens avec l'Arabie Saoudite. Depuis, il a su amorcer un réajustement tout en occupant un nouveau créneau : celui de médiateur entre l'Irak et l'Arabie. Regu deux fois à Bagdad et trois fois à Djeddah, M. Madani a rendu compte d'une mission que personne ne lui avait demandée mais qui, en l'absence d'une initiative algérienne visible, le fait presque apparaître comme un négociateur officiel de son pays.

M. Ben Bella est, lui aussi, fidèle au rendez-vous de la crise. Dans le registre « anti-impérialiste » qui est le sien, il vient d'assister, à Amman, à la conférence des forces populaires arabes, à côté notamment de délégations palestiniennes, avant de s'envoyer pour Bagdad. Nul doute qu'il saura exploiter à son profit ces déplacements, à quelques jours seulement de son retour au pays.

GEORGES MARION

En visite à Prague

M^{me} Margaret Thatcher exprime sa « honte » des accords de Munich

Le premier ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, a fait part, mardi 18 septembre à Prague, de la « honte » de son pays à l'égard des accords de Munich. « Nous avons failli en 1938 lorsqu'une désastreuse politique d'apaisement a permis à Hitler d'étouffer votre indépendance », a-t-elle déclaré devant l'Assemblée fédérale, au troisième jour de sa visite en Tchécoslovaquie.

M^{me} Thatcher a également proposé une magna carta européenne, « une grande zone de démocratie de la côte ouest des Etats-Unis à l'Extrême-Orient soviétique ».

La presse britannique n'a pas pu s'empêcher de comparer la prestation de M^{me} Thatcher de celle du président Mitterrand, qui a précédé le premier ministre britannique de trois jours à Prague, une avance dont les journaux de Londres semblent tirer quelque ressentiment. Le Financial Times parle mercredi d'« hostilités diplomatiques anglo-françaises en terre de Bohême », regrette qu'une rue de Gaulle ait été inaugurée à Prague avant la place Churchill, mais se console en relevant que cette dernière est plus grande.

Au conseil des ministres

Un projet de loi sur la réglementation des télécommunications

Le conseil des ministres, réuni mercredi matin 19 septembre à l'Elysée, a entendu deux communications : l'une de M. Michel Rocard sur les mesures en faveur de l'emploi (lire page 35), l'autre de M. Michel Delebarre sur l'enseignement de l'architecture (lire page 16).

Outre la traditionnelle communication sur la situation internationale, le conseil a adopté un projet de loi portant réglementation des télécommunications, dernier volet de la réforme des postes et télécommunications engagée par le gouvernement. Ce texte rend au ministre chargé des télécommunications l'intégralité des compétences réglementaires dans ce secteur.

Le ministre retrouve, ainsi, les attributions qui étaient dévolues provisoirement par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), par exemple pour l'attribution de fréquences privées. Toutefois, le CSA conserve ses attributions dans tous les domaines où une activité audiovisuelle est en cause. Le projet comporte des mesures visant à définir un nouveau cadre juridique pour la régulation des télécommunications, qui s'inspire des recommandations européennes et modernise un domaine encore partiellement régi par une loi de 1937.

EN BREF

URSS : Manifestation anti-KGB à Tbilissi. Des manifestants ont envahi dans la nuit du dimanche 16 au lundi 17 septembre l'immeuble du KGB de Tbilissi, brûlant des photos officielles et dispersant des documents officiels. Cette manifestation avait été organisée par le groupuscule nationaliste de la Société Saint-Ilia, pour obtenir la libération d'un de ses militants, David Gelachvili. Auparavant, le leader nationaliste Zviad Gamsakhouria avait présidé un rassemblement au cours duquel il avait présenté le programme électoral du nouveau groupe intitulé Georgie libre. (AFP)

IRLANDE : Election présidentielle. La prochaine élection présidentielle aura lieu le 7 novembre. L'actuel président, M. Patrick Hillery ne peut se représenter ayant déjà exercé deux mandats de sept ans. Le parti au gouvernement, le Fianna Fail, a donc investi le vice-premier ministre et ministre de la défense, M. Brian Lenihan, pour défendre ses couleurs lors du scrutin. M. Austin Currie sollicitera les suffrages pour le Fine Gael, le principal parti d'opposition. (AFP)

Décès de Philippe Gosset. Philippe Gosset, ancien directeur adjoint de Télé 7 Jours, directeur du service de presse de TF1, est mort mardi 18 septembre d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante ans.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Les gens sont méchants !

QUELLES peaux de vache, mes confrères, toujours à dénigrer, à voir le mal partout ! Je pense à ce malheureux Médecin. Voilà plus de dix ans qu'il lui tapent dessus à bras raccourcis. Sans conséquence, d'accord, vu que, lui, le bras, il l'avait long. Mais quand même, oser parler mardi, à la « une » du Monde, journal sérieux, de la chute d'un homme d'affaires, c'est d'un léger ! Moi, ça m'a révolté. Lui aussi. Il l'a dit hier à l'AFP : Des affaires, c'est maintenant que je vais enfin pouvoir en faire !

Pas à Nice, à Mar-del-Plata et à Buenos-Aires. Ils se tutoient avec le président Menem, un ami, un vrai, pas comme ce chien de Chérassé qui arrête pas de lui chercher des poux. A Nice, c'était la galère. Il passait ses journées, pas à détourner, à racier les fonds de tiroir et à obtenir du préfet l'autorisation de toucher des petites commissions de rien du tout pour arriver à joindre les deux bouts. Les grosses, c'est pas lui, c'est une vague connaissance, une certaine Elisabeth qu'il aurait d'ailleurs rencontrée absolument par hasard à l'escalier de New-York : Vous ici, ça alors ! Et vous allez en Argen-

tine ? Ça tombe bien, moi aussi ! Attention, c'est pas moi qui le dit, c'est le Canard. Et il ajoute qu'avant de se faire la malle ce pauvre Jacques en avait précipitamment bouclé quatre. Manque de bol, à Roissy, un coup de téléphone anonyme alerte les douaniers : Cherchez la bombe ! Ils l'ont trouvée. En ouvrant les bagages destinés à M^{me} l'ex-maire, qu'est-ce qu'il leur saute au nez ? 600 000 balles en argent liquide accompagnées de quelques cassettes pornos.

Ce qui l'a perdu, Médecin, c'est sa distraction et son horreur de la paperasserie. Prenez ses déclarations de revenus depuis 1980, tout ce qu'il fallait marquer dessus, la pension alimentaire à sa première femme, un tas de frais, de trucs et de machines, alors qu'il payait pas d'impôts. Normal, il lui restait à peine plus que le Smic, 7 500 F par mois.

Du coup, cette pile de billets oubliés sous une pile de chemises, ça lui est complètement sorti de la tête. Une vieille histoire de pourcentage sur une pub pour des chiotas publiques proposées par Decaux à la ville de Los Angeles. Et, bon, il a pas pensé à tirer la chaîne !

L'affaire Doué : deux députés RPR demandent une commission d'enquête parlementaire

MM. Jacques Toubon et Jean-Louis Debré, députés RPR, ont demandé, mardi 18 septembre, la création d'une commission d'enquête parlementaire « sur le fonctionnement actuel des renseignements généraux ». « L'enquête liée à la disparition du pasteur Doué a révélé que six policiers du groupe des enquêteurs réservées dépendant des renseignements généraux ont mené, sur instruction de leur hiérarchie, des investigations afin d'infiltrer un réseau de pédophiles, ont-ils expliqué dans un communiqué, mardi 18 septembre. On peut légitimement s'étonner de voir des policiers chargés d'assurer des tâches relevant de la police administrative s'occuper d'une affaire de mœurs qui relève de la compétence exclusive de la police judiciaire. »

A l'issue d'un débat contradictoire, mardi, M^{me} Nelly Delbos, juge d'instruction à Nanterre (Hauts-de-Seine), a ordonné le maintien en détention provisoire de l'inspecteur Jean-Marc Dufour, soupçonné d'avoir exercé des violences pour infiltrer un indicateur dans l'association du pasteur Doué. L'avocat du policier, M^{me} Jac-

ques Vergès a accusé les RG d'avoir voulu se livrer à des « opérations de chantage contre des hommes politiques pédophiles ». Evoquant l'« enlèvement » du pasteur, l'avocat estime qu'on a tenté « d'en couvrir les auteurs en ouvrant un contre-feu et en mouillant un fic de base ».

PROMO-LIVRE

9-16 rue Bonald

69007 LYON 72 73 10 58

l'entraînement

par les annales

pour B.T.S.

pochettes de sujets

de 1984 à 1990:

● Culture générale

● Eco - droit

● Cas Action Co.

● Cas. Comm. Intern.

● Cas Compta.

● Cas bureautique

L'ESSENTIEL

SECTION A

La crise du Golfe 2 et 3

Les poursuites

contre Winnie Mandela

L'épouse du leader africain poursuivie pour enlèvement et violences 6

Les journées

parlementaires

des centristes

M. Méhaignerie tente de renforcer son autorité 8

SECTION B

La lutte

contre l'alcoolisme

Au Sénat, les alcooliques proposent de participer à la prévention de l'éthylisme 11

Enseignement

de l'architecture

M. Delebarre présente une réforme au conseil des ministres 16

SECTION C

ARTS • SPECTACLES

● Le XVIII^e Festival d'automne à Paris : fidèle à l'esprit de ses débuts ● « Le Marchand de Venise » mis en scène par Peter Zadek ● Auteurs venus de l'Est : ces nations qui s'éveillent ● « Les Nibelungen », de Fritz Lang : la résurrection d'un mythe ● Un entretien avec le compositeur et chef d'orchestre hongrois Peter Eötvös ● Cinéma, théâtre, musique, danse : tous les spectacles nouveaux ● Le calendrier des expositions 19 à 34

SECTION D

Le troisième plan

pour l'emploi

Une aide privilégiée pour les PME 35

Les conséquences

de la crise du Golfe

L'envolée du prix du pétrole et ses implications budgétaires. Les difficultés de l'Inde et de Djibouti 36-37

Le conflit

à la Sécurité sociale

M. Laverne est chargé d'une mission de concertation 37

Services

Abonnements 14
Annonces classées 40 à 43
Automobile 17
Carnet 17
Marchés financiers 44-45
Météorologie 18
Mots croisés 16
Radio-télévision 18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 19 septembre 1990 a été tiré à 555 404 exemplaires.

(Publicité)
COOPÉRANTS :
TRANSPORT
OUTRE-MER
DE VOTRE
AUTOMOBILE

TRANSIT AUTO
INTERNATIONAL S.A.
17, avenue de Friedland
75008 PARIS
Tél. : 42-25-64-44
Téléc. : 648206

(Publicité)
Le Français
en retard
d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les affractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10) - M^o Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

EX.CO.SUP
MÉDECINE - PHARMACIE
De la Terrasse à la 2^e année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révisions
Enseignement par Minitel : 9615 EXCOSUP
12, rue Hautefeuille - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33